

Muren uitdrogen - optrekkend vocht  
 Versterking van instabiele muren of totale sloop/reconstructie van deze muren  
 Vervanging van verkeersdragers op een of meer locaties  
 Eliminatie van merula of andere schimmels met vergelijkbare effecten  
 Verwijdering van radon  
 Thermische isolatie van muren  
 Thermische isolatie van vloeren  
 Aan de slag met de elektrische installatie  
 Toe-eigening van de gasinstallatie  
 Vervanging van buitenschrijnwerk/beglazing  
 Warmtepomp voor sanitair warm water  
 Warmtepomp voor verwarming of gecombineerd  
 Biomassa ketel  
 Zonneboilers  
 Biomassaketel gecombineerd met zonneboiler in één bedrijf  
 Single-flow gecontroleerd mechanisch beademingsstelsel (CMV)  
 CMV-systeem met dubbele stroom (met warmteterugwinning)  
 Het verhogen van de efficiëntie van productie, distributie, opslag, emissie en regulering van verwarmingsinstallaties  
 Verhoogde efficiëntie in de productie, distributie, opslag en regeling van warm water voor huishoudelijk gebruik  
 Fotovoltaïsche panelen  
 Batterij voor opslag van elektriciteit  
 Gezien om gevoegd te worden bij het besluit van de Waalse Regering van 2 mei 2024 betreffende de subsidiëring van de infrastructuur en de uitrustingen voor opvangcentra voor jonge kinderen  
 Namen, 2 mei 2024.

Voor de regering :

De minister-president,  
E. DI RUPO

De minister van Ambtenarenzaken, Informatietechnologie, Administratieve Vereenvoudiging,  
Gezinsbijslagen, Toerisme, Erfgoed en Verkeersveiligheid,  
V. DE BUE

SERVICE PUBLIC DE WALLONIE

[C – 2024/010384]

**6 JUIN 2024. — Arrêté du Gouvernement wallon modifiant l'arrêté royal du 23 décembre 1994 portant détermination des conditions d'agrément et des règles du contrôle administratif des organismes chargés du contrôle des véhicules en circulation**

Le Gouvernement wallon,

Vu la loi du 21 juin 1985 relative aux conditions techniques auxquelles doivent répondre tout véhicule de transport par terre, ses éléments ainsi que les accessoires de sécurité ;

Vu l'arrêté royal du 23 décembre 1994 portant détermination des conditions d'agrément et des règles du contrôle administratif des organismes chargés du contrôle des véhicules en circulation ;

Vu le rapport du 26 mars 2024 établi conformément à l'article 3, 2°, du décret du 11 avril 2014 visant à la mise en œuvre des résolutions de la Conférence des Nations unies sur les femmes à Pékin de septembre 1995 et intégrant la dimension du genre dans l'ensemble des politiques régionales ;

Vu l'avis de l'Inspection des Finances, donné le 5 avril 2024 ;

Vu l'accord du Ministre du Budget, donné le 19 avril 2024 ;

Vu l'avis de la Commission consultative wallonne administration-industrie donné le 12 avril 2024 ;

Vu l'avis 76.214/4 du Conseil d'État, donné le 22 mai 2024, en application de l'article 84, § 1<sup>er</sup>, alinéa 1<sup>er</sup>, 2°, des lois sur le Conseil d'État, coordonnées le 12 janvier 1973 ;

Considérant que deux organismes sont agréés en Wallonie afin d'assurer les activités déléguées de contrôle technique, des examens du permis de conduire et de contrôle technique routier ;

Considérant que les secteurs du contrôle technique et du permis de conduire sont régis par diverses réglementations émanant du Fédéral :

a) l'arrêté royal du 23 décembre 1994 fixant les conditions d'agrément et la réglementation du contrôle administratif des organismes chargés du contrôle des véhicules mis en circulation et modifié par l'arrêté du gouvernement wallon du 30 mars 2017 donne ainsi aux organismes, Autosécurité et AIBV, la mission d'organiser le contrôle technique en Wallonie ;

b) l'arrêté royal du 23 mars 1998 relatif au permis de conduire leur donnant la mission d'organiser les examens en vue de l'obtention du permis de conduire ;

c) l'arrêté du Gouvernement wallon du 6 juillet 2017 relatif au contrôle technique routier des véhicules utilitaires immatriculés en Belgique ou à l'étranger leur donnant la mission d'accompagner les contrôles routiers ;

Considérant que dans un souci d'amélioration continue des services et de la bonne gouvernance tant dans les relations entre l'administration et les organismes qu'entre ces derniers et la clientèle, il a été décidé de confronter ces différentes réglementations afin de déterminer ce qui pouvait ou devait évoluer et ce qui devait être clarifié ;

Considérant que le service commun d'audit a été chargé en mai 2021 de réaliser « un audit financier des organismes et une analyse critique sur les points suivants :

a) le système des rémunérations des organismes agréés de contrôle automobile et d'examen du permis de conduire dans le cadre des missions qui leurs sont confiées par la région wallonne ;

b) les règles de comptabilisation des produits et charges au sein des comptes d'exploitation des organismes ;

c) la procédure d'audit de ces comptes d'exploitation.

Cet examen sera complété par une analyse juridique du cadre légal actuel. La mission inclura des propositions d'évolution du système et de la réglementation au regard des différents constats établis lors des analyses financière et juridique. Ces propositions s'inscriront dans un objectif de meilleure gouvernance et d'une plus grande transparence. » ;

Considérant que le rapport d'audit a été présenté début d'année 2022 ;

Que ses recommandations ont été implémentées par différents groupes de travail mis en place avec les organismes agréés, le SPW MI et un consultant dans le présent projet de modification de l'arrêté royal du 23 décembre 1994 portant détermination des conditions d'agrément et des règles du contrôle administratif des organismes chargés du contrôle des véhicules en circulation dans l'optique d'améliorer le fonctionnement des centres, leur qualité de service, la transparence et la bonne gouvernance.

Considérant que la refonte de l'arrêté royal vise, de manière non exhaustive à :

a) clarifier et étayer certaines dispositions contenues dans cet arrêté royal ;

b) actualiser certaines dispositions qui n'étaient plus en phase avec la réalité du terrain ou qui étaient devenues obsolètes à la suite de l'évolution de la réglementation ;

c) instaurer une procédure d'élaboration et de suivi budgétaire incluant un reporting et des contrôles plus rigoureux ;

d) synthétiser en un seul et unique document les dispositions comptables et budgétaires contenues dans l'annexe 4 de l'arrêté royal et dans une circulaire fédérale appelée communément le « livret rouge ».

e) introduire une rémunération variable des organismes en fonction de la rencontre d'indicateurs de performance et de qualité de service définis par le Ministre de tutelle.

Sur la proposition de la Ministre de la Sécurité routière ;

Après délibération,

Arrête :

**Article 1<sup>er</sup>.** A l'article 1<sup>er</sup>/1 de l'arrêté royal du 23 décembre 1994 portant détermination des conditions d'agrément et des règles du contrôle administratif des organismes chargés du contrôle des véhicules en circulation, inséré par l'arrêté du Gouvernement wallon du 30 mars 2017 et modifié par l'arrêté du Gouvernement wallon du 31 août 2023, les modifications suivantes sont apportées :

1° l'alinéa 1<sup>er</sup>, 7° est remplacé par ce qui suit ;

« 7° la Commission IT : la commission composée de représentants de l'Administration et des organismes. Le fonctionnement de cette commission est régi par un règlement d'ordre intérieur approuvé par le Ministre ; » ;

2° l'alinéa 1<sup>er</sup> est complété par les 8°, 9°, 10°, 11°, 12°, 13°, 14°, 15° et 16° rédigés comme suit :

« 8° le délégué : le fonctionnaire de l'Administration habilité par l'annexe 6 ;

9° les documents de visite appropriés :

a) les documents tels que visés à l'article 23 novies de l'arrêté royal du 15 mars 1968 ;

b) les documents tels que visés à l'article 9 de l'arrêté du Gouvernement wallon du 18 novembre 2022 ;

10° le manuel comptable : le document tel que fixé par l'annexe 4 qui reprend :

a) l'ensemble des règles d'imputation des dépenses et des recettes dans la comptabilité d'exploitation des organismes ;

b) les modalités d'introduction des budgets initiaux et ajustés ;

c) les modalités d'exécution du budget ;

d) les modalités de régularisation du compte d'exploitation ;

11° le manuel qualité : le document approuvé par le Ministre et qui reprend :

a) une liste d'indicateurs de qualité de service et de bonne gestion ;

b) les seuils fixes ou variables à atteindre par les organismes dans l'exécution de leurs missions ;

12° les activités déléguées :

a) les activités de contrôle technique telles que visées par les articles 23 à 23 undecies de l'arrêté royal du 15 mars 1968 ;

b) les activités de contrôle technique telles que visées par l'arrêté du Gouvernement wallon du 18 novembre 2022 ;

c) les activités en matière de réception telles que visées aux articles 7, 8 et 13 de l'arrêté royal du 15 mars 1968 et l'article 3 de l'arrêté royal du 10 octobre 1974 portant règlement général sur les conditions techniques auxquelles doivent répondre les cyclomoteurs et les motocyclettes ainsi que leurs remorques ;

d) les activités de permis de conduire telles que visées par l'arrêté royal du 23 mars 1998 relatif au permis de conduire et l'arrêté royal du 10 juillet 2006 relatif au permis de conduire pour les véhicules de catégorie B ;

e) les activités de contrôle routier telles que visées par l'arrêté du Gouvernement wallon du 13 avril 2023 relatif au contrôle technique routier des véhicules utilitaires immatriculés en Belgique ou à l'étranger ;

13° l'arrêté royal du 15 mars 1968 : l'arrêté royal du 15 mars 1968 portant règlement général sur les conditions techniques auxquelles doivent répondre les véhicules automobiles et leurs remorques, leurs éléments ainsi que les accessoires de sécurité ;

14° l'arrêté du Gouvernement wallon du 18 novembre 2022 : l'arrêté du Gouvernement wallon du 18 novembre 2022 relatif au contrôle technique des véhicules à deux ou trois roues et des quadricycles et modifiant l'arrêté royal du 10 octobre 1974 portant règlement général sur les conditions techniques auxquelles doivent répondre les cyclomoteurs et les motocyclettes ainsi que leurs remorques ;

15° le Fonds de la sécurité routière : le Fonds de la sécurité routière créé par l'article 4 du décret du 29 octobre 2015 portant création de fonds budgétaires en matière de routes et de voies hydrauliques ;

16° les recettes nettes : les montants imputés aux comptes suivants :

a) 700 Recettes brutes du contrôle technique et du permis de conduire ;

b) 701 Autres recettes des activités déléguées ;

c) 741 Plus-values sur immobilisations corporelles et incorporelles ;

d) 746 Recettes pour la délivrance d'attestations de relevé kilométrique Car-Pass tel que visé à l'article 6, § 3, alinéa 1<sup>er</sup> de la Loi du 11 juin 2004 relative à l'information à fournir lors de la vente de véhicules d'occasion. » ;

3° l'alinéa 2 est abrogé.

**Art. 2.** A l'article 2 du même arrêté, les mots « le contrôle des véhicules en circulation est confié » sont remplacés par les mots « la mission de service public de contrôle des véhicules en circulation est confiée ».

**Art. 3.** A l'article 4 du même arrêté, modifié en dernier lieu par l'arrêté du Gouvernement wallon du 9 février 2023, les modifications suivantes sont apportées :

1° le paragraphe 1<sup>er</sup> est remplacé par ce qui suit :

« § 1er. L'organisme assure un service de qualité aux usagers.

Il se conforme aux directives qui lui sont données en la matière par le Ministre ou son délégué. Il veille notamment à limiter les temps d'attente et les délais de rendez-vous.

Le temps d'attente correspond au temps entre l'heure précise telle qu'établie lors de la prise de rendez-vous et l'heure à laquelle débute le contrôle.

Lorsque le contrôle est effectué sans rendez-vous, le temps d'attente correspond au temps écoulé entre la présentation du véhicule sur le site et l'heure à laquelle débute le contrôle.

Le Ministre fixe les modalités en matière de délais de rendez-vous.

Il ne peut pas être prévu de fermeture annuelle.

Les horaires d'ouverture sont approuvés par le Ministre ou son délégué. » ;

2° au paragraphe 2 le terme « rappel » est remplacé par « avertissement d'échéance » :

**Art. 4.** A l'article 5 du même arrêté, modifié en dernier lieu par l'arrêté du Gouvernement wallon du 30 mars 2017, les mots « leurs activités » sont remplacés par les mots « les activités qui leur sont déléguées ».

**Art. 5.** A l'article 7 du même arrêté les modifications suivantes sont apportées :

1° à l'alinéa 1<sup>er</sup>, a), les mots « de visite » sont insérés entre le mot « documents » et le mot « appropriés » ;

2° l'alinéa 1<sup>er</sup>, b) est remplacé par ce qui suit :

« b) une ou plusieurs lignes d'inspection, des locaux de service ainsi que des locaux sociaux pour le personnel;

Par locaux de service, il est entendu les zones de services occupées par les membres du personnel de la station qui sont potentiellement accessibles au public dont le bureau du chef de station moyennant autorisation, les guichets d'accueil et les caisses.

Par locaux sociaux, il est entendu les zones accessibles exclusivement aux membres du personnel de la station, dont le réfectoire, les vestiaires et les sanitaires. ».

**Art. 6.** A l'article 8 du même arrêté, modifié par l'arrêté du Gouvernement wallon du 30 mars 2017, les modifications suivantes sont apportées :

1° au paragraphe 1<sup>er</sup>, les modifications suivantes sont apportées :

a) à l'alinéa 2, les mots « au § 2 » sont remplacés par les mots « à l'annexe 1<sup>re</sup>. » ;

b) à l'alinéa 3 les modifications suivantes sont apportées :

(1) les mots « au § 2, point 4.1 » sont remplacés par les mots « à l'annexe 1<sup>re</sup>, point 5.1 » ;

(2) les mots « le § 2 » sont remplacés par les mots « l'annexe 1<sup>re</sup>. » ;

c) à l'alinéa 4, le mot « capable » est remplacé par les mots « qui permet » ;

d) il est complété par un alinéa rédigé comme suit :

« Par dérogation à l'alinéa 4, le Ministre peut autoriser l'implantation d'une station ne disposant pas d'au moins une ligne qui permet de contrôler les véhicules d'une masse maximale autorisée supérieure à 3.500 kg si une autre station qui dispose d'une telle ligne est située dans un rayon de moins de quinze kilomètres de la station qui fait l'objet de la présente dérogation. » ;

2° au paragraphe 4, les mots « sa charge » sont remplacés par les mots « la charge de l'organisme » ;

3° le paragraphe 5 est remplacé par ce qui suit :

« § 5. Les installations et leur équipement permettent, à tout moment, l'exécution des activités qui sont déléguées aux organismes et assurent un service de qualité aux usagers, conformément aux directives du Ministre ou de son délégué. Les appareils doivent notamment avoir satisfaits à la vérification visée au paragraphe 4. ».

**Art. 7.** A l'article 9 du même arrêté, le mot « géographique » est inséré entre le mot « l'implantation » et les mots « des stations ».

**Art. 8.** L'article 10 du même arrêté, modifié par l'arrêté du Gouvernement wallon du 30 mars 2017, est remplacé par ce qui suit :

« Art. 10. § 1<sup>er</sup>. L'organisme est tenu de proposer au Ministre ou à son délégué des mesures en vue d'augmenter la capacité de ses installations lorsque la charge d'une station dépasse six mille heures de temps technique par an et par ligne d'inspection dédiée et ce, sur base d'horaires d'ouverture de quarante-cinq heures par semaine, soit en augmentant le nombre de lignes d'inspection dans la station existante, soit en établissant une nouvelle station de contrôle.

Par ligne d'inspection dédiée, il est entendu une ligne d'inspection utilisée pour le contrôle de véhicules de catégories spécifiques telles que précisées à l'article 1, § 1<sup>er</sup>, de l'arrêté royal du 15 mars 1968.

Le temps technique des prestations effectuées sur les lignes de contrôle délocalisé attachées à une station ainsi que ces lignes sont à exclure du calcul de la charge de cette station.

Sauf si la croissance probable de l'activité en justifie une autre, la capacité des nouvelles installations envisagées doit se baser :

- a) pour la construction du bâtiment, sur une charge minimale de trois mille heures de temps technique par an et par ligne d'inspection ;
- b) pour l'équipement des lignes d'inspection, sur une charge minimale de trois mille cinq cents heures de temps technique par an et par ligne d'inspection.

Le nombre de lignes d'une nouvelle station est d'au moins trois sauf s'il s'agit du remplacement d'une station de contrôle existante.

§ 2. L'organisme qui envisage des constructions nouvelles ou des travaux d'adaptation ou d'agrandissement doit en soumettre le projet, pour approbation, au Ministre. L'approbation précise dans quel délai la réalisation doit être exécutée.

Le dossier de soumission du projet doit être constitué des éléments suivants :

- a) en cas d'acquisition préalable d'un terrain à bâtir, l'approbation visée à l'article 11, § 1<sup>er</sup>, alinéa 3 ;
- b) en cas de travaux qui le nécessitent, le permis d'urbanisme, le permis unique et l'autorisation d'exploitation ;
- c) en cas de modifications apportées à des installations existantes, un état des lieux et les plans des installations avant la réalisation des travaux ;
- d) une projection et les plans des installations, après la réalisation des travaux ;
- e) le budget estimé des travaux selon le canevas repris à l'annexe 4, point IX, la ou les source(s) de leurs financements, ainsi, que la durée d'amortissement des biens ;
- f) la justification du temps technique par ligne, avant et après la réalisation des travaux ;
- g) une motivation qui justifie la nécessité des travaux ;
- h) l'inventaire du matériel de contrôle présent au sein de la station, après la réalisation des travaux ;
- i) le planning des travaux indiquant la date escomptée du début des travaux, les délais d'exécution des travaux et la date de fin estimée des travaux ;
- j) l'impact du projet en matière de ressources humaines.

Le Ministre ou son délégué peut solliciter, auprès de l'organisme, toutes informations ou tous documents complémentaires pour la complétude du dossier de soumission.

Le dossier de soumission est proposé au Ministre ou son délégué, après l'obtention du permis d'urbanisme ou du permis unique s'il est requis et, au plus tard trois mois avant la date escomptée du début des travaux.

La complétude du dossier est notifiée à l'organisme par l'administration dans les quinze jours calendaires qui suivent sa réception ou, le cas échéant la réception de documents ou d'informations complémentaires. Le Ministre fait part de sa décision à l'organisme dans les deux mois qui suivent la réception du dossier de soumission complet ou complété.

Les coûts des travaux réalisés en dehors de l'approbation visée à l'alinéa 1<sup>er</sup>, sont exclus des charges visées à l'article 25, alinéa 2, à l'exception des dépenses qui ont été rendues nécessaires à la constitution complète du dossier de soumission.

§ 3. L'organisme soumet les projets d'établissement d'une ou plusieurs lignes de contrôle délocalisé, pour approbation, au Ministre ou à son délégué.

§ 4. L'organisme produit, endéans les trois mois de la réception provisoire des travaux approuvés par le Ministre, une analyse comparative entre les montants budgétés tels que visée au paragraphe 2, alinéa 2, point e), et le coût des travaux exécutés ainsi qu'une justification des écarts significatifs constatés.

Par significatifs, il est entendu toute variation à la hausse ou à la baisse de dix pour cent ou plus, pour chacun des postes identifiés dans le budget prévisionnel visé au paragraphe 2, alinéa 2, point e), et leur exécution. ».

**Art. 9.** L'article 11 du même arrêté, modifié en dernier lieu par l'arrêté du Gouvernement Wallon du 30 mars 2017, est remplacé par ce qui suit :

« Art. 11. § 1<sup>er</sup>. Les biens immobiliers destinés à l'exécution des activités déléguées, à l'exception de ceux utilisés dans le cadre du contrôle délocalisé, sont acquis en pleine propriété par les organismes.

Pour l'application de l'alinéa 1<sup>er</sup>, les baux emphytéotiques qui existent à la date d'entrée en vigueur du présent arrêté sont assimilés à une acquisition en pleine propriété.

Le Ministre approuve préalablement l'acquisition d'un terrain.

Les coûts des acquisitions réalisées sans l'approbation visée à l'alinéa 3, sont exclus des charges visées à l'article 25, alinéa 2, à l'exception des dépenses qui ont été rendues nécessaires à la constitution complète du dossier de soumission.

Le dossier de soumission à l'approbation du Ministre doit contenir les éléments suivants :

- a) une estimation du bien par le Comité d'Acquisition d'Immeubles (CAI) ou à défaut, par un expert immobilier ;
- b) le plan cadastral du bien ;
- c) une estimation du prix d'acquisition tous frais inclus ;
- d) la date estimée d'acquisition ;
- e) une motivation qui justifie l'acquisition.

Le Ministre ou son délégué peut solliciter, auprès de l'organisme, toutes informations ou tout documents complémentaires pour la complétude du dossier de soumission.

La complétude du dossier est notifiée à l'organisme par l'administration dans les quinze jours calendaires qui suivent sa réception ou, le cas échéant, la réception de documents ou d'informations complémentaires. Le Ministre fait part de sa décision à l'organisme dans les deux mois qui suivent la réception du dossier de soumission complet ou complété.

§ 2. Lorsque l'acquisition en pleine propriété d'un bien immobilier est impossible mais que ce bien est indispensable à l'exécution des activités déléguées à l'organisme, celui-ci peut procéder à sa location ou à son leasing immobilier.

Tant le principe de la location que du leasing immobilier ainsi que le montant du loyer doivent être préalablement approuvés par le Ministre ou son délégué.

Un exemplaire du bail de location, dûment enregistré, ou du contrat de leasing doit être remis au Ministre ou à son délégué. ».

**Art. 10.** L'article 12 du même arrêté est abrogé.

**Art. 11.** A l'article 13 du même arrêté, les mots « à savoir son directeur général, ses directeurs administratif et technique, » sont insérés entre le mot « publique, » et les mots « doivent ».

**Art. 12.** L'article 14 du même arrêté, modifié par l'arrêté du Gouvernement wallon du 30 mars 2017, est remplacé par ce qui suit :

« Art. 14. § 1<sup>er</sup>. L'organisme dispose de personnel qui est de bonne conduite et moralité et qui a les qualifications professionnelles qui figurent à l'annexe 2.

Avant de pouvoir effectuer des contrôles techniques périodiques, les inspecteurs ont :

1° suivi une période de stage ;

2° suivi une formation approuvée par le Ministre ou son délégué ;

3° réussi les examens dont le contenu et les modalités sont approuvés par le Ministre ou son délégué.

La réussite des examens donne lieu à la délivrance d'un certificat de compétence dont le contenu minimum est défini à l'annexe 2.

L'organisme est responsable de la formation professionnelle initiale et continue de son personnel. Le contenu minimum défini à l'annexe 2 et les modalités de ces formations sont approuvés par le Ministre ou son délégué.

§ 2. L'organisme se conforme aux instructions relatives à l'organisation de la formation de son personnel émanant du Ministre ou de son délégué en vue d'assurer l'uniformité dans l'exécution des activités qui leur sont déléguées. ».

**Art. 13.** A l'article 19 du même arrêté, les modifications suivantes sont apportées :

1° le mot « minimum » est inséré entre le mot « montant » et les mots « de 2 500 000,00 EUR » ;

2° le mot « minimum » est inséré entre le mot « montant » et les mots « de 1 250 000,00 EUR ».

**Art. 14.** L'article 20 du même arrêté est remplacé par ce qui suit :

« Art. 20. § 1<sup>er</sup>. L'organisme est tenu de produire, assurer le suivi et superviser les indicateurs fixés au sein du manuel qualité.

Préalablement à leur instauration par le Ministre, les indicateurs font l'objet d'une concertation auprès des organismes agréés afin de s'assurer de la faisabilité de leur implémentation technique et de leur viabilité économique.

Ces indicateurs mesurent notamment le niveau de qualité du service aux usagers, le respect de l'implémentation des directives de l'autorité et la bonne gestion des activités déléguées aux organismes.

Le degré d'atteinte des objectifs liés à ces indicateurs influence la rémunération de l'organisme conformément au paragraphe 2.

§ 2. La rémunération des organismes est constituée d'un montant de base et d'une partie variable.

Le montant de base représente six pour cent des recettes nettes toute activité déléguée confondue. Ce montant de base est majoré ou diminué d'une partie variable jusqu'à un virgule cinq pour cent maximum des recettes nettes selon le respect des seuils fixés par les indicateurs approuvés par le Ministre, au sein du manuel qualité. ».

**Art. 15.** L'article 21 du même arrêté, remplacé par l'arrêté du Gouvernement wallon du 31 août 2023, est remplacé par ce qui suit :

« Art. 21. § 1<sup>er</sup>. L'organisme introduit au plus tard le 30 septembre de chaque année, un budget prévisionnel initial des recettes et dépenses de l'exercice à venir pour analyse et approbation par le Ministre ou son délégué.

La budgétisation des dépenses informatiques dans le budget prévisionnel initial tel que visé à l'alinéa 1<sup>er</sup> est préalablement soumise à l'aval de la Commission IT qui valide l'opportunité des développements des applicatifs et du parc informatique, ainsi que leurs montants.

§ 2. L'organisme introduit, au plus tard le 15 juillet, un budget prévisionnel ajusté des recettes et dépenses de l'exercice en cours pour analyse et approbation par le Ministre ou son délégué.

Dans le cas où le budget ajusté présenté est dûment justifié comme étant déficitaire et que ce déficit ne peut pas être couvert intégralement par la réserve de l'organisme visée à l'article 24, § 2, le Gouvernement wallon statue sur le financement, au départ du budget régional wallon depuis le Fonds de la sécurité routière, du solde non couvert par la réserve protégée de l'organisme.

§ 3. Le Ministre ou son délégué peut, en cours d'exercice, solliciter l'organisme en vue d'obtenir un ou plusieurs budgets prévisionnels ajustés. ».

**Art. 16.** L'article 22 du même arrêté, abrogé par l'article 3 de la loi du 31 juillet 2020 est rétabli dans la rédaction suivante :

« Art. 22. § 1<sup>er</sup>. Le montant total des charges d'exploitation du budget prévisionnel approuvé par le Ministre ou son délégué est limitatif pour l'organisme.

§ 2. Des reventilations entre les différents comptes de dépenses du budget approuvé sont possibles en cours d'exécution.

§ 3. En cours d'exécution, l'organisme qui fait face à tout événement exceptionnel, urgent, inévitable, indispensable et imprévisible ou à tout événement résultant d'une demande du Ministre ou de son délégué qui viendrait affecter significativement le budget approuvé, en avertit immédiatement le Ministre ou son délégué.



Par significatif, il faut entendre toute variation qui impacte négativement le résultat budgété de plus de dix pour cent ou qui conduit à un dépassement du montant global des charges d'exploitation du budget prévisionnel approuvé.

Lorsque l'organisme est confronté à l'événement visé à l'alinéa 1<sup>er</sup>, et que l'événement amène à un résultat d'exploitation prévisionnel déficitaire qui ne peut pas être intégralement couvert par le compte de réserve protégée, il introduit sans délais, un budget prévisionnel ajusté auprès du Ministre ou de son délégué en attirant son attention sur le caractère urgent de son traitement.

Le budget prévisionnel ajusté visé à l'alinéa 3 est analysé et approuvé par le Ministre ou son délégué dans les dix jours suivant sa réception. Si le budget prévisionnel ajusté ainsi approuvé fait apparaître un résultat d'exploitation déficitaire qui n'est pas entièrement couvert par le compte de réserve protégée, le Ministre ou son délégué entame la procédure telle que prévue à l'article 21, § 2, alinéa 2.

§ 4. L'organisme est tenu de pouvoir justifier la mise en concurrence de toute dépense dont le montant est supérieur ou égal à 75.000 euros hors T.V.A., auprès de minimum trois prestataires potentiels ou de justifier la situation monopolistique ou oligopolistique, l'exclusivité technique ou l'urgence impérieuse de la dépense.

§ 5. Tout projet de dépenses non budgétées dont le montant est supérieur ou égal à 75.000 euros hors T.V.A. est soumis à l'accord du Ministre ou de son délégué, préalablement à leur exécution. ».

**Art. 17.** L'article 24 du même arrêté, modifié en dernier lieu par l'arrêté du Gouvernement wallon du 16 décembre 2020, est remplacé par ce qui suit :

« Art. 24. § 1<sup>er</sup>. Le Ministre ou son délégué effectue la régularisation des comptes d'exploitation de l'organisme par exercice, pour le 1<sup>er</sup> décembre de l'année qui suit l'année d'exploitation.

Pour cette date, le Ministre ou son délégué communique à l'organisme le montant à verser ou à prélever sur le compte de réserve protégée ainsi que le montant à verser ou à prélever sur le Fonds de la Sécurité routière.

§ 2. Le compte de réserve protégée tel que visé au paragraphe 1<sup>er</sup>, alinéa 2, est constitué en vue d'obtenir une réserve protégée à hauteur de quinze pour cent du dernier chiffre d'affaires annuel de l'organisme.

Le Ministre peut revoir, à la hausse, le niveau de réserve protégée visé à l'alinéa 1<sup>er</sup>.

Tout débit du compte de réserve protégée autre que celui qui vise à couvrir un résultat négatif tel que visé à l'annexe 4, point VII, et qui conduit à un compte de réserve protégée inférieur à quinze pour cent du dernier chiffre d'affaires, peut uniquement survenir en cas de suspension de tout ou partie des activités qui sont déléguées à l'organisme ou en cas de retrait de son agrément tel que prévu à l'article 30. ».

**Art. 18.** L'article 25 du même arrêté, modifié en dernier lieu par l'arrêté du Gouvernement wallon du 30 mars 2017, est remplacé par ce qui suit :

« Art. 25. L'organisme établit annuellement, avant le 1<sup>er</sup> avril, son compte d'exploitation de l'exercice écoulé en appliquant les règles usuelles de la comptabilité en partie doubles. Il est établi conformément aux dispositions qui figurent au manuel comptable reprises à l'annexe 4 point IV, b).

Seules les charges et les recettes réparties entre activités déléguées reprises dans le schéma comptable et les règles d'imputation de l'annexe 4 sont admises au compte d'exploitation.

Les charges d'exploitation qui ne peuvent pas être directement imputées à une activité en particulier sont réparties entre celles-ci au moyen d'une clé de répartition basée sur le chiffre d'affaires, telle qu'établie à l'annexe 4, point IV, c). ».

**Art. 19.** A l'article 26 du même arrêté, modifié par l'arrêté du Gouvernement wallon du 30 mars 2017, les modifications suivantes sont apportées :

1° à l'alinéa 3, les modifications suivantes sont apportées :

(1) dans la phrase liminaire, les mots « Directeur général de la Direction générale opérationnelle Mobilité et Voies hydrauliques du Service public de Wallonie » sont remplacés par les mots « Ministre ou son délégué » ;

(2) au a), les mots « pendant l'exercice écoulé » sont insérés entre les mots « effectuées » et « dans » ;

(3) le c) est remplacé par ce qui suit :

« c) annuellement, avant le 1<sup>er</sup> avril, son compte d'exploitation de l'exercice écoulé, ainsi, que les justificatifs compte par compte » ;

2° l'article est complété par un alinéa rédigé comme suit :

« Concernant l'alinéa 3, c), les justificatifs compte par compte détaillent les écarts significatifs constatés entre le budget prévisionnel approuvé et l'exécution de ce dernier.

Par significatifs, il est entendu toute variation de plus de dix pour cent entre le dernier budget prévisionnel approuvé et l'exécuté pour chacun des comptes repris à l'annexe 4, point IV, e). ».

**Art. 20.** L'article 27 du même arrêté, modifié par l'arrêté du Gouvernement wallon du 30 mars 2017, est remplacé par ce qui suit :

« Art. 27. § 1<sup>er</sup>. Le Ministre ou son délégué désigne un réviseur d'entreprises afin de :

a) vérifier que les coûts et dépenses imputés dans le compte d'exploitation des organismes visé à l'article 26, alinéa 3, c), sont conformes aux dispositions qui figurent au manuel comptable repris à l'annexe 4 ;

b) contrôler l'exactitude des recettes nettes et des recettes d'exploitation ;

c) comparer le compte d'exploitation, tel qu'établi après exécution de sa mission, avec le budget prévisionnel de l'organisme approuvé conformément à l'article 21, § 1<sup>er</sup>, alinéa 1<sup>er</sup> ;

d) vérifier la correcte application des articles 22 et 25 ;

e) vérifier que les charges postulées dans le compte d'exploitation des organismes visé à l'article 26, alinéa 3, c), ne sont pas postulées au sein d'une autre comptabilité d'exploitation ;

f) vérifier qu'une validation a été octroyée à l'organisme lorsque l'une des dispositions de l'annexe 4 le requiert.

A cette fin, le réviseur a accès à tous les documents professionnels ou comptables des organismes qu'il juge nécessaire à l'exécution de la mission qui lui est confiée.

§ 2. Le réviseur établit annuellement, pour chaque organisme, un rapport sur sa mission qui reprend :

- a) la liste des corrections ;
- b) le compte d'exploitation corrigé ;
- c) la comparaison entre le compte d'exploitation réalisé corrigé et le budget approuvé ;
- d) l'excédent positif ou le résultat négatif de l'exercice ;
- e) l'état du compte de réserve protégée arrêtée au 31 décembre de l'exercice ;
- f) le respect des critères de personnels tels que repris à l'annexe 3, point 4.1.

Il transmet ce rapport au Ministre ou son délégué, avant le 1<sup>er</sup> octobre de l'année qui suit l'exercice concerné. ».

**Art. 21.** L'article 28 du même arrêté, modifié en dernier lieu par l'arrêté du Gouvernement wallon du 30 mars 2017, est abrogé.

**Art. 22.** A l'article 29 du même arrêté, modifié par l'arrêté du Gouvernement wallon du 30 mars 2017, les modifications suivantes sont apportées :

1° dans le paragraphe 1<sup>er</sup>, l'alinéa 2 est complété par les mots " par envoi recommandé " ;

2° dans le paragraphe 2, alinéa 7, les mots « le directeur général de la Direction générale opérationnelle Mobilité et Voies hydrauliques du Service public de Wallonie » sont remplacés par les mots « son délégué ».

**Art. 23.** A l'article 30 du même arrêté, modifié par l'arrêté du Gouvernement wallon du 30 mars 2017, les modifications suivantes sont apportées :

1° l'alinéa 1<sup>er</sup> est remplacé par ce qui suit :

« L'agrément d'un organisme peut être retiré par le Ministre, après avis émis conformément à l'article 29, § 2, par la Commission paritaire consultative visée à l'article 29, § 1<sup>er</sup>, lorsque les conditions de base requises pour effectuer le contrôle technique, mentionnées dans les articles 6, 7, 8, 11, 13, 14, 20, 21 et 22 ne sont plus remplies. » ;

2° l'alinéa 2 est complété par les mots « par envoi recommandé » ;

3° à l'alinéa 3, les mots « ou son délégué » sont abrogés.

**Art. 24.** A l'article 31 du même arrêté, modifié par l'arrêté du Gouvernement wallon du 30 mars 2017, les modifications suivantes sont apportées :

1° l'alinéa 1<sup>er</sup> est complété par les mots « par voie postale ou électronique » ;

2° l'alinéa 4 est complété par les mots « par envoi recommandé ».

**Art. 25.** L'article 32 du même arrêté, modifié par l'arrêté du Gouvernement wallon du 30 mars 2017, est remplacé par ce qui suit :

« Art. 32. Sont agréés sans devoir satisfaire à la condition requise à l'article 31, pour effectuer le contrôle des véhicules en circulation, les organismes qui effectuent le contrôle des véhicules en circulation à la date de l'entrée en vigueur du présent arrêté, conformément aux règles applicables jusqu'à cette date, à savoir :

- la SA "A.I.B.V.", boulevard Sylvain Dupuis 235, à 1070 Anderlecht ;

- la S.A. "AUTOSECURITE S.A., BUREAU D'ETUDES ET DE CONTROLE EN VUE DE LA SECURITE ROUTIERE", en abrégé A.S., avenue du Parc, 33 ° à 4800 Verviers. ».

**Art. 26.** Dans le même arrêté, il est inséré un article 38 rédigé comme suit :

« Art. 38. Sauf mention contraire, tous les montants repris dans le présent arrêté et de ses annexes sont indexés au 1<sup>er</sup> janvier selon l'indice des prix à la consommation du mois de novembre qui précède. ».

**Art. 27.** A l'annexe 1<sup>re</sup> du même arrêté, modifiée en dernier lieu par l'arrêté du Gouvernement wallon du 10 mars 2022, les modifications suivantes sont apportées :

1° il est inséré un 2.14 rédigé comme suit :

« 2.14. un dispositif permettant de mesurer l'intensité lumineuse des feux. » ;

2° il est inséré un 9 rédigé comme suit :

« 9. Par station de contrôle chargée du contrôle des véhicules conformément à l'arrêté du Gouvernement wallon du 18 novembre 2022 relatif au contrôle technique des véhicules à deux ou trois roues et des quadricycles et modifiant l'arrêté royal du 10 octobre 1974 portant règlement général sur les conditions techniques auxquelles doivent répondre les cyclomoteurs et les motocyclettes ainsi que leurs remorques, en supplément de l'équipement minimal, est également prévu un équipement adapté dont :

9.1. un freinomètre à rouleaux ;

9.2. un décéléromètre ;

9.3. un micromètre ou pied à coulisse pour disques de freins ;

9.4. un serre-frein ;

9.5. une table élévatrice avec ses dispositifs de retenue du véhicule ;

9.6. un cric ou système de levage ;

9.7. un ensemble de béquilles d'atelier avec ses dispositifs de retenue du véhicule

9.8. un plateau pivotant ;

- 9.9. un sonomètre classe 1 avec trépied ;
- 9.10. un compte-tours portable ;
- 9.11. un appareil de mesure des émissions à l'échappement ;
- 9.12. un réglophage ;
- 9.13. un rapporteur d'angle ou gabarit d'angles de fuite, d'inclinaison (plaque d'immatriculation) ;
- 9.14. un outil de contrôle du serrage des rayons ;
- 9.15. un jeu de leviers de force. ».

**Art. 28.** A l'annexe 2 du même arrêté, modifiée en dernier lieu par l'arrêté du Gouvernement wallon 10 mars 2022, le 1 est remplacé par ce qui suit :

« 1. Personnel de direction :

Seule une personne ayant réussi un examen attestant des compétences requises à l'exercice de la fonction et organisé par l'Administration dans les 12 mois qui suivent son entrée en fonction peut être maintenue en fonction au poste de Directeur général, de Directeur ou de Directeur adjoint.

a) Directeur général : le Directeur général est porteur d'un diplôme de l'enseignement universitaire. Si le candidat ne justifie pas du diplôme requis, il doit justifier de dix ans d'expérience professionnelle.

Il dispose des compétences nécessaires à la gestion de l'organisme.

b) Directeurs :

- Directeur technique : le directeur technique est porteur d'un diplôme d'ingénieur civil ou d'un diplôme y assimilé reconnu par l'Etat membre concerné de l'Union européenne. Si le candidat ne justifie pas du diplôme requis, il justifie de cinq ans d'expérience professionnelle dans son domaine d'expertise.

Il est apte à assurer et à coordonner l'exécution de toutes les tâches techniques.

L'organisme dispose d'au minimum un directeur technique.

- Directeurs administratifs : le directeur administratif est porteur d'un diplôme de l'enseignement universitaire. Si le candidat ne justifie pas du diplôme requis, il doit justifier de cinq ans d'expérience professionnelle dans son domaine d'expertise.

Il est apte à assurer et à coordonner l'exécution de toutes les tâches administratives.

Sont entendus comme directeurs administratifs le directeur financier, le directeur en ressources humaines et le directeur IT de l'organisme.

c) Directeurs adjoints : le directeur adjoint est porteur d'un diplôme de l'enseignement universitaire ou d'un diplôme de l'enseignement supérieur non universitaire. Si le candidat ne justifie pas du diplôme requis, il justifie de cinq ans d'expérience professionnelle dans son domaine d'expertise.

Il est apte à assurer et à coordonner l'exécution de toutes les tâches liées à sa fonction.

La reconnaissance de l'expérience professionnelle est soumise à l'approbation du Ministre ou de son délégué. ».

**Art. 29.** Dans le même arrêté, l'annexe 4, modifiée en dernier lieu par l'arrêté du Gouvernement wallon du 30 mars 2017, est remplacée par l'annexe 4 qui est jointe en annexe 1<sup>re</sup> au présent arrêté.

**Art. 30.** Dans le même arrêté, il est inséré une annexe 6 qui est jointe en annexe 2 au présent arrêté.

**Art. 31.** Le présent arrêté entre en vigueur le 1<sup>er</sup> janvier 2025, à l'exception de l'article 10 et de l'annexe 4, point IV, f), concernant les comptes 61231, 61232 et 63026 qui entrent en vigueur le 1<sup>er</sup> janvier 2027.

**Art. 32.** Le Ministre qui a la sécurité routière dans ses attributions est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Namur, le 6 juin 2024.

Pour le Gouvernement :

Le Ministre-Président,  
E. DI RUPO

La Ministre de la Fonction publique, de l'Informatique, de la Simplification administrative,  
en charge des allocations familiales, du Tourisme, du Patrimoine et de la Sécurité routière,  
V. DE BUE



**Annexe 1<sup>re</sup> à l'arrêté du Gouvernement wallon modifiant l'arrêté royal du 23 décembre 1994 portant détermination des conditions d'agrément et des règles du contrôle administratif des organismes chargés du contrôle des véhicules en circulation**

Annexe 4. Manuel comptable

Vu pour être annexé à l'arrêté du Gouvernement wallon du 6 juin 2024 modifiant l'arrêté royal du 23 décembre 1994 portant détermination des conditions d'agrément et des règles du contrôle administratif et des organismes chargés du contrôle des véhicules en circulation et modifiant l'arrêté royal du 15 mars 1968 portant règlement général sur les conditions techniques auxquelles doivent répondre les véhicules automobiles et leurs remorques, leurs éléments ainsi que les accessoires de sécurité ;

Namur, le 6 juin 2024.

Pour le Gouvernement :

Le Ministre-Président,

E. DI RUPO

La Ministre de la Fonction publique, de l'Informatique, de la Simplification administrative, en charge des allocations familiales, du Tourisme, du Patrimoine et de la Sécurité routière,

V. DE BUE

**Annexe 2 à l'arrêté du Gouvernement wallon modifiant l'arrêté royal du 23 décembre 1994 portant détermination des conditions d'agrément et des règles du contrôle administratif des organismes chargés du contrôle des véhicules en circulation**

Annexe 6. Délégation de compétences

1. Les délégations de compétences prévues par le présent arrêté du Gouvernement wallon sont attribuées aux fonctionnaires de l'Administration.

2. Les délégations de compétence attribuées par le présent arrêté du Gouvernement wallon le sont également à tous les supérieurs hiérarchiques du fonctionnaire investi de ces délégations, en plus de celles qui leur sont expressément réservées.

3. Délégation des compétences :

Pour l'application de la présente annexe, l'on entend par :

1° DG : le Directeur Général de l'Administration ;

2° IG : l'Inspecteur Général du Département ;

3° Directeur : le Directeur de la Direction de la Réglementation des véhicules et de la Certification ;

4° Fonctionnaires de la DRVC : les fonctionnaires de la Direction de la Réglementation des véhicules et de la Certification.

<b>Compétence</b>	<b>Articles de l'arrêté royal du 23 décembre 1994</b>	<b>Délégation</b>
Définition du temps théorique moyen accordé pour l'exécution d'une prestation de contrôle technique	Art. 1er/1, alinéa 1 <sup>er</sup> , 3 <sup>o</sup>	DG
Directives pour un service de qualité aux usagers	Art. 4 § 1 <sup>er</sup> , alinéa 2	DG
Approbation des horaires d'ouverture	Art. 4 § 1 <sup>er</sup> , alinéa 7	IG
Modalités pour l'envoi des avertissements d'échéance	Art. 4, § 2	DG
Modalités de prise de rendez-vous	Art. 4, § 3, alinéa 3	DG
Directives de coordination des activités des organismes	Art.5	DG
Approbation des prescriptions de construction et des conditions auxquelles doivent satisfaire les appareils et dispositifs de contrôle	Art.8, § 3	DG
Désignation de l'organisme de contrôle agréé pour la vérification des appareils	Art.8, § 4	DG
Directives pour les installations et leur équipement	Art.8, § 5	Directeur
Demande d'installation d'un matériel autre que celui prescrit	Art.8, § 6	DG
Proposition des mesures en vue d'augmenter la capacité de ses installations lorsque la charge d'une station dépasse 6.000 heures de temps technique par an et par ligne d'inspection dédiée	Art.10, § 1 <sup>er</sup> , alinéa 1 <sup>er</sup>	Directeur
Droit de solliciter, auprès de l'organisme, toutes informations complémentaires pour la complétude du dossier de soumission.	Art.10, § 2, alinéa 3	Directeur
Proposition du dossier de soumission	Art.10, § 2, alinéa 4	Directeur
Approbation des projets d'établissement d'une ou plusieurs lignes de contrôle délocalisé	Art. 10, § 3	IG

Droit de solliciter, auprès de l'organisme, toutes informations complémentaires pour la complétude du dossier de soumission.	Art. 11, § 1 <sup>er</sup> , alinéa 6	Directeur
Approbation du principe de location ou du leasing immobilier, ainsi que le montant du loyer	Art. 11, § 2, alinéa 2	DG
Remise d'un exemplaire du bail de location, dûment enregistré, ou du contrat de leasing	Art. 11, § 2, alinéa 3	Directeur
Approbation de la formation des inspecteurs	Art. 14, § 1 <sup>er</sup> , alinéa 2, 2 <sup>o</sup>	IG
Approbation sur le contenu et les modalités des examens des inspecteurs	Art. 14 § 1 <sup>er</sup> , alinéa 2, 3 <sup>o</sup>	IG
Approbation sur des modalités sur la formation professionnelle initiale et continue du personnel de l'organisme	Art. 14, § 1 <sup>er</sup> , alinéa 4	DG
Instructions relatives à l'organisation de la formation du personnel de l'organisme en vue d'assurer l'uniformité dans l'exécution des missions	Art. 14, § 2	DG
Analyse et approbation du budget prévisionnel initial de recettes et dépenses de l'exercice à venir	Art. 21, § 1 <sup>er</sup> , alinéa 1 <sup>er</sup>	DG
Analyse et approbation du budget prévisionnel ajusté des recettes et dépenses de l'exercice en cours	Art. 21, § 2, alinéa 1 <sup>er</sup>	DG
Sollicitation de l'organisme en vue d'obtenir un ou plusieurs budgets prévisionnels ajustés	Art. 21, § 3	Fonctionnaires de la DRVC
Approbation du montant total des charges d'exploitation du budget prévisionnel approuvé	Art. 22, § 1 <sup>er</sup>	DG
Avertissement immédiat si l'organisme doit faire face à tout événement exceptionnel, urgent, inévitable, indispensable et imprévisible qui viendrait affecter significativement le budget approuvé	Art. 22, § 3, alinéa 1 <sup>er</sup>	Directeur
Introduction et approbation d'un budget prévisionnel ajusté / Entamer la procédure telle que prévue à l'article 21, § 2, alinéa 2	Art. 22, § 3, alinéas 3 et 4	DG
Accord sur les projets de dépenses non budgétées dont le montant est supérieur ou égal à 75.000 euros hors TVA, préalablement à leur exécution	Art. 22, § 5	Directeur
Régularisation des comptes d'exploitation de l'organisme	Art. 24, § 1 <sup>er</sup> , alinéas 1 <sup>er</sup> et 2	DG
Prescription de tous les documents se rapportant aux missions de l'organisme	Art. 26, alinéa 1 <sup>er</sup>	Directeur
Transmission de tout renseignement relatif aux missions de l'organisme	Art. 26, alinéa 2	Fonctionnaires de la DRVC
Communication : a) mensuellement, avant le 16 du mois suivant, le nombre de prestations effectuées pendant l'exercice écoulé dans chaque siège d'activité ; b) annuellement, avant le 1er février, la liste de présence effective du personnel pendant l'exercice écoulé dans chaque siège d'activité ; c) annuellement, avant la date du 1er avril, son compte d'exploitation de l'exercice écoulé, ainsi, que les justificatifs détaillant les écarts constatés entre le budget prévisionnel initial approuvé et l'exécution de ce dernier ; d) annuellement, avant le 1er juillet, ses compte annuel, bilan et compte de résultats de l'exercice écoulé ainsi qu'un rapport détaillé sur l'ensemble de ses activités	Art. 26, alinéa 3	Directeur

Désignation du réviseur d'entreprises	Art. 27, § 1 <sup>er</sup> , alinéa 1 <sup>er</sup>	Selon le seuil des marchés publics
Transmission du rapport sur la mission du réviseur d'entreprises	Art. 27, § 2, alinéa 2	Sera repris dans le cahier spécial des charges
Décision en matière d'amende administrative	Art. 29, § 1 <sup>er</sup> , alinéa 1 <sup>er</sup> et § 2, alinéa 7	DG
Demande de complément d'informations, de visite ou de contrôle des installations dans le cadre d'une demande d'agrément	Art. 31, alinéa 3	Fonctionnaires de la DRVC
Modalités des examens pour les postes de Directeur général, de Directeur ou de Directeur adjoint, dans les 12 mois qui suivent l'entrée en fonction	Annexe 2, point 1, alinéa 1 <sup>er</sup>	DG
Approbation sur la reconnaissance de l'expérience professionnelle	Annexe 2, point 1, alinéa 2	DG
Accord sur la tutelle d'un chef d'une autre station proche géographiquement dans les stations sans chef de station	Annexe 3, point 3.2	Directeur
En cas de résultat prévisionnel négatif, l'organisme soumet une justification des raisons qui conduisent au résultat déficitaire	Annexe 4, point I, c)	DG
En cas de résultat prévisionnel négatif structurel, l'organisme soumet des propositions d'actions à implémenter afin de palier à ce déficit	Annexe 4, point I, c)	DG
Concertation sur les paramètres macroéconomiques à utiliser lors de l'élaboration du budget initial et de la projection pluriannuelle	Annexe 4, point I, d)	Fonctionnaires de la DRVC
Possession de toutes les informations et/ou documents utiles à l'analyse du budget prévisionnel initial	Annexe 4, point I, e)	Fonctionnaires de la DRVC
En cas de résultat prévisionnel ajusté négatif, l'organisme soumet un dossier dûment justifié en vue de solliciter auprès du Gouvernement wallon une subvention pour couvrir le solde déficitaire non couvert par le compte de réserve protégée	Annexe 4, point II, c)	DG
Possession de toutes les informations et/ou documents utiles à l'analyse du budget prévisionnel ajusté	Annexe 4, point II, d)	Fonctionnaires de la DRVC
Introduction, sans délais, d'un budget prévisionnel ajusté lorsque l'événement envisagé à l'alinéa précédent conduit à un résultat d'exploitation prévisionnel déficitaire ne pouvant être intégralement couvert par le compte de réserve protégée	Annexe 4, point II, e)	DG
Analyse et approbation du budget prévisionnel ajusté consécutif à un événement impactant	Annexe 4, II, e)	DG
Approbation du montant total des dépenses au sein du budget prévisionnel	Annexe 4, III, a)	DG
Droit de solliciter, auprès de l'organisme, toute information ou tout document complémentaire pour la complétude du dossier de soumission.	Annexe 4, III, a)	Fonctionnaires de la DRVC
Communication de la décision à l'organisme endéans 10 jours ouvrables à dater de la réception du dossier complet de projet de dépenses	Annexe 4, III, a)	Directeur

Demande de toute reventilation, à la hausse ou à la baisse, de plus de 75.000 euros HTVA, entre les comptes du budget approuvé	Annexe 4, III, b)	Directeur
Ouverture de nouveaux (sous)-comptes en vue de l'imputation d'une dépense/charge au compte d'exploitation	Annexe 4, IV, e)	Directeur
Avis lorsque l'organisme fait face à une dépense dont la nature induit qu'elle ne peut être imputée dans aucun des comptes repris en Annexe 4 et remise d'avis sur les propositions formulées	Annexe 4, IV, f)	Directeur
<b>Compte 61100 : Loyers et charges locatives</b> Réception des contrats de locations et de leasing et approbation sur les montants y relatifs	Annexe 4	Directeur
<b>Compte 61201 : Frais extraordinaires de mission, de réception et de représentation</b> Demande ou autorisation écrite préalable des frais réels et dûment justifiés de missions, de réception et de représentation extraordinaires occasionnés et approbation	Annexe 4	Directeur
<b>Compte 61308 : Autres honoraires</b> Approbation pour toute nouvelle nature de charges imputables à ce compte	Annexe 4	Directeur
<b>Compte 61360 : Autres prestations de tiers</b> Approbation pour toute nouvelle nature de charges imputables à ce compte	Annexe 4	Directeur
<b>Compte 61374 : Autres cotisations</b> Approbation pour toute nouvelle nature de charges imputables à ce compte	Annexe 4	Directeur
<b>61510 : Frais de gardiennage</b> Accord sur l'opportunité de recourir à ces services par des prestataires externes	Annexe 4	Directeur
<b>61530 : Divers et imprévus/ frais exceptionnels</b> Approbation sur la nature et le montant des frais réels dûment justifiées liés à l'exécution des activités déléguées à l'organisme	Annexe 4	Directeur
<b>63027 : Amortissements sur autres immobilisations</b> Validation sur la nature des charges imputables à ce compte et accord sur d'autres immobilisations destinées à l'exécution d'une mission	Annexe 4	Directeur
<b>64040 : Autres taxes</b> Approbation sur toute nouvelle nature des charges imputables à ce compte	Annexe 4	Directeur
<b>Compte 64300 : Frais de constitutions, de transformation de la société et d'augmentation du capital</b> Accord sur l'opportunité de recourir à ce type de dépense doit faire l'objet d'un accord au préalable du Ministre ou de son délégué.	Annexe 4	DG
<b>65710 : Frais de banque divers</b> Approbation sur toute nouvelle nature de charges imputables à ce compte	Annexe 4	Directeur
<b>65800 : Autres charges financières</b> Approbation sur toute nouvelle nature de charges imputables à ce compte	Annexe 4	Directeur
<b>66700 : Charges exceptionnelles diverses</b> Approbation sur toute nouvelle nature de charge dépenses imputables à ce compte	Annexe 4	Directeur



<b>70100 : Autres recettes</b> Ces comptes sont à subdiviser par activité selon les instructions communiquées	Annexe 4	Directeur
Propositions de l'organisme d'actions à implémenter, en cas de résultat négatif structurel	Annexe 4, point VI, c)	Directeur

Vu pour être annexé à l'arrêté du Gouvernement wallon du 6 juin 2024 modifiant l'arrêté royal du 23 décembre 1994 portant détermination des conditions d'agrément et des règles du contrôle administratif des organismes chargés du contrôle des véhicules en circulation.

Namur, le 6 juin 2024.

Pour le Gouvernement :

Le Ministre-Président,

E. DI RUPO

La Ministre de la Fonction publique, de l'Informatique, de la Simplification administrative, en charge des allocations familiales, du Tourisme, du Patrimoine et de la Sécurité routière,

V. DE BUE

**ANNEXE 4 : Manuel comptable****I. Budget Prévisionnel Initial****a) Échéance :**

Conformément à l'article 21 §1<sup>er</sup> du présent arrêté, l'organisme introduit son budget prévisionnel initial de l'année N, pour le 30 septembre de l'année qui précède l'exercice N concerné, en vue de son analyse et approbation par le Ministre ou son délégué.

**b) Mise en forme :**

Le budget prévisionnel initial d'un exercice comptable considéré N est présenté, en ce qui concerne la mise en forme verticale, selon les comptes de charges et de recettes du schéma comptable d'exploitation repris au point IV.e) de la présente annexe et reprend, en ce qui concerne la mise en forme horizontale les entrées suivantes :

- L'intitulé du compte ;
- La valeur de l'exécuté de l'exercice de l'année N-2 ;
- La valeur du budgété de l'exercice de l'année N-1 ;
- La valeur du projeté de l'exercice de l'année N-1 partiellement exécuté (valeur exécutée arrêtée au 31/07) et la projection du solde ;
- La valeur du budgété de l'année N ;
- La valeur de la différence entre le budgété de l'année N-1 et le budgété de l'année N.

Le modèle de budget prévisionnel initial est disponible au point IX de la présente annexe.

**c) Annexes à joindre au budget prévisionnel initial :**

Le budget prévisionnel initial est accompagné d'une note explicative et justificative approuvée par le comité de direction de l'organisme. Cette note reprend, pour chacun des comptes de charge et de recette, les commentaires détaillés et les hypothèses de calculs relatifs à l'estimation des montants initiaux de l'exercice considéré.

Le budget prévisionnel annuel est accompagné d'une projection pluriannuelle établie sur trois ans à politique inchangée.

En cas de résultat prévisionnel négatif, l'organisme est tenu de soumettre au Ministre ou à son délégué une justification quant aux raisons qui conduisent au résultat déficitaire.

En cas de résultat prévisionnel négatif structurel, l'organisme est tenu de soumettre au Ministre ou à son délégué des propositions d'actions à implémenter afin de palier à ce déficit.

**d) Paramètres macroéconomiques :**

Les paramètres macroéconomiques à utiliser lors de l'élaboration du budget initial et de la projection pluriannuelle sont concertés entre le Ministre ou son délégué et les organismes, dans les quinze jours calendriers qui précèdent la date de remise du budget prévisionnel.

**e) Approbation :**

Le Ministre ou son délégué fait part de ses commentaires ou de son approbation sur le budget prévisionnel initial des recettes et charges d'exploitation introduit par l'organisme, endéans les soixante jours calendriers qui suivent la réception du budget.

Ce délai de soixante jours ne prend cours qu'à partir du moment où le Ministre ou son délégué est en possession de toutes les informations et/ou documents utiles à son analyse.

Conformément à l'article 21 §1er alinéa 2, la budgétisation des charges informatiques dans le budget prévisionnel initial est préalablement soumise à l'aval de la Commission IT qui valide l'opportunité des développements des applicatifs et du parc informatique, ainsi que leurs montants.

## II. Budget Prévisionnel Ajusté

**a) Échéance :**

Conformément à l'article 21 §2 du présent arrêté, l'organisme introduit son budget prévisionnel ajusté de l'année N, pour le 15 juillet de l'année N concernée en vue de son analyse et approbation par le Ministre ou son délégué.

Conformément à l'article 21 §3 du présent arrêt, le Ministre ou son délégué peut, en cours d'exercice, solliciter l'organisme en vue d'obtenir un ou plusieurs autres budgets prévisionnels ajustés.

Dans ce dernier cas, l'organisme dispose de 10 jours ouvrables à dater de la réception de la demande pour soumettre son projet de budget prévisionnel ajusté.

**b) Mise en forme :**

Le budget prévisionnel ajusté d'une année N est présenté, en ce qui concerne la mise en forme verticale, selon les comptes de charges et de recettes du schéma d'exploitation repris au point IV.e) de la présente annexe et reprend, en ce qui concerne la mise en forme horizontale les entrées suivantes :

- L'intitulé du compte ;
- La valeur de l'exécuté de l'année N-1 ;
- La valeur du budgété initial de l'année N approuvé conformément à l'article 21 §1er ;
- La valeur du budgété ajusté de l'année N (valeur exécutée arrêtée au 31/05 et projection du solde) ;
- La valeur de la différence entre le budgété de l'année N initial et le budgété de l'année N ajusté.

Le modèle de budget prévisionnel ajusté est disponible au point IX de la présente annexe.

**c) Annexes à joindre au budget prévisionnel ajusté :**

Il est également attendu, une note explicative justifiant, compte par compte, les écarts entre le budget initial approuvé et le budget ajusté.

En cas de résultat prévisionnel ajusté négatif, malgré la mise en place d'actions visant à résorber le déficit, amenant à une situation où le montant du compte de réserve protégée ne serait pas suffisant pour couvrir le déficit, l'organisme est tenu de soumettre au Ministre ou à son délégué un dossier dûment justifié en vue de solliciter auprès du Gouvernement wallon une subvention pour couvrir le solde déficitaire non couvert par le compte de réserve protégée tel que mentionné à l'article 21 §2 alinéa 2.

**d) Approbation :**

Le Ministre ou son délégué fait part de ses commentaires ou de son approbation sur le budget prévisionnel ajusté des recettes et charges d'exploitation introduit par l'organisme, endéans les soixante jours calendriers qui suivent la réception du budget.

Ce délai de soixante jours ne prend cours qu'à partir du moment où le Ministre ou son délégué est en possession de toutes les informations et/ou documents utiles à son analyse.

Conformément à l'article 21 §2 alinéa 2, dans le cas où le budget ajusté présenté est déficitaire et que ce déficit ne peut être couvert intégralement par le compte de réserve protégée de l'organisme, le Ministre informe le Gouvernement wallon de la situation financière de l'organisme et sollicite son intervention en vue de financer, au départ du Fonds de la sécurité routière, le solde non couvert par le compte de réserve protégée de l'organisme.

Sur base du budget ajusté reçu conformément à l'article 21 §2, l'octroi par le Gouvernement wallon de la subvention visée à l'alinéa précédent entraîne automatiquement le versement à l'organisme d'une première tranche de 80% du solde non couvert. La régularisation se fera en s'appuyant sur les constats du Réviseur et le résultat définitif du compte d'exploitation.

**e) Évènement impactant :**

Conformément à l'article 22 §3, l'organisme qui en cours d'exercice doit faire face à un évènement exceptionnel, urgent, inévitable, indispensable et imprévisible ou à tout évènement résultant d'une demande du Ministre ou de son délégué qui viendrait impacter négativement le résultat budgété de plus de 10% ou qui conduirait à un dépassement du montant global des charges d'exploitation du budget prévisionnel approuvé, en avertit immédiatement le Ministre ou son délégué.

En outre, lorsque cet évènement conduit à un résultat d'exploitation prévisionnel déficitaire ne pouvant être intégralement couvert par le compte de réserve protégée, il introduit sans délais, un budget prévisionnel ajusté auprès du Ministre ou de son délégué en attirant son attention sur le caractère urgent de son traitement.

Le Ministre ou son délégué dispose de 10 jours ouvrables pour analyser et approuver ce budget prévisionnel ajusté consécutif à un évènement impactant. Si le budget prévisionnel ajusté ainsi approuvé présente un résultat d'exploitation déficitaire non entièrement couvert par le compte de réserve protégée, le Ministre ou son délégué entame la procédure telle que prévue à l'article 21 §2 alinéa 2.

### III. Exécution du budget approuvé

#### a) Limitation :

Conformément à l'article 22 §1<sup>er</sup>, le montant total des charges approuvé par le Ministre ou son délégué au sein du budget prévisionnel est limitatif pour l'organisme.

Concrètement, cela signifie que le budget est un acte de prévision et d'autorisation qui porte respectivement sur les recettes d'une part et sur les charges d'autre part, pour une période d'un an.

Par ailleurs, conformément à l'article 22 §4, sont soumis à l'accord du Ministre ou de son délégué, préalablement à leur exécution, tout projet de dépenses non budgétées dont le montant est supérieur ou égal à 75.000 euros hors TVA.

Le dossier de soumission pour l'obtention de l'approbation du Ministre ou de son délégué visée à l'alinéa précédent doit inclure :

- Une explication sur la nature de la dépense envisagée ;
- Une justification quant à l'opportunité de la dépense envisagée ;
- Une estimation, étayée au travers d'offres de prestataires potentiels, de la dépense envisagée. L'organisme est tenu de pouvoir justifier la mise en concurrence de toute dépense dont le montant est supérieur ou égal à 75.000€ HTVA, auprès de minimum trois prestataires potentiels ou de justifier la situation oligo/mono-polistique, l'exclusivité technique ou l'urgence impérieuse de la dépense.

Le Ministre ou son délégué se réserve le droit de solliciter, auprès de l'organisme, toute information ou tout document complémentaire pour la complétude du dossier de soumission.

Le Ministre ou son délégué communique sa décision à l'organisme endéans 10 jours ouvrables à dater de la réception du dossier complet de projet de dépenses. A défaut, la décision est réputée favorable.

#### b) Reventilation :

Des reventilations entre les différents comptes de charges du budget approuvé sont possibles en cours d'exécution.

Toute reventilation, à la hausse ou à la baisse, de 75.000 euros hors TVA ou plus, entre les comptes du budget approuvé doit faire l'objet d'une demande auprès du Ministre ou de son délégué, préalablement à l'utilisation des moyens ainsi reventilés, à l'exception des transferts de crédits nécessaires au paiement de traitements salariaux qui peuvent être régularisés après utilisation.

Ces demandes sont dûment justifiées quant à leur nature, objet et montant.

	Montants de base	Variations	Montants ajustés
n° compte de départ		(-)	
n° compte d'arrivée		(+)	
TOTAL		0,00€	

Ne sont pas autorisées les nouvelles répartitions des crédits au départ des comptes de classe 62 dédiés aux frais de personnel, à l'exception d'un transfert vers le compte 617 dédié à l'emploi intérimaire.



## IV. Compte d'exploitation

### a) Échéance

Conformément à l'article 25, l'organisme communique chaque année, avant le 1er avril, son compte d'exploitation de l'exercice écoulé

Par ailleurs, il communique avant le 1er juillet, ses comptes annuels, bilan et compte de résultats de l'exercice écoulé ainsi que le rapport aux comptes et le rapport de son réviseur d'entreprise.

### b) Mise en forme

Le compte d'exploitation est établi, en ce qui concerne la mise en forme verticale, selon les comptes de charges et de recettes du schéma comptable d'exploitation repris au point IV.e) de la présente annexe et reprend, en ce qui concerne la mise en forme horizontale les entrées suivantes :

- Deux colonnes : la première est la transcription des recettes et charges figurant dans la comptabilité de l'organisme ; la deuxième est la transcription des charges admissibles et des recettes telles qu'elles résultent des normes figurant au manuel comptable repris dans la présente annexe ;
- Chacune de ces deux colonnes est scindée par type d'activités déléguées aux organismes (CT et PC) ;
- Une colonne informative « Refacturation Bureau central » qui détaille le montant global imputé au compte 61900.

Le modèle de compte d'exploitation détaillé est disponible au point IX de la présente annexe.

Les charges d'exploitation qui ne peuvent être directement imputées à une activité en particulier sont réparties entre celles-ci au moyen d'une clé de répartition basée sur le chiffre d'affaires détaillée au point c) ci-après.

### c) Clé de répartition

L'organisme peut faire face à deux types de frais :

Frais directs : frais propres à l'activité soit du contrôle technique soit du permis de conduire.

Frais indirects : frais communs aux deux activités ou pour lesquels il y a lieu d'opérer une ventilation entre les activités de permis de conduire et de contrôle technique.

L'organisme présente son compte d'exploitation en distinguant les frais découlant de l'activité de « contrôle technique » (CT) et les frais découlant de l'activité « permis de conduire » (PC).

Les frais indirects doivent être répartis entre ces deux activités. Par défaut, les frais relatifs à l'activité de contrôle délocalisé (contrôle au bord de la route) sont répartis en activité contrôle technique.

Conformément à l'article 25 alinéa 3, pour répartir les frais indirects à charge de chacune des activités, on utilise un coefficient de répartition basé sur le chiffre d'affaires selon les modalités suivantes :

Le calcul du coefficient de répartition « CHIFFRE D'AFFAIRES » sera effectué uniquement à partir des recettes enregistrées dans les comptes relatifs au chiffre d'affaires, soit les comptes :

Compte		CA CT	CA PC
Numéro	Dénomination		
700	Recettes brutes	(A)	(B)

Les frais indirects sont imputés à raison de :

- $((A) \times 100) / (A + B) = A\%$  à charge du contrôle technique
- $((B) \times 100) / (A + B) = B\%$  à charge du permis de conduire

Les pourcentages de répartition seront calculés à deux décimales près, la deuxième décimale étant arrondie à l'unité supérieure ou à l'unité inférieure selon que la troisième décimale sera respectivement soit égale ou supérieure à cinq, soit inférieure à cinq, étant entendu que la différence éventuelle en plus ou en moins sera imputée au permis de conduire.

Le calcul des charges spécifiques à chaque activité résulte pour chaque compte, de la somme des frais directs et des frais indirects après répartition de ces derniers.

Les frais postulés en compte 61900 issus de la refacturation interne sont également répartis de manière globale entre les deux activités CT et PC. Il est cependant attendu un détail de ces derniers en compte par compte dans une colonne informative intitulée « Refacturation BC ». Le montant total de cette colonne informative « Refacturation BC » doit correspondre à la somme des montants repris en compte 61900 (CT+PC).

Le compte d'exploitation détaillé est présenté conformément au canevas ci-après.

#### **d) Annexes à joindre**

Sont joints au compte d'exploitation :

- Conformément à l'article 26 alinéa 3 point c), les justificatifs détaillant compte par compte les écarts significatifs constatés entre le dernier budget prévisionnel approuvé et l'exécution de ce dernier ;

Par significatif, il est entendu toute variation de 10% ou plus entre le dernier budget prévisionnel approuvé et l'exécuté pour chacun des comptes repris au point IV, e) de la présente annexe.

- Le détail des amortissements annuels conformément au canevas type repris au point IX de la présente annexe ;
- La balance sociale des intérimaires reçue de l'agence intérim et qui reprend le nombre de personnes mises à disposition (code 150), le nombre d'heures facturées (code 151) et le coût total (code 152) ;
- La synthèse du compte de résultat conformément au canevas type repris au point IX de la présente annexe.

#### **e) Schéma comptable du compte d'exploitation**

Le schéma comptable du compte d'exploitation a été majoritairement construit à partir du canevas minimum imposé par l'annexe 1<sup>er</sup> de l'arrêté royal du 21 octobre 2018 portant exécution des articles II.82 à III.95 du Code de Droit Economique (classes 6 et 7), qui sont à la base de la nomenclature officielle du Plan Comptable Minimum Normalisé à laquelle les organismes sont légalement contraints. Ils restent tenus au respect strict de la législation comptable en vigueur. Il a également été construit en s'appuyant le plus fidèlement possible sur la structure de la comptabilité générale déjà existante au sein des organismes et en tenant compte de toutes les éventualités de terrain rencontrées. Il répond, par ailleurs, aux dispositions du présent arrêté royal qui vise à assurer l'uniformité de présentation du compte d'exploitation des organismes. Il doit être rigoureusement appliqué par les organismes.

Toute nécessité d'ouverture de nouveaux (sous-)comptes en vue de l'imputation d'une charge au compte d'exploitation devra être soumis à l'approbation du Ministre ou de son délégué.

Est reprise ci-dessous la liste exhaustive des comptes du schéma comptable d'exploitation des organismes :

N°	Intitulé
<b>610 FRAIS RELATIFS AU MATERIEL</b>	
61000	Frais d'entretien du matériel de contrôle
61010	Frais d'entretien et de réparation du matériel et du mobilier général et du bureau central
61020	Petits outillages et accessoires non amortissables
61030	Location de matériel
61031	Location de salle et diverse
<b>611 FRAIS RELATIFS AUX LOCAUX ET ASSURANCES</b>	
61100	Loyers et charges locatives
61111	Consommation eau
61112	Consommation gaz
61113	Consommation électricité
61120	Consommation mazout
61130	Entretien des immeubles
61140	Frais de gestion et évacuation des déchets – vidanges - conteneurs
61141	Entretien des espaces extérieurs
61150	Frais d'entreprise de nettoyage et produits d'entretien
61161	Frais de moyens de paiements électroniques et de logiciel de gestion des paiements
61170	Frais d'assurance
<b>612 FRAIS DE DÉPLACEMENT, DE REPRÉSENTATION, DE VOITURE ET FRAIS CONNEXES À LA FORMATION</b>	
61200	Frais ordinaires de mission, de réception et de représentation
61201	Frais extraordinaires de mission, de réception et de représentation
61210	Frais liés à la formation
61220	Indemnités kilométriques au personnel
61221	Indemnités de déplacement du personnel en transport en commun
61231	Frais de voitures de direction (directeur général, directeurs et directeurs adjoints)
61232	Frais de voitures de service mise à disposition du personnel
61233	Frais de véhicules utilitaires
61234	Frais de motos (permis de conduire)
61235	Frais de camions pour le contrôle délocalisé

**613 HONORAIRES, PRESTATIONS DE TIERS ET COTISATIONS**

61301	Honoraires du commissaire-réviseur
61302	Honoraires légaux (avocat, conseil, huissier, notaire, consultance et expertise)
61303	Prestations des secrétariats sociaux et frais administratifs liés aux avantages sociaux
61304	Honoraires architecte, expert immobilier et coordination-santé
61305	Honoraires audit qualité (certification)
61306	Honoraires traduction et interprète
61307	Honoraires de formation et coaching
61308	Autres honoraires
61360	Autres prestations de tiers
61370	Cotisation pour l'attestation de relevé kilométrique « car-pass »
61372	Cotisations sectorielles
61373	Cotisations et redevances de l'Administration
61374	Autres cotisations

**614 FRAIS ADMINISTRATIFS ET DE BUREAU**

61400	Frais impression, photocopieur et imprimeur
61401	Frais d'impression et d'envoi des avertissements d'échéance du contrôle technique
61402	Frais des fournitures de bureau
61403	Frais administratifs pour l'obtention de documents relatifs aux personnel et directeurs
61404	Frais postaux généraux et livreurs
61405	Frais de téléphonie fixe et mobile, internet (abonnement et location)
61406	Téléphones, GSM, smartphones et accessoires et périphériques réseaux
61407	Frais de documentation, livres et magazines (interne)
61408	Frais de droit de diffusion
61410	Frais de publicités et de site internet
61411	Publicité légale
61420	Frais de petit matériel informatique non amortissable
61421	Frais de maintenance informatique
61422	Frais de licence informatique

**615 FRAIS DIVERS**

61500	Frais de transport et de déménagement
61510	Frais de gardiennage
61511	Frais de transport de fonds sécurisé
61512	Frais d'entretien des systèmes d'alarme et de sécurité
61520	Frais d'assurance en Responsabilité Civil et franchise y relative
61530	Divers et imprévus / frais exceptionnels

**617 INTÉRIMAIRES**

61700	Frais d'intérimaires
-------	----------------------

**619 REFACTURATION INTERNE DES FRAIS DU BUREAU CENTRAL**

61900	Refacturation interne
-------	-----------------------

**6200 RÉMUNÉRATIONS ADMINISTRATEUR OU GÉRANT**

620000	Rémunérations barémiques – Administrateur ou gérant (directeur général)
620001	Pécule de vacances payés – Administrateur ou gérant (directeur général)
620002	Primes de fin d'année - Administrateur ou gérant (directeur général)
620003	Cotisation O.N.S.S. - Administrateur ou gérant (directeur général)
620004	Primes d'assurance accidents de travail - Administrateur ou gérant (directeur général)

620005	Prime d'assurance groupe - Administrateur ou gérant (directeur général)
620006	Prime d'assurance maladie-invalidité - Administrateur ou gérant (directeur général)
620007	Prime unique assurance groupe - Administrateur ou gérant (directeur général)
620008	Chèque repas – quote-part patronale – Administrateur ou gérant (directeur général)
620009	Chèque consommation – Administrateur ou gérant (directeur général)
620010	Écochèques – Administrateur ou gérant (directeur général)
620011	Chèques cadeaux – Administrateur ou gérant (directeur général)
620012	Autres frais professionnels - Administrateur ou gérant (directeur général)
<b>6201 DIRECTION</b>	
62010	Rémunérations barémiques – Directeurs et directeurs adjoints
62011	Pécules de vacances payés - Directeurs et directeurs adjoints
62012	Primes de fin d'année - Directeurs et directeurs adjoints
<b>6202 EMPLOYÉS</b>	
62020	Rémunérations barémiques - Employés
62021	Pécules de vacances payés - Employés
62022	Primes de fin d'année - Employés
<b>6210 COTISATIONS PATRONALES D'ASSURANCES SOCIALES - DIRECTEURS ET DIRECTEURS ADJOINTS</b>	
621000	Cotisation O.N.S.S. - Directeurs et directeurs adjoints
621010	Prime d'assurance accidents de travail - Directeurs et directeurs adjoints
<b>6211 COTISATIONS PATRONALES D'ASSURANCES SOCIALES - EMPLOYÉS</b>	
621100	Cotisation O.N.S.S. - Employés
621110	Prime d'assurance accidents de travail - Employés
<b>6220 COTISATION PATRONALE ASSURANCE GROUPE ET ASSURANCE COMPLÉMENTAIRE MALADIE-INVALIDITÉ – DIRECTEURS ET DIRECTEURS ADJOINTS</b>	
622000	Prime assurance groupe - Directeurs et directeurs adjoints
622010	Prime assurance maladie-invalidité - Directeurs et directeurs adjoints
622011	Prime unique assurance groupe - Directeurs et directeurs adjoints
<b>6221 COTISATION PATRONALE ASSURANCE GROUPE ET ASSURANCE COMPLÉMENTAIRE MALADIE-INVALIDITÉ – EMPLOYÉS</b>	
622100	Prime assurance groupe - Employés
622101	Prime assurance maladie-invalidité - Employés
622111	Prime unique assurance groupe – Employés
<b>623 AUTRES FRAIS DE PERSONNEL</b>	
623000	Dotation à la provision pour pécule de vacances - Directeurs et directeurs adjoints
623010	Dotation à la provision pour pécule de vacances - Employés
623030	Intervention de l'employeur dans les frais de transport du domicile vers le lieu de travail (véhicule personnel) - Employés
623031	Intervention de l'employeur dans les frais de transport du domicile vers le lieu de travail (transport en commun) - Employés
623040	Service médical
623050	Cotisations syndicales
623060	Indemnités et frais divers pour repas et boissons
623061	Chèque repas - valeur faciale
623062	Chèque consommation
623063	Écochèques
623064	Chèques cadeaux
623070	Service social : débours divers pour événements familiaux



623080	Fêtes et manifestations sociales, culturelles et sportives (patronales) pour le personnel
623090	Vêtements de travail et nettoyage
623110	Frais de recrutement et de reclassement professionnel du personnel
623130	Frais relatifs à l'utilisation des installations sociales et sanitaires

**63 AMORTISSEMENTS**

63000	Amortissements sur frais d'établissement
63010	Amortissements sur immobilisations incorporelles
63020	Amortissements sur constructions (bâtiments et parkings)
63021	Amortissements sur installations, machines, équipement et outillages
63022	Amortissements sur mobilier et matériel de bureau
63023	Amortissements matériel informatique
63024	Amortissements sur matériel roulant utilitaire
63025	Amortissements sur matériel roulant moto
63026	Amortissements sur matériel roulant voiture
63027	Amortissements sur autres immobilisations

**64 AUTRES CHARGES D'EXPLOITATION**

64000	Précompte immobilier
64010	Taxes communales, provinciales, régionales et fédérales
64013	Taxes de circulation
64040	Autres taxes
64200	Moins-value sur réalisation de créances commerciales
64300	Frais de constitution, de transformation de la société et d'augmentation du capital
64400	Frais d'enregistrement des baux
64500	Frais d'achat des locaux loués

**65 CHARGES FINANCIÈRES**

65000	Intérêts sur emprunts auprès d'organismes de crédits (long terme)
65001	Intérêts sur dettes à un an au plus (court terme)
65300	Intérêts sur compte courant
65400	Différence de caisse
65500	Différence de paiement
65700	Frais relatifs aux conventions de prêts
65710	Frais de banque divers
65720	Frais de banque liés aux cartes de crédit
65730	Frais de paiement des clients carte de crédit
65740	Frais de paiement des clients par carte de débit
65750	Frais de paiement des clients par internet
65800	Autres charges financières

**66 CHARGES EXCEPTIONNELLES**

66000	Amortissements exceptionnels sur frais d'établissement
66010	Amortissements exceptionnels immobilisations incorporelles
66020	Amortissements exceptionnels immobilisations corporelles
66300	Moins-values sur réalisation d'immobilisations incorporelles et corporelles
66400	Charges diverses relatives à des exercices antérieurs
66700	Charges exceptionnelles diverses

**70 CHIFFRE D'AFFAIRES**

70000	Recettes brutes du contrôle technique et du permis de conduire
-------	--

**70100** Autres recettes (activités déléguées)

**72 PRODUCTION IMMOBILISÉE**

**72000** Production immobilisée

**74 AUTRES PRODUITS D'EXPLOITATION**

**74000** Subside d'exploitation et montants compensatoires

**74100** Plus-values sur immobilisations corporelles et incorporelles

**74200** Mise à disposition d'immobilisations à d'autres organismes agréés

**74300** Récupérations sur accidents de travail

**74400** Récupérations sur congés crédit heures

**74500** Récupérations sur dégâts matériel/location

**74600** Recettes pour la délivrance d'attestations de relevé kilométrique « car-pass »

**74700** Revenus locatifs divers

**74800** Contribution personnelle des travailleurs aux chèques repas

**74900** Récupérations diverses

**75 PRODUITS FINANCIERS**

**75100** Intérêts sur compte courant

**75400** Différence de caisse

**75500** Différence de paiement

**75600** Produits financiers divers

**76 PRODUITS EXCEPTIONNELS**

**76000** Reprises d'amortissements sur immobilisations corporelles et incorporelles

**76400** Produits divers exercices antérieurs

**INDEMNITÉ D'INVESTISSEMENT**

**INDEMNITÉ DE TERRAIN**

**INDEMNITÉ INNOVATION AU BÉNÉFICE DU SECTEUR**

**RÉMUNÉRATION ORGANISME**

**MISE EN COMPTE DE RÉSERVE PROTÉGÉE**

**TRANSFERT AU FONDS POUR LA SÉCURITÉ ROUTIÈRE**

**f) Règles d'imputation**

Cette partie du manuel comptable reprend pour chacun des comptes du schéma comptable d'exploitation, les conditions à rencontrer pour que les charges ou les recettes correspondantes puissent être admises dans le compte d'exploitation.

Lorsque l'organisme fait face à une charge ou une recette dont la nature induit qu'elle ne peut être imputée dans aucun des comptes ci-après détaillés, il sollicite l'avis du Ministre ou de son délégué en lui faisant part de propositions justifiées. Le Ministre ou son délégué remet son avis sur les propositions formulées dans les 5 jours ouvrables qui suivent la réception de la demande.

## A. Charges d'exploitation

De manière générale, il ne peut être postulé dans les comptes de charge que les montants dont la nature correspond à l'intitulé du compte au sein duquel la charge est postulée.

Par ailleurs, il n'est pas autorisé d'y inclure tout autre frais postulé ou postulable dans un autre compte du compte d'exploitation, faisant ou non l'objet d'une limite et/ou n'étant pas en lien direct avec les activités déléguées à l'organisme.

Le non-respect de la correcte imputation d'une charge au terme de la mission du réviseur tel que stipulé à l'article 27 et de la phase contradictoire mentionnée au point V de la présente annexe entraînera d'office son rejet des comptes d'exploitation.

De plus, les charges postulées dans le présent compte d'exploitation, et qui font l'objet d'une imputation au sein d'une autre comptabilité d'exploitation ou qui sont subsidiées, rémunérées ou supportées par une tierce partie publique ou privée, ne peuvent y être postulées au-delà de la charge réellement supportée par l'organisme déduction faite des montants imputés par ailleurs ou subsidiés, rémunérés, supportés par une tierce partie.

Les charges postulées doivent se voir diminuer de l'avantage qu'elles ont ou vont engendrer au travers de l'imputation de cet avantage en compte de recette « 74900 – Récupérations diverses ».

Dans le cas d'une perception différée, le montant de l'avantage (ristourne, primes, allocations, récupérations sur frais postulés précédemment dans le compte d'exploitation, ...) est porté en compte « 7640 - Produits divers exercices antérieurs ».

### 610 FRAIS RELATIFS AU MATERIEL

<b>61000</b>	Frais d'entretien du matériel de contrôle
--------------	---

Sont pris en considération tous les frais réels d'entretien ou de réparation (autres que les frais résultants du remplacement complet) des appareils de contrôle liés à l'exécution des activités qui sont déléguées à l'organisme.

Sont également pris en considération tous les frais réels d'entretien ou de réparation (autres que les frais résultants du remplacement complet) des appareils de contrôle et de mesure utiles à l'activité de contrôle délocalisé (contrôle au bord de la route). Ne sont pas considérés comme des appareils de contrôle et de mesure les véhicules utilitaires dédiés à cette activité dont les frais sont à postuler au compte 61235.

Sont finalement également pris en considération tous les frais de contrôles et de vérifications imposés par l'article 8 §4 du présent arrêté.

<b>61010</b>	Frais d'entretien et de réparation du matériel et du mobilier général et du bureau central
--------------	--

Sont pris en considération tous les frais d'entretien ou de réparation autres que les frais relatifs au matériel de contrôle ou que les frais résultants du remplacement complet de matériel ou de mobilier.

<b>61020</b>	Petits outillages et accessoires non amortissables
--------------	--

Sont pris en considération tous les frais réels pour les biens dont la nature et le prix d'achat individuel peuvent être qualifiés de petit outillage ou d'accessoire. Il s'agit d'outillages ou d'accessoires non amortissables.

<b>61030</b>	Location de matériel
--------------	----------------------

Sont pris en considération tous les frais réels de location de matériel se rapportant à l'exécution des activités déléguées à l'organisme.

<b>61031</b>	Location de salle et diverse
--------------	------------------------------

Sont pris en considération tous les frais réels de location de salle et diverses dûment justifiés se rapportant à l'exécution des activités déléguées à l'organisme.

#### **611 FRAIS RELATIFS AUX LOCAUX ET ASSURANCES**

<b>61100</b>	Loyers et charges locatives
--------------	-----------------------------

Sont pris en considération les montants pour la location ou le leasing de biens immobiliers, pour autant que ces montants portent sur l'exercice d'exploitation concerné.

Conformément à l'article 11 du présent arrêté, pour toute modification ultérieure des baux ou contrat de leasing d'application à la date d'entrée en vigueur du présent arrêté ainsi que pour toute nouvelle location ou tout nouveau leasing tant le principe de la location ou du leasing ainsi que le montant du loyer doivent être, au préalable, approuvés par le Ministre ou son délégué. Un exemplaire des baux de ces immeubles, dûment enregistré, ou du contrat de leasing doit être communiqué au Ministre ou à son délégué.

<b>61111</b>	Consommation eau
--------------	------------------

Sont pris en considération tous les frais réels, dûment justifiés, liés à l'exécution des activités déléguées à l'organisme.

<b>61112</b>	Consommation gaz
--------------	------------------

Sont pris en considération tous les frais réels, dûment justifiés, liés à l'exécution des activités déléguées à l'organisme.

<b>61113</b>	Consommation électricité
--------------	--------------------------

Sont pris en considération tous les frais réels, dûment justifiés, liés à l'exécution des activités déléguées à l'organisme.

Ne sont pas admises les dépenses d'électricité découlant de l'utilisation des bornes de recharges électriques à destination des véhicules électriques ou hybrides de tiers l'organismes.

Sont uniquement admises les dépenses d'électricité découlant de l'utilisation des bornes de recharges électriques à destination des véhicules électriques ou hybrides de l'organismes ou de ses représentants pour autant que les frais liés à la consommation d'électricité soient déduits des forfaits d'application aux comptes 61231 et 61232 selon les modalités approuvées par le Ministre ou son délégué au moment de l'élaboration du budget initial ou ajusté.

<b>61120</b>	Consommation mazout
--------------	---------------------

Sont pris en considération tous les frais réels, dûment justifiés, liés à l'exécution des activités déléguées à l'organisme.

<b>61130</b>	Entretien des immeubles
--------------	-------------------------

Le terme « immeubles » s'entend comme incluant l'ensemble des biens immobiliers se rapportant à l'exécution des activités déléguées à l'organisme.

Excepté en cas d'urgence dûment justifiée, tous les travaux d'entretien doivent être prévus et détaillés dans le budget prévisionnel visé à l'article 21, y compris les travaux de peinture qui, sauf cas de force majeure, ne peuvent être faits au maximum que tous les cinq ans pour les stations et les bureaux et tous les trois ans pour les centres d'examens.

Dans tous les cas, l'accord du Ministre ou de son délégué sera sollicité préalablement à toute dépense excédent 75.000€ HTVA qui n'aurait pas été budgétée.

Sont pris en considération tous les frais réels remplissant les conditions ci-avant détaillées.

<b>61140</b>	Frais de gestion et évacuation des déchets – vidanges - conteneurs
--------------	--

Sont pris en considération tous les frais réels, dûment justifiés, liés à l'exécution des activités déléguées à l'organisme.

Sont notamment visés les frais de location et de levées de conteneurs de déchets.

<b>61141</b>	Entretien des espaces extérieurs
--------------	----------------------------------

Sont pris en considération tous les frais réels, dûment justifiés, liés à l'exécution des activités déléguées à l'organisme.

Le terme « espaces extérieurs » s'entend comme incluant l'ensemble des biens immobiliers extérieurs hors bâtiments (imputés en compte 61130) tels que notamment les parkings, les plantations et espaces verts, les abords et les clôtures.

<b>61150</b>	Frais d'entreprise de nettoyage et produits d'entretien
--------------	---

Sont pris en considération tous les frais réels, dûment justifiés, supportés par l'organisme pour le nettoyage des bâtiments dédiés à l'exécution des activités déléguées à l'organisme. En ce compris les frais liés aux entreprises de service pour le nettoyage et les frais pour l'achat de produits de petit entretien et de nettoyage.

<b>61161</b>	Frais de moyens de paiements électroniques et de logiciel de gestion des paiements
--------------	--

Sont pris en considération tous les frais réels de location des terminaux de paiement électronique et/ou automatique et les frais de location de coffres à l'exception des coffres rendus utiles au transport de fonds (qui sont à imputer au compte 61511), les frais relatifs aux licences des logiciels de gestion des paiements ainsi que les frais relatifs aux accessoires des terminaux de paiement électronique (dont les rouleaux papiers).

Les frais liés aux transactions bancaires et autres frais bancaires (carte de crédit) sont imputés aux comptes 6571, 6573 et 6574 et 6575.

<b>61170</b>	Frais d'assurance
--------------	-------------------

Sont prises en considération toutes les primes d'assurance supportées par l'organisme dans le cadre des activités qui lui sont déléguées et dans un principe de gestion en bon père de famille.

En raison de leur imputation dans d'autres comptes, sont exclues de ce compte, les primes versées dans le cadre :

- des contrats d'assurance maladie-invalidité ;
- des contrats d'assurance groupe ;
- des contrats d'assurance accident de travail ;
- des contrats d'assurance en Responsabilité Civile ;
- des contrats d'assurance du matériel roulant ;
- des contrats d'assurance de missions et des voyages (à l'étranger) ;
- Des contrats d'assurance de transport de fonds.

Il n'est pas autorisé de postuler dans le compte d'exploitation les primes d'assurance liées à une couverture de perte d'exploitation ou des primes d'assurances liées à des instruments financiers n'ayant pas de lien avec les activités déléguées à l'organisme.

<b>612 FRAIS DE DÉPLACEMENT, DE REPRÉSENTATION, DE VOITURE ET FRAIS CONNEXES À LA FORMATION</b>	
---	--

<b>61200</b>	Frais ordinaires de mission, de réception et de représentation
--------------	--

Sont pris en considération les frais ordinaires de mission, de réception ou de représentation, y compris les frais de repas ; d'assurance ; de déplacement autre que ceux prévus pour l'usage d'un véhicule dont les frais sont imputés au compte 61231 ou 61232 et autres que ceux imputables aux comptes 61210, 61220 ou 61221 ; de péages et de parking nécessités par la représentation ou la mission pour autant qu'ils soient en lien avec les activités déléguées à l'organisme, qu'ils soient comptabilisés par

l'organisme comme frais réels et qu'ils ne dépassent pas un total annuel de 0,05% du chiffre d'affaires de l'organisme pour l'exercice en cours.

Les frais de restaurant ne peuvent être postulés que par les représentants de l'organisme et ne peuvent excéder un montant de 100€ par hôte interne ou externe à l'organisme par jour. Tout dépassement de ce forfait journalier ne sera pas admis au compte d'exploitation. Ces frais seront par ailleurs accompagnés d'un justificatif détaillant l'objet de la mission/représentation et la liste des participants. Le représentant de l'organisme concerné par les frais de restauration ne peut prétendre à l'obtention d'un chèque repas pour ce même jour.

Par « représentants de l'organisme » en vue de l'imputation des frais de restaurant au compte 61200, il est entendu le Directeur général et les Directeurs.

Toute mission de plus de 4h réalisée en dehors des infrastructures de l'organisme par un employé de ce dernier peut donner droit à l'octroi d'un per diem de 16,5436€ en lieu et place de l'octroi d'un chèque repas. Ce per diem est à comptabiliser au compte 623060.

Les frais de mission, de réception et de représentation dont le lieu nécessite un déplacement par voie aérienne et/ou une nuitée en dehors du territoire belge sont à imputer au compte 61201.

Ne sont pas considérés comme des frais de mission, les frais supportés en vue de la formation des membres du personnel. Ceux-ci sont à imputer en compte 61307 pour ce qui concerne les prestataires externes à l'organisme et en 61210 pour ce qui concerne les frais connexes à la formation en elle-même (frais de déplacement, de parking, de péages, d'assurance, ...).

Toute dépense dépassant le plafond annuel de 0,05% susmentionné sera à imputer au compte 61201 et devra répondre aux conditions y relatives.

<b>61201</b>	Frais extraordinaires de mission, de réception et de représentation
--------------	---

Sont pris en considération les frais réels et dûment justifiés de missions, de réception et de représentation extraordinaires occasionnés à la demande ou avec l'autorisation écrite préalable du Ministre ou de son délégué.

Toute demande d'autorisation relative à une mission, réception ou représentation nécessitant un déplacement par voie aérienne et/ou occasionnant des frais de nuitée en dehors du territoire belge doit être accompagnée d'une estimation budgétaire détaillée en plus de l'objet de celle-ci et de la liste des participants de l'organisme.

L'approbation du Ministre ou de son délégué sera communiquée à l'organisme endéans les cinq jours ouvrables. Sans approbation dans le délai imparti, celle-ci est réputée favorable.

<b>61210</b>	Frais liés à la formation
--------------	---------------------------

Sont pris en considération les frais de formation (autres que les honoraires de formation et de coaching imputés en compte 61307) nécessités par la formation pour autant que celle-ci soit en lien avec les



activités déléguées à l'organisme et que les frais y relatifs soient comptabilisés par l'organisme comme frais réels.

Sont notamment visés les frais d'assurance ; de déplacement (autre que ceux prévus pour l'usage d'un véhicule dont les frais sont imputés au compte 61231 ou 61232 et autres que ceux imputables aux comptes 61220 ou 61221) ; de péages et de parking connexes à la formation en tant que tel.

Toute formation de plus de 4h suivie en dehors des infrastructures de l'organisme par un employé de ce dernier peut donner droit à l'octroi d'un per diem de 16,5436€ en lieu et place de l'octroi d'un chèque repas. Ce per diem est à comptabiliser au compte 623060.

<b>61220</b>	Indemnités kilométriques au personnel
--------------	---------------------------------------

Est prise en considération l'indemnité comptabilisée qui résulte de déplacements de service, dûment justifiés, effectués par les membres du personnel (à l'exclusion du directeur général, des directeurs et des directeurs adjoint de l'organisme) avec leur véhicule personnel dans le cadre des activités déléguées à l'organisme.

Le taux de l'indemnité kilométrique est identique à celui en vigueur au sein des services publics wallons pour l'usage d'un véhicule de 9 CV fiscaux.

Ce taux sera adapté automatiquement dès qu'un changement interviendra au sein de l'Administration.

Le taux de l'indemnité kilométrique d'application est communiqué aux organismes par l'Administration.

Est exclue de ce compte l'intervention de l'employeur dans les frais de déplacement du membre du personnel entre le domicile et le lieu de travail qui sont imputés au compte 62330.

<b>61221</b>	Indemnités de déplacement du personnel en transport en commun
--------------	---

Sont pris en considération tous les frais réels remboursés aux membres du personnel qui résultent de déplacements de service, dûment justifiés, effectués au moyen de transports publics (train, métro, tram et bus) dans le cadre des activités déléguées à l'organisme.

Est exclue de ce compte l'intervention de l'employeur dans les frais de déplacement du membre du personnel entre le domicile et le lieu de travail qui sont imputés au compte 62331.

<b>61231</b>	Frais de voitures de direction (directeur général, directeurs et directeurs adjoints)
--------------	---

Est pris en considération un montant forfaitaire mensuel pour chacun des véhicules de direction admis au compte d'exploitation.

Le coût mensuel du forfait ne peut excéder

- 1.500€ HTVA (indexé annuellement conformément à l'article 38 du présent arrêté) pour le véhicule du Directeur Général de l'organisme dont il faut déduire les frais de consommation

- électrique découlant de l'utilisation des bornes de recharge qui sont postulées au compte 61113 ;
- 1.300€ HTVA (indexé annuellement conformément à l'article 38 du présent arrêté) pour les véhicules des Directeurs de l'organisme dont il faut déduire les frais de consommation électrique découlant de l'utilisation des bornes de recharge qui sont postulées au compte 61113 ;
  - 600€ HTVA (indexé annuellement conformément à l'article 38 du présent arrêté) pour les véhicules des Directeurs adjoints de l'organisme.

Tout dépassement de ces montants ne sera pas admis au compte d'exploitation.

L'organisme ne peut postuler des frais pour plus d'un véhicule par Directeur général, par directeur et par directeur adjoint. Tout dépassement du nombre de véhicules autorisés sera rejeté du compte d'exploitation.

Les véhicules de direction sont des véhicules :

- de segment E au maximum ou SUV, crossover ou familiale équivalente pour le Directeur général de l'organisme ;
- de segment D au maximum ou SUV, crossover ou familiale équivalente pour les directeurs de l'organisme ;
- de segment C ou D au maximum ou SUV, crossover ou familiale équivalente pour les directeurs adjoints de l'organisme.

Tout dépassement du segment entraînera le rejet de l'ensemble des charges relatives au véhicule concerné. L'organisme soumet une demande auprès du Ministre ou de son délégué afin d'avaliser qu'un véhicule relève des segments susmentionnés avant l'imputation du forfait au compte d'exploitation pour ce véhicule.

Le montant du forfait mensuel inclut les services suivants :

- L'utilisation du véhicule (amortissement ou location)
- Entretien et réparation du véhicule
- Pneumatiques été/hiver
- Assistance dépannage
- Assurance du véhicule
- Taxe de mise en circulation, écomalus et taxe annuelle de circulation
- En cas de location, un forfait kilométrique de 4.000km par mois pour les directeurs adjoints. Le contingent kilométrique pour le Directeur général et les Directeurs est inclus dans le montant forfaitaire mensuel.

Sont également imputés les frais de carburant relatifs au forfait kilométrique des directeurs adjoints susmentionné (à réduire des éventuels kilomètres parcourus à la suite de recharges électriques aux bornes de l'organisme et dont les frais de consommation électrique sont postulés au compte 61113) pour autant que la facturation y relative reprenne le relevé kilométrique à chaque appoint de carburant.

Sont acceptés les frais de carburant facturés par un fournisseur d'énergie proposant la facturation mensuelle avec relevé kilométrique.

Les membres de direction disposant d'un véhicule de direction ne peuvent prétendre à l'intervention de l'employeur imputable au compte 61210, 61220 ou 62330.

Dans un souci d'harmonisation, le montant forfaitaire pour la mise à disposition de véhicule de direction et le montant des frais de carburant des véhicules de Direction du Directeur général et des Directeurs dont les frais sont postulés dans le compte 61900 est à détailler dans la colonne informative "Refacturation bureau central" en regard du compte 61231.

<b>61232</b>	Frais de voitures de service mise à disposition du personnel
--------------	--

Est pris en considération un montant forfaitaire mensuel pour chacun des véhicules mis à la disposition de son personnel dans le cadre de déplacements ou de missions relevant des activités qui lui sont déléguées admis au compte d'exploitation.

Le montant du forfait ne peut excéder 550€ HTVA (indexé annuellement conformément à l'article 38 du présent arrêté) par véhicule. Tout dépassement de ce montant ne sera pas admis au compte d'exploitation.

L'organisme ne peut postuler des frais pour plus de 2 véhicules de service par tranche de 100 membres du personnel. Tout dépassement du nombre de véhicules autorisés sera rejeté du compte d'exploitation.

Les véhicules de service sont des véhicules de segment C au maximum ou équivalent. Tout dépassement de la catégorie entraînera le rejet des charges relative au véhicule concerné. L'organisme peut soumettre une demande auprès du Ministre ou de son délégué afin d'avaliser qu'un véhicule relève du segment susmentionné avant l'imputation du forfait au compte d'exploitation pour ce véhicule.

Le montant du forfait mensuel inclut les services suivants :

- L'utilisation du véhicule (amortissement ou location)
- Entretien et réparation du véhicule
- Pneumatiques été/hiver
- Assistance dépannage
- Assurance du véhicule
- Taxe de mise en circulation, écomalus et taxe annuelle de circulation
- En cas de location, un forfait kilométrique de 5.000km par mois

Sont également imputés les frais de carburant relatifs au forfait kilométrique susmentionné (à réduire des éventuels kilomètres parcourus à la suite de recharges électriques aux bornes de l'organisme et dont les frais de consommation électrique sont postulés au compte 61113) pour autant que la facturation y relative reprenne le relevé kilométrique à chaque appoint de carburant.

Sont acceptés les frais de carburant facturés par un fournisseur d'énergie proposant la facturation mensuelle avec relevé kilométrique.

Les membres du personnel disposant d'un véhicule de fonction ne peuvent prétendre à l'intervention de l'employeur imputable au compte 61210, 61220 ou 62330.

<b>61233</b>	Frais de véhicules utilitaires
--------------	--------------------------------

Sont pris en considération tous les frais réels relatifs à l'utilisation des véhicules utilitaires dans le cadre des activités déléguées à l'organisme à l'exception des frais relatifs aux véhicules utilisés dans le cadre de l'activité « contrôle bord de la route » qui sont à imputer en compte 61235.

Sont notamment visés les frais de location, d'entretien et réparation, de pneumatique, d'assurance, de carburant, d'aménagement légers et d'acquisition d'accessoires.

La taxe de mise en circulation, la taxe annuelle de circulation ainsi que les charges liées à la taxation kilométrique poids lourds desdits véhicules sont à imputer en compte 64013.

<b>61234</b>	Frais de motos (permis de conduire)
--------------	-------------------------------------

Sont pris en considération les frais réels pour l'utilisation des motos de l'organisme dans le cadre des activités déléguées à l'organisme (permis de conduire).

Sont notamment visés les frais d'entretien et réparation, de pneumatique, d'assurance, de carburant d'aménagement légers et d'acquisition d'accessoires.

La taxe de mise en circulation, la taxe annuelle de circulation sont à imputer en compte 64013.

<b>61235</b>	Frais de camions pour le contrôle délocalisé
--------------	--

Sont pris en considération tous les frais réels relatifs à l'utilisation des véhicules utilitaires (camions) dans le cadre des activités de contrôle délocalisé de l'organisme.

Sont notamment visés les frais d'entretien et réparation, de pneumatique, d'assurance, de carburant, d'aménagement légers et d'acquisition d'accessoires.

Les frais réels d'entretien ou de réparation (autres que les frais résultants du remplacement complet) des appareils de contrôle et de mesure utiles à l'activité de contrôle délocalisé (contrôle au bord de la route) sont quant à eux à postuler en 61001.

La taxe de mise en circulation, la taxe annuelle de circulation ainsi que les charges liées à la taxation kilométrique poids lourds desdits véhicules sont à imputer en compte 64013.

<b>613 HONORAIRES, PRESTATIONS DE TIERS ET COTISATIONS</b>	
<b>61301</b>	Honoraires du commissaire-réviseur

Sont pris en considération tous les frais réels dûment justifiés se rapportant exclusivement à l'exécution des activités déléguées à l'organisme dont notamment l'audit annuel BNB.

<b>61302</b>	Honoraires légaux (avocat, conseil, huissier, notaire, consultance et expertise)
--------------	--

Sont pris en considération tous les frais réels dûment justifiés **se rapportant exclusivement à l'exécution des activités déléguées à l'organisme.**

Tous les frais qui ne sont pas en lien direct avec l'exécution des activités déléguées à l'organisme ou qui ont pour vocation d'aller à l'encontre d'instructions du Ministre ou de son délégué ne sont pas imputables au compte d'exploitation.

<b>61303</b>	Prestations des secrétariats sociaux et frais administratifs liés aux avantages sociaux
--------------	---

Sont pris en considération tous les frais réels dûment justifiés se rapportant exclusivement à l'exécution des activités déléguées à l'organisme.

<b>61304</b>	Honoraires architecte, expert immobilier et coordination-santé
--------------	--

Sont pris en considération tous les frais réels dûment justifiés se rapportant exclusivement à l'exécution des activités déléguées à l'organisme.

<b>61305</b>	Honoraires audit qualité (certification)
--------------	--

Sont pris en considération tous les frais réels dûment justifiés se rapportant aux certifications rendues obligatoires pour l'exécution des activités déléguées à l'organisme et les audit qualités dont notamment les certifications ISO.

<b>61306</b>	Honoraires traduction et interprète
--------------	-------------------------------------

Sont pris en considération tous les frais réels dûment justifiés se rapportant exclusivement à l'exécution des activités déléguées à l'organisme.

<b>61307</b>	Honoraires de formation et coaching
--------------	-------------------------------------

Sont pris en considération tous les frais réels dûment justifiés relatifs à des prestations de formations et coaching (par des prestataires externes à l'organisme) se rapportant exclusivement à l'exécution des activités déléguées à l'organisme.

Les frais connexes aux frais de formation (déplacement, catering, logement, ...) sont imputés au compte 61230.

<b>61308</b>	Autres honoraires
--------------	-------------------

Sont pris en considération tous les frais réels dûment justifiés se rapportant exclusivement à l'exécution des activités déléguées à l'organisme pour autant qu'ils n'aient pas été portés à charge des comptes 61300 à 61307.

Pour toute nouvelle nature de charges imputables à ce compte, l'organisme devra solliciter l'approbation du Ministre ou de son délégué.

<b>61360</b>	Autres prestations de tiers
--------------	-----------------------------

Sont pris en considération l'ensemble des frais réels dûment justifiés ayant été payés à un tiers pour des prestations rendues nécessaires pour l'exécution des activités déléguées à l'organisme.

Pour toute nouvelle nature de charges imputables à ce compte, l'organisme devra solliciter l'approbation du Ministre ou de son délégué.

<b>61370</b>	Cotisation pour l'attestation de relevé kilométrique « car-pass »
--------------	---

Sont pris en considération l'ensemble des frais réels, dûment justifiés, rendus nécessaires pour l'exécution des activités déléguées à l'organisme.

<b>61372</b>	Cotisations sectorielles
--------------	--------------------------

Est pris en considération l'ensemble des charges réelles de cotisation (et d'affiliation professionnelle) liées au secteur d'activité du permis de conduire et/ou du contrôle technique, dûment justifiées, supportés par l'organisme dans le cadre des activités qui lui sont déléguées.

<b>61373</b>	Cotisations et redevances de l'Administration
--------------	---

Sont pris en considération l'ensemble des frais réels de cotisation et redevance versée à l'Administration.

<b>61374</b>	Autres cotisations
--------------	--------------------

Sont pris en considération tous les frais réels, dûment justifiés, relatifs à des cotisations rendues nécessaires par les activités déléguées à l'organisme pour autant qu'ils n'aient pas été portés à charge des comptes 61370 à 61373.

Pour toute nouvelle nature de charges imputables à ce compte, l'organisme devra solliciter l'approbation du Ministre ou de son délégué.

<b>614 FRAIS ADMINISTRATIFS ET DE BUREAU</b>
--

<b>61400</b>	Frais impression, photocopieur et imprimeur
--------------	---

Sont pris en considération tous les frais réels, dûment justifiés, rendus nécessaires par les activités déléguées à l'organisme pour autant qu'ils n'aient pas été portés à charge des comptes 61401.

Sont notamment imputables les frais de fournisseurs ou prestataires externes à l'organisme pour l'entretien, la maintenance et la fourniture de consommables et pièces d'usure (notamment le papier, les toners, drums, bacs de recyclage, unité de fusion) des photocopieurs et imprimantes de l'organisme.

<b>61401</b>	Frais d'impression et d'envoi des avertissements d'échéance du contrôle technique
--------------	---

Sont pris en considération l'ensemble des frais réels, dûment justifiés, liés à l'établissement et à l'envoi des avertissements d'échéance du contrôle technique dont notamment les frais d'impression, d'envoi et de traitement.

<b>61402</b>	Frais des fournitures de bureau
--------------	---------------------------------

Sont pris en considération l'ensemble des frais réels, dûment justifiés, liés aux activités déléguées à l'organisme.

<b>61403</b>	Frais administratifs pour l'obtention de documents relatifs aux personnel et directeurs
--------------	---

Sont pris en considération l'ensemble des frais administratifs, dûment justifiés, réellement supportés par l'organisme dans le cadre de l'exécution des activités délégués à l'organisme.

Sont notamment visés les frais administratifs de renouvellement des permis des membres du personnel et l'obtention des extraits de casier judiciaire visés à l'article 13 du présent arrêté.

<b>61404</b>	Frais postaux généraux et livreurs
--------------	------------------------------------

Sont pris en considération tous les frais postaux réels, dûment justifiés, se rapportant aux activités déléguées à l'organisme à l'exception de ceux liés aux avertissements d'échéance du contrôle technique qui sont postulés au compte 61401.

<b>61405</b>	Frais de téléphonie fixe et mobile, internet (abonnement et location)
--------------	---

Sont pris en considération tous les frais réels, dûment justifiés, se rapportant à l'exécution des activités déléguées à l'organisme.

Sont notamment visés ici les frais d'abonnement de téléphonie fixe et mobile ainsi que la location d'appareils et lignes dont notamment ceux du call-center.

Sont également imputés sous ce compte les frais d'abonnement internet, ligne ADSL et data.



<b>61406</b>	Téléphones, GSM, smartphones et accessoires et périphériques réseaux
--------------	--

Sont notamment pris en considération tous les frais réels, dûment justifiés, d'acquisition d'appareils de téléphonie fixe ou mobile ainsi que de leurs accessoires et de périphériques réseaux (tels que modem, bornes sans fil, ...) non amortissables se rapportant à l'exécution des activités déléguées à l'organisme dont notamment ceux du call-center (si applicable).

<b>61407</b>	Frais de documentation, livres et magazines (interne)
--------------	---

Sont pris en considération tous les frais réels, dûment justifiés, se rapportant aux activités déléguées à l'organisme.

<b>61408</b>	Frais de droit de diffusion
--------------	-----------------------------

Sont pris en considération tous les frais réels, dûment justifiés, se rapportant aux activités déléguées à l'organisme.

<b>61410</b>	Frais de publicités et de site internet
--------------	---

Sont pris en considération tous les frais réels, dûment justifiés, se rapportant aux activités déléguées à l'organisme.

<b>61411</b>	Publicité légale
--------------	------------------

Sont pris en considération tous les frais réels, dûment justifiés, se rapportant aux activités déléguées à l'organisme.

<b>61420</b>	Frais de petit matériel informatique non amortissable
--------------	---

Sont pris en considération tous les frais réels, dûment justifiés, se rapportant à l'exécution des activités déléguées à l'organisme.

Par « petit matériel informatique », il est entendu tout matériel non amortissable et ne nécessitant pas l'accord de la Commission IT visé à l'article 21 §1<sup>er</sup> alinéa 2.

Ne sont pas imputables à ce compte les frais postulés au compte 614051.

<b>61421</b>	Frais de maintenance informatique
--------------	-----------------------------------

Sont pris en considération tous les frais réels, dûment justifiés, se rapportant aux activités déléguées à l'organisme.

<b>61422</b>	Frais de licence informatique
--------------	-------------------------------

Sont pris en considération tous les frais réels, dûment justifiés, se rapportant à l'exécution des activités déléguées à l'organisme et pour autant que ceux-ci aient fait l'objet d'une approbation de la

Commission IT visée à l'article 21 §1<sup>er</sup> alinéa 2 du présent arrêté, si d'application (conformément au ROI de la Commission IT).

#### **615 FRAIS DIVERS**

<b>61500</b>	Frais de transport et de déménagement
--------------	---------------------------------------

Sont pris en considération les frais réels, dûment justifiés, relatifs :

- Au déménagement d'une station ou d'un bureau ;
- Aux transports exceptionnels de matériel ou de documents

lorsqu'ils sont effectués par des tiers.

<b>61510</b>	Frais de gardiennage
--------------	----------------------

Sont pris en considération l'ensemble des frais réels de gardiennage par des agents de sécurité de l'ensemble des bâtiments se rapportant à l'exécution des activités déléguées à l'organisme.

L'opportunité de recourir à ces services par des prestataires externes doit faire l'objet d'un accord au préalable du Ministre ou de son délégué.

<b>61511</b>	Frais de transport de fonds sécurisé
--------------	--------------------------------------

Sont pris en considération l'ensemble des frais réels, dûment justifiés, se rapportant à l'exécution des activités déléguées à l'organisme.

Sont notamment visés les frais relatifs au transport du cash par des prestataires externes, à la location de coffres destinés à ce transport ainsi que les assurances y relatives.

<b>61512</b>	Frais d'entretien des systèmes d'alarme et de sécurité
--------------	--

Sont pris en considération l'ensemble des frais réels, dûment justifiés, liés à l'exécution des activités déléguées à l'organisme.

<b>61520</b>	Frais d'assurance en Responsabilité Civil et franchise y relative
--------------	---

Sont pris en considération l'ensemble des frais réels, dûment justifiés, liés à l'exécution des activités déléguées à l'organisme.

Est notamment visée la prime d'assurance en responsabilité civile dont mention à l'article 19 du présent arrêté.

<b>61530</b>	Divers et imprévus / frais exceptionnels
--------------	--

Sont pris en considération les frais réels dûment justifiés liés à l'exécution des activités déléguées à l'organisme pour autant que ceux-ci aient fait l'objet d'une approbation du Ministre ou de son délégué quant à leurs natures et leurs montants.

Sont notamment imputés dans ce compte le solde des dommages résultant de vols et d'effractions non couverts par l'assurance RC.

#### **617 INTÉRIMAIRES**

<b>61700</b>	Frais d'intérimaires
--------------	----------------------

Sont pris en considération tous les frais réels, dûment justifiés, se rapportant à l'exécution des activités déléguées à l'organisme.

Les prestations du personnel intérimaire sont prises en considération pour la détermination de l'effectif de personnel administratif.

Chaque année, l'organisme joint en annexe à son compte d'exploitation la balance sociale des intérimaires reçue de l'agence intérim et qui reprend le nombre de personnes mises à disposition (code 150), le nombre d'heures facturées (code 151) et le coût total (code 152).

#### **619 REFACTURATION INTERNE DES FRAIS DU BUREAU CENTRAL**

<b>61900</b>	Refacturation interne
--------------	-----------------------

Sont postulés dans ce compte les frais refacturés en interne par la société mère dirigeante de l'organisme agréée.

Ceux-ci sont détaillés, en compte par compte du schéma d'exploitation, dans la colonne informative intitulée "Refacturation Bureau central" du compte d'exploitation

En termes de rémunération, charges sociales et avantages sociaux, les frais admis en compte 61900 pour le directeur général et les directeurs indépendants sont équivalents aux sommes qui auraient été portées en compte s'ils avaient bénéficié du statut de directeur général ou de directeur appointés. Sont spécifiquement visés les charges relatives aux rémunérations barémiques, au pécule de vacances, aux primes de fin d'année, aux cotisations ONSS, aux primes d'assurance accident du travail, aux primes d'assurances groupes, aux primes d'assurance maladie invalidité, aux chèques repas, aux chèques consommation, aux écochèques et aux chèques cadeau.

En termes de véhicules de direction, les frais admis en 61900 pour le directeur général et les directeurs indépendants sont équivalents aux sommes qui auraient été portées en compte s'ils avaient bénéficié du statut de Directeur général ou de Directeur appointés. Sont spécifiquement visées les charges relatives aux montants forfaitaire pour la mise à disposition de véhicule de direction. Afin de pouvoir être admis au compte d'exploitation, ces frais doivent impérativement répondre aux mêmes conditions que celles visées au compte 61231 pour le Directeur général et les Directeurs.

**6200 RÉMUNÉRATIONS ADMINISTRATEUR OU GÉRANT**

<b>620000</b>	Rémunérations barémiques - Administrateur ou gérant (directeur général)
---------------	---

Sont prises en considération les rémunérations brutes réellement payées aux administrateurs ou gérants (directeur général). Le montant postulé au compte d'exploitation ne peut excéder les échelles barémiques approuvées par le Ministre.

Il ne peut être pris en considération les rémunérations que d'un seul directeur général par organisme.

L'indexation des barèmes est celle d'application au sein de la Commission Paritaire du secteur.

Toute rémunération qui s'écarte des barèmes ou toute évolution qui diffère de l'évolution usuelle relative à l'application de l'ancienneté doit faire l'objet de l'approbation du Ministre ou de son délégué avant son application par l'organisme. Dans le cas contraire, le surplus ne pourra être imputé au compte d'exploitation.

Ne peut prétendre au titre de Directeur général qu'une personne répondant aux dispositions de l'annexe 2 et de l'article 13 du présent arrêté.

Ne seront pas admises au compte d'exploitation les charges relatives au Directeur général qui ne respecteraient pas les conditions énumérées à l'alinéa 6.

Dans un souci d'harmonisation, le montant relatif à la rémunération barémique du Directeur général indépendant dont les frais sont postulés dans le compte 61900 est à détailler dans la colonne informative "Refacturation bureau central" du compte 620000 du compte d'exploitation.

<b>620001</b>	Pécule de vacances payés – Administrateur ou gérant (directeur général)
---------------	---

Sont pris en considération sous ce poste les sommes effectivement payées au cours de l'exercice, soit à titre de double pécule de vacances, soit à titre de pécule de départ, pour autant qu'elles soient basées sur les rémunérations brutes calculées selon les échelles barémiques approuvées par le Ministre.

Dans un souci d'harmonisation, le montant relatif au pécule de vacances payés du Directeur général indépendant dont les frais sont postulés dans le compte 61900 est à détailler dans la colonne informative "Refacturation bureau central" du compte 620001.

<b>620002</b>	Primes de fin d'année - Administrateur ou gérant (directeur général)
---------------	--

Les primes de fin d'année réellement payées, sont prises en considération pour une valeur qui ne dépasse pas 10% du montant global des rémunérations annuelles brutes du Directeur général.

La rémunération annuelle brute à prendre en considération peut atteindre 100% des rémunérations théoriques d'un directeur général qui a été absent temporairement pour cause de maladie ou d'invalidité.

Par « rémunération annuelle brute », il faut entendre 12 fois la rémunération brute mensuelle selon les échelles barémiques approuvées par le Ministre, hors prime ou bonus éventuels.

Dans un souci d'harmonisation, le montant relatif au prime de fin d'année du Directeur général indépendant dont les frais sont postulés dans le compte 61900 est à détailler dans la colonne informative "Refacturation bureau central" du compte 620002.

<b>620003</b>	Cotisation O.N.S.S. - Administrateur ou gérant (directeur général)
---------------	--

Sont pris en considération tous les frais comptabilisés conformément à la législation en la matière, compte tenu des échelles barémiques approuvées par le Ministre.

Dans un souci d'harmonisation, le montant relatif aux cotisations O.N.S.S. du Directeur général indépendant dont les frais sont postulés dans le compte 61900 est à détailler dans la colonne informative "Refacturation bureau central" du compte 620003.

<b>620004</b>	Primes d'assurance accidents de travail - Administrateur ou gérant (directeur général)
---------------	--

Sont pris en considération tous les frais comptabilisés conformément à la législation en la matière.

Dans un souci d'harmonisation, le montant relatif aux primes d'assurance accidents de travail du Directeur général indépendant dont les frais sont postulés dans le compte 61900 est à détailler dans la colonne informative "Refacturation bureau central" du compte 620004.

<b>620005</b>	Prime d'assurance groupe - Administrateur ou gérant (directeur général)
<b>620006</b>	Prime d'assurance maladie-invalidité - Administrateur ou gérant (directeur général)

Le montant maximal de la contribution de l'employeur s'élève à 6 % du montant global des rémunérations annuelles brutes du directeur général ;

La « rémunération annuelle brute » à prendre en considération peut atteindre 100 % des rémunérations théoriques d'un directeur général qui a été absent temporairement pour cause de maladie ou d'invalidité et pour lequel l'organisme ne bénéficie pas d'une exonération de versement des primes.

Par « rémunération brute », il faut entendre 12 fois la rémunération brute mensuelle selon les échelles barémiques approuvées par le Ministre, hors prime ou bonus éventuels.

La limitation de la contribution de l'employeur à 6% ne s'applique pas aux cotisations sociales ni aux taxes relatives aux assurances visées.

La disposition du premier alinéa ne s'applique pas à la contribution de l'employeur versée pour les directeurs généraux qui étaient déjà en fonction avant le 01/01/1995.

Les rémunérations annuelles brutes du directeur général en fonction avant le 01/01/1995 n'entrent pas dans la base de calcul du plafond de 6%.

Aucune autre prime d'assurance n'est admise au compte d'exploitation.

Dans un souci d'harmonisation, le montant relatif aux primes d'assurance groupe et aux primes d'assurance maladie-invalidité du Directeur général indépendant dont les frais sont postulés dans le compte 61900 est à détailler dans la colonne informative "Refacturation bureau central" du compte 620005 et 620006.

<b>620007</b>	Prime unique assurance groupe - Administrateur ou gérant (directeur général)
---------------	--

Est prise en considération la prime patronale unique d'assurance groupe en cas de pension ou de pension anticipée du directeur général.

Dans un souci d'harmonisation, le montant relatif à la prime unique assurance groupe du Directeur général indépendant dont les frais sont postulés dans le compte 61900 est à détailler dans la colonne informative "Refacturation bureau central" du compte 620007.

<b>620008</b>	Chèque repas – quote-part patronale – Administrateur ou gérant (directeur général)
---------------	--

Pour un montant de maximum 8,00€ charges fiscales incluses par chèque repas par jour presté. Le nombre de jour ne peut dépasser celui des jours de travail pris en considération pour le calcul des cotisations de sécurité sociale.

L'octroi du chèque repas ne peut pas être cumulé avec une indemnité forfaitaire ou des frais de restaurant pour un même repas, pour le même jour.

Dans un souci d'harmonisation, le montant relatif aux chèques repas du Directeur général indépendant dont les frais sont postulés dans le compte 61900 est à détailler dans la colonne informative "Refacturation bureau central" du compte 620008 pour un montant maximum de 6,91€ par chèque repas par jour presté, équivalent à la quote-part patronale.

<b>620009</b>	Chèque consommation – Administrateur ou gérant (directeur général)
---------------	--

Ne sont admis en compte d'exploitation que les frais réels rendus obligatoires à l'organisme en raison de l'application des dispositions de la Commission Paritaire du secteur.

Dans un souci d'harmonisation, le montant relatif aux chèques consommation du Directeur général indépendant dont les frais sont postulés dans le compte 61900 est à détailler dans la colonne informative "Refacturation bureau central" du compte 620009.

<b>620010</b>	Écochèques – Administrateur ou gérant (directeur général)
---------------	---

Ne sont admis en compte d'exploitation que les frais réels rendus obligatoires à l'organisme en raison de l'application des dispositions de la Commission Paritaire du secteur.

Dans un souci d'harmonisation, le montant relatif aux écochèques du Directeur général indépendant dont les frais sont postulés dans le compte 61900 est à détailler dans la colonne informative "Refacturation bureau central" du compte 620010.

<b>620011</b>	Chèques cadeaux – Administrateur ou gérant (directeur général)
---------------	--

Ne sont admis en compte d'exploitation que les frais réels rendus obligatoires à l'organisme en raison de l'application des dispositions de la Commission Paritaire du secteur.

Dans un souci d'harmonisation, le montant relatif aux chèques cadeaux du Directeur général indépendant dont les frais sont postulés dans le compte 61900 est à détailler dans la colonne informative "Refacturation bureau central" du compte 620011.

<b>620012</b>	Autres frais professionnels - Administrateur ou gérant (directeur général)
---------------	--

Sont pris en considération les autres frais réels professionnels, dûment justifiés, liés à l'exécution des activités déléguées à l'organisme et pour lesquels l'organisme a expressément obtenu l'aval du Ministre ou de son délégué.

Dans un souci d'harmonisation, le montant relatif aux autres frais professionnels du Directeur général indépendant dont les frais sont postulés dans le compte 61900 est à détailler dans la colonne informative "Refacturation bureau central" du compte 620012.

## **6201 DIRECTION**

<b>62010</b>	Rémunérations barémiques – Directeurs et directeurs adjoints
--------------	--

Sont prises en considération les rémunérations brutes réellement payées. Le montant postulé au compte d'exploitation ne peut excéder les échelles barémiques approuvées par le Ministre.

Il ne peut, au maximum, être postulé au compte d'exploitation que les rémunérations barémiques :

- De 4 directeurs par organisme : directeur financier, directeur RH, directeur technique et directeur IT
- D'un directeur adjoint à chaque dépassement de 10 sites d'activité hors bureau central.

L'organisme qui ne postule pas, au compte d'exploitation, de charges de rémunération barémique pour 4 Directeurs peut y postuler des charges de rémunération barémique pour des Directeurs adjoints pour autant que leur nombre cumulé (Directeurs + Directeurs adjoints) n'excède pas le nombre de Directeurs et Directeurs adjoints auxquels l'organisme peut prétendre au regard de l'alinéa précédent.

Toute rémunération qui s'écarte des barèmes ou toute évolution qui diffère de l'évolution usuelle relative à l'application de l'ancienneté doit faire l'objet de l'approbation du Ministre ou de son délégué avant son application par l'organisme. Dans le cas contraire, le surplus ne pourra être imputé au compte d'exploitation.

Ne peut prétendre au titre de Directeur qu'une personne répondant aux dispositions de l'annexe 2 point 1 et de l'article 13 du présent arrêté



Ne peut prétendre au titre de Directeur adjoint qu'une personne disposant d'un diplôme conformément à l'annexe 2 point 1c du présent arrêté.

Ne seront pas admises au compte d'exploitation les charges relatives aux Directeurs et Directeurs adjoints qui ne respecteraient pas les conditions énumérées aux alinéas 4 et 5.

Dans un souci d'harmonisation, le montant relatif aux rémunérations barémiques des Directeurs indépendants dont les frais sont postulés dans le compte 61900 est à détailler dans la colonne informative "Refacturation bureau central" du compte 62010.

<b>62011</b>	Pécules de vacances payés - Directeurs et directeurs adjoints
--------------	---

Sont pris en considération sous ce poste les sommes effectivement payées au cours de l'exercice, soit à titre de double pécule de vacances, soit à titre de pécule de départ, pour autant qu'elles soient basées sur les rémunérations brutes calculées selon les échelles barémiques fixées par le Ministre.

Dans un souci d'harmonisation, le montant relatif aux pécules de vacances payés des Directeurs indépendants dont les frais sont postulés dans le compte 61900 est à détailler dans la colonne informative "Refacturation bureau central" du compte 62011.

<b>62012</b>	Primes de fin d'année - Directeurs et directeurs adjoints
--------------	---

Les primes de fin d'année réellement payées, sont prises en considération pour une valeur qui ne dépasse pas 10% du montant global des rémunérations annuelles brutes des directeurs et directeurs adjoints.

La rémunération annuelle brute à prendre en considération peut atteindre 100% des rémunérations théoriques d'un directeur ou d'un directeur adjoint qui a été absent temporairement pour cause de maladie ou d'invalidité.

Par « rémunération annuelle brute », il faut entendre 12 fois la rémunération brute mensuelle selon les échelles barémiques approuvées par le Ministre pour les Directeurs ou les directeurs adjoints, hors prime ou bonus éventuels.

Dans un souci d'harmonisation, le montant relatif aux primes de fin d'année des Directeurs indépendants dont les frais sont postulés dans le compte 61900 est à détailler dans la colonne informative "Refacturation bureau central" du compte 62012.

## **6202 EMPLOYÉS**

<b>62020</b>	Rémunérations barémiques - Employés
--------------	-------------------------------------

Sont prises en considération :

- Les rémunérations réellement payées, suivant les échelles barémiques approuvées par le Ministre et qui ne peuvent dépasser les montants correspondants à l'effectif en personnel qui résulte de l'application des critères du personnel figurant à l'annexe III du présent arrêté.

- Les indemnités réellement payées en rémunération d'heures supplémentaires conformément à la législation sociale.
- Les indemnités de rupture payées en cas de licenciement de personnel. Les intérêts de retard ne sont pas repris aux comptes d'exploitation sauf en cas de condamnation de l'organisme pour licenciement pour faute grave.

Toute rémunération qui s'écarte des barèmes ou toute évolution qui diffère de l'évolution usuelle relative à l'application de l'ancienneté du personnel doit faire l'objet de l'approbation du Ministre ou de son délégué avant son application par l'organisme. Dans le cas contraire, le surplus ne pourra être imputé au compte d'exploitation.

La prise en charge par l'organisme du salaire du membre du personnel ne peut être imputée au compte d'exploitation au-delà de la période d'obligation légale de prise en charge de ce salaire pour raison de maladie-invalidité.

<b>62021</b>	Pécules de vacances payés - Employés
--------------	--------------------------------------

Sont pris en considération sous ce poste les sommes effectivement payées, au cours de l'exercice, soit à titre de double pécule de vacances soit à titre de pécule de départ, pour autant qu'elles soient basées sur les rémunérations brutes calculées selon les échelles barémiques approuvées par le Ministre.

<b>62022</b>	Primes de fin d'année - Employés
--------------	----------------------------------

Les primes de fin d'année réellement payées, sont prises en considération pour une valeur qui ne dépasse pas 10% du montant global des rémunérations annuelles brutes du personnel.

La « rémunération annuelle brute » à prendre en considération peut atteindre 100% des rémunérations théoriques d'un membre du personnel qui a été absent temporairement pour cause de maladie ou d'invalidité.

Par rémunération annuelle brute, il faut entendre 12 fois la rémunération mensuelle selon les échelles barémiques approuvées par le Ministre, hors prime et bonus éventuels.

### **6210 COTISATIONS PATRONALES D'ASSURANCES SOCIALES - DIRECTEURS ET DIRECTEURS ADJOINTS**

<b>621000</b>	Cotisation O.N.S.S. - Directeurs et directeurs adjoints
---------------	---

Sont pris en considération tous les frais comptabilisés conformément à la législation en la matière, compte tenu des échelles barémiques approuvées par le Ministre.

Dans un souci d'harmonisation, le montant relatif aux cotisations O.N.S.S. des Directeurs indépendants dont les frais sont postulés dans le compte 61900 est à détailler dans la colonne informative "Refacturation bureau central" du compte 621000.

<b>621010</b>	Prime d'assurance accidents de travail - Directeurs et directeurs adjoints
---------------	--

Sont pris en considération tous les frais comptabilisés conformément à la législation en la matière

Dans un souci d'harmonisation, le montant relatif aux primes d'assurance accident de travail des Directeurs indépendants dont les frais sont postulés dans le compte 61900 est à détailler dans la colonne informative "Refacturation bureau central" du compte 621110.

<b>6211 COTISATIONS PATRONALES D'ASSURANCES SOCIALES - EMPLOYÉS</b>	
---	--

<b>621100</b>	Cotisation O.N.S.S. - Employés
---------------	--------------------------------

Sont pris en considération tous les frais comptabilisés conformément à la législation en la matière, compte tenu des échelles barémiques approuvées par le Ministre.

<b>621110</b>	Prime d'assurance accidents de travail - Employés
---------------	---

Sont pris en considération tous les frais comptabilisés conformément à la législation en la matière.

<b>6220 COTISATION PATRONALE ASSURANCE GROUPE ET ASSURANCE COMPLÉMENTAIRE MALADIE-INVALIDITÉ – DIRECTEURS ET DIRECTEURS ADJOINTS</b>	
--	--

<b>622000</b>	Prime assurance groupe - Directeurs et directeurs adjoints
---------------	--

<b>622010</b>	Prime assurance maladie-invalidité - Directeurs et directeurs adjoints
---------------	--

Le montant maximal de la contribution de l'employeur s'élève à 6 % du montant global des rémunérations annuelles brutes des Directeurs et directeurs adjoints ;

La « rémunération annuelle brute » à prendre en considération peut atteindre 100 % des rémunérations théoriques d'un directeur ou d'un directeur adjoint qui a été absent temporairement pour cause de maladie ou d'invalidité et pour lequel l'organisme ne bénéficie pas d'une exonération de versement des primes.

Par « rémunération brute », il faut entendre 12 fois la rémunération brute mensuelle selon les échelles barémiques approuvées par le Ministre, hors prime ou bonus éventuels.

La limitation de la contribution de l'employeur à 6% ne s'applique pas aux cotisations sociales ni aux taxes relatives aux assurances visées.

La disposition du premier alinéa ne s'applique pas à la contribution de l'employeur versée pour les directeurs et directeurs adjoints qui étaient déjà en fonction avant le 01/01/1995.

Les rémunérations annuelles brutes des directeurs et directeurs adjoints en fonction avant le 01/01/1995 n'entrent pas dans la base de calcul du plafond de 6%.

Aucune autre prime d'assurance n'est admise au compte d'exploitation.

Dans un souci d'harmonisation, le montant relatif aux primes d'assurance groupe et aux primes d'assurance maladie-invalidité des Directeurs dont les frais sont postulés dans le compte 61900 est à détailler dans la colonne informative "Refacturation bureau central" des comptes 622000 et 622010.

<b>622011</b>	Prime unique assurance groupe - Directeurs et directeurs adjoints
---------------	---

Est prise en considération la prime patronale unique d'assurance groupe en cas de pension ou de pension anticipée d'un directeur ou d'un directeur adjoint.

Dans un souci d'harmonisation, le montant relatif aux primes unique d'assurance groupe des Directeurs indépendants dont les frais sont postulés dans le compte 61900 est à détailler dans la colonne informative "Refacturation bureau central" du compte 622011.

#### **6221 COTISATION PATRONALE ASSURANCE GROUPE ET ASSURANCE COMPLÉMENTAIRE MALADIE-INVALIDITÉ – EMPLOYÉS**

<b>622100</b>	Prime assurance groupe - Employés
<b>622101</b>	Prime assurance maladie-invalidité - Employés

Le montant maximal de la contribution de l'employeur s'élève à 6 % du montant global des rémunérations annuelles brutes des membres du personnel ;

La « rémunération annuelle brute » à prendre en considération peut atteindre 100 % des rémunérations théoriques d'un membre du personnel qui a été absent temporairement pour cause de maladie ou d'invalidité et pour lequel l'organisme ne bénéficie pas d'une exonération de versement des primes.

Par « rémunération brute », il faut entendre 12 fois la rémunération brute mensuelle selon les échelles barémiques approuvées par le Ministre, hors prime ou bonus éventuels.

La limitation de la contribution de l'employeur à 6% ne s'applique pas aux cotisations sociales ni aux taxes relatives aux assurances visées.

La disposition du premier alinéa ne s'applique pas à la contribution de l'employeur versée pour les membres du personnel qui étaient déjà en fonction avant le 01/01/1995.

Les rémunérations annuelles brutes des membres du personnel en fonction avant le 01/01/1995 n'entrent pas dans la base de calcul du plafond de 6%.

Aucune autre prime d'assurance n'est admise au compte d'exploitation.

<b>622111</b>	Prime unique assurance groupe – Employés
---------------	--

Est prise en considération la prime patronale unique d'assurance groupe en cas de pension ou de pension anticipée d'un employé.

#### **623 AUTRES FRAIS DE PERSONNEL**

<b>623000</b>	Dotation à la provision pour pécule de vacances - Directeurs et directeurs adjoints
---------------	---

Est prise en considération la différence entre les provisions au 31 décembre et au 1<sup>er</sup> janvier de la même année, provisions calculées en application de la législation sociale en vigueur destinées à couvrir le paiement des pécules de vacances au cours de l'année suivante.

Ces provisions doivent être calculées pour le Directeur général et les directeurs en service au 31 décembre de chaque année considérée sur base des rémunérations calculées selon les barèmes approuvés par le Ministre, majorées des rémunérations théoriques des directeurs qui ont été absents temporairement pour cause de maladie-invalidité.

Ces provisions pour les directeurs doivent être calculées aux taux imposés chaque année, par l'administration des contributions directes pour l'estimation desdites provisions.

<b>623010</b>	Dotation à la provision pour pécule de vacances - Employés
---------------	--

Est prise en considération la différence entre les provisions au 31 décembre et au 1<sup>er</sup> janvier de la même année, provisions calculées en application de la législation sociale en vigueur destinées à couvrir le paiement des pécules de vacances au cours de l'année suivante.

Ces provisions doivent être calculées pour le personnel en service au 31 décembre de chaque année considérée sur base des rémunérations calculées selon les barèmes fixés par le Ministre, majorées des rémunérations théoriques des membres du personnel qui ont été absents temporairement pour cause de maladie-invalidité.

Ces provisions pour les employés doivent être calculées aux taux imposés chaque année, par l'administration des contributions directes pour l'estimation desdites provisions.

<b>623030</b>	Intervention de l'employeur dans les frais de transport du domicile vers le lieu de travail (véhicule personnel) - Employés
---------------	---

Sont pris en considération toutes les interventions kilométriques de l'employeur réellement versées au ou pour le personnel pour les déplacements entre le domicile et le lieu de travail réalisés avec le véhicule personnel du travailleur, dûment justifiés, et payés en exécution des dispositions légales en la matière, ou en vertu de la Convention Collective de Travail.

Les déplacements entre le domicile et un autre lieu de prestation que la résidence administrative professionnel du travailleur ou entre les différents sites de l'employeur sont comptabilisés en 61220.

Les frais de déplacement dans le cadre de formations sont à imputer au compte 61307 ou 623120.

Ne peuvent prétendre à une intervention de l'employeur les membres de direction ou les membres du personnel disposant d'un véhicule dont les frais sont imputables au comptes 61231 ou au compte 61232.

<b>623031</b>	Intervention de l'employeur dans les frais de transport du domicile vers le lieu de travail (transport en commun) - Employés
---------------	--

Sont pris en considération toutes les interventions kilométriques de l'employeur réellement versées au ou pour le personnel pour les déplacements entre le domicile et le lieu de travail réalisés en transport en commun, dûment justifiés, et payés en exécution des dispositions légales en la matière, ou en vertu de la Convention Collective de Travail.

Les déplacements entre le domicile et un autre lieu de prestation que la résidence administrative professionnel du travailleur ou entre les différents sites de l'employeur sont comptabilisés en 61221.

Les frais de déplacement dans le cadre de formations sont à imputer au compte 61307 ou 623120.

Ne peuvent prétendre à une intervention de l'employeur les membres de direction ou les membres du personnel disposant d'un véhicule dont les frais sont imputables au comptes 61231 ou au compte 61232.

<b>623040</b>	Service médical
---------------	-----------------

Sont pris en considération tous les frais comptabilisés et dûment justifiés dans le cadre de la législation sur la médecine du travail.

<b>623050</b>	Cotisations syndicales
---------------	------------------------

Sont prises en considération toutes les sommes payées aux organisations syndicales conformément aux Conventions Collectives de Travail du secteur.

<b>623060</b>	Indemnités et frais divers pour repas et boissons
---------------	---

Sont pris en considération les frais réellement payés pour l'intervention dans les repas et boissons du personnel pour autant qu'ils ne fassent pas double emploi avec les charges imputées 623061.

Toute mission ou toute formation de plus de 4h en dehors des infrastructures de l'organisme par un employé de ce dernier peut donner droit à l'octroi d'un per diem de 16,5436€ en lieu et place de l'octroi d'un chèque repas.

<b>623061</b>	Chèque repas - valeur faciale
---------------	-------------------------------

Pour un montant facial de maximum 8,00€ charges fiscales incluses par chèque repas par membre du personnel par jour presté. Le nombre de jour ne peut dépasser celui des jours de travail pris en considération pour le calcul des cotisations de sécurité sociale.

L'octroi du chèque repas ne peut pas être cumulé avec une indemnité forfaitaire (623060) ou des frais de restaurant (61200) pour le même jour.

Ce compte est partiellement compensé par la comptabilisation en compte 748 de la participation du travailleur d'1,09€ par chèque repas octroyé par l'organisme.

Dans un souci d'harmonisation, le montant relatif aux chèques repas des Directeurs indépendants dont les frais sont postulés dans le compte 61900 est à détailler dans la colonne informative "Refacturation bureau central" du compte 623061 pour un montant maximal de 6,91€ (équivalent à la quote-part patronale) charges fiscales incluses par Directeur par jour presté.

<b>623062</b>	Chèque consommation
---------------	---------------------

Ne sont admis en compte d'exploitation que les frais réels rendus obligatoires à l'organisme en raison de l'application des dispositions de la Commission Paritaire du secteur.

Dans un souci d'harmonisation, le montant relatif aux chèques consommation des Directeurs indépendants dont les frais sont postulés dans le compte 61900 est à détailler dans la colonne informative "Refacturation bureau central" du compte 623062.

<b>623063</b>	Écochèques
---------------	------------

Ne sont admis en compte d'exploitation que les frais réels rendus obligatoires à l'organisme en raison de l'application des dispositions de la Commission Paritaire du secteur.

Dans un souci d'harmonisation, le montant relatif aux écochèques des Directeurs indépendants dont les frais sont postulés dans le compte 61900 est à détailler dans la colonne informative "Refacturation bureau central" du compte 623063.

<b>623064</b>	Chèques cadeaux
---------------	-----------------

Ne sont admis en compte d'exploitation que les frais réels rendus obligatoires à l'organisme en raison de l'application des dispositions de la Commission Paritaire du secteur.

Dans un souci d'harmonisation, le montant relatif aux chèques cadeaux des Directeurs indépendants dont les frais sont postulés dans le compte 61900 est à détailler dans la colonne informative "Refacturation bureau central" du compte 623064.

<b>623070</b>	Service social : débours divers pour événements familiaux
---------------	---

Sont prises en considération les charges réelles faites à titre de frais extraordinaires de mariage, naissance, jubilé, mise à la pension et décès pour des montants qui ne dépassent pas les plafonds suivants :

- Mariage : 100€ (indexé annuellement conformément à l'article 38 du présent arrêté)
- Naissance : 150€ (indexé annuellement conformément à l'article 38 du présent arrêté)
- Décès : 100€ (indexé annuellement conformément à l'article 38 du présent arrêté)
- Jubilés :
  - 20ans de service : 25% du traitement brut payé au cours du mois durant lequel l'ancienneté en question est atteinte
  - 25ans de service : 50% du traitement brut payé au cours du mois durant lequel l'ancienneté en question est atteinte
  - 30 ans de service : 75% du traitement brut payé au cours du mois durant lequel l'ancienneté en question est atteinte
  - 35ans de service : 100% du traitement brut payé au cours du mois durant lequel l'ancienneté en question est atteinte
  - 40ans de service : 100% du traitement brut payé au cours du mois durant lequel l'ancienneté en question est atteinte



- Fin de carrière d'une personne comptant :
  - Jusque 20 ans de service à l'entreprise : 50% du traitement brut payé au cours du mois qui précède la date de mise à la pension
  - Plus de 20 ans de service, mais moins de 30 ans de service à l'entreprise : 75% du traitement brut payé au cours du mois qui précède la date de mise à la pension
  - 30 ans de service ou plus à l'entreprise : 100% du traitement brut payé au cours du mois qui précède la date de mise à la pension

<b>623080</b>	Fêtes et manifestations sociales, culturelles et sportives (patronales) pour le personnel
---------------	---

Les frais réels pour les fêtes et les autres manifestations sociales, culturelles et sportives du personnel pour un montant maximal annuel de 175€ par membre du personnel repris au bilan social de l'année qui précède.

L'organisme peut sursoir à cette charge durant maximum deux exercices et ainsi comptabiliser 350€ indexés annuellement par membre du personnel de manière bisannuelle ou comptabiliser 525€ indexés annuellement par membre du personnel de manière triennale.

Au-delà des deux ans, le montant postulé au compte d'exploitation ne peut excéder 525€ indexés annuellement par membre du personnel.

Les charges réalisées par l'organisme à destination d'autres personnes que les membres de son personnel ne peuvent pas être imputées au compte d'exploitation.

<b>623090</b>	Vêtements de travail et nettoyage
---------------	-----------------------------------

Sont pris en considération les frais réels exposés pour l'achat, l'entretien et la location des vêtements de travail se rapportant à l'exécution des activités déléguées à l'organisme.

<b>623110</b>	Frais de recrutement et de reclassement professionnel du personnel
---------------	--

Sont pris en considération les frais réels se rapportant à l'exécution des activités déléguées à l'organisme.

Les frais d'outplacement pris en charge dans le compte d'exploitation sont ceux payés en exécution des dispositions légales en la matière.

<b>623130</b>	Frais relatifs à l'utilisation des installations sociales et sanitaires
---------------	---

Les charges réelles et dûment justifiées relatives à l'utilisation des installations sociales et sanitaires (savon, achat et entretien des essuie-mains, ustensiles de cuisine, nécessaire de toilette, fontaine à eau, machine à café, distributeur de boissons, ...) sont prises en considération

**63 AMORTISSEMENTS****63000** Amortissements sur frais d'établissement

Est porté annuellement en compte, un amortissement (au prorata temporis) de la valeur des frais d'établissement.

**63010** Amortissements sur immobilisations incorporelles

Est porté annuellement en compte, un amortissement (au prorata temporis) de la valeur des immobilisations incorporelles de développement informatique pour autant qu'elles aient été acquises avec l'accord de la Commission IT conformément à l'article 21 §1<sup>er</sup> alinéa 2 du présent arrêté.

Le taux d'amortissement est conforme aux règles comptables communément admises en vigueur.

Les montants amortis doivent rester apparents au bilan de la société et être alignés à la comptabilité générale de l'organisme.

Le détail des amortissements annuels est annexé au compte d'exploitation conformément au canevas type de la présente annexe.

Pour le calcul des amortissements, la valeur des immobilisations incorporelles de développement informatique est celle d'achat ou de développement par des tiers.

Aucun amortissement ne peut être appliqué sur les frais de développement informatiques réalisés en interne.

**63020** Amortissements sur constructions (bâtiments et parkings)

Est porté annuellement en compte, un amortissement (au prorata temporis) de la valeur d'achat ou de construction des bâtiments et parkings affectés ou destinés à l'exécution d'au moins une mission déléguée à l'organisme pour autant qu'ils aient été acquis avec l'accord du Ministre ou de son délégué.

Le taux d'amortissement est conforme aux règles comptables communément admises en vigueur.

Les montants amortis doivent rester apparents au bilan de la société et être alignés à la comptabilité générale de l'organisme.

Le détail des amortissements annuels est annexé au compte d'exploitation conformément au canevas type de la présente annexe.

Pour le calcul des amortissements, la valeur des bâtiments et parkings correspond au prix réel de l'achat ou de la construction, tous frais, charges et accessoires compris.

**63021** Amortissements sur installations, machines, équipement et outillages

Est porté annuellement en compte, un amortissement (au prorata temporis) de la valeur d'achat des biens mobiliers (équipements et installation restés mobiliers, machines, outillages et appareils utilisés

d'une manière ou d'une autre pour les missions déléguées à l'organisme) pour autant qu'ils aient été acquis avec l'accord du Ministre ou de son délégué.

Le taux d'amortissement est conforme aux règles comptables communément admises en vigueur.

Les montants amortis doivent rester apparents au bilan de la société et être alignés à la comptabilité générale de l'organisme.

Le détail des amortissements annuels est annexé au compte d'exploitation conformément au canevas type de la présente annexe.

Pour le calcul des amortissements, la valeur installations, machines, équipement et outillage au prix réel de l'achat, tous frais, charges et accessoires compris.

<b>63022</b>	Amortissements sur mobilier et matériel de bureau
--------------	---

Est porté annuellement en compte, un amortissement (au prorata temporis) de la valeur d'achat du mobilier et matériel de bureau affectés ou destinés à l'exécution des missions de l'organisme.

Le taux d'amortissement est conforme aux règles comptables communément admises en vigueur.

Les montants amortis doivent rester apparents au bilan de la société et être alignés à la comptabilité générale de l'organisme.

Le détail des amortissements annuels est annexé au compte d'exploitation conformément au canevas type de la présente annexe.

Pour le calcul des amortissements, la valeur du mobilier et matériel de bureau correspond au prix réel de l'achat, tous frais, charges et accessoires compris.

<b>63023</b>	Amortissements matériel informatique
--------------	--------------------------------------

Sont prises en considération les charges, dûment justifiées, se rapportant à l'exécution des activités déléguées à l'organisme et pour autant que ceux-ci aient fait l'objet d'une approbation de la Commission IT visée à l'article 21 §1<sup>er</sup> alinéa 2 du présent arrêté, si d'application (conformément au ROI de la Commission IT).

Est porté annuellement en compte, un amortissement (au prorata temporis) de la valeur d'achat du matériel informatique affectés ou destinés à l'exécution des missions de l'organisme.

Le taux d'amortissement est conforme aux règles comptables communément admises en vigueur.

Les montants amortis doivent rester apparents au bilan de la société et être alignés à la comptabilité générale de l'organisme.

Le détail des amortissements annuels est annexé au compte d'exploitation conformément au canevas type de la présente annexe.

Pour le calcul des amortissements, la valeur du matériel informatique correspond au prix réel de l'achat, tous frais, charges et accessoires compris.

<b>63024</b>	Amortissements sur matériel roulant utilitaire
--------------	--

Est porté annuellement en compte, un amortissement (au prorata temporis) de la valeur d'achat du matériel roulant utilitaire affectés ou destinés à l'exécution des missions de l'organisme (en ce compris les véhicules destinés au contrôle délocalisé).

Le taux d'amortissement est conforme aux règles comptables communément admises en vigueur.

Les montants amortis doivent rester apparents au bilan de la société et être alignés à la comptabilité générale de l'organisme.

Le détail des amortissements annuels est annexé au compte d'exploitation conformément au canevas type de la présente annexe.

Pour le calcul des amortissements, la valeur du matériel roulant correspond au prix réel de l'achat, tous frais, charges et accessoires compris.

<b>63025</b>	Amortissements sur matériel roulant moto
--------------	--

Est porté annuellement en compte, un amortissement (au prorata temporis) de la valeur d'achat du matériel roulant moto affectés ou destinés à l'exécution des missions de l'organisme (permis de conduire).

Le taux d'amortissement est conforme aux règles comptables communément admises en vigueur.

Les montants amortis doivent rester apparents au bilan de la société et être alignés à la comptabilité générale de l'organisme.

Le détail des amortissements annuels est annexé au compte d'exploitation conformément au canevas type de la présente annexe.

Pour le calcul des amortissements, la valeur du matériel roulant correspond au prix réel de l'achat, tous frais, charges et accessoires compris.

<b>63026</b>	Amortissements sur matériel roulant voiture
--------------	---

Ce compte ne peut être utilisé qu'endéans la mise en place des dispositions transitoires relatives aux véhicules du directeur général, des directeurs, directeurs adjoint et du personnel.

Est porté annuellement en compte, un amortissement (au prorata temporis) de la valeur d'achat du matériel roulant voiture affectés ou destinés à l'exécution des missions de l'organisme.

Le taux d'amortissement est conforme aux règles comptables communément admises en vigueur.

Les montants amortis doivent rester apparents au bilan de la société et être alignés à la comptabilité générale de l'organisme.

Le détail des amortissements annuels est annexé au compte d'exploitation conformément au canevas type de la présente annexe.

Pour le calcul des amortissements, la valeur du matériel roulant correspond au prix réel de l'achat, tous frais, charges et accessoires compris.

<b>63027</b>	Amortissements sur autres immobilisations
--------------	---

La nature des charges imputables à ce compte devra faire l'objet d'une validation du Ministre ou de son délégué.

Est porté annuellement en compte, un amortissement (au prorata temporis) de la valeur d'achat sur d'autres immobilisations destinées à l'exécution d'au moins une mission déléguée à l'organisme pour autant qu'ils aient été acquis avec l'accord du Ministre ou de son délégué.

Le taux d'amortissement est conforme aux règles comptables communément admises en vigueur et être alignés à la comptabilité générale de l'organisme.

Les montants amortis doivent rester apparents au bilan de la société.

Le détail des amortissements annuels est annexé au compte d'exploitation conformément au canevas type de la présente annexe.

Pour le calcul des amortissements, la valeur des bâtiments et parkings correspond au prix d'achat, tous frais, charges et accessoires compris.

#### **64 AUTRES CHARGES D'EXPLOITATION**

<b>64000</b>	Précompte immobilier
--------------	----------------------

Sont pris en considération tous les frais réels dûment justifiés se rapportant à l'exécution des activités déléguées à l'organisme.

<b>64010</b>	Taxes communales, provinciales, régionales et fédérales
--------------	---

Sont pris en considération, l'ensemble des taxes communales, provinciales, communales, Régionales et Fédérales dûment justifiés se rapportant à l'exécution des activités déléguées à l'organisme et pour autant qu'elles ne soient pas imputées en 64013 ou 6404.

<b>64013</b>	Taxes de circulation
--------------	----------------------

Sont pris en considération, l'ensemble des frais se rapportant à l'exécution des activités déléguées à l'organisme dont notamment la taxe de mise en circulation, la taxe annuelle de circulation ainsi que les charges liées à la taxation kilométrique poids lourds des véhicules de l'organisme.

<b>64040</b>	Autres taxes
--------------	--------------

Sont pris en considération tous les frais réels dûment justifiés se rapportant à l'exécution des activités déléguées à l'organisme.

Pour toute nouvelle nature des charges imputables à ce compte, l'organisme devra solliciter l'approbation du Ministre ou de son délégué.

<b>64200</b>	Moins-value sur réalisation de créances commerciales
--------------	--

Sont postulables les pertes découlant de la réalisation de créances commerciales pour autant que celles-ci soient réputées certaines et définitives et qu'elles aient été préalablement enregistré aux comptes 70 du compte d'exploitation.

<b>64300</b>	Frais de constitution, de transformation de la société et d'augmentation du capital
--------------	---

Est porté en compte les frais réels de création ou de transformation d'une société, d'augmentation de capital, d'enregistrement des baux, d'achat et d'apport de biens immobiliers loués dûment justifiés se rapportant à l'exécution des activités déléguées à l'organisme. Pour autant que ceux-ci ne fassent pas l'objet d'un amortissement repris en compte 63000.

L'opportunité de recourir à ce type de charge doit faire l'objet d'un accord au préalable du Ministre ou de son délégué.

<b>64400</b>	Frais d'enregistrement des baux
--------------	---------------------------------

Sont pris en considération tous les frais réels dûment justifiés se rapportant à l'exécution des activités déléguées à l'organisme et qui sont visés à l'article 11 §2.

<b>64500</b>	Frais d'achat des locaux loués
--------------	--------------------------------

Sont pris en considération tous les frais réels dûment justifiés se rapportant à l'exécution des activités déléguées à l'organisme.

## **65 CHARGES FINANCIÈRES**

<b>65000</b>	Intérêts sur emprunts auprès d'organismes de crédits (long terme)
--------------	---

Sont prises en considération les charges réelles d'intérêts dûment justifiées et qui sont dues en vertu de financements contractés auprès d'organismes de crédit ou d'autres bailleurs de fonds dans le but d'obtenir (acquisition ou construction) des immobilisations corporelles utiles à l'exécution des activités déléguées à l'organisme.

En tout état de cause, la charge financière ne pourra être supérieure à celle qui résulte du taux d'intérêt appliqué par les organismes financiers agréés par l'autorité des services et marchés financiers (FSMA).

Il est entendu que de nouvelles charges d'emprunts ne peuvent être imputées au compte d'exploitation que moyennant l'accord du Ministre ou de son délégué obtenu lors de l'approbation du dossier de soumission du projet d'investissements visé à l'article 10 du présent arrêté.

Les intérêts de retard ne sont pas pris en considération.

<b>65001</b>	Intérêts sur dettes à un an au plus (court terme)
--------------	---

Sont prises en considération les charges réelles d'intérêts dûment justifiées et qui sont dues en vertu de financements à court termes (tels que notamment des trade loans et des bridge loans) contractés auprès d'organismes de crédit ou d'autres bailleurs de fonds pour notamment pallier un éventuel manque de trésorerie.

En tout état de cause, la charge financière ne pourra être supérieure à celle qui résulte du taux d'intérêt appliqué par les organismes financiers agréés par la FSMA.

Les intérêts de retard ne sont pas pris en considération.

<b>65300</b>	Intérêts sur compte courant
--------------	-----------------------------

Sont pris en considération, les intérêts négatifs sur les comptes courants découlant du maintien en liquidité du résultat d'exploitation et de la constitution du compte de réserve protégée.

<b>65400</b>	Différence de caisse
--------------	----------------------

Sous cette rubrique, sont enregistrés les écarts négatifs constatés entre le solde comptable de la caisse et le montant réellement disponible en espèces.

<b>65500</b>	Différence de paiement
--------------	------------------------

Ce compte enregistre les écarts négatifs constatés entre les montants prévus ou attendus et les montants réellement reçus lors des transactions commerciales.

<b>65700</b>	Frais relatifs aux conventions de prêts
--------------	---

Sont notamment pris en considération les frais hypothécaires, les frais d'expertise et les frais de dossiers relatifs aux emprunts en vue de l'acquisition d'immobilisations corporelles, nécessaires à l'exécution des activités déléguées à l'organisme.

<b>65710</b>	Frais de banque divers
--------------	------------------------

Sont pris en considération tous les frais réels dûment justifiés en lien avec l'exécution des activités déléguées à l'organisme.



Pour toute nouvelle nature de charges imputables à ce compte, l'organisme devra solliciter l'approbation du Ministre ou de son délégué.

<b>65720</b>	Frais de banque liés aux cartes de crédit
--------------	---

Sont pris en considération tous les frais réels dûment justifiés en lien avec l'exécution des activités déléguées à l'organisme.

<b>65730</b>	Frais de paiement des clients carte de crédit
--------------	---

Sont pris en considération tous les frais réels dûment justifiés en lien avec l'exécution des activités déléguées à l'organisme.

<b>65740</b>	Frais de paiement des clients par carte de débit
--------------	--

Sont pris en considération tous les frais réels dûment justifiés en lien avec l'exécution des activités déléguées à l'organisme.

<b>65750</b>	Frais de paiement des clients par internet
--------------	--

Sont pris en considération tous les frais réels dûment justifiés en lien avec l'exécution des activités déléguées à l'organisme.

<b>65800</b>	Autres charges financières
--------------	----------------------------

Sont comptabilisées dans cette rubrique, toutes les charges financières ne relevant pas des rubriques précédentes.

Pour toute nouvelle nature de charges imputables à ce compte, l'organisme devra solliciter l'approbation du Ministre ou de son délégué.

## **66 CHARGES EXCEPTIONNELLES**

<b>66000</b>	Amortissements exceptionnels sur frais d'établissement
--------------	--

Ce compte est utilisé pour enregistrer les amortissements exceptionnels spécifiquement liés aux frais d'établissement.

Un amortissement exceptionnel peut être acté afin de répartir le coût des frais d'établissement sur leur durée d'utilisation probable pour autant que celui-ci soit conforme à la réglementation comptable en vigueur.

Les montants amortis doivent rester apparents au bilan de la société.

Ce type de charges sont acceptées au compte d'exploitation pour autant que celles-ci aient été validées par le Réviseur d'entreprise.

<b>66010</b>	Amortissements exceptionnels immobilisations incorporelles
--------------	--

Ce compte est utilisé pour enregistrer les amortissements exceptionnels spécifiquement liés aux immobilisations incorporelles.

Un amortissement exceptionnel peut être acté afin de répartir le coût des immobilisations incorporelles sur leur durée d'utilisation probable pour autant que celui-ci soit conforme à la réglementation comptable en vigueur.

Les montants amortis doivent rester apparents au bilan de la société.

Ce type de charges sont acceptées au compte d'exploitation pour autant que celles-ci aient été validées par le Réviseur d'entreprise.

<b>66020</b>	Amortissements exceptionnels immobilisations corporelles
--------------	--

Ce compte est utilisé pour enregistrer les amortissements exceptionnels spécifiquement liés aux immobilisations corporelles dédiées aux activités déléguées à l'organisme.

Un amortissement exceptionnel peut être acté afin de répartir le coût des immobilisations corporelles sur leur durée d'utilisation probable pour autant que celui-ci soit conforme à la réglementation comptable en vigueur.

Les montants amortis doivent rester apparents au bilan de la société.

Ce type de charge sont acceptées au compte d'exploitation pour autant que celles-ci aient été validées par le Réviseur d'entreprise.

<b>66300</b>	Moins-values sur réalisation d'immobilisations incorporelles et corporelles
--------------	---

Un organisme peut postuler toutes les moins-values sur cession d'immobilisations, lorsque celles-ci sont cédées pour un montant inférieur à la valeur nette comptable et pour autant que la valeur de vente du bien soit conforme au prix du marché.

Ne sont prises en considération que les moins-values relatives à des immobilisations corporelles acquises à partir du 1er janvier 2025 et pour lesquelles une indemnité d'investissement a été perçue. Néanmoins, les moins-values sur la cession de terrain sont prises en considération nonobstant la date d'acquisition.

<b>66400</b>	Charges diverses relatives à des exercices antérieurs
--------------	---

Sous cette rubrique figurent les charges imputables à des exercices antérieurs se rapportant à l'exécution des activités déléguées à l'organisme.

Les sommes enregistrées au compte 6640, sont admises dans les comptes d'exploitation de l'exercice considéré pour autant que celles-ci soient identifiées comme des charges qui auraient été prises en considération dans d'autres comptes du compte d'exploitation au cours des exercices antérieurs.

Par « exercices antérieurs », il est entendu au maximum les cinq exercices comptables précédent l'exercice comptable considéré.

<b>66700</b>	Charges exceptionnelles diverses
--------------	----------------------------------

Sont pris en considération tous les frais réels dûment justifiés se rapportant à l'exécution des activités déléguées à l'organisme.

Pour toute nouvelle nature de charges imputables à ce compte, l'organisme devra solliciter l'approbation du Ministre ou de son délégué.

## B. Recettes d'exploitation

Les recettes d'exploitation détaillées ci-après doivent être imputées au compte d'exploitation.

Seules les recettes nettes sont prises en considération dans le calcul de la rémunération de l'organisme.

Par recettes nettes, il est entendu le montant des recettes imputées aux comptes suivants :

- 700 recettes brutes du contrôle technique et du permis de conduire ;
- 701 autres recettes (activités déléguées) ;
- 741 Plus-values sur immobilisations corporelles et incorporelles ;
- 746 Recettes pour la délivrance d'attestations de relevé kilométrique "Car-Pass".

Les montant imputés sont comptabilisés hors TVA.

### **70 CHIFFRE D'AFFAIRES**

<b>70000</b>	Recettes brutes du contrôle technique et du permis de conduire
--------------	--

Le chiffre d'affaires à comptabiliser correspond à la redevance perçue conformément aux réglementations en vigueur relatives aux activités déléguées à l'organisme. Les montant imputés à ce compte sont comptabilisés hors TVA.

Ces recettes sont à inclure dans la notion de recettes nettes.

<b>70100</b>	Autres recettes (activités déléguées)
--------------	---------------------------------------

Le chiffre d'affaires à comptabiliser correspond à la recette brute, c'est-à-dire le montant encaissé, à l'exclusion de la T.V.A.

Ces comptes sont à subdiviser par activité selon les instructions communiquées par le Ministre ou son délégué lors de la délégation de l'activité à l'organisme.

Ces recettes sont à inclure dans la notion de recettes nettes.

<b>72 PRODUCTION IMMOBILISÉE</b>	
<b>72000</b>	Production immobilisée

Les montants comptabilisés à ce compte doivent être au moins équivalents à ceux postulés aux comptes de charge pour la réalisation de cette production immobilisée.

En aucun cas, ces récupérations de frais ne peuvent être inclus dans la base de calcul de la rémunération de l'organisme.

Ces recettes ne sont donc pas à inclure dans la notion de recettes nettes.

<b>74 AUTRES PRODUITS D'EXPLOITATION</b>	
<b>74000</b>	Subside d'exploitation et montants compensatoires

Sont pris en considération, les montants accordés par les pouvoirs publics à un organisme en vue de compenser ou couvrir certains frais d'exploitation se rapportant à l'exécution des activités déléguées à l'organisme.

Un subside d'exploitation doit être enregistré dès que l'entreprise a acquis un droit certain à le recevoir et que le montant du subside peut être estimé de manière raisonnable.

Ces recettes ne sont pas à inclure dans la notion de recettes nettes.

<b>74100</b>	Plus-values sur immobilisations corporelles et incorporelles
--------------	--

Sont comptabilisés dans ce compte, les plus-values sur immobilisations corporelles et incorporelles se rapportant à l'exécution des activités déléguées à l'organisme relatives.

Ne sont prises en considération que les plus-values relatives à des immobilisations corporelles acquises à partir du 1er janvier 2025 et pour lesquelles une indemnité d'investissement a été perçue. Néanmoins, les plus-values sur la cession de terrain sont prises en considération nonobstant la date d'acquisition.

Il est entendu par plus-value sur immobilisation corporelles, les bénéfices réalisés lors de la cession ou de la vente d'actifs corporels tels que des terrains, des bâtiments, des équipements ou des véhicules. Ces plus-values surviennent lorsque le produit de la vente dépasse la valeur comptable nette de l'actif cédé, c'est-à-dire la valeur d'origine de l'actif moins son amortissement cumulé et toute perte de valeur constatée.

Il est entendu par plus-value sur immobilisation incorporelles, les bénéfices réalisés lors de la cession ou de la vente d'actifs incorporels (tels que des applications informatiques). Ces plus-values surviennent lorsque le produit de la vente dépasse la valeur comptable nette de l'actif cédé, c'est-à-dire la valeur d'origine de l'actif moins son amortissement cumulé et toute perte de valeur constatée.

Ces recettes sont à inclure dans la notion de recettes nettes.

<b>74200</b>	Mise à disposition d'immobilisations à d'autres organismes agréés
--------------	---

Sont pris en considération, les montants perçus par l'organisme consécutivement à la facturation de mise à disposition d'immobilisations appartenant à ce dernier auprès d'autres organismes agréés.

Ces recettes ne sont pas à inclure dans la notion de recettes nettes.

<b>74300</b>	Récupérations sur accidents de travail
--------------	--

Sont inclus dans ce compte, les montants récupérés par l'entreprise à la suite d'accidents de travail se rapportant à l'exécution des activités déléguées à l'organisme.

Ces recettes ne sont pas à inclure dans la notion de recettes nettes.

<b>74400</b>	Récupérations sur congés crédit heures
--------------	--

Sont prises en considération, les recettes provenant de la récupération des couts liés aux congés crédit heures utilisés par les employés se rapportant à l'exécution des activités déléguées à l'organisme.

Ces recettes ne sont pas à inclure dans la notion de recettes nettes.

<b>74500</b>	Récupérations sur dégâts matériel/location
--------------	--

Ce compte est utilisé pour enregistrer les revenus provenant de la récupération des couts associés aux dommages matériels ou aux locations se rapportant à l'exécution des activités déléguées à l'organisme.

Ces recettes ne sont pas à inclure dans la notion de recettes nettes.

<b>74600</b>	Recettes pour la délivrance d'attestations de relevé kilométrique « car-pass »
--------------	--

Sont pris en considération, l'ensemble des recettes relatives aux délivrances d'attestation de relevé kilométrique.

Ces recettes sont à inclure dans la notion de recettes nettes.

<b>74700</b>	Revenus locatifs divers
--------------	-------------------------

Sont pris en considération, l'ensemble des montants relatifs à des revenus locatifs d'immobilisations corporelles qui ne sont plus affectées à l'exécution des activités déléguées à l'organisme à partir du 1<sup>er</sup> janvier 2025 et pour lesquelles une indemnité d'investissement a été perçue.

Ces recettes ne sont pas à inclure dans la notion de recettes nettes.

<b>74800</b>	Contribution personnelle des travailleurs aux chèques repas
--------------	---

Est pris en considération, la quote-part des chèques repas à charge des travailleurs. Le montant enregistré doit être de minimum 1,09 par chèque repas et par jour presté.

Le nombre de chèque repas dont la contribution personnelle du travailleur est postulée au compte 74800 doit être identique au nombre de chèque repas postulés en compte 620008 et 623061. Ces recettes ne sont pas à inclure dans la notion de recettes nettes.

<b>74900</b>	Récupérations diverses
--------------	------------------------

Sont repris sous cette rubrique, les recouvrements de montants qui étaient auparavant considérés comme perdus ou irrécouvrables se rapportant à l'exécution des activités déléguées à l'organisme.

Ces recettes ne sont pas à inclure dans la notion de recettes nettes.

<b>75 PRODUITS FINANCIERS</b>
-------------------------------

Les produits financiers découlant de la gestion des avoirs liés à l'exercice des missions déléguées à l'organisme sont également comptabilisés en recette d'exploitation.

<b>75100</b>	Intérêts sur compte courant
--------------	-----------------------------

Sont pris en considération, les intérêts positifs sur les comptes courants découlant du maintien en liquidité du résultat d'exploitation et de la constitution du compte de réserve protégée.

Ces recettes ne sont pas à inclure dans la notion de recettes nettes.

<b>75400</b>	Différence de caisse
--------------	----------------------

Sous cette rubrique, sont enregistrés les écarts positifs constatés entre le solde comptable de la caisse et le montant réellement disponible en espèces.

Ces recettes ne sont pas à inclure dans la notion de recettes nettes.

<b>75500</b>	Différence de paiement
--------------	------------------------

Ce compte enregistre les écarts positifs constatés entre les montants prévus ou attendus et les montants réellement reçus lors des transactions commerciales.

Ces recettes ne sont pas à inclure dans la notion de recettes nettes.

<b>75600</b>	Produits financiers divers
--------------	----------------------------

Sont pris sous cette rubrique, les produits financiers qui ne sont pas imputable dans d'autres catégories de produits financiers spécifiques.

Ces recettes ne sont pas à inclure dans la notion de recettes nettes.

**76 PRODUITS EXCEPTIONNELS**

<b>76000</b>	Reprises d'amortissements sur immobilisations corporelles et incorporelles
--------------	--

Sous cette rubrique, sont enregistrées les réintégrations d'amortissement antérieurement comptabilisées à tort ou en excès en lien avec l'exécution des activités déléguées à l'organisme.

Ces recettes ne sont pas à inclure dans la notion de recettes nettes.

<b>76400</b>	Produits divers exercices antérieurs
--------------	--------------------------------------

Ce compte est utilisé pour enregistrer des revenus exceptionnels provenant d'événements ou de transactions qui se sont produits dans des exercices comptables antérieurs et qui n'ont pas été comptabilisés à ce moment-là.

Les « produits divers relatifs à des exercices antérieurs » doivent être postulés au compte d'exploitation pour autant que :

a/ les produits aient trait à des ristournes commerciales, primes et allocations se rapportant à des exercices antérieurs ;

b/ ils représentent des récupérations sur dépenses mises à charge du compte d'exploitation d'exercices antérieurs.

Par « exercices antérieurs », il est entendu au maximum les cinq exercices comptables précédant l'exercice comptable considéré.

Les produits divers d'exercices antérieurs ne sont pas à inclure dans la notion de recettes nettes.

**g) Indemnité des investissements en bâtiments, parkings, biens mobiliers et immobilisations incorporelles.**

Cette indemnité ne sera imputée que dans le compte d'exploitation.

L'indemnité d'investissement est calculée d'après les modalités ci-après :

Sur la valeur nette comptable (au 31/12 de l'exercice précédent) des bâtiments, parkings, et biens mobiliers et immobilisations incorporelles, fixée conformément aux dispositions indiquées ci-dessous, mais diminuée :

- des capitaux empruntés et non encore remboursés ;
- des amortissements (au prorata temporis) pratiqué au cours de l'exercice considéré,

est porté annuellement en compte un intérêt fixé par référence à la moyenne du taux « mid » ICESWAP 15 ans Frankfort d'application au cours de l'exercice visé augmentée de 1,75 %.



Les cotations sont fournies par la société ICE. Elles sont consultables sur Bloomberg (ticket « EUAMDB15 Index » ; titre « EURIBOR ICE SWAP RATE 11 :00am »). Il est utilisé des valeurs de taux à trois décimales pour le calcul de l'indemnité.

En ce qui concerne les bâtiments et parkings, l'indemnité d'investissement s'applique aux installations affectées à l'exécution des missions déléguées aux organismes et qui ont été acquises avec l'accord du Ministre ou de son délégué. Elle ne s'applique qu'aux biens acquis en pleine propriété. Elle ne s'applique pas sur la valeur au bilan des immobilisations corporelles en cours (comptes de classe 27).

En ce qui concerne les biens mobiliers, l'indemnité s'applique aux équipements et installations restés mobiliers, aux matériel et appareils utilisés d'une manière ou d'une autre pour le contrôle technique et le permis de conduire, au matériel de bureau et, de manière générale, aux biens mobiliers de toutes natures affectés ou destinés à l'exécution des missions déléguées aux organismes.

En ce qui concerne les immobilisations incorporelles, seuls sont pris en considération dans le calcul de l'indemnité d'investissement les frais de développements informatiques indispensables à l'exécution des missions de l'organisme et acquises et/ou développées avec l'accord de la Commission IT visées à l'article 21 §1<sup>er</sup> alinéa 2.

L'indemnité d'investissement est allouée de manière constante durant la période d'amortissement.

Par « valeur des bâtiments et parkings », il est entendu le prix réel de l'achat ou de la construction, tous frais, charges et accessoires compris.

Par « valeur de biens mobiliers », il est entendu le prix d'achat ou de construction, tous frais et accessoires compris.

Par "valeur des immobilisations incorporelles", il est entendu le prix réel de l'achat ou du développement de l'applicatif informatique, tous frais, charges et accessoires compris. En cas de développement informatique réalisé directement par l'organisme, une valorisation des prestations des membres du personnel affectés à ce développement peut être prise en considération dans le calcul de l'indemnité d'investissement pour autant qu'elle soit dûment justifiée (timesheet). Cette valorisation des ressources humaines peut être majorée de 15% pour couvrir les frais de fonctionnement y relatifs.

La plus-value réalisée lors de la cession d'un bien ayant ouvert le droit à l'octroi d'une indemnité d'investissement est comptabilisée dans les recettes d'exploitation de l'organisme.

### Méthodologie de calcul

<b>1)</b>	<b>Valeurs nettes comptables des investissements au 31/12 de l'exercice précédent pour :</b>		
	a) les bâtiments		----- -
	b) les parkings		----- -
	c) les biens mobiliers		----- -
	d) les immobilisations incorporelles		
	<b>Total des investissements (a+b+c+d)</b>	----- -	
<b>2)</b>	<b>A déduire</b>		

	e) les sommes restantes à rembourser à la fin de l'exercice sur les emprunts se rapportant aux investissements ci-dessus		----- -
	f) le montant total des amortissements pratiqués au cours de l'exercice sur les investissements ci-dessus		----- -
	<b>Total des montants à déduire (e+f)</b>	----- -	
<b>3)</b>	<b>Base de calcul (a+b+c+d)-(e+f)</b>	----- -	<b>(1)</b>
<b>4)</b>	<b>Taux d'indemnité</b>		
	g) Taux swap moyenné (en %)		----- -
	h) Majoration de 1,75%	1,75%	----- -
	<b>Taux d'application pour l'exercice (g+h)</b>	----- -	<b>(2)</b>
<b>5)</b>	<b>Indemnité (1) x (2)</b>	----- -	

La redevance est considérée comme charge indirecte et doit être répartie entre les secteurs Contrôle technique et Permis de conduire sur base du coefficient de répartition.

#### **h) Indemnité de terrain**

Les organismes porteront en compte une indemnité de 2 % sur la valeur de tous les terrains acquis jusqu'au 31/12/2024 et mis en service pour l'exécution des missions.

Par "valeur", il est entendu :

- pour les terrains en service avant le 1 janvier 1977 ; la valeur réévaluée à cette date ;
- pour ceux mis en service après le 1 janvier 1977 ; la valeur d'acquisition, tous frais compris.

Cette valeur est diminuée des capitaux empruntés et pas encore remboursés.

#### **Méthodologie de calcul**

<b>1)</b>	<b>Valeurs nettes comptables des investissements en terrain au 31/12 de l'exercice :</b>		
	a) terrains en service avant le 01/01/1977		----- -
	b) terrains en service après le 01/01/1977		----- -
	c) terrains acquis après le 31/12/2024		----- -
	<b>Total des investissements (a+b+c)</b>	----- -	
<b>2)</b>	<b>A déduire</b>		
	d) les sommes restantes à rembourser à la fin de l'exercice sur les emprunts se rapportant aux investissements a) et b) ci-dessus		----- -

	e) le montant total des terrains acquis après le 31/12/2024	-----	-
	<b>Total des montants à déduire (d+e)</b>	-----	-
<b>3)</b>	<b>Base de calcul (a+b+c)-(d+e)</b>	-----	<b>(1)</b>
<b>4)</b>	<b>Taux d'application</b>	-----	<b>(2) 2%</b>
<b>5)</b>	<b>Indemnité (1) x (2)</b>	-----	-

La redevance est considérée comme charge indirecte et doit être répartie entre les secteurs Contrôle technique et Permis de conduire sur base du coefficient de répartition.

#### **i) Indemnité à l'innovation au bénéfice du secteur**

L'indemnité d'innovation au bénéfice du secteur est calculée d'après les modalités ci-après :

Sur la valeur enregistrée au compte 74200 de l'exercice comptable considéré – à savoir « les recettes générées par la mise à disposition d'immobilisations à d'autres organismes agréées » - est porté annuellement en compte un intérêt fixé à 50%.

#### **Méthodologie de calcul**

Compte		Recettes CT	Recettes PC
Numéro	Dénomination		
74200	La mise à disposition d'immobilisations à d'autres organismes agréées	(A)	(B)

- (A) x 50% = montant à imputer au compte d'exploitation pour la partie « contrôle technique »
- (B) x 50% = montant à imputer au compte d'exploitation pour la partie « permis de conduire »

#### **j) Rémunération organisme**

Conformément à l'article 20 §2, la rémunération de l'organismes est constituée d'un montant de base et d'une partie variable.

Le montant de base représente 6% des recettes nettes toute activité confondue. Ce montant de base sera majoré ou diminué d'une partie variable jusqu'à 1,5% maximum des recettes nettes maximum selon le respect des seuils fixés pour les indicateurs approuvés par le Ministre au sein du manuel qualité.

Par recettes nettes, il est entendu les montants imputés aux comptes suivants :

- 700 recettes brutes du contrôle technique et du permis de conduire
- 701 autres recettes (activités déléguées)

- 741 Plus-values sur immobilisations corporelles et incorporelles
- 746 Recettes pour la délivrance d'attestations de relevé kilométrique "Car-Pass" tel que visé à l'article 6 §3, alinéa 1er de la Loi du 11 juin 2004 relative à l'information à fournir lors de la vente de véhicules d'occasion

Les montant imputés sont comptabilisés hors TVA.

Méthodologie de calcul :

<b>1)</b>	<b>Recettes nettes de l'exercice :</b>		
	a/ redevances CT et PC perçues après déduction de la TVA (compte 7000)		-----
	b/ autres recettes (activités déléguées) (compte 701)		-----
	c/Plus-values sur immobilisations corporelles et incorporelles (compte 741)		-----
	d/ Recettes pour la délivrance d'attestations de relevé kilométrique "Car-Pass" (compte 746)		-----
<b>2)</b>	<b>Base de calcul (a+b+c+d)</b>	-----	<b>(1)</b>
<b>3)</b>	<b>Taux d'indemnité</b>		
	e/ Taux de base (6 %)	6%	-----
	f/ Variation de maximum + ou - de 1,5%		-----
	<b>Taux d'application pour l'exercice (e+f)</b>	-----	<b>(2)</b>
<b>4)</b>	<b>Rémunération (1) x (2)</b>	-----	

## V. REVISION ANNUELLE DES COMPTES

Les organismes sont informés par courrier postal ou électronique du réviseur d'entreprise désigné par le Ministre ou son délégué conformément à l'article 27 du présent arrêté.

Afin de permettre l'exécution du contrôle comptable par le réviseur d'entreprise désigné, les organismes sont tenus de transmettre les bilans, les comptes de résultats et les comptes d'exploitation ainsi que les annexes et approbation utiles rendues exigibles par l'application de la présente annexe.

Par ailleurs, ils répondent favorablement à toutes les sollicitations de ce dernier relatives à l'exécution de sa mission.

Le réviseur d'entreprise fait parvenir annuellement avant le 1<sup>er</sup> septembre de l'année qui suit l'exercice concerné, les rapports de ses missions à l'administration et aux organismes concernés. Il aura veillé à respecter une phase contradictoire de minimum 15 jours avant la communication de son rapport définitif. Les éventuels commentaires émis seront intégrés dans le rapport définitif.

## VI. Régularisation du compte d'exploitation

**a) Échéance :**

Conformément à l'article 24 §1er, la régularisation des comptes d'exploitation de l'organisme est effectuée par le Ministre ou son délégué, par exercice, pour le 1er décembre de l'année qui suit l'année d'exploitation considérée

**b) Objectif :**

La régularisation vise à :

- Fixer, en s'appuyant au besoin sur les constats formulés par le réviseur d'entreprise visé à l'article 27, le montant total des charges d'exploitation, en ce compris l'indemnité d'investissement, l'indemnité de terrain, l'indemnité d'innovation et la rémunération fixe et variable de l'organisme, à prendre en compte par ledit organisme dans son compte d'exploitation, établit conformément à l'article 25.

- Fixer, en s'appuyant au besoin sur les constats formulés par le réviseur d'entreprise visé à l'article 27, le montant des recettes d'exploitation à prendre en compte par l'organisme dans son compte d'exploitation, établit conformément à l'article 25.

Les charges et les recettes d'exploitation mentionnées ci-dessus sont celles qui peuvent être imputées dans les comptes du schéma comptable d'exploitation défini au point IV.e) de la présente annexe conformément aux règles d'imputation détaillées au point IV.f) de la présente annexe.

**c) Résultat d'exploitation :**

Si le total annuel des recettes d'exploitation de l'organisme visées à au point VI b) alinéa 3, est supérieur au montant des charges d'exploitation visées au point VI b) alinéa 2 l'excédent est réputé positif.

Si le total annuel des recettes d'exploitation de l'organisme visées au point VI b) alinéa 3, est inférieur au montant des charges d'exploitation visées au point VI b) alinéa 2, le résultat est réputé négatif

En cas de résultat négatif structurel, l'organisme est tenu de soumettre au Ministre ou son délégué des propositions d'actions à implémenter.

## VII. Versement/prélèvement sur le compte de réserve protégée et versement/prélèvement sur le fonds pour la Sécurité Routière

**a) Compte de réserve protégée :**

Le compte de réserve protégée est un compte bancaire bloqué ouvert par et au nom de l'organisme.

Conformément à l'article 24 §2, le compte de réserve protégée est constitué pour tendre vers une réserve protégée de quinze pour cent du dernier chiffre d'affaires annuel de l'organisme. Le Ministre peut revoir le niveau de réserve protégée de 15% à la hausse.

Il est crédité par ponction sur l'excédent réputé positif visé au point VI c) alinéa 1 de la présente annexe.

Tout débit en vue de couvrir le résultat réputé négatif visé au point VI c) alinéa 2 est conditionné à l'autorisation du Ministre ou de son délégué.

Lorsque le dernier chiffre d'affaires est inférieur au précédent, aucun transfert n'est automatiquement opéré depuis le compte de réserve protégée vers le Fonds de la Sécurité routière.

Tout débit du compte de réserve protégée autre que celui visant à couvrir un résultat négatif et qui conduirait à un compte de réserve protégée inférieur à 15% du dernier chiffre d'affaires ne peut survenir qu'en cas de suspension de tout ou partie des activités qui sont déléguées à l'organisme ou en cas de retrait de son agrément.

#### **b) Fonds de la Sécurité routière**

Lorsque le compte de réserve protégée a atteint 15% du chiffre d'affaires de l'organisme, le solde de l'excédent réputé positif de l'exercice est versé selon les modalités communiquées par le Ministre ou son délégué.

#### **c) Transferts et prélèvements**

Conformément à l'article 24 §1er alinéa 2 :

En cas d'excédent positif, le Ministre ou son délégué notifie à l'organisme, pour le 1er décembre de l'année qui suit l'exercice d'exploitation considéré, le montant à créditer sur le compte de réserve protégée et le montant à verser au Fonds de la sécurité routière.

En cas de résultat négatif, le Ministre ou son délégué notifie à l'organisme, pour le 1er décembre de l'année qui suit l'exercice d'exploitation considéré, le montant à prélever sur le compte de réserve protégée auquel il a contribué pour autant que les justificatifs, compte par compte, visés à l'article 26, alinéa 3, c) du présent arrêté aient été fournis. Cette notification fait office d'autorisation conditionnant, à concurrence du montant renseigné sur le courrier de notification, le débit du compte de réserve protégée visé au point VII a) alinéa 4 de la présente annexe.

Si le compte de réserve protégée est insuffisamment constitué, le solde peut être couvert par prélèvement sur l'engagement budgétaire pris au départ du Fonds de la sécurité routière tel que prévu par l'article 21 §2, alinéa 2 du présent arrêté, déduction faite de la 1ère tranche de 80% visée au point II.d) alinéa 3 de la présente annexe, et selon les modalités prévues par le Gouvernement wallon.

### **VIII. Schéma comptable analytique**

Le schéma analytique ci-dessous reprend l'ensemble des centres de coûts et de profits relatifs aux différentes activités des organismes. Ces centres de coûts et profits sont répartis en 5 grandes catégories :

1. Permis de conduire ;
2. Contrôle technique ;
3. Contrôle délocalisé ;
4. Refacturation bureau central ;
5. Autres.

Chacune des catégories ci-dessous suit une numérotation logique que les organismes seront tenus de respecter dans leur comptabilité analytique afin que celle-ci soit harmonisée entre les organismes. La comptabilité analytique sera rapportée annuellement à l'autorité en même temps que le compte d'exploitation.

Il sera également demandé aux organismes d'inclure les recettes liées à chaque centre de coûts pour les activités de permis de conduire et de contrôle technique.

Ci-dessous nous détaillons le schéma analytique reprenant les principales activités et centres de coûts des organismes ainsi que la numérotation proposée.

Le schéma proposé ci-dessous est non exhaustif. Le ministre ou son délégué pourra demander aux organismes d'inclure d'autres centres de coûts pertinents dans la comptabilité analytique.

Activités	Clé de répartition	Centre de cout / revenu	Numéro	Numéro	Description centre de coût
PC	N/A	Centres permis de conduire	001	099	Ensemble des centres de permis de conduire des organismes, il peut également être inclus un centre de cout pour la réglementation PC. Sont repris ici l'ensemble des coûts et des recettes des centres de PC.
CT	N/A	Centres contrôle technique	100	199	Ensemble des centres de contrôle technique des organismes, il peut également être inclus un centre de cout pour la réglementation CT. Sont repris ici l'ensemble des coûts et des recettes des centres de CT.
CBR	N/A	Contrôle en bord de route	200	209	Ensemble des camions de contrôle en bord de route des organismes (contrôle délocalisé)
BC	CA	Refacturation bureau central	220	249	Ensemble des frais refacturés par le bureau central étant séparé par nature de couts en fonction de la granularité nécessaire dans une optique de contrôle des couts.
BC	CA	Refacturation bureau central	220x		<i>Refacturation directeur général, directeurs, directeurs adjoints.</i>
BC	CA	Refacturation bureau central	221x		<i>Frais voitures directeur général, directeurs, directeurs adjoints.</i>
BC I	CT	Refacturation bureau central	222x		<i>Frais employés bureau central prestant pour CT</i>
BC	PC	Refacturation bureau central	223x		<i>Frais employés bureau central prestant pour PC</i>
BC	CA	Refacturation bureau central	224x		<i>Frais employés prestant pour commun (à répartir selon clé répartition en vigueur)</i>
BC		Refacturation bureau central	225x		<i>Frais voitures employées</i>
BC	CA	Refacturation bureau central	226x		<i>Frais généraux bureau central</i>
PC	PC	Global PC	250		Couts globaux imputables indirectement à tous les centres de permis de conduire et mis dans un seul centre analytique pour éviter de scinder une facture en plusieurs lignes.



CT	CT	Global CT	251		Couts globaux imputables indirectement à tous les centres de contrôle technique et mis dans un seul centre analytique pour éviter de scinder une facture plusieurs lignes.
BC	CA	Siège social	252		Couts du siège social des organismes qui peuvent ensuite être répartis selon la clé de répartition en vigueur.
BC	CA	Call Center	253		Couts imputables au call center qui peuvent ensuite être répartis selon la clé de répartition en vigueur.
BC	CA	Centre formation	254		Couts liés aux formations du personnel qui peuvent ensuite être répartis selon la clé de répartition en vigueur.
BC	CA	Services administratifs	255		Couts de l'ensemble des services administratifs qui peuvent ensuite être répartis selon la clé de répartition en vigueur.
BC	CA	Informatique	256		Couts directement liés au service informatique qui peuvent ensuite être répartis selon la clé de répartition en vigueur
BC	CA	Service maintenance	257		Couts directement liés au service de maintenance qui peuvent ensuite être répartis selon la clé de répartition en vigueur
BC	CA	Prévention et publicité	258		Couts de publicité et prévention généraux qui peuvent ensuite être répartis selon la clé de répartition en vigueur
BC	CA	Communication	259		Couts directement liés à la communication qui peuvent ensuite être répartis selon la clé de répartition en vigueur
BC	CA	Service juridique	260		Couts directement liés au service juridique qui peuvent ensuite être répartis selon la clé de répartition en vigueur
BC I	CA	Procédure homologation	261		Mission supplémentaire réalisée par les organismes dans les centres de contrôle technique ou de permis de conduire : homologation de véhicule, etc...





<b>614 FRAIS ADMINISTRATIFS ET DE BUREAU</b>												
61400	Frais impression, photocopieur et imprimeur											
61401	Frais d'impression et d'envoi des avertissements d'échéance du contrôle technique											
61402	Frais des fournitures de bureau											
61403	Frais administratifs pour l'obtention de documents relatifs aux personnel et directeurs											
61404	Frais postaux généraux et livreurs											
61405	Frais de téléphonie fixe et mobile, internet (abonnement et location)											
61406	Téléphones, GSM, smartphones et accessoires et périphériques réseaux											
61407	Frais de documentation, livres et magazines (interne)											
61408	Frais de droit de diffusion											
61410	Frais de publicités et de site internet											
61411	Publicité légale											
61420	Frais de petit matériel informatique non amortissable											
61421	Frais de maintenance informatique											
61422	Frais de licence informatique											
<b>615 FRAIS DIVERS</b>												
61500	Frais de transport et de déménagement											
61510	Frais de gardiennage											
61511	Frais de transport de fonds sécurisé											
61512	Frais entretiens des systèmes d'alarme et de sécurité											
61520	Frais d'assurance en Responsabilité Civile et franchise y relative											
61530	Divers et imprévus / frais exceptionnels											
<b>617 INTÉRIMAIRES</b>												
61700	Frais d'intérimaires											
<b>619 REFACTURATION INTERNE DES FRAIS DU BUREAU CENTRAL</b>												



<b><u>6210 COTISATIONS PATRONALES D'ASSURANCES SOCIALES - DIRECTEURS ET DIRECTEURS ADJOINTS</u></b>												
621000	Cotisation O.N.S.S. - Directeurs et directeurs adjoints											
621010	Prime d'assurance accidents de travail - Directeurs et directeurs adjoints											
<b><u>6211 COTISATIONS PATRONALES D'ASSURANCES SOCIALES - EMPLOYÉS</u></b>												
621100	Cotisation O.N.S.S. - Employés											
621110	Prime d'assurance accidents de travail - Employés											
<b><u>6220 COTISATION PATRONALE ASSURANCE GROUPE ET ASSURANCE COMPLÉMENTAIRE MALADIE-INVALIDITÉ - DIRECTEURS ET DIRECTEURS ADJOINTS</u></b>												
622000	Prime assurance groupe - Directeurs et directeurs adjoints											
622010	Prime assurance maladie-invalidité - Directeurs et directeurs adjoints											
622011	Prime unique assurance groupe - Directeurs et directeurs adjoints											
<b><u>6221 COTISATION PATRONALE ASSURANCE GROUPE ET ASSURANCE COMPLÉMENTAIRE MALADIE-INVALIDITÉ - EMPLOYÉS</u></b>												
622100	Prime assurance groupe - Employés											
622101	Prime assurance maladie-invalidité - Employés											
622111	Prime unique assurance groupe - Employés											
<b><u>623 AUTRES FRAIS DE PERSONNEL</u></b>												
623000	Dotation à la provision pour pécules de vacances - Directeurs et directeurs adjoints											
623010	Dotation à la provision pour pécules de vacances - Employés											
623030	Intervention de l'employeur dans les frais de transport du domicile vers le lieu de travail (véhicule personnel) - Employés											

623031	Intervention de l'employeur dans les frais de transport du domicile vers le lieu de travail (transport en commun) - Employés																						
623040	Service médical																						
623050	Cotisations syndicales																						
623060	Indemnités et frais divers pour repas et boissons																						
623061	Chèque repas - valeur faciale																						
623062	Chèque consommation																						
623063	Écochèques																						
623064	Chèques cadeaux																						
623070	Service social : débours divers pour événements familiaux																						
623080	Fêtes et manifestations sociales, culturelles et sportives (patronales) pour le personnel																						
623090	Vêtements de travail et nettoyage																						
623110	Frais de recrutement et de reclassement professionnel du personnel																						
623130	Frais relatifs à l'utilisation des installations sociales et sanitaires																						
<b>63 AMORTISSEMENTS</b>																							
63000	Amortissements sur frais d'établissement																						
63010	Amortissements sur immobilisations incorporelles																						
63020	Amortissements sur constructions (bâtimts et parkings)																						
63021	Amortissements sur installations, machines, équipement et outillages																						
63022	Amortissements sur mobilier et matériel de bureau																						
63023	Amortissements matériel informatique																						
63024	Amortissements sur matériel roulant utilitaire																						
63025	Amortissements sur matériel roulant moto																						
63026	Amortissements sur matériel roulant voiture																						
63027	Amortissements sur autres immobilisations																						
<b>64 AUTRES CHARGES D'EXPLOITATION</b>																							



























74900	Récupérations diverses																				
<b>75 PRODUITS FINANCIERS</b>																					
75100	Intérêts sur compte courant																				
75400	Différence de caisse																				
75500	Différence de paiement																				
75600	Produits financiers divers																				
<b>76 PRODUITS EXCEPTIONNELS</b>																					
76000	Reprises d'amortissements sur immobilisations corporelles et incorporelles																				
76400	Produits divers exercices antérieurs																				
<b>TOTAL DES RECETTES D'EXPLOITATION</b>																					













<b>6221 COTISATION PATRONALE ASSURANCE GROUPE ET ASSURANCE COMPLÉMENTAIRE MALADIE-INVALIDITÉ – EMPLOYÉS</b>									
622100	Prime assurance groupe - Employés								
622101	Prime assurance maladie-invalidité - Employés								
622111	Prime unique assurance groupe - Employés								
<b>623 AUTRES FRAIS DE PERSONNEL</b>									
623000	Dotation à la provision pour pécules de vacances - Directeurs et directeurs adjoints								
623010	Dotation à la provision pour pécules de vacances - Employés								
623030	Intervention de l'employeur dans les frais de transport du domicile vers le lieu de travail (véhicule personnel) - Employés								
623031	Intervention de l'employeur dans les frais de transport du domicile vers le lieu de travail (transport en commun) - Employés								
623040	Service médical								
623050	Cotisations syndicales								
623060	Indemnités et frais divers pour repas et boissons								
623061	Chèque repas – valeur faciale								
623062	Chèque consommation								
623063	Écochèques								
623064	Chèques cadeaux								
623070	Service social : débours divers pour événements familiaux								
623080	Fêtes et manifestations sociales, culturelles et sportives (patronales) pour le personnel								
623090	Vêtements de travail et nettoyage								
623110	Frais de recrutement et de reclassement professionnel du personnel								





<b>74 AUTRES PRODUITS D'EXPLOITATION</b>												
74000	Subside d'exploitation et montants compensatoires											
74100	Plus-values sur immobilisations corporelles et incorporelles											
74200	Mise à disposition d'immobilisations à d'autres organismes agréés											
74300	Récupérations sur accidents de travail											
74400	Récupérations sur congés crédit heures											
74500	Récupérations sur dégâts matériel/location											
74600	Recettes pour la délivrance d'attestations de relevé kilométrique « car-pass »											
74700	Revenus locatifs divers											
74800	Contribution personnelle des travailleurs aux chèques repas											
74900	Récupérations diverses											
<b>75 PRODUITS FINANCIERS</b>												
75100	Intérêts sur compte courant											
75400	Différence de caisse											
75500	Différence de paiement											
75600	Produits financiers divers											
<b>76 PRODUITS EXCEPTIONNELS</b>												
76000	Reprises d'amortissements sur immobilisations corporelles et incorporelles											
76400	Produits divers exercées antérieurs											
<b>TOTAL DES RECETTES D'EXPLOITATION</b>												

D) Canevas du compte d'exploitation synthétisé

**COMPTE EXPLOITATION - VUE GLOBALE**

ORGANISME :					
ANNEE D'EXPLOITATION :					
TITRES	BUDGETE GLOBAL	EXECUTE CT	EXECUTE PC	EXECUTE GLOBAL	
70 CHIFFRES D'AFFAIRES					
741 PLUS-VALUES SUR IMMOBILISATIONS CORPORELLES ET INCORPORELLES					
746 RECETTES POUR LA DELIVRANCE D'ATTESTATIONS DE RELEVÉ KILOMÉTRIQUE "CAR-PASS"					
<b>TOTAL DES RECETTES NETTES</b>	- €	- €	- €	- €	- €
72 PRODUCTION IMMOBILISÉE					
74 AUTRES PRODUITS D'EXPLOITATION (HORS 741/742/746)					
75 PRODUITS FINANCIERS					
76 PRODUITS EXCEPTIONNELS					
<b>TOTAL DES RECETTES D'EXPLOITATION (1)</b>	- €	- €	- €	- €	- €
610 FRAIS RELATIFS AU MATÉRIEL					
611 FRAIS RELATIFS AUX LOCAUX ET ASSURANCES					
612 FRAIS DE DÉPLACEMENTS, DE REPRÉSENTATION, DE VOITURE ET FRAIS CONNEXES A LA FORMATION					
613 HONORAIRES, PRESTATIONS DE TIERS ET COTISATIONS					
614 FRAIS ADMINISTRATIFS ET DE BUREAU					
615 FRAIS DIVERS					
617 INTÉRIMAIRES					
619 REFACTURATION INTERNE DES FRAIS DU BUREAU CENTRAL					
6200 REMUNERATIONS ADMINISTRATEURS					
6201 DIRECTION					
6202 EMPLOYÉS					
6210 COTISATIONS PATRONALES D'ASSURANCES SOCIALES - DIRECTEURS ET DIRECTEURS ADJOINTS					
6211 COTISATIONS PATRONALES D'ASSURANCES SOCIALES - EMPLOYÉS					



E) Canevas pour la régularisation du compte d'exploitation par l'Administration

**REGULARISATION DU COMPTE D'EXPLOITATION**

ORGANISME :	TITRES	POSTULE CT	ADMIS CT	POSTULE PC	ADMIS PC	TOTAL ADMIS
ANNEE D'EXPLOITATION :						
70 CHIFFRES D'AFFAIRES						
741 PLUS-VALUES SUR IMMOBILISATIONS CORPORELLES ET INCORPORELLES						
746 RECETTES POUR LA DELIVRANCE D'ATTESTATIONS DE RELEVÉ KILOMÉTRIQUE "CAR-PASS"						
<b>TOTAL DES RECETTES NETTES</b>		- €	- €	- €	- €	
72 PRODUCTION IMMOBILISÉE						
74 AUTRES PRODUITS D'EXPLOITATION (HORS 741/742/746)						
75 PRODUITS FINANCIERS						
76 PRODUITS EXCEPTIONNELS						
<b>TOTAL DES RECETTES D'EXPLOITATION (1)</b>		- €	- €	- €	- €	
610 FRAIS RELATIFS AU MATÉRIEL						
611 FRAIS RELATIFS AUX LOCAUX ET ASSURANCES						
612 FRAIS DE DÉPLACEMENTS, DE REPRÉSENTATION, DE VOITURE ET FRAIS CONNEXES A LA FORMATION						
613 HONORAIRES, PRESTATIONS DE TIERS ET COTISATIONS						
614 FRAIS ADMINISTRATIFS ET DE BUREAU						
615 FRAIS DIVERS						









## G) Canevas pour introduire le budget d'un projet d'investissement

**Budget projet d'investissement (\*)**

(\*) Ce canevas reprend les postes minimums à intégrer dans le dossier d'investissement

ORGANISME :

ANNEE D'EXPLOITATION :

STATION/CENTRE:

Poste	Equipement	Unité de mesure	Prix unitaire	Quantité	Total
<u>Terrain</u>					
	Achat terrain				
	Frais notaire				
<u>Gros œuvre</u>					
Locaux Sociaux	RDC				
	Etage				
	Cave Sociaux				
	Ligne VP				
	Ligne UT				
Hall CT	Cat L				
	Ligne réserve				
	Station/ paroi/ paroi temporaire				
Démolition					
<u>Evacuation terre</u>					
	Evacuation terre GO				
	Evacuation terre Abords				
<u>Aménagement extérieur</u>					
	Tarmac/Klinkers + Bordure				
	Egouttage				
	Aménagement hors tarmac (gazon, clôture, barrière, ...)				
<u>Techniques spéciales</u>					
Electricité	Cabine+ Transfo+accessoires				

	Hall CT				
	Locaux sociaux				
	Abords				
	Bornes				
	Panneaux photovoltaïques				
<b>Détection incendie</b>	Hall CT				
	Locaux sociaux				
<b>Détection anti-intrusion</b>	Hall CT				
	Locaux sociaux				
<b>Contrôle d'accès</b>					
<b>Eclairage extérieur</b>					
<b>Panneaux photovoltaïques + bornes</b>	Bornes				
	Panneaux				
	Hall CT				
<b>Chauffage/ Climatisation</b>	Radiant				
	Locaux sociaux				
<b>Ventilation</b>	Hall CT				
	Locaux sociaux				
	Locaux sociaux				
<b>Sanitaire</b>	Hall				
	Compresseur				
<b>Air comprimé</b>	Conduite				
	VP In + Out				
<b>Volet</b>	UT In + Out				
	Cat L in + Out				
<b>Aménagement</b>					
<b>Mobilier</b>	Bureaux, chaises tables casiers, ...				
	Guichets				
	Cuisine				
	Camera				

		Signalisation	<u>Equipement CT</u>			
<b>Ctrl Pollution</b>		Opacimètre/4Gaz				
		Zéro Emission				
<b>Ctrl Phares</b>		PN Mètre				
		Reglophare				
		Rails Reglophare				
<b>Ctrl Frein</b>		Banc de frein VP				
		Banc de frein UT Lourd				
		Banc de frein Cat L				
		Banc suspension VP				
<b>Ctrl Suspension</b>		Banc suspension UT				
		Pont				
<b>Pont</b>		Table élévatrice Cat L+ plateau tournant				
<b>Fosse</b>		Agitateurs				
		Cric de fosse				
<b>Pèse essieu</b>		Passerelles de fosse				
		Pèse essieu				
<b>Mise en service</b>		Mise en service VIAS				
		Mise en service (OCB)				
		Poinçonnage (Widra)				
<b>Autres</b>		Petit matériel				
		Pupitre + Plexi				
		Ligne VP-UT				
		Cat L				
		PC + Ecran				
<b>IT</b>		Imprimante bureau				
		Imprimante fin de ligne				
		Scanner				

	Serveur + UPS					
<b>Administratif + Architecte</b>						
	Coordination sécurité-santé					
	Ingénieur (stabilité,...)					
	Responsable P.E.B.					
	Etude de faisabilité/Géomètre					
	Essais de sol (Pollution, perméabilité, stabilité)					
	Raccordement Gaz					
	Raccordement Electricité					
	Raccordement Eau					
	Architecte					
<b>RECAPITULATIF</b>						
	<b>Poste</b>					<b>Montant total</b>
	Terrain					
	Gros œuvre					
	Evacuation terre					
	Aménagement extérieur					
	Techniques spéciales					
	Aménagement					
	Equipment CT					
	Frais administratifs + architecte					
	<b>TOTAL</b>					

## ÜBERSETZUNG

## ÖFFENTLICHER DIENST DER WALLONIE

[C – 2024/010384]

**6. JUNI 2024 — Erlass der Wallonischen Regierung zur Abänderung des Königlichen Erlasses vom 23. Dezember 1994 zur Festlegung der Zulassungsbedingungen und der Regeln für die verwaltungstechnische Kontrolle in Bezug auf die Einrichtungen, die mit der Kontrolle der in Verkehr gebrachten Fahrzeuge beauftragt sind**

Die Wallonische Regierung,

Aufgrund des Gesetzes vom 21. Juni 1985 über die technischen Anforderungen, denen jedes Fahrzeug für den Transport auf dem Landweg, seine Bestandteile und sein Sicherheitszubehör entsprechen müssen;

Aufgrund des Königlichen Erlasses vom 23. Dezember 1994 zur Festlegung der Zulassungsbedingungen und der Regeln für die verwaltungstechnische Kontrolle in Bezug auf die Einrichtungen, die mit der Kontrolle der in Verkehr gebrachten Fahrzeuge beauftragt sind;

Aufgrund des Berichts vom 26. März 2024, der gemäß Artikel 3 Ziffer 2 des Dekrets vom 11. April 2014 zur Umsetzung der Resolutionen der im September 1995 in Peking organisierten Weltfrauenkonferenz der Vereinten Nationen und zur Integration des Gender Mainstreaming in allen regionalen politischen Vorhaben erstellt wurde;

Aufgrund der am 5. April 2024 abgegebenen Stellungnahme der Finanzinspektion;

Aufgrund des am 19. April 2024 gegebenen Einverständnisses des Ministers für Haushalt;

Aufgrund der am 12. April 2024 abgegebenen Stellungnahme des Wallonischen Beratungsausschusses Verwaltung-Industrie;

Aufgrund des am 22. Mai 2024 in Anwendung von Artikel 84 § 1 Absatz 1 Ziffer 4 der am 12. Januar 1973 koordinierten Gesetze über den Staatsrat abgegebenen Gutachtens Nr. 76.214/2 des Staatsrats;

In der Erwägung, dass zwei Einrichtungen in der Wallonie zugelassen sind, um die im Bereich der technischen Kontrolle, der Führerscheinprüfungen und der technischen Unterwegskontrolle übertragenen Tätigkeiten zu gewährleisten;

In der Erwägung, dass die Bereiche der technischen Kontrolle und des Führerscheins durch verschiedene Vorschriften geregelt werden, die von der Föderalgewalt ausgehen:

a) der Königliche Erlass vom 23. Dezember 1994 zur Festlegung der Zulassungsbedingungen und der Regeln für die verwaltungstechnische Kontrolle in Bezug auf die Einrichtungen, die mit der Kontrolle der in Verkehr gebrachten Fahrzeuge beauftragt sind, abgeändert durch den Erlass der Wallonischen Regierung vom 30. März 2017, durch den die Einrichtungen "Autosécurité" und "AIBV" beauftragt werden, die technische Kontrolle in der Wallonie zu organisieren;

b) der Königliche Erlass vom 23. März 1998 über den Führerschein, der ihnen die Aufgabe überträgt, die Prüfungen für den Erwerb des Führerscheins zu organisieren;

c) der Erlass der Wallonischen Regierung vom 6. Juli 2017 über die technische Unterwegskontrolle von in Belgien oder im Ausland zugelassenen Nutzfahrzeugen, der ihnen die Aufgabe überträgt, die Unterwegskontrollen zu unterstützen;

In der Erwägung, dass im Interesse einer ständigen Verbesserung der Dienstleistungen und dem Grundsatz der guten Verwaltung sowohl in den Beziehungen zwischen der Verwaltung und den Einrichtungen als auch zwischen diesen und den Kunden beschlossen wurde, diese verschiedenen Regelungen einander gegenüberzustellen, um festzustellen, was sich weiterentwickeln könnte oder sollte und was einer Klärung bedarf;

In der Erwägung, dass die Gemeinsame Auditdienststelle im Mai 2021 beauftragt wurde, "eine Finanzprüfung der Einrichtungen und eine kritische Analyse zu folgenden Punkten durchzuführen:

a) das Vergütungssystem für die anerkannten Einrichtungen für Fahrzeugkontrollen und Führerscheinprüfungen im Rahmen der ihnen von der Wallonischen Region übertragenen Aufgaben;

b) die Regeln für die Verbuchung von Erträgen und Aufwendungen innerhalb der Betriebsrechnungen der Einrichtungen;

c) das Verfahren zur Auditierung dieser Betriebsrechnungen.

Diese Prüfung wird durch eine rechtliche Analyse der aktuellen rechtlichen Rahmenbedingungen ergänzt. Diese Aufgabe wird Vorschläge zur Weiterentwicklung des Systems und der Regelungen im Hinblick auf die verschiedenen Feststellungen, die im Rahmen der finanziellen und rechtlichen Analyse getroffen wurden, umfassen. Diese Vorschläge werden dem Ziel einer besseren Verwaltungsführung und einer größeren Transparenz folgen. "

In der Erwägung, dass der Auditbericht Anfang 2022 vorgelegt wurde;

Dass die darin enthaltenen Empfehlungen von verschiedenen Arbeitsgruppen, die mit den zugelassenen Einrichtungen, dem ÖDW MI und einem Berater im Rahmen des vorliegenden Entwurfs zur Abänderung des Königlichen Erlasses vom 23. Dezember 1994 zur Festlegung der Zulassungsbedingungen und der Regeln für die verwaltungstechnische Kontrolle in Bezug auf die Einrichtungen, die mit der Kontrolle der in Verkehr gebrachten Fahrzeuge beauftragt sind, umgesetzt wurden, um die Funktionsweise der Zentren, ihre Dienstleistungsqualität, die Transparenz und die gute Verwaltungsführung zu verbessern.

In der Erwägung, dass die Überarbeitung des Königlichen Erlasses unter anderem folgende Ziele verfolgt:

a) einige in diesem Königlichen Erlass enthaltene Bestimmungen klarstellen und untermauern;

b) einige Bestimmungen aktualisieren, die nicht mehr mit der Praxis übereinstimmen oder aufgrund von Änderungen der Regelungen überflüssig geworden waren;

c) ein Verfahren für die Haushaltsaufstellung und -überwachung einführen, das eine strengere Berichterstattung und Kontrolle umfasst;

d) die in Anhang 4 des Königlichen Erlasses und in einem föderalen Rundschreiben, das gemeinhin als "rotes Heft" bezeichnet wird, enthaltenen Buchführungs- und Haushaltsbestimmungen in einem einzigen Dokument zusammenzufassen.

e) eine variable Vergütung für die Einrichtungen einführen, die von der Erfüllung von Leistungsindikatoren und der Qualität der Dienstleistungen abhängt, die vom Aufsichtsminister festgelegt werden.



Auf Vorschlag der Ministerin für die Verkehrssicherheit;  
Nach Beratung,

Beschließt:

**Artikel 1** - Artikel 1/1 des Königlichen Erlasses vom 23. Dezember 1994 zur Festlegung der Zulassungsbedingungen und der Regeln für die verwaltungstechnische Kontrolle in Bezug auf die Einrichtungen, die mit der Kontrolle der in Verkehr gebrachten Fahrzeuge beauftragt sind, eingefügt durch den Erlass der Wallonischen Regierung vom 30. März 2017, wird durch die Ziffern 5, 6 und 7 mit folgendem Wortlaut ergänzt:

1° Absatz 1 Ziffer 7 wird durch Folgendes ersetzt:

„7° IT-Ausschuss: der Ausschuss, der sich aus Vertretern der Verwaltung und der Einrichtungen zusammensetzt. Die Arbeitsweise dieses Ausschusses wird durch eine Geschäftsordnung geregelt, die vom Minister genehmigt wird;“;

2° Absatz 1 wird durch die Ziffern 8, 9, 10, 11, 12, 13, 14, 15 und 16 ergänzt, die wie folgt lauten:

„8° der Beauftragte: der durch Anhang 6 ermächtigte Beamte der Verwaltung;

9° die entsprechenden Prüfbescheinigungen:

a) die in Artikel 23novies des Königlichen Erlasses vom 15. März 1968 erwähnten Dokumente;

b) die in Artikel 9 des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 18. November 2022 erwähnten Dokumente;

10° das Buchhaltungshandbuch: das in Anhang 4 festgelegte Dokument, das:

a) sämtliche Vorschriften für die Verbuchung von Ausgaben und Einnahmen in der betrieblichen Buchführung der Einrichtungen;

b) die Modalitäten für die Eingabe des ursprünglichen und des angepassten Haushaltsplans;

c) die Modalitäten der Ausführung des Haushaltsplans;

d) die Modalitäten für die Regularisierung der Betriebsrechnung;

11° das Qualitätshandbuch: das vom Minister genehmigte Dokument, das Folgendes umfasst:

a) eine Liste von Indikatoren für die Qualität der Dienstleistung und eine gute Verwaltung;

b) feste oder variable Schwellenwerte, die von den Einrichtungen bei der Erfüllung ihrer Aufgaben erreicht werden müssen;

12° übertragene Tätigkeiten:

a) die Tätigkeiten der technischen Kontrolle im Sinne der Artikel 23 bis 23undecies des Königlichen Erlasses vom 15. März 1968;

b) die Tätigkeiten der technischen Kontrolle im Sinne des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 18. November 2022;

c) Tätigkeiten im Zusammenhang mit der Typgenehmigung gemäß den Artikeln 7, 8 und 13 des Königlichen Erlasses vom 15. März 1968 und Artikel 3 des Königlichen Erlasses vom 10. Oktober 1974 zur Einführung der allgemeinen Regelung über die technischen Anforderungen an Kleinkrafträder und Motorräder sowie an ihre Anhänger;

d) Tätigkeiten im Bereich des Führerscheins gemäß dem Königlichen Erlass vom 23. März 1998 über den Führerschein und dem Königlichen Erlass vom 10. Juli 2006 über den Führerschein für Fahrzeuge der Klasse B;

d) Tätigkeiten im Bereich der Unterwegskontrolle gemäß dem Erlass der Wallonischen Regierung vom 13. Juli 2023 über die technische Unterwegskontrolle von in Belgien oder im Ausland zugelassenen Nutzfahrzeugen;

13° Königlicher Erlass vom 15. März 1968: der Königliche Erlass vom 15. März 1968 zur Festlegung der allgemeinen Regelung über die technischen Anforderungen an Kraftfahrzeuge, ihre Anhänger, ihre Bestandteile und ihr Sicherheitszubehör;

14° Erlass der Wallonischen Regierung vom 18. November 2022: der Erlass der Wallonischen Regierung vom 18. November 2022 über die technische Kontrolle von zwei- oder dreirädrigen und vierrädrigen Fahrzeugen und zur Abänderung des Königlichen Erlasses vom 10. Oktober 1974 zur Einführung der allgemeinen Regelung über die technischen Anforderungen an Kleinkrafträder und Motorräder sowie an ihre Anhänger;

15° der Fonds für Verkehrssicherheit: der Fonds für Verkehrssicherheit, der durch Artikel 4 des Dekrets vom 29. Oktober 2015 zur Errichtung von Haushaltsfonds in Sachen Straßen und Wasserwege eingerichtet wurde;

16° Nettoeinnahmen: die Beträge, die auf folgende Konten angerechnet werden:

a) 700 Bruttoeinnahmen aus technischen Kontrollen und Führerscheinen;

b) 701 Sonstige Einnahmen aus übertragenen Tätigkeiten;

c) 741 Gewinne aus Sachanlagen und immateriellen Vermögenswerten;

d) 746 Einnahmen für die Ausstellung von Bescheinigungen über den Kilometerstand Car-Pass gemäß Artikel 6 § 3 Absatz 1 des Gesetzes vom 11. Juni 2004 über die Informationspflicht beim Verkauf von Gebrauchtfahrzeugen. “;

3° Absatz 2 wird aufgehoben.

**Art. 2** - In Artikel 2 desselben Erlasses wird die Wortfolge “mit der Kontrolle der in Verkehr gebrachten Fahrzeuge beauftragt wird” durch die Wortfolge “mit dem Auftrag des öffentlichen Dienstes der Kontrolle der in Verkehr gebrachten Fahrzeuge beauftragt wird” ersetzt.

**Art. 3** - Artikel 4 desselben Erlasses, zuletzt abgeändert durch den Erlass der Wallonischen Regierung vom 9. Februar 2023, wird wie folgt abgeändert:

1° Paragraph 1 wird durch Folgendes ersetzt:

„§ 1. Die Einrichtung bietet den Nutzern eine qualitativ hochwertige Dienstleistung.

Sie hält sich an die Richtlinien, die ihr in diesem Bereich vom Minister oder seinem Beauftragten erteilt werden. Sie achtet insbesondere darauf, die Wartezeiten und Terminverzögerungen möglichst gering zu halten.

Die Wartezeit ist die Zeit zwischen der genauen Uhrzeit, wie sie bei der Terminvereinbarung festgelegt wurde, und der Uhrzeit, zu der die Kontrolle beginnt.

Wenn die Kontrolle ohne vereinbarten Termin durchgeführt wird, entspricht die Wartezeit der Zeit zwischen der Vorführung des Fahrzeugs am Standort und dem Zeitpunkt, an dem die Kontrolle beginnt.

Der Minister legt die Modalitäten in Bezug auf die Fristen für Termine fest.

Eine jährliche Schließung darf nicht vorgesehen werden.

Die Öffnungszeiten werden vom Minister oder seinem Beauftragten genehmigt. ”;

2° in Paragraph 2 wird das Wort "Erinnerung" durch das Wort "Fälligkeitsbenachrichtigung" ersetzt.

**Art. 4** - In der französischen Fassung von Artikel 5 desselben Erlasses, zuletzt abgeändert durch den Erlass der Wallonischen Regierung vom 30. März 2017, wird die Wortfolge "leurs activités" durch die Wortfolge "les activités qui leur sont déléguées" ersetzt.

**Art. 5** - Artikel 7 desselben Erlasses wird wie folgt abgeändert:

1° In der französischen Fassung von Absatz 1 Buchstabe a wird zwischen dem Wort "documents" und dem Wort "appropriés" die Wortfolge "de visite" eingefügt;

2° In der französischen Fassung wird Absatz 1 Buchstabe b durch das Folgende ersetzt:

"b) une ou plusieurs lignes d'inspection, des locaux de service ainsi que des locaux sociaux pour le personnel;

Par locaux de service, il est entendu les zones de services occupées par les membres du personnel de la station qui sont potentiellement accessibles au public dont le bureau du chef de station moyennant autorisation, les guichets d'accueil et les caisses.

Par locaux sociaux, il est entendu les zones accessibles exclusivement aux membres du personnel de la station, dont le réfectoire, les vestiaires et les sanitaires. ”.

**Art. 6** - In Artikel 8 desselben Erlasses, abgeändert durch den Erlass der Wallonischen Regierung vom 30. März 2017, werden folgende Abänderungen vorgenommen:

1° § 1 wird wie folgt abgeändert:

3° in der französischen Fassung von Absatz 2 wird die Wortfolge "au § 2" durch die Wortfolge "à l'annexe 1<sup>re</sup>" ersetzt. ”;

b) in Absatz 3 werden folgende Abänderungen vorgenommen:

(1) in der französischen Fassung wird die Wortfolge "au § 2, point 4.1" durch die Wortfolge "à l'annexe 1<sup>re</sup>, point 5.1" ersetzt;

(2) die Wortfolge "le § 2" wird ersetzt durch die Wortfolge "l'annexe 1<sup>re</sup>. ”;

c) in der französischen Fassung von Absatz 4 wird das Wort "capable" durch das Wort "qui permet" ersetzt;

d) er wird durch einen Absatz mit folgendem Wortlaut ergänzt:

"Abweichend von Absatz 4 kann der Minister die Einrichtung einer Station genehmigen, die nicht über mindestens eine Linie verfügt, die es ermöglicht, Fahrzeuge mit einer zulässigen Höchstmasse von mehr als 3.500 kg zu kontrollieren, wenn eine andere Station, die über eine solche Linie verfügt, in einem Umkreis von weniger als fünfzehn Kilometern von der Station liegt, die Gegenstand dieser Ausnahme ist. ”;

2° in der französischen Fassung von Paragraph 4 wird die Wortfolge "sa charge" durch die Wortfolge "la charge de l'organisme" ersetzt;

3° Paragraph 5 wird durch Folgendes ersetzt:

"§ 5. Die Einrichtungen und ihre Ausstattung ermöglichen jederzeit die Durchführung der Tätigkeiten, die den Einrichtungen übertragen wurden, und gewährleisten gemäß den Richtlinien des Ministers oder seines Beauftragten eine qualitativ hochwertige Dienstleistung für die Nutzer. Die Geräte müssen insbesondere die in Paragraph 4 genannte Prüfung bestanden haben. ”.

**Art. 7** - In Artikel 9 wird in der französischen Fassung desselben Erlasses zwischen das Wort "géographique" zwischen das Wort "l'implantation" und die Wortfolge "des stations" eingefügt.

**Art. 8** - Artikel 10 desselben Erlasses, abgeändert durch den Erlass der Wallonischen Regierung vom 30. März 2017, wird durch Folgendes ersetzt:

"Art. 10 - § 1. Die Einrichtung ist verpflichtet, dem Minister oder seinem Beauftragten Maßnahmen zur Erhöhung der Kapazität ihrer Einrichtungen vorzuschlagen, wenn die Auslastung einer Station bei einer Öffnungszeit von fünfundvierzig Stunden pro Woche sechstausend Stunden technischer Zeit pro Jahr und dedizierter Inspektionslinie überschreitet, und zwar entweder durch Erhöhung der Anzahl der Inspektionslinien in der bestehenden Station oder durch Einrichtung einer neuen Kontrollstation.

Als dedizierte Inspektionslinie gilt eine Inspektionslinie, die für die Kontrolle von Fahrzeugen spezifischer Kategorien, wie in Artikel 1, § 1<sup>er</sup> des Königlichen Erlasses vom 15. März 1968 präzisiert, verwendet wird.

Die technische Zeit für Leistungen auf ausgelagerten Prüflinien, die einer Station angegliedert sind, sowie diese Linien, sind von der Berechnung der Last dieser Station auszuschließen.

Sofern das wahrscheinliche Wachstum der Aktivität nicht etwas anderes rechtfertigt, sollte die Kapazität der geplanten neuen Anlagen auf folgenden Grundlagen basieren:

a) für den Bau des Gebäudes auf eine Mindestbelastung von dreitausend Stunden technischer Zeit pro Jahr und Inspektionslinie;

a) für die Ausrüstung der Inspektionslinien auf eine Mindestbelastung von dreitausendfünfhundert Stunden technischer Zeit pro Jahr und Inspektionslinie.

Die Anzahl der Leitungen einer neuen Station beträgt mindestens drei, es sei denn, es handelt sich um den Ersatz einer bestehenden Kontrollstation.

§ 2. Eine Einrichtung, die Neubauten oder Anpassungs- oder Erweiterungsarbeiten plant, muss den Entwurf dem Minister zur Genehmigung vorlegen. In der Genehmigung wird angegeben, innerhalb welcher Frist die Leistung erbracht werden muss.

Die Submissionsunterlagen müssen aus folgenden Elementen bestehen:

a) im Falle des vorherigen Erwerbs von Bauland die in Artikel 11 § 1 Absatz 3 genannte Genehmigung;

- b) im Falle von Arbeiten, die dies erfordern, die Städtebaugenehmigung, die Globalgenehmigung und die Betriebsgenehmigung;
- c) bei Änderungen an bestehenden Anlagen eine Bestandsaufnahme und Pläne der Anlagen vor der Durchführung der Arbeiten;
- d) eine Projektion und Pläne der Anlagen nach Abschluss der Arbeiten;
- e) den geschätzten Kostenvoranschlag für die Arbeiten gemäß dem Muster in Anhang 4 Abschnitt IX, die Finanzierungsquelle(n) sowie die Abschreibungsdauer der Güter;
- f) Nachweis der technischen Zeit pro Linie vor und nach Abschluss der Arbeiten;
- g) eine Begründung, warum die Arbeiten notwendig sind;
- h) ein Inventar der in der Station vorhandenen Kontrollgeräte nach Abschluss der Arbeiten;
- i) die Planung der Arbeiten unter Angabe des voraussichtlichen Beginns der Arbeiten, der Fristen für die Ausführung der Arbeiten und des voraussichtlichen Abschlusses der Arbeiten;
- j) die Auswirkungen des Projekts auf die personellen Ressourcen.

Der Minister oder sein Beauftragter kann von der Einrichtung alle zusätzlichen Informationen oder Unterlagen anfordern, die für die Vollständigkeit der Submissionsunterlagen erforderlich sind.

Die Submissionsunterlagen werden dem Minister oder seinem Beauftragten nach Erhalt der Städtebaugenehmigung oder der Globalgenehmigung, sofern diese erforderlich ist, spätestens jedoch drei Monate vor dem voraussichtlichen Beginn der Bauarbeiten vorgelegt.

Die Vollständigkeit der Akte wird der Einrichtung von der Verwaltung innerhalb von 15 Kalendertagen nach Eingang der Akte oder gegebenenfalls nach Erhalt zusätzlicher Unterlagen oder Informationen mitgeteilt. Der Minister teilt der Einrichtung seine Entscheidung innerhalb von zwei Monaten nach Erhalt der vollständigen oder ergänzten Submissionsunterlagen mit.

Die Kosten für Arbeiten, die außerhalb der in Absatz 1 genannten Genehmigung durchgeführt werden, sind von den in Artikel 25 Absatz 2 genannten Aufwendungen ausgenommen, mit Ausnahme der Ausgaben, die für die vollständige Zusammenstellung der Submissionsunterlagen erforderlich waren.

§ 3. Die Einrichtung unterbreitet die Projekte bezüglich der Niederlassung einer oder mehrerer ausgelagerten Prüflinien dem Minister oder seinem Beauftragten zur Genehmigung.

§ 4. Die Einrichtung legt innerhalb von drei Monaten nach der vorläufigen Abnahme der vom Minister genehmigten Arbeiten eine vergleichende Analyse zwischen den in Paragraph 2 Absatz 2 Buchstabe e genannten veranschlagten Beträgen und den Kosten der ausgeführten Arbeiten sowie eine Begründung der festgestellten erheblichen Abweichungen vor.

Als erheblich gilt jede Änderung nach oben oder unten um zehn Prozent oder mehr bei jedem der Posten, die im Haushaltsvoranschlag nach Paragraph 2 Absatz 2 Buchstabe e ausgewiesen sind und deren Ausführung. "

**Art. 9** - Artikel 11 desselben Erlasses, zuletzt abgeändert durch den Erlass der Wallonischen Regierung vom 30. März 2017, wird durch Folgendes ersetzt:

"Art. 11 - § 1. Immobilien, die für die Durchführung der übertragenen Tätigkeiten bestimmt sind, mit Ausnahme der für die delokalisierten Kontrolle genutzten Immobilien, werden von der Einrichtung in Volleigentum erworben.

Für die Anwendung von Absatz 1 werden Erbpachtverträge, die zum Zeitpunkt des Inkrafttretens des vorliegenden Erlasses bestehen, einem Erwerb in Volleigentum gleichgestellt.

Der Minister genehmigt vorab den Erwerb eines Grundstücks.

Die Kosten für Anschaffungen, die ohne die in Absatz 3 genannte Genehmigung getätigt werden, sind von den in Artikel 25 Absatz 2 genannten Aufwendungen ausgenommen, mit Ausnahme der Ausgaben, die für die vollständige Zusammenstellung der Submissionsunterlagen erforderlich waren.

Die Submissionsunterlagen, die zur Genehmigung durch den Minister eingereicht werden, müssen folgende Elemente enthalten:

- a) eine Schätzung der Immobilie durch den das Immobilienerwerbskomitee oder, falls nicht vorhanden, durch einen Immobiliensachverständigen;
- b) den Katasterplan der Immobilie;
- c) eine Schätzung des Kaufpreises, einschließlich aller Kosten;
- d) das geschätzte Datum für den Erwerb;
- e) eine Begründung, die den Erwerb rechtfertigt.

Der Minister oder sein Beauftragter können von der Einrichtung alle zusätzlichen Informationen oder Unterlagen anfordern, die für die Vollständigkeit der Submissionsunterlagen erforderlich sind.

Die Vollständigkeit der Akte wird der Einrichtung von der Verwaltung innerhalb von 15 Kalendertagen nach Eingang der Akte oder gegebenenfalls nach Erhalt zusätzlicher Unterlagen oder Informationen mitgeteilt. Der Minister teilt der Einrichtung seine Entscheidung innerhalb von zwei Monaten nach Erhalt der vollständigen oder ergänzten Submissionsunterlagen mit.

§ 2. Wenn der Erwerb von Immobilien in Volleigentum nicht möglich ist, diese aber für die Durchführung der der Einrichtung übertragenen Tätigkeiten unerlässlich sind, kann die Einrichtung diese Immobilien mieten oder leasen.

Sowohl das Prinzip der Anmietung als auch des Immobilienleasings sowie die Höhe der Miete müssen vorab vom Minister oder seinem Beauftragten genehmigt werden.

Eine Kopie des ordnungsgemäß eingetragenen Mietvertrags oder des Leasingvertrags muss dem Minister oder seinem Beauftragten ausgehändigt werden. "

**Art. 10** - Der Artikel 12 desselben Erlasses wird aufgehoben.

**Art. 11** - In der französischen Fassung von Artikel 13 desselben Erlasses wird die Wortfolge "à savoir son directeur général, ses directeurs administratif et technique," zwischen das Wort "publique," und das Wort "doivent" eingefügt.

**Art. 12** - Artikel 14 desselben Erlasses, abgeändert durch den Erlass der Wallonischen Regierung vom 30. März 2017, wird durch Folgendes ersetzt:

"Art. 14 - § 1. Die Einrichtung verfügt über Personal, das sich durch gute Führung und Moralität auszeichnet und das die in Anhang 2 aufgeführten beruflichen Qualifikationen besitzt.

Bevor sie die regelmäßigen technischen Kontrollen durchführen können, haben die Inspektoren:

1° ein Praktikum absolviert;

2° eine vom Minister oder seinem Beauftragten genehmigte Ausbildung absolviert;

3° die Prüfungen bestanden, deren Inhalt und Durchführungsbestimmungen vom Minister oder seinem Beauftragten genehmigt werden.

Das Bestehen der Prüfungen gibt Anlass zur Ausstellung eines Eignungsnachweises, dessen minimaler Inhalt in Anhang 2 definiert wird.

Die Einrichtung ist für die berufliche Aus- und Weiterbildung ihres Personals verantwortlich. Der in Anhang 2 bestimmte minimale Inhalt sowie die Durchführungsbestimmungen dieser Lehrgänge werden vom Minister oder seinem Beauftragten genehmigt.

§ 2. Die Einrichtung hält sich an die Anweisungen zur Einrichtung der Ausbildung ihres Personals, die vom Minister oder seinem Beauftragten ausgehen, um die Einheitlichkeit bei der Ausführung der ihnen übertragenen Tätigkeiten zu gewährleisten. "

**Art. 13** - Die französische Fassung von Artikel 19 desselben Erlasses wird wie folgt abgeändert:

1° zwischen das Wort "montant" und die Wortfolge "de 2 500 000,00 EUR" wird das Wort "minimum" eingefügt;

2° zwischen das Wort "montant" und die Wortfolge "de 1 250 000,00 EUR" wird das Wort "minimum" eingefügt;

**Art. 14** - Artikel 20 desselben Erlasses wird durch Folgendes ersetzt:

"Art. 20 - § 1. Die Einrichtung muss die im Qualitätshandbuch festgelegten Indikatoren erstellen, nachzuverfolgen und überwachen.

Vor ihrer Einführung durch den Minister werden die Indikatoren mit den zugelassenen Einrichtungen abgestimmt, um die Machbarkeit ihrer technischen Umsetzung und ihre wirtschaftliche Tragfähigkeit zu gewährleisten.

Diese Indikatoren messen insbesondere das Qualitätsniveau der Dienstleistungen für die Nutzer, die Einhaltung der Umsetzung der Richtlinien der Behörde und die ordnungsgemäße Verwaltung der den Einrichtungen übertragenen Tätigkeiten.

Der Grad der Erreichung der mit diesen Indikatoren verbundenen Ziele beeinflusst die Vergütung der Einrichtung gemäß Paragraf 2.

§ 2. Die Vergütung der Einrichtungen setzt sich aus einem Grundbetrag und einem variablen Anteil zusammen.

Der Grundbetrag entspricht sechs Prozent der Nettoeinnahmen aller übertragenen Tätigkeiten. Dieser Grundbetrag wird um einen variablen Anteil bis maximal 1,5 Prozent der Nettoeinnahmen erhöht oder verringert, je nachdem, ob die Schwellenwerte eingehalten werden, die durch die vom Minister genehmigten Indikatoren innerhalb des Qualitätshandbuchs festgelegt sind. "

**Art. 15** - Artikel 21 desselben Erlasses, ersetzt durch den Erlass der Wallonischen Regierung vom 31. August 2023, wird durch das Folgende ersetzt:

"Art. 21 - § 1. Die Einrichtung reicht spätestens am 30. September jedes Jahres einen ursprünglichen Haushaltsvoranschlag der Einnahmen und Ausgaben für das kommende Geschäftsjahr zur Analyse und Genehmigung durch den Minister oder seinen Bevollmächtigten ein.

Die Eintragung der IT-Ausgaben im ursprünglichen Haushaltsvoranschlag gemäß Absatz 1 wird vorab der Zustimmung des IT-Ausschusses unterzogen, der die Zweckmäßigkeit der Entwicklung von Anwendungsprogrammen und des IT-Parks sowie deren Beträge bestätigt.

§ 2. Die Einrichtung reicht spätestens am 15. September jedes Jahres einen angepassten Haushaltsvoranschlag der Einnahmen und Ausgaben für das laufende Geschäftsjahr zur Analyse und Genehmigung durch den Minister oder seinen Bevollmächtigten ein.

Falls der vorgelegte angepasste Haushaltsplan ordnungsgemäß als defizitär begründet wird und dieses Defizit nicht vollständig durch die in Artikel 24 § 2 genannte Reserve der Einrichtung gedeckt werden kann, entscheidet die wallonische Regierung über die Finanzierung des nicht durch die geschützte Reserve der Einrichtung gedeckten Saldos aus dem wallonischen Regionalhaushaltsplan ab dem Fonds für die Verkehrssicherheit.

§ 3. Der Minister oder sein Beauftragter kann die Einrichtung im Laufe des Geschäftsjahres auffordern, einen oder mehrere angepasste Haushaltsvoranschläge zu erstellen. "

**Art. 16** - Artikel 22 desselben Erlasses, aufgehoben durch den Erlass der Wallonischen Regierung vom 31. Juli 2020, wird in der folgenden Fassung wieder aufgenommen:

"Art. 22 - § 1. Der vom Minister oder seinem Beauftragten genehmigte Gesamtbetrag der Betriebskosten des Haushaltsvoranschlags ist für die Einrichtung begrenzend.

§ 2. Umwidmungen zwischen den verschiedenen Ausgabenkonten des genehmigten Haushaltsplans sind während der Ausführung möglich.

§ 3. Während der Ausführung muss eine Einrichtung, die mit einem außergewöhnlichen, dringenden, unvermeidlichen, unerlässlichen und unvorhersehbaren Ereignis oder mit einem Ereignis konfrontiert ist, das sich aus einer Aufforderung des Ministers oder seines Beauftragten ergibt und das den genehmigten Haushaltsplan erheblich beeinträchtigen würde, den Minister oder seinen Beauftragten unverzüglich davon in Kenntnis setzen.

Als erheblich gilt jede Veränderung, die das in den Haushaltsplan eingetragene Ergebnis um mehr als zehn Prozent negativ beeinflusst oder zu einer Überschreitung des Gesamtbetrages der Betriebskosten des genehmigten Haushaltsvoranschlags führt.



Wenn die Einrichtung mit einem in Absatz 1 genannten Ereignis konfrontiert ist und das Ereignis zu einem negativen voraussichtlichen Betriebsergebnis führt, das nicht vollständig durch das geschützte Rücklagenkonto gedeckt werden kann, reicht sie unverzüglich einen angepassten Haushaltsvoranschlag beim Minister oder seinem Beauftragten ein und weist ihn auf die Notwendigkeit seiner dringenden Bearbeitung hin.

Der in Absatz 3 genannte angepasste Haushaltsvoranschlag wird innerhalb von zehn Tagen nach seinem Eingang vom Minister oder seinem Beauftragten analysiert und genehmigt. Wenn der so genehmigte angepasste Haushaltsvoranschlag ein defizitäres Betriebsergebnis aufweist, das nicht vollständig durch das geschützte Rücklagenkonto gedeckt ist, leitet der Minister oder sein Beauftragter das in Artikel 21, § 2, Absatz 2 vorgesehene Verfahren ein.

§ 4. Die Einrichtung muss in der Lage sein, für jede Ausgabe, deren Betrag 75.000 Euro oder mehr ohne MwSt. beträgt, einen Wettbewerbsaufruf unter mindestens drei potenziellen Anbietern zu begründen oder die Monopol- oder Oligopolstellung, die technische Exklusivität oder die zwingende Dringlichkeit der Ausgabe nachzuweisen.

§ 5. Alle nicht in den Haushaltsplan eingetragenen Ausgabenprojekte mit einem Betrag von 75.000 Euro oder mehr ohne MwSt. müssen vor ihrer Ausführung durch den Minister oder seinen Beauftragten genehmigt werden. "

**Art. 17** - Artikel 24 desselben Erlasses, zuletzt abgeändert durch den Erlass der Wallonischen Regierung vom 16. Dezember 2020, wird durch Folgendes ersetzt:

"Art. 24 - § 1. Der Minister oder sein Beauftragter nimmt die Regularisierung der Betriebsrechnungen der Einrichtung pro Geschäftsjahr bis zum 1. Dezember des Jahres vor, das auf das Betriebsjahr folgt.

Bis zu diesem Zeitpunkt teilt der Minister oder sein Beauftragter der Einrichtung den Betrag mit, der auf das geschützte Rücklagenkonto eingezahlt oder von diesem entnommen werden soll, sowie den Betrag, der auf den Fonds für die Verkehrssicherheit eingezahlt oder von diesem entnommen werden soll.

§ 2. Das geschützte Rücklagenkonto im Sinne von Paragraph 1 Absatz 2 wird mit dem Ziel eingerichtet, eine geschützte Rücklage in Höhe von fünfzehn Prozent des letzten Jahresumsatzes der Einrichtung zu erhalten.

Der Minister kann die in Absatz 1 genannte Höhe der geschützten Rücklage nach oben korrigieren.

Eine Belastung des geschützten Rücklagenkontos mit Ausnahme der Belastung zur Deckung eines negativen Ergebnisses im Sinne von Anhang 4 Abschnitt VII, die zu einem geschützten Reservekonto von weniger als fünfzehn Prozent des letzten Umsatzes führt, darf nur bei Aussetzung aller oder eines Teils der der Einrichtung übertragenen Tätigkeiten oder bei Entzug der Anerkennung nach Artikel 30 erfolgen. "

**Art. 18** - Artikel 25 desselben Erlasses, zuletzt abgeändert durch den Erlass der Wallonischen Regierung vom 30. März 2017, wird durch Folgendes ersetzt:

"Art. 25 - Die Einrichtung erstellt jährlich vor dem 1. April ihre Betriebsrechnung für das abgelaufene Geschäftsjahr unter Anwendung der üblichen Regeln der doppelten Buchführung. Sie wird nach den Bestimmungen des in Anhang 4 Punkt IV Buchstabe b enthaltenen Buchhaltungshandbuchs erstellt.

Nur die Kosten und Einnahmen, die zwischen den übertragenen Tätigkeiten aufgeteilt werden, die im Buchungsschema und den Verbuchungsregeln in Anhang 4 aufgeführt sind, dürfen in die Betriebsrechnung aufgenommen werden.

Betriebskosten, die nicht direkt einer bestimmten Tätigkeit zugeordnet werden können, werden mithilfe eines umsatzbasierten Schlüssels gemäß Anhang 4 Abschnitt IV Buchstabe c auf die Tätigkeiten aufgeteilt. "

**Art. 19** - In Artikel 26 desselben Erlasses, abgeändert durch den Erlass der Wallonischen Regierung vom 30. März 2017, werden folgende Abänderungen vorgenommen:

1° Absatz 3 der französischen Fassung wird wie folgt abgeändert:

(1) Im einleitenden Satz wird die Wortfolge "Directeur général de la Direction générale opérationnelle Mobilité et Voies hydrauliques du Service public de Wallonie" durch die Wortfolge "Ministre ou son délégué" ersetzt;

(2) In Buchstabe a werden zwischen den Worten "effectuées" und "dans" die Wortfolge "pendant l'exercice écoulé" eingefügt;

(3) der Buchstabe c wird durch Folgendes ersetzt:

"c) jährlich vor dem 1. April seine Betriebsrechnung für das abgelaufene Geschäftsjahr sowie die Belege für jedes einzelne Konto";

2° der Artikel wird durch einen Absatz mit folgendem Wortlaut ergänzt:

"In Bezug auf Absatz 3 Buchstabe c werden in den Belegen Konto für Konto die festgestellten erheblichen Abweichungen zwischen dem genehmigten Haushaltsvoranschlag und der Ausführung desselben im Einzelnen aufgeführt.

Als erheblich gilt jede Abweichung von mehr als zehn Prozent zwischen dem letzten genehmigten Haushaltsvoranschlag und dem ausgeführten Haushaltsplan für jedes der in Anhang 4 Punkt IV Buchstabe e aufgeführten Konten. "

**Art. 20** - Artikel 27 desselben Erlasses, abgeändert durch den Erlass der Wallonischen Regierung vom 30. März 2017, wird durch Folgendes ersetzt:

"Art. 27 - § 1. Der Minister oder sein Beauftragter benennt einen Betriebsrevisor, um:

a) zu überprüfen, ob die in der Betriebsrechnung der Einrichtungen nach Artikel 26 Absatz 3 Buchstabe c verbuchten Kosten und Ausgaben mit den Bestimmungen des in Anhang 4 enthaltenen Buchhaltungshandbuchs übereinstimmen;

b) die Richtigkeit der Nettoeinnahmen und der Betriebseinnahmen zu kontrollieren;

c) die Betriebsrechnung, wie sie nach Ausführung ihres Auftrags erstellt wurde, mit dem gemäß Artikel 21 § 1 Absatz 1 genehmigten Haushaltsvoranschlag der Einrichtung zu vergleichen;

d) die korrekte Anwendung der Artikel 22 und 25 zu überprüfen;

e) zu überprüfen, ob die in der Betriebsbuchführung der Einrichtungen nach Artikel 26 Absatz 3 Buchstabe c ausgewiesenen Aufwendungen nicht in einer anderen Betriebsbuchführung ausgewiesen sind;

f) zu prüfen, ob der Einrichtung eine Validierung erteilt wurde, wenn dies nach einer der Bestimmungen in Anhang 4 erforderlich ist.

Zu diesem Zweck hat der Revisor Zugang zu allen Geschäfts- oder Buchhaltungsunterlagen der Einrichtungen, die er für die Erfüllung der ihm anvertrauten Aufgabe für erforderlich hält.

§ 2. Der Rechnungsprüfer erstellt jährlich für jede Einrichtung einen Bericht über seinen Auftrag, der Folgendes enthält:

- a) die Liste der Korrekturen;
- b) die korrigierte Betriebsrechnung;
- c) den Vergleich zwischen der korrigierten realisierten Betriebsrechnung und dem genehmigten Haushaltsplan;
- d) der positive Überschuss oder das negative Ergebnis des Geschäftsjahres;
- e) den Stand des geschützten Rücklagenkontos zum 31. Dezember des Geschäftsjahres;
- f) die Einhaltung der Personalkriterien gemäß Anhang 3 Abschnitt 4.1.

Er übermittelt diesen Bericht dem Minister oder seinem Beauftragten vor dem 1. Oktober des Jahres, das auf das betreffende Geschäftsjahr folgt. "

**Art. 21** - Artikel 28 desselben Erlasses, zuletzt abgeändert durch den Erlass der Wallonischen Regierung vom 30. März 2017, wird aufgehoben.

**Art. 22** - In Artikel 29 desselben Erlasses, abgeändert durch den Erlass der Wallonischen Regierung vom 30. März 2017, werden folgende Abänderungen vorgenommen:

1° in der französischen Fassung wird Paragraph 1 Absatz 2 durch die Wortfolge "par envoi recommandé" ergänzt;

2° in der französischen Fassung von Paragraph 2 Absatz 7 wird die Wortfolge "le directeur général de la Direction générale opérationnelle Mobilité et Voies hydrauliques du Service public de Wallonie" durch die Wortfolge "son délégué" ersetzt.

**Art. 23** - In Artikel 30 desselben Erlasses, abgeändert durch den Erlass der Wallonischen Regierung vom 30. März 2017, werden folgende Abänderungen vorgenommen:

1° Absatz 1 wird durch das Folgende ersetzt:

"Die Zulassung einer Einrichtung kann vom Minister nach einer gemäß Artikel 29 § 2 abgegebenen Stellungnahme der in Artikel 29 § 1 genannten paritätischen Beratungskommission entzogen werden, wenn die in den Artikeln 6, 7, 8, 11, 13, 14, 20, 21 und 22 erwähnten Grundvoraussetzungen für die Durchführung der technischen Kontrolle nicht mehr erfüllt sind. ";

2° in der französischen Fassung wird Absatz 2 durch die Wortfolge "par envoi recommandé" ergänzt;

3° in Absatz 3 derselben Fassung wird die Wortfolge "ou son délégué" aufgehoben.

**Art. 24** - In Artikel 31 desselben Erlasses, abgeändert durch den Erlass der Wallonischen Regierung vom 30. März 2017, werden folgende Abänderungen vorgenommen:

1° in der französischen Fassung wird Absatz 1 durch die Worte "par voie postale ou électronique" ergänzt;

2° in derselben Fassung wird Absatz 4 durch die Wortfolge "par envoi recommandé" ergänzt.

**Art. 25** - Artikel 32 desselben Erlasses, abgeändert durch den Erlass der Wallonischen Regierung vom 30. März 2017, wird durch Folgendes ersetzt:

"Art. 32 - Ohne die in Artikel 31 geforderte Bedingung erfüllen zu müssen, werden zur Durchführung der Kontrolle der in Verkehr gebrachten Fahrzeuge die Einrichtung zugelassen, die die Kontrolle der in Verkehr gebrachten Fahrzeuge zum Zeitpunkt des Inkrafttretens des vorliegenden Erlasses gemäß den bis zu diesem Zeitpunkt geltenden Vorschriften durchführen, nämlich:

- die "SA A.I.B.V.", Boulevard Sylvain Dupuis 235 in 1070 Anderlecht;

- die "S.A. AUTOSECURITE S.A., BUREAU D'ETUDES ET DE CONTROLE EN VUE DE LA SECURITE ROUTIERE", kurz A.S., avenue du Parc 33 in 4800 Verviers. "

**Art. 26** - In denselben Erlass wird ein Artikel 38 mit folgendem Wortlaut eingefügt:

"Art. 38 - Sofern nicht anders angegeben, werden alle in diesem Erlass und seinen Anhängen aufgeführten Beträge am 1. Januar gemäß dem Verbraucherpreisindex des vorhergehenden Monats November indiziert. "

**Art. 27** - In Anhang 1 desselben Erlasses, zuletzt abgeändert durch den Erlass der Wallonischen Regierung vom 10. März 2022, werden folgende Abänderungen vorgenommen:

1° es wird eine Ziffer 2.14 mit folgendem Wortlaut eingefügt:

"2.14. eine Vorrichtung zur Messung der Lichtstärke der Leuchten. ";

2° es wird eine Ziffer 9 mit folgendem Wortlaut eingefügt:

"9. Pro Prüfstation, die mit der Kontrolle der Fahrzeuge gemäß Erlass der Wallonischen Regierung vom 18. November 2022 über die technische Kontrolle von zwei- oder dreirädrigen und vierrädrigen Fahrzeugen und zur Abänderung des Königlichen Erlasses vom 10. Oktober 1974 zur Einführung der allgemeinen Regelung über die technischen Anforderungen an Kleinkrafträder und Motorräder sowie an ihre Anhänger beauftragt ist, ist zusätzlich zur Mindestausstattung auch eine angepasste Ausstattung vorgesehen, darunter:

9.1. ein Rollen-Bremsprüfstand;

9.2. ein Verzögerungsmesser;

9.3. ein Mikrometer oder eine Schieblehre für Brems Scheiben;

9.4. eine Bremsklemme;

9.5. eine Fahrzeughebepöhlle mit ihren Fahrzeughaltevorrichtungen;

9.6. ein Wagenheber oder Hebesystem;

- 9.7. ein Satz Werkstattstützen mit ihren Fahrzeughaltevorrichtungen;
- 9.8. ein Drehteller;
- 9.9. ein Schallpegelmesser der Klasse 1 mit Stativ;
- 9.10. ein tragbarer Drehzahlmesser;
- 9.11. ein Gerät zur Messung der Abgasemissionen;
- 9.12. ein Scheinwerfereinstellgerät;
- 9.13. ein Winkelmesser oder eine Schablone für Fluchtwinkel, Neigungswinkel (Nummernschild);
- 9.14. ein Werkzeug zur Kontrolle der Speichenspannung;
- 9.15. ein Satz Stemmhebel. ”.

**Art. 28** - In Anhang 2 desselben Erlasses, zuletzt abgeändert durch den Erlass der Wallonischen Regierung vom 10. März 2022, wird Ziffer 1 durch Folgendes ersetzt:

1. Leitendes Personal

Nur wer innerhalb von 12 Monaten nach Amtsantritt eine von der Verwaltung organisierte Prüfung bestanden hat, die die für die Ausübung des Amtes erforderlichen Fähigkeiten nachweist, kann als Generaldirektor, Direktor oder beigeordneter Direktor weiterbeschäftigt werden.

*a) Generaldirektor:* Der Generaldirektor verfügt über einen Hochschulabschluss. Wenn der Bewerber nicht über den erforderlichen Abschluss verfügt, muss er eine zehnjährige Berufserfahrung nachweisen.

Er verfügt über die für die Leitung der Einrichtung erforderlichen Kompetenzen.

*b) Direktor:*

- Technischer Direktor: Der technische Direktor hat einen Abschluss als Zivilingenieur oder einen gleichwertigen Abschluss, der von dem betreffenden EU-Mitgliedstaat anerkannt wird. Wenn der Bewerber nicht über den erforderlichen Abschluss verfügt, muss er eine fünfjährige Berufserfahrung in seinem Fachbereich nachweisen.

Er ist in der Lage, die Ausführung aller technischen Aufgaben zu gewährleisten und zu koordinieren.

Die Einrichtung verfügt über mindestens einen technischen Direktor.

*a) Verwaltungsdirektor:* Der Verwaltungsdirektor verfügt über einen Hochschulabschluss. Wenn der Bewerber nicht über den erforderlichen Abschluss verfügt, muss er eine fünfjährige Berufserfahrung in seinem Fachbereich nachweisen.

Er ist in der Lage, die Ausführung aller verwaltungstechnischen Aufgaben zu gewährleisten und zu koordinieren.

Als Verwaltungsdirektoren gelten der Finanzdirektor, der Personaldirektor und der IT-Direktor der Einrichtung.

*c) Beigeordneter Direktor:* Der beigeordnete Direktor verfügt über einen Hochschulabschluss oder einen Abschluss des nichtuniversitären Hochschulunterrichts. Wenn der Bewerber nicht über den erforderlichen Abschluss verfügt, muss er eine fünfjährige Berufserfahrung in seinem Fachbereich nachweisen.

Er ist in der Lage, die Ausführung aller mit seiner Funktion verbundenen Aufgaben zu gewährleisten und zu koordinieren.

Die Anerkennung von Berufserfahrung bedarf der Anerkennung durch den Minister oder seinen Beauftragten. ”.

**Art. 29** - In demselben Erlass wird Anhang 4, zuletzt abgeändert durch den Erlass der Wallonischen Regierung vom 30. März 2017, durch Anhang 4 ersetzt, der dem vorliegenden Erlass als Anhang 1 beigefügt ist.

**Art. 30** - In demselben Erlass wird ein Anhang 6 eingefügt, die als Anhang 2 zum vorliegenden Erlass beigefügt wird.

**Art. 31** - Der vorliegende Erlass tritt am 1. Januar 2025 in Kraft, mit Ausnahme von Artikel 10 und Anhang 4 Ziffer IV Buchstabe f zu den Konten 61231, 61232 und 63026, die am 1. Januar 2027 in Kraft treten.

**Art. 32** - Der Minister, zu dessen Zuständigkeitsbereich die Verkehrssicherheit gehört, wird mit der Durchführung des vorliegenden Erlasses beauftragt.

Namur, den 6. Juni 2024

Für die Regierung:

Der Ministerpräsident:  
E. DI RUPO

Die Ministerin für den öffentlichen Dienst, die Datenverarbeitung, die administrative Vereinfachung,  
beauftragt mit den Bereichen Kindergeld, Tourismus, Erbe und Verkehrssicherheit

V. DE BUE

**Anhang 1 des Erlasses der Wallonischen Regierung zur Abänderung des Königlichen Erlasses vom 23. Dezember 1994 zur Festlegung der Zulassungsbedingungen und der Regeln für die verwaltungstechnische Kontrolle in Bezug auf die Einrichtungen, die mit der Kontrolle der in Verkehr gebrachten Fahrzeuge beauftragt sind**

Anhang 4 - Buchhaltungshandbuch

Gesehen, um dem Erlass der Wallonischen Regierung vom 6. Juni 2024 zur Abänderung des Königlichen Erlasses vom 23. Dezember 1994 zur Festlegung der Zulassungsbedingungen und der Regeln für die verwaltungstechnische Kontrolle in Bezug auf die Einrichtungen, die mit der Kontrolle der in Verkehr gebrachten Fahrzeuge beauftragt sind und zur Abänderung des Königlichen Erlasses vom 15. März 1968 zur Festlegung der allgemeinen Regelung über die technischen Anforderungen an Kraftfahrzeuge, ihre Anhänger, ihre Bestandteile und ihr Sicherheitszubehör beigefügt zu werden;

Namur, den 6. Juni 2024

Für die Regierung,

Der Ministerpräsident,

E. DI RUPO

Die Ministerin für den öffentlichen Dienst, die Datenverarbeitung, die administrative Vereinfachung, beauftragt mit den Bereichen Kindergeld, Tourismus, Erbe und Verkehrssicherheit,

V. DE BUE



**Anhang 2 des Erlasses der Wallonischen Regierung zur Abänderung des Königlichen Erlasses vom 23. Dezember 1994 zur Festlegung der Zulassungsbedingungen und der Regeln für die verwaltungstechnische Kontrolle in Bezug auf die Einrichtungen, die mit der Kontrolle der in Verkehr gebrachten Fahrzeuge beauftragt sind**

Anhang 6 - Übertragung von Befugnissen

1. Die in diesem Erlass der Wallonischen Regierung vorgesehenen Befugnisübertragungen werden den Beamten der Verwaltung zugewiesen.

2. Die durch den vorliegenden Erlass der Wallonischen Regierung zugewiesenen Befugnisübertragungen gelten auch für alle Vorgesetzten des mit diesen Befugnissen ausgestatteten Beamten, zusätzlich zu den Befugnissen, die ihnen ausdrücklich vorbehalten sind.

3. Übertragung von Befugnissen:

Für die Anwendung des vorliegenden Anhangs gelten folgende Definitionen:

1° GD: der Generaldirektor der Verwaltung;

2° GI: der Generalinspektor der Abteilung;

3° Direktor: der Direktor der Direktion der Fahrzeugregelung und der Zertifizierungen;

4° Beamte der DFRZ: die Beamten der Direktion der Fahrzeugregelung und der Zertifizierungen.

<b>Befugnis</b>	<b>Artikel des Königlichen Erlasses vom 23. Dezember 1994</b>	<b>Übertragung</b>
Bestimmung der theoretischen Durchschnittszeit, die für die Durchführung einer gegebenen technischen Kontrollleistung gewährt wird	Art. 1/1 Absatz 1 Ziffer 3	GD
Richtlinien für eine qualitativ hochwertige Dienstleistung.	Art. 4 § 1 Absatz 2	GD
Genehmigung von Öffnungszeiten	Art. 4 § 1 Absatz 7	GI
Modalitäten für den Versand von Fälligkeitswarnungen	Art. 4 § 2	GD
Modalitäten der Terminvereinbarung	Art. 4 § 3 Absatz 3	GD
Richtlinien für die Koordination der Aktivitäten der Einrichtungen	Art. 5	GD
Genehmigung der Bauvorschriften und der Bedingungen, denen die Kontrollgeräte und -vorrichtungen genügen müssen	Art. 8 § 3	GD
Benennung der zugelassenen Prüfstelle für die Überprüfung der Geräte	Art. 8 § 4	GD
Richtlinien für Einrichtungen und ihre Ausstattung	Art. 8 § 5	Direktor
Antrag auf den Einbau eines anderen als des vorgeschriebenen Materials	Art. 8 § 6	GD
Unterbereitung von Vorschlägen zu Maßnahmen, um die Kapazität ihrer Einrichtungen zu erhöhen, wenn die Auslastung einer Station 6.000 Stunden technischer Zeit pro Jahr und dedizierter Inspektionslinie übersteigt	Art. 10 § 1 Absatz 1	Direktor
Berechtigung, von der Einrichtung alle zusätzlichen Informationen oder Unterlagen anzufordern, die für die Vollständigkeit der Submissionsunterlagen erforderlich sind.	Art. 10 § 2 Absatz 3	Direktor

Vorschlag zu Submissionsunterlagen	Art. 10 § 2 Absatz 4	Direktor
Genehmigung von Plänen zur Einrichtung einer oder mehrerer ausgelagerter Prüflinien	Art. 10 § 3	GI
Berechtigung, von der Einrichtung alle zusätzlichen Informationen oder Unterlagen anzufordern, die für die Vollständigkeit der Submissionsunterlagen erforderlich sind.	Art. 11 § 1 Absatz 6	Direktor
Zustimmung zum Prinzip der Anmietung als auch des Immobilienleasings sowie zur Höhe der Miete	Art. 11 § 2 Absatz 2	GD
Aushändigung einer Kopie des ordnungsgemäß registrierten Mietvertrags oder des Leasingvertrags	Art. 11 § 2 Absatz 3	Direktor
Genehmigung der Ausbildung der Inspektoren	Art. 14 § 1, Absatz 2 Ziffer 2	GI
Zustimmung zu Inhalt und Modalitäten der Inspektorenprüfungen	Art. 14 § 1 Absatz 2 Ziffer 3	GI
Zustimmung zu den Modalitäten für die berufliche Erstausbildung und Weiterbildung der Mitarbeiter der Einrichtung	Art. 14 § 1 Absatz 4	GD
Anweisungen für die Einrichtung der Ausbildung des Personals der Einrichtung, um die Einheitlichkeit bei der Durchführung der Aufgaben zu gewährleisten	Art. 14 § 2	GD
Analyse und Genehmigung des ursprünglichen Haushaltsvoranschlags der Einnahmen und Ausgaben für das kommende Geschäftsjahr	Art. 21 § 1 Absatz 1	GD
Analyse und Genehmigung des angepassten Haushaltsvoranschlags der Einnahmen und Ausgaben für das laufende Geschäftsjahr	Art. 21 § 2 Absatz 1	GD
Aufforderung an die Einrichtung, einen oder mehrere angepasste Haushaltsvoranschläge zu erstellen	Art. 21 § 3	Beamte der DFRZ
Genehmigung des Gesamtbetrags der Betriebskosten des Haushaltsvoranschlags	Art. 22 § 1	GD
Sofortige Warnung, wenn die Einrichtung mit einem außergewöhnlichen, dringenden, unvermeidlichen, unerlässlichen und unvorhersehbaren Ereignis konfrontiert wird, das den genehmigten Haushaltsplan erheblich beeinträchtigen würde.	Art. 22 § 3 Absatz 1	Direktor
Einreichung und Genehmigung eines angepassten Haushaltsvoranschlags/ Einleitung des Verfahrens gemäß Artikel 21 § 2 Absatz 2	Art. 22 § 3 Absatz 3 und 4;	GD
Zustimmung zu nicht in den Haushaltsplan eingetragenen Ausgabenprojekten mit einem Betrag von 75.000 Euro oder mehr ohne MwSt. vor ihrer Ausführung	Art. 22 § 5	Direktor
Regularisierung der Betriebsrechnungen der Einrichtung	Art. 24 § 1 Absatz 1 und 2	GD
Vorschreiben aller Dokumente, die sich auf die Aufgaben der Einrichtung beziehen	Art. 26 Absatz 1	Direktor
Übermittlung aller Informationen, die für die Aufgaben der Einrichtung relevant sind	Art. 26 Absatz 2	Beamte der DFRZ
Mitteilung: a) monatlich, vor dem 16. des Folgemonats, der Anzahl der während des abgelaufenen Geschäftsjahres an jedem Geschäftssitz erbrachten Leistungen; b) jährlich, vor dem 1. Februar, der Liste der	Art. 26 Absatz 3	Direktor

tatsächlichen Anwesenheit des Personals während des abgelaufenen Geschäftsjahres an jedem Geschäftssitz ; c) jährlich vor dem 1. April ihre Betriebsrechnung für das abgelaufene Geschäftsjahr sowie der Belege, aus denen die Abweichungen zwischen dem genehmigten ursprünglichen Haushaltsplan und seiner Ausführung im Einzelnen hervorgehen; d) jährlich vor dem 1. Juli ihren Jahresabschluss, ihre Bilanz und ihre Ergebnisrechnung für das abgelaufene Geschäftsjahr sowie einen ausführlichen Bericht über ihre gesamten Tätigkeiten		
Benennung des Betriebsrevisors	Art. 27 § 1 Absatz 1	Nach dem Schwellenwert für öffentliche Aufträge
Übermittlung des Berichts über den Auftrag des Betriebsrevisors	Art. 27 § 2 Absatz 2	Wird in das Sonderlastenheft aufgenommen werden
Entscheidung über administrative Geldbußen	Art. 29 § 1 Absatz 1 und 2 sowie § 2 Absatz 7	GD
Antrag auf zusätzliche Informationen, Besichtigung oder Kontrolle der Einrichtungen im Rahmen eines Zulassungsantrags	Art. 31 Absatz 3	Beamte der DFRZ
Prüfungsmodalitäten für die Stellen eines Generaldirektors, Direktors oder beigeordneten Direktors innerhalb von 12 Monaten nach dem Amtsantritt	Anhang 2 Punkt 1 Absatz 1	GD
Zustimmung zur Anerkennung von Berufserfahrung	Anhang 2 Punkt 1 Absatz 1	GD
Vereinbarung über die Aufsicht eines Leiters einer anderen Prüfstelle in geografischer Nähe in Prüfstellen ohne Prüfstellenleiter	Anhang 3 Punkt 3.2	Direktor
Bei einer negativen Prognose legt die Einrichtung eine Begründung für die Ursachen vor, die zu dem defizitären Ergebnis führen	Anhang 4 Punkt I Buchstabe c	GD
Im Falle einer strukturellen negativen Prognose legt die Einrichtung Vorschläge für Maßnahmen vor, um das Defizit zu beheben.	Anhang 4 Punkt I Buchstabe c	GD
Abstimmung über die makroökonomischen Parameter, die bei der Erstellung des ursprünglichen Haushaltsplans und der mehrjährigen Projektion zu verwenden sind	Anhang 4 Punkt I Buchstabe d	Beamte der DFRZ
Besitz aller Informationen und/oder Dokumente, die für die Analyse des ursprünglichen Haushaltsvoranschlags relevant sind	Anhang 4 Punkt I Buchstabe e	Beamte der DFRZ
Im Falle einer angepassten negativen Prognose legt die Einrichtung eine ordnungsgemäß begründete Akte vor, um bei der Wallonischen Regierung einen Zuschuss zur Deckung des nicht durch das geschützte Rücklagenkonto abgedeckten defizitären Saldos zu beantragen.	Anhang 4 Punkt I Buchstabe c	GD
Besitz aller Informationen und/oder Dokumente, die für die Analyse des angepassten Haushaltsvoranschlags relevant sind	Anhang 4 Punkt II Buchstabe d	Beamte der DFRZ

Unverzügliche Einführung eines angepassten vorläufigen Haushaltsvoranschlags, wenn das im vorherigen Absatz genannte Ereignis zu einem voraussichtlich defizitären Betriebsergebnis führt, das nicht vollständig durch das geschützte Rücklagenkonto gedeckt werden kann.	Anhang 4 Punkt II Buchstabe e	GD
Analyse und Genehmigung des angepassten Haushaltsvoranschlags nach einem einschneidenden Ereignis	Anhang 4 Punkt II Buchstabe e	GD
Genehmigung des Gesamtbetrags der Ausgaben innerhalb des Haushaltsvoranschlags	Anhang 4 Punkt III Buchstabe a	GD
Berechtigung, von der Einrichtung alle zusätzlichen Informationen oder Unterlagen anzufordern, die für die Vollständigkeit der Submissionsunterlagen erforderlich sind.	Anhang 4 Punkt III Buchstabe a	Beamte der DFRZ
Mitteilung der Entscheidung an die Einrichtung innerhalb von 10 Arbeitstagen nach Erhalt der vollständigen Unterlagen zum Ausgabenplan	Anhang 4 Punkt III Buchstabe a	Direktor
Antrag auf jede Umwidmung nach oben oder unten von mehr als 75.000 Euro zzgl. MwSt. zwischen den Konten des genehmigten Haushaltsplans	Anhang 4 Punkt III Buchstabe b	Direktor
Eröffnung neuer (Unter-)Konten für die Verbuchung einer Ausgabe/Aufwendung in der Betriebsrechnung	Anhang 4, Punkt IV Buchstabe e	Direktor
Stellungnahme, wenn die Einrichtung mit einer Ausgabe konfrontiert ist, die aufgrund ihrer Art nicht unter einem der in Anhang 4 aufgeführten Konten verbucht werden kann, und Abgabe einer Stellungnahme zu den formulierten Vorschlägen	Anhang 4, Punkt IV Buchstabe f	Direktor
<b>Konto 61100: Mieten und Mietnebenkosten</b> Entgegennahme von Miet- und Leasingverträgen und Zustimmung zu den entsprechenden Beträgen	Anlage 4	Direktor
<b>Konto 61201: Außerordentliche Auftrags-, Empfangs- und Repräsentationskosten</b> Vorherige schriftliche Beantragung oder Genehmigung der tatsächlich entstandenen und ordnungsgemäß belegten Kosten für außerordentliche Aufträge, Empfänge und Repräsentationszwecke und Genehmigung	Anlage 4	Direktor
<b>Konto 61308: Sonstige Honorare</b> Genehmigung für jede neue Art von Kosten, die diesem Konto zuzurechnen sind	Anlage 4	Direktor
<b>Konto 61360: Sonstige Leistungen von Dritten</b> Genehmigung für jede neue Art von Kosten, die diesem Konto zuzurechnen sind	Anlage 4	Direktor
<b>Konto 61374: Sonstige Beiträge</b> Genehmigung für jede neue Art von Kosten, die diesem Konto zuzurechnen sind	Anlage 4	Direktor
<b>61510: Kosten für die Bewachung</b> Einigung darüber, ob diese Dienste von externen Dienstleistern in Anspruch genommen werden sollen	Anlage 4	Direktor
<b>61530: Sonstiges und Unvorhergesehenes/ außergewöhnliche Kosten</b> Zustimmung zu Art und Höhe der ordnungsgemäß nachgewiesenen tatsächlichen Kosten im	Anlage 4	Direktor

Zusammenhang mit der Durchführung der der Einrichtung übertragenen Tätigkeiten		
<b>63027: Abschreibungen auf andere Anlagen</b> Validierung über die Art der diesem Konto zuzurechnenden Aufwendungen und Zustimmung zu anderen Anlagen, die für die Ausführung eines Auftrags bestimmt sind.	Anlage 4	Direktor
<b>64040: Sonstige Gebühren</b> Genehmigung für jede neue Art von Aufwendungen, die diesem Konto zuzurechnen sind	Anlage 4	Direktor
<b>Konto 64300: Kosten für Gründungen, Umwandlungen der Gesellschaft und Kapitalerhöhungen</b> Vereinbarung über die Zweckmäßigkeit dieser Art von Ausgaben - muss vorab vom Minister oder seinem Beauftragten genehmigt werden.	Anlage 4	GD
<b>65710: Sonstige Bankgebühren</b> Genehmigung für jede neue Art von Aufwendungen, die diesem Konto zuzurechnen sind	Anlage 4	Direktor
<b>65800: Sonstige Finanzaufwendungen</b> Genehmigung für jede neue Art von Aufwendungen, die diesem Konto zuzurechnen sind	Anlage 4	Direktor
<b>66700: Sonstige außerordentliche Aufwendungen</b> Genehmigung für jede neue Art von Aufwendungen, die diesem Konto zuzurechnen sind	Anlage 4	Direktor
<b>70100: Sonstige Einnahmen</b> Diese Konten sind nach den mitgeteilten Anweisungen nach Aktivitäten zu untergliedern.	Anlage 4	Direktor
Vorschläge der Organisation für Maßnahmen, die im Falle eines strukturell negativen Ergebnisses umzusetzen sind	Anhang 4 Punkt VI Buchstabe c	Direktor

Gesehen, um dem Erlass der Wallonischen Regierung vom 6. Juni 2024 zur Abänderung des Königlichen Erlasses vom 23. Dezember 1994 zur Festlegung der Zulassungsbedingungen und der Regeln für die verwaltungstechnische Kontrolle in Bezug auf die Einrichtungen, die mit der Kontrolle der in Verkehr gebrachten Fahrzeuge beauftragt sind, beigefügt zu werden.

Namur, den 6. Juni 2024

Für die Regierung,

Der Ministerpräsident,

E. DI RUPO

Die Ministerin für den öffentlichen Dienst, die Datenverarbeitung, die administrative Vereinfachung, beauftragt mit den Bereichen Kindergeld, Tourismus, Erbe und Verkehrssicherheit,

V. DE BUE

**ANHANG 4: Buchhaltungshandbuch****I. Ursprünglicher Haushaltsvoranschlag****a) Fälligkeitsdatum:**

Gemäß Artikel 21 Paragraph 1 dieses Erlasses reicht die Einrichtung ihren ursprünglichen Haushaltsvoranschlag für das Jahr N bis zum 30. September des Jahres, das dem betreffenden Haushaltsjahr N vorausgeht, zur Analyse und Genehmigung durch den Minister oder seinen Bevollmächtigten ein.

**b) Formatierung:**

Der ursprüngliche Haushaltsvoranschlag für ein bestimmtes Rechnungsjahr N wird in vertikaler Form nach den Aufwands- und Ertragskonten des in Abschnitt IV.e) dieses Anhangs beschriebenen betrieblichen Rechnungsschemas dargestellt und enthält in horizontaler Form die folgenden Einträge:

- Kontobezeichnung;
- Erfüllungsbetrag des Haushaltsjahres des Jahres N-2;
- Budgetierter Wert des Haushaltsjahres des Jahres N-1;
- Der Wert der Projektion des teilweise erfüllten Haushaltsjahres des Jahres N-1 (ausgeführter Wert zum 31.07.) und Projektion des Saldos;
- Budgetierter Wert des Jahres N;
- Der Wert der Differenz zwischen dem Plan für das Jahr N-1 und dem Plan für das Jahr N.

Das Muster für den ursprünglichen Haushaltsvoranschlag ist unter Punkt IX dieses Anhangs zu finden.

**c) Anhänge, die dem ursprünglichen Haushaltsvoranschlag beizufügen sind:**

Dem ursprünglichen Haushaltsvoranschlag ist eine vom Vorstand der Organisation genehmigte Erläuterung und Begründung beizufügen. Diese Erläuterung enthält für jedes Aufwands- und Ertragskonto die detaillierten Erläuterungen und die Berechnungshypothesen zur Schätzung der Ausgangsbeträge des betreffenden Haushaltsjahres.

Dem jährlichen Haushaltsvoranschlag wird eine mehrjährige Prognose beigelegt, die bei unveränderter Politik über drei Jahre erstellt wird.

Im Falle eines negativen voraussichtlichen Ergebnisses ist die Organisation verpflichtet, dem Minister oder seinem Beauftragten eine Begründung für die Gründe vorzulegen, die zu dem defizitären Ergebnis führen.

Im Falle eines strukturellen negativen Ergebnisses muss die Organisation dem Minister oder seinem Beauftragten Vorschläge für Maßnahmen unterbreiten, um das Defizit zu beheben.

**d) Makroökonomische Parameter:**

Die makroökonomischen Parameter, die bei der Erstellung des ursprünglichen Haushalts und der Mehrjahresprognose verwendet werden sollen, werden zwischen dem Minister oder seinem Beauftragten und den Einrichtungen innerhalb von 15 Kalendertagen vor dem Datum der Abgabe des Haushaltsvoranschlags abgestimmt.



**e) Genehmigung:**

Der Minister oder sein Beauftragter gibt innerhalb von sechzig Kalendertagen nach Erhalt des Budgets seine Kommentare oder seine Zustimmung zu dem von der Organisation vorgelegten ursprünglichen Voranschlag der Einnahmen und Betriebskosten ab.

Die Frist von sechzig Tagen beginnt erst, wenn der Minister oder sein Beauftragter im Besitz aller Informationen und/oder Dokumente ist, die für seine Analyse relevant sind.

Gemäß Artikel 21 Paragraph 1 Absatz 2 wird die Budgetierung der IT-Aufwendungen im ursprünglichen Haushaltsvoranschlag vorab der Zustimmung des IT-Ausschusses unterzogen, der die Zweckmäßigkeit der Entwicklungen der Anwendungen und des IT-Parks sowie deren Beträge bestätigt.

## II. Angepasster Haushaltsvoranschlag

**a) Fälligkeitsdatum:**

Gemäß Artikel 21 Paragraph 2 des vorliegenden Erlasses reicht die Organisation ihren angepassten Haushaltsvoranschlag für das Jahr N bis zum 15. Juli des betreffenden Jahres N zur Analyse und Genehmigung durch den Minister oder seinen Bevollmächtigten ein.

Gemäß Artikel 21 Paragraph 3 des vorliegenden Erlasses kann der Minister oder sein Bevollmächtigter im Laufe des Haushaltsjahres die Einrichtung auffordern, einen oder mehrere andere angepasste vorläufige Haushaltspläne zu erhalten.

Im letzteren Fall hat die Organisation 10 Arbeitstage nach Erhalt des Antrags Zeit, um ihren angepassten Entwurf des vorläufigen Haushalts einzureichen.

**b) Formatierung:**

Der angepasste Haushaltsvoranschlag für ein Jahr N wird in vertikaler Form nach den Aufwands- und Ertragskonten des in Abschnitt IV.e) dieses Anhangs aufgeführten Betriebsschemas dargestellt und enthält in horizontaler Form die folgenden Einträge:

- Kontobezeichnung;
- Erfüllungsbetrag des Jahres N-1;
- Der Wert des ursprünglichen Haushaltsplans für das Jahr N, der gemäß Artikel 21 Paragraph 1 genehmigt wurde;
- Der Wert des angepassten Haushalts des Jahres N (ausgeführter Wert zum 31.05. und Projektion des Saldos);
- Der Wert der Differenz zwischen dem ursprünglichen Plan für das Jahr N und dem angepassten Plan für das Jahr N.

Das Muster für den angepassten Haushaltsvoranschlag ist unter Punkt IX dieses Anhangs zu finden.

**c) Anhänge, die dem angepassten Haushaltsvoranschlag beizufügen sind:**

Außerdem wird eine Erläuterung erwartet, in der die Abweichungen zwischen dem genehmigten ursprünglichen Haushaltsvoranschlag und dem angepassten Haushaltsvoranschlag Konto für Konto begründet werden.

Im Falle eines negativen bereinigten vorläufigen Ergebnisses, das trotz der Durchführung von Maßnahmen zur Behebung des Defizits zu einer Situation führt, in der der Betrag des geschützten Rücklagenkonto nicht ausreicht, um das Defizit zu decken, ist die Einrichtung verpflichtet, dem Minister oder seinem Beauftragten eine ordnungsgemäß begründete Akte vorzulegen, um bei der wallonischen Regierung einen Zuschuss zu beantragen, um den nicht durch das geschützte Rückstellungskonto gedeckten Defizitsaldo gemäß Artikel 21 Paragraph 2 Absatz 2 zu decken.

**d) Genehmigung:**

Der Minister oder sein Beauftragter gibt innerhalb von sechzig Kalendertagen nach Erhalt des Budgets seine Kommentare oder seine Zustimmung zu dem von der Organisation vorgelegten angepassten Voranschlag der Einnahmen und Betriebskosten ab.

Die Frist von sechzig Tagen beginnt erst, wenn der Minister oder sein Beauftragter im Besitz aller Informationen und/oder Dokumente ist, die für seine Analyse relevant sind.

Gemäß Artikel 21 §2 Absatz 2 informiert der Minister die wallonische Regierung über die finanzielle Lage der Einrichtung, wenn der vorgelegte angepasste Haushalt defizitär ist und dieses Defizit nicht vollständig durch das geschützte Rückstellungskonto der Einrichtung gedeckt werden kann, und ersucht sie um ihre Intervention, um den nicht durch das geschützte Rückstellungskonto der Einrichtung gedeckten Saldo aus dem Fonds für die Straßenverkehrssicherheit zu finanzieren.

Auf der Grundlage des gemäß Artikel 21 Paragraph 2 erhaltenen angepassten Haushalts bewirkt die Gewährung des im vorstehenden Absatz genannten Zuschusses durch die Wallonische Regierung automatisch die Auszahlung einer ersten Tranche von 80 % des nicht gedeckten Restbetrags an die Einrichtung. Die Berichtigung erfolgt auf der Grundlage der Feststellungen des Revisors und des endgültigen Ergebnisses der Betriebsrechnung.

**e) Einflussreiches Ereignis:**

Gemäß Artikel 22 Paragraph 3 muss eine Einrichtung, die im Laufe des Haushaltsjahres mit einem außergewöhnlichen, dringenden, unvermeidlichen, unerlässlichen und unvorhersehbaren Ereignis oder mit einem Ereignis, das auf eine Aufforderung des Ministers oder seines Beauftragten zurückgeht, konfrontiert wird, das das budgetierte Ergebnis um mehr als 10 % negativ beeinflussen würde oder das zu einer Überschreitung des Gesamtbetrags der Betriebskosten des genehmigten Haushaltsvoranschlags führen würde, den Minister oder seinen Beauftragten unverzüglich davon in Kenntnis setzen.

Wenn dieses Ereignis zu einem defizitären voraussichtlichen Betriebsergebnis führt, das nicht vollständig durch das geschützte Rückstellungskonto gedeckt werden kann, reicht er außerdem unverzüglich einen angepassten Haushaltsvoranschlag beim Minister oder seinem Beauftragten ein und macht ihn auf die Dringlichkeit der Bearbeitung aufmerksam.



Der Minister oder sein Stellvertreter hat zehn Arbeitstage Zeit, um diesen angepassten Haushaltsvoranschlag im Anschluss an ein einschneidendes Ereignis zu analysieren und zu genehmigen. Wenn der so genehmigte bereinigte Haushaltsvoranschlag ein defizitäres Betriebsergebnis aufweist, das nicht vollständig durch das geschützte Rückstellungskonto gedeckt ist, leitet der Minister oder sein Beauftragter das Verfahren ein, wie in Artikel 21 Paragraph 2 Absatz 2 vorgesehen.

### III. Ausführung des genehmigten Haushalts

#### a) Einschränkung:

Gemäß Artikel 22 Paragraph 1 ist der vom Minister oder seinem Beauftragten im Rahmen des Haushaltsvoranschlags genehmigte Gesamtbetrag der Aufwendungen für die Einrichtung begrenzend. Konkret bedeutet dies, dass der Haushalt ein Akt der Vorhersage und Genehmigung ist, der sich jeweils auf die Einnahmen einerseits und die Ausgaben andererseits für einen Zeitraum von einem Jahr bezieht.

Außerdem müssen gemäß Artikel 22 Paragraph 4 alle nicht budgetierten Ausgabenprojekte, deren Betrag 75.000 Euro ohne Mehrwertsteuer beträgt, vor ihrer Ausführung vom Minister oder seinem Beauftragten genehmigt werden.

Die Angebotsunterlagen für den Erhalt der im vorherigen Absatz genannten Genehmigung des Ministers oder seines Beauftragten müssen Folgendes enthalten:

- Eine Erklärung zur Art der geplanten Ausgabe;
- Eine Begründung hinsichtlich der Angemessenheit der geplanten Ausgabe;
- Eine durch Angebote potenzieller Anbieter gestützte Schätzung der geplanten Ausgaben. Die Organisation muss in der Lage sein, für jede Ausgabe, deren Betrag 75.000 € ohne MwSt. oder mehr beträgt, eine Ausschreibung unter mindestens drei potenziellen Anbietern zu begründen oder die oligo-/monopolistische Situation, die technische Exklusivität oder die zwingende Dringlichkeit der Ausgabe zu rechtfertigen.

Der Minister oder sein Beauftragter behält sich das Recht vor, bei der Organisation alle zusätzlichen Informationen oder Dokumente anzufordern, die für die Vollständigkeit der Einreichungsunterlagen erforderlich sind.

Der Minister oder sein Beauftragter teilt der Organisation seine Entscheidung innerhalb von 10 Arbeitstagen nach Erhalt der vollständigen Unterlagen des Ausgabenentwurfs mit. Bei Nicht-Bescheid gilt die Entscheidung als befürwortend.

#### b) Umwidmung:

Umwidmungen zwischen den verschiedenen Aufwandskonten des genehmigten Budgets sind im Laufe der Ausführung möglich.

Jede Umwidmung nach oben oder unten von 75.000 Euro ohne Mehrwertsteuer oder mehr zwischen den Konten des genehmigten Haushalts muss vor der Verwendung der so umverteilten Mittel beim Minister oder seinem Beauftragten beantragt werden, mit Ausnahme von Mittelübertragungen, die für die Zahlung von Gehältern erforderlich sind und nach der Verwendung abgerechnet werden können. Diese Anträge sind hinsichtlich ihrer Art, ihres Zwecks und ihres Betrags ordnungsgemäß zu begründen.

	Grundbeträge	Abweichungen	Angepasste Beträge
Nr. Ausgangskonto		(-)	
Nr. Eingangskonto		(+)	
SUMME		0,00 €	

Neue Mittelzuweisungen von den Konten der Klasse 62 für Personalkosten sind nicht zulässig, mit Ausnahme einer Übertragung auf das Konto 617 für Leiharbeitnehmer.

## IV. Betriebsrechnung

### a) Fälligkeitsdatum

Gemäß Artikel 25 legt die Organisation jedes Jahr vor dem 1. April ihre Betriebsrechnung für das abgelaufene Haushaltsjahr vor

Außerdem übermittelt sie vor dem 1. Juli ihren Jahresabschluss, die Bilanz und die Gewinn- und Verlustrechnung für das abgelaufene Haushaltsjahr sowie den Bericht des Abschlussprüfers.

### b) Formatierung

Die Betriebsrechnung wird in vertikaler Gliederung nach den Aufwands- und Ertragskonten des in Abschnitt IV.e) dieses Anhangs wiedergegebenen betrieblichen Rechnungsschemas erstellt und enthält in horizontaler Gliederung die folgenden Einträge:

- Zwei Spalten: Die erste Spalte ist die Transkription der Einnahmen und Ausgaben, die in der Buchführung der Organisation enthalten sind; die zweite Spalte ist die Transkription der zulässigen Ausgaben und Einnahmen, wie sie sich aus den Normen ergeben, die in dem in diesem Anhang wiedergegebenen Handbuch zur Buchführung enthalten sind ;
- Jede dieser beiden Spalten ist nach der Art der an die Organisationen delegierten Aktivitäten (TP und FS) unterteilt;
- Eine informative Spalte „Weiterverrechnung Zentralbüro“, die den auf Konto 61900 verbuchten Gesamtbetrag detailliert ausweist.

Das Muster für eine detaillierte Betriebsrechnung ist in Abschnitt IX dieses Anhangs zu finden.

Betriebskosten, die nicht direkt einer bestimmten Aktivität zugeordnet werden können, werden mithilfe eines umsatzbasierten Verteilungsschlüssels, der unten unter c) näher erläutert wird, auf die einzelnen Aktivitäten verteilt.

### c) Verteilungsschlüssel

Der Organisation können zwei Arten von Kosten entstehen:

Direkte Kosten: Kosten, die der Tätigkeit eigen sind, entweder für die technische Prüfung oder den Führerschein.

Indirekte Kosten: Kosten, die beiden Tätigkeiten gemeinsam sind oder bei denen eine Aufschlüsselung zwischen den Tätigkeiten Führerschein und technische Prüfung vorgenommen werden muss.

Die Organisation legt ihre Betriebsrechnung getrennt nach den Kosten vor, die sich aus der Tätigkeit „Technische Prüfung“ (TP) und den Kosten, die sich aus der Tätigkeit „Führerschein“ (FS) ergeben.

Die indirekten Kosten müssen zwischen diesen beiden Aktivitäten aufgeteilt werden. Standardmäßig werden die Kosten für die ausgelagerte Prüfungstätigkeit (Prüfung am Straßenrand) unter Tätigkeit technische Prüfung aufgeteilt.

Gemäß Artikel 25 Absatz 3 wird zur Verteilung der indirekten Kosten zu Lasten jeder der Tätigkeiten ein Verteilungskoeffizient auf der Grundlage des Umsatzes wie folgt verwendet:

Die Berechnung des Verteilungskoeffizienten „UMSATZ“ erfolgt ausschließlich anhand der Einnahmen, die in den umsatzbezogenen Konten erfasst werden, also den Konten:

Konto		KA TP	KA FS
Nummer	Bezeichnung		
700	Bruttoeinnahmen	(A)	(B)

Indirekte Kosten werden zugewiesen in Höhe von:

- $((A) \times 100) / (A + B) = A\%$  zu Lasten der technischen Prüfung
- $((B) \times 100) / (A + B) = B\%$  zu Lasten des Führerscheins

Die Verteilungsprozentsätze werden auf zwei Dezimalstellen genau berechnet, wobei die zweite Dezimalstelle auf- oder abgerundet wird, je nachdem, ob die dritte Dezimalstelle gleich oder größer als fünf bzw. kleiner als fünf ist, wobei eine etwaige Mehr- oder Minderdifferenz auf den Führerschein angerechnet wird.

Die Berechnung der tätigkeitsspezifischen Kosten ergibt sich für jedes Konto aus der Summe der direkten Kosten und der indirekten Kosten nach deren Aufteilung.

Die in Konto 61900 ausgewiesenen Kosten aus der internen Weiterverrechnung werden ebenfalls global auf die beiden Aktivitäten TP und FS aufgeteilt. Es wird jedoch erwartet, dass diese in einer informativen Spalte mit dem Titel „Weiterverrechnung ZB“ detailliert nach Konten aufgeschlüsselt werden. Der Gesamtbetrag dieser informativen Spalte „Weiterverrechnung ZB“ muss der Summe der unter Konto 61900 (TP+FS) aufgeführten Beträge entsprechen.

Die detaillierte Betriebsrechnung wird nach dem folgenden Schema dargestellt.

#### **d) Beizufügende Anlagen**

Der Betriebsrechnung werden beigefügt:

- Gemäß Artikel 26 Absatz 3 Buchstabe c die Belege, in denen die wesentlichen Abweichungen zwischen dem letzten genehmigten Haushaltsvoranschlag und der Ausführung desselben für jedes einzelne Konto detailliert aufgeführt sind;

Als erheblich gilt jede Abweichung von 10 % oder mehr zwischen dem letzten genehmigten Haushaltsvoranschlag und dem ausgeführten Haushaltsplan für jedes der in Abschnitt IV Buchstabe e dieses Anhangs aufgeführten Konten.

- Einzelheiten zu den jährlichen Abschreibungen gemäß dem Standardformular in Abschnitt IX dieses Anhangs;
- Die Sozialbilanz der Leiharbeiter, die von der Leiharbeitsfirma erhalten wird und die die Anzahl der überlassenen Personen (Code 150), die Anzahl der in Rechnung gestellten Stunden (Code 151) und die Gesamtkosten (Code 152) enthält;
- Die Zusammenfassung der Gewinn- und Verlustrechnung gemäß dem Standardformat in Abschnitt IX dieses Anhangs.

#### e) **Buchungsschema für die Betriebsrechnung**

Das Buchungsschema der Betriebsrechnung wurde überwiegend anhand des in Anhang 1 des Königlichen Erlasses vom 21. Oktober 2018 zur Ausführung der Artikel II.82 bis III.95 des Wirtschaftsrechtsgesetzbuchs vorgeschriebenen Mindestrasters (Klassen 6 und 7) aufgebaut, die die Grundlage der offiziellen Nomenklatur des standardisierten Mindestbuchhaltungsplans bilden, zu dem die Einrichtungen gesetzlich verpflichtet sind. Sie sind weiterhin an die strikte Einhaltung der geltenden Rechnungslegungsvorschriften gebunden. Es wurde auch so konstruiert, dass es sich so genau wie möglich an die bereits bestehende Struktur der Hauptbuchhaltung in den Organisationen anlehnt und alle Eventualitäten vor Ort berücksichtigt, auf die man gestoßen ist. Darüber hinaus entspricht es den Bestimmungen des vorliegenden Königlichen Erlasses, der eine einheitliche Darstellung der Betriebsrechnung der Organisationen sicherstellen soll. Es muss von den Organisationen strikt angewendet werden.

Jede Notwendigkeit, neue (Unter-)Konten zu eröffnen, um einen Aufwand in der Betriebsrechnung zu verbuchen, muss dem Minister oder seinem Beauftragten zur Genehmigung vorgelegt werden.

Im Folgenden wird die vollständige Liste der Konten des betrieblichen Rechnungswesens der Organisationen aufgeführt:

Nr.	Bezeichnung
<b>610 KOSTEN FÜR MATERIAL</b>	
<b>61000</b>	Wartungskosten für Kontrollmaterial
<b>61010</b>	Wartungs- und Reparaturkosten für allgemeine Ausrüstung und Mobiliar sowie für das Zentralbüro
<b>61020</b>	Nicht abschreibbare Kleinwerkzeuge und Zubehör
<b>61030</b>	Miete von Ausrüstung
<b>61031</b>	Mieten von Räumen und Verschiedenes
<b>611 KOSTEN IN BEZUG AUF RÄUMLICHKEITEN UND VERSICHERUNGEN</b>	
<b>61100</b>	Mieten und Mietnebenkosten
<b>61111</b>	Wasserverbrauch
<b>61112</b>	Gasverbrauch
<b>61113</b>	Stromverbrauch
<b>61120</b>	Heizölverbrauch
<b>61130</b>	Instandhaltung von Gebäuden
<b>61140</b>	Kosten für die Bewirtschaftung und Entsorgung von Abfällen - Entleerungen - Container
<b>61141</b>	Pflege von Außenbereichen
<b>61150</b>	Kosten für Reinigungsunternehmen und Putzmittel

- 61161 Kosten für elektronische Zahlungsmittel und Software zur Verwaltung von Zahlungen
- 61170 Versicherungskosten

#### **612 REISE-, REPRÄSENTATIONS- UND FAHRZEUGKOSTEN SOWIE KOSTEN IM ZUSAMMENHANG MIT DER AUSBILDUNG**

- 61200 Gewöhnliche Ausgaben für Dienstreisen, Empfänge und Repräsentationszwecke
- 61201 Außergewöhnliche Ausgaben für Dienstreisen, Empfänge und Repräsentationszwecke
- 61210 Kosten im Zusammenhang mit der Ausbildung
- 61220 Kilometerpauschale für Mitarbeiter
- 61221 Aufwandsentschädigungen für die Anreise des Personals mit öffentlichen Verkehrsmitteln
- 61231 Kosten für Direktionsfahrzeuge (Generaldirektor, Direktoren und stellvertretende Direktoren)
- 61232 Kosten für Dienstwagen, die dem Personal zur Verfügung gestellt werden
- 61233 Kosten für Nutzfahrzeuge
- 61234 Kosten für Motorräder (Führerschein)
- 61235 Lkw-Kosten für die ausgelagerte Kontrolle

#### **613 HONORARE, LEISTUNGEN DRITTER UND BEITRÄGE**

- 61301 Honorar des Revisionskommissars
- 61302 Rechtskosten (Anwalt, Rat, Gerichtsvollzieher, Notar, Beratung und Gutachten)
- 61303 Leistungen von Sozialsekretariaten und Verwaltungskosten für Sozialleistungen
- 61304 Honorare für Architekten, Immobilienexperten und Gesundheitskoordination
- 61305 Honorar für Qualitätsaudit (Zertifizierung)
- 61306 Honorare für Übersetzung und Dolmetscher
- 61307 Honorare für Ausbildung und Coaching
- 61308 Sonstige Honorare
- 61360 Andere Leistungen von Dritten
- 61370 Beitrag für die Bescheinigung über den Kilometerstand „car-pass“.
- 61372 Sektorale Beiträge
- 61373 Beiträge und Gebühren der Verwaltung
- 61374 Sonstige Beiträge

#### **614 VERWALTUNGS- UND BÜROKOSTEN**

- 61400 Kosten für Druck, Kopierer und Drucker
- 61401 Kosten für den Druck und Versand von Warnungen zur Fälligkeit der technischen Prüfung
- 61402 Kosten für Büromaterial
- 61403 Verwaltungskosten für die Beschaffung von Dokumenten über Mitarbeiter und Direktoren
- 61404 Allgemeine Postgebühren und Zustellkosten
- 61405 Kosten für Festnetz- und Mobiltelefonie, Internet (Abonnement und Miete)
- 61406 Telefone, Mobiltelefone, Smartphones und Netzwerkzubehör und -peripheriegeräte
- 61407 Kosten für Dokumentation, Bücher und Zeitschriften (intern)
- 61408 Kosten für Senderechte
- 61410 Kosten für Werbung und Website
- 61411 Gesetzliche Werbung
- 61420 Kosten für kleine, nicht abschreibbare Computerausrüstung
- 61421 Kosten für Computerwartung
- 61422 Computerlizenzgebühren

#### **615 DIVERSE KOSTEN**

- 61500 Transport- und Umzugskosten
- 61510 Kosten für die Bewachung

61511	Kosten für gesicherte Geldtransporte
61512	Kosten für die Wartung von Alarm- und Sicherheitssystemen
61520	Kosten für Haftpflichtversicherung und Selbstbeteiligung
61530	Verschiedenes und Unvorhergesehenes / Außergewöhnliche Kosten
<b>617 ZEITARBEITSKRÄFTE</b>	
61700	Kosten für Zeitarbeitskräfte
<b>619 INTERNE WEITERVERRECHNUNG DER KOSTEN DES ZENTRALBÜROS</b>	
61900	Interne Weiterverrechnung
<b>6200 VERGÜTUNGEN FÜR VERWALTUNGSRATSMITGLIEDER ODER GESCHÄFTSFÜHRER</b>	
620000	Tarifliche Vergütungen - Verwaltungsratsmitglied oder Geschäftsführer (Generaldirektor)
620001	Urlaubsgeld - Verwaltungsratsmitglied oder Geschäftsführer (Generaldirektor)
620002	Jahresendprämien - Verwaltungsratsmitglied oder Geschäftsführer (Generaldirektor)
620003	Beitrag LSS Verwaltungsratsmitglied oder Geschäftsführer (Generaldirektor)
620004	Prämien für die Arbeitsunfallversicherung - Verwaltungsratsmitglied oder Geschäftsführer (Generaldirektor)
620005	Gruppenversicherungsprämie - Verwaltungsratsmitglied oder Geschäftsführer (Generaldirektor)
620006	Prämie für Kranken- und Invaliditätsversicherung - Verwaltungsratsmitglied oder Geschäftsführer (Generaldirektor)
620007	Einmalprämie Gruppenversicherung - Verwaltungsratsmitglied oder Geschäftsführer (Generaldirektor)
620008	Mahlzeitscheck - Arbeitgeberanteil - Verwaltungsratsmitglied oder Geschäftsführer (Generaldirektor)
620009	Konsumscheck - Verwaltungsratsmitglied oder Geschäftsführer (Generaldirektor)
620010	Ökoschecks - Verwaltungsratsmitglied oder Geschäftsführer (Generaldirektor)
620011	Geschenkgutscheine - Verwaltungsratsmitglied oder Geschäftsführer (Generaldirektor)
620012	Sonstige Berufsauslagen - Verwaltungsratsmitglied oder Geschäftsführer (Generaldirektor)
<b>6201 DIREKTION</b>	
62010	Tarifliche Vergütungen - Direktoren und stellvertretende Direktoren
62011	Bezahltes Urlaubsgeld - Direktoren und stellvertretende Direktoren
62012	Jahresendprämien - Direktoren und stellvertretende Direktoren
<b>6202 ANGESTELLTE</b>	
62020	Tarifliche Entlohnung - Angestellte
62021	Bezahltes Urlaubsgeld - Angestellte
62022	Jahresendprämien - Angestellte
<b>6210 ARBEITGEBERBEITRÄGE ZUR SOZIALVERSICHERUNG - DIREKTOREN UND STELLVERTRETENDE DIREKTOREN</b>	
621000	Beitrag LSS - Direktoren und stellvertretende Direktoren
621010	Prämie für Arbeitsunfallversicherung - Direktoren und stellvertretende Direktoren
<b>6211 ARBEITGEBERBEITRÄGE ZUR SOZIALVERSICHERUNG - ANGESTELLTE</b>	
621100	Beitrag LSS - Angestellte
621110	Prämie für Arbeitsunfallversicherung - Angestellte
<b>6220 ARBEITGEBERBEITRAG GRUPPEN- UND ZUSATZVERSICHERUNG FÜR KRANKHEIT UND INVALIDITÄT - DIREKTOREN UND STELLVERTRETENDE DIREKTOREN</b>	
622000	Prämie für Gruppenversicherung - Direktoren und stellvertretende Direktoren
622010	Prämie für Kranken- und Invaliditätsversicherung - Direktoren und stellvertretende Direktoren
622011	Einmalprämie für Gruppenversicherung - Direktoren und stellvertretende Direktoren
<b>6221 ARBEITGEBERBEITRAG GRUPPEN- UND ZUSATZVERSICHERUNG FÜR KRANKHEIT UND INVALIDITÄT - ANGESTELLTE</b>	

622100	Prämie Gruppenversicherung - Angestellte
622101	Prämie für Kranken- und Invaliditätsversicherung - Angestellte
622111	Einmalprämie Gruppenversicherung – Angestellte
<b>623</b>	<b>SONSTIGE PERSONALKOSTEN</b>
623000	Zuweisung zur Rückstellung für Urlaubsgeld - Direktoren und stellvertretende Direktoren
623010	Zuweisung zur Rückstellung für Urlaubsgeld - Angestellte
623030	Beteiligung des Arbeitgebers an den Kosten für die Beförderung von der Wohnung zur Arbeitsstätte (Privatfahrzeug) - Angestellte
623031	Beteiligung des Arbeitgebers an den Kosten für die Beförderung von der Wohnung zur Arbeitsstätte (öffentlicher Verkehr) - Angestellte
623040	Medizinischer Dienst
623050	Gewerkschaftsbeiträge
623060	Diverse Entschädigungen und Kosten für Mahlzeiten und Getränke
623061	Mahlzeitscheck - Nennwert
623062	Konsumscheck
623063	Ökoschecks
623064	Geschenkgutscheine
623070	Sozialdienst: Verschiedene Auslagen für Familienereignisse
623080	Soziale, kulturelle und sportliche Feste (Arbeitgeber) und Veranstaltungen für das Personal
623090	Arbeitskleidung und Reinigung
623110	Kosten für die Einstellung und berufliche Neuorientierung von Personal
623130	Kosten für die Nutzung von Sozial- und Gesundheitseinrichtungen

**63 ABSCHREIBUNGEN**

63000	Abschreibungen auf Gründungskosten
63010	Abschreibungen auf immaterielle Vermögenswerte
63020	Abschreibungen auf Bauten (Gebäude und Parkplätze)
63021	Abschreibungen auf Anlagen, Maschinen, Ausrüstungen und Werkzeuge
63022	Abschreibungen auf Büromöbel und -geräte
63023	Abschreibungen Computerausrüstung
63024	Abschreibungen auf Nutzfahrzeuge
63025	Abschreibungen auf Nutzmotorräder
63026	Abschreibungen auf rollendes Material Auto
63027	Abschreibungen auf andere Anlagen

**64 SONSTIGE BETRIEBLICHE AUFWENDUNGEN**

64000	Immobiliensteuervorabzug
64010	Kommunal-, Provinz-, Regional- und föderale Steuern
64013	Verkehrssteuern
64040	Andere Steuern
64200	Verlust aus der Veräußerung von Handelsforderungen
64300	Kosten für die Gründung, die Umwandlung der Gesellschaft und die Kapitalerhöhung
64400	Gebühren für die Registrierung von Mietverträgen
64500	Kosten für den Kauf gemieteter Räumlichkeiten

**65 FINANZAUFWAND**

65000	Zinsen auf Darlehen von Kreditinstituten (langfristig)
65001	Zinsen auf Schulden mit einer Laufzeit von bis zu einem Jahr (kurzfristig)
65300	Zinsen auf Girokonto
65400	Kassendifferenz

65500	Zahlungsdifferenz
65700	Kosten im Zusammenhang mit Darlehensvereinbarungen
65710	Verschiedene Bankgebühren
65720	Bankgebühren für Kreditkarten
65730	Gebühren für die Zahlung von Kreditkartenkunden
65740	Gebühren für die Bezahlung von Kunden mit Debitkarten
65750	Gebühren für die Bezahlung von Kunden über das Internet
65800	Andere Finanzlasten

**66 SONDERAUFWENDUNGEN**

66000	Sonderabschreibungen auf Gründungskosten
66010	Sonderabschreibungen auf immaterielle Vermögenswerte
66020	Sonderabschreibungen Sachanlagen
66300	Verluste aus der Veräußerung von immateriellen Vermögenswerten und Sachanlagen
66400	Verschiedene Aufwendungen für frühere Haushaltsjahre
66700	Diverse Sonderaufwendungen

**70 UMSATZ**

70000	Bruttoeinnahmen aus technischen Kontrollen und Führerscheinen
70100	Sonstige Einnahmen (delegierte Aktivitäten)

**72 SELBST ERSTELLTE ANLAGEN**

72000	Selbst erstellte Anlagen
-------	--------------------------

**74 SONSTIGE BETRIEBLICHE ERTRÄGE**

74000	Betriebskostenzuschuss und Ausgleichsbeträge
74100	Gewinne aus Sachanlagen und immateriellen Vermögenswerten
74200	Bereitstellung von Anlagevermögen für andere anerkannte Organisationen
74300	Rückforderungen nach Arbeitsunfällen
74400	Rückforderungen Stundenguthaben Urlaub
74500	Rückforderungen von Material-/Mietschäden
74600	Einnahmen für die Ausstellung von Bescheinigungen über den Kilometerstand „car-pass“
74700	Verschiedene Mieteinnahmen
74800	Persönlicher Beitrag von Arbeitnehmern zu Mahlzeitschecks
74900	Verschiedene Rückzahlungen

**75 FINANZIELLE ERTRÄGE**

75100	Zinsen auf Girokonto
75400	Kassendifferenz
75500	Zahlungsdifferenz
75600	Verschiedene Erträge

**76 AUßERORDENTLICHE ERTRÄGE**

76000	Abschreibungen auf Sachanlagen und immaterielles Anlagevermögen
76400	Verschiedene Erträge frühere Jahre

**INVESTITIONSZULAGE****ENTSCHÄDIGUNG FÜR GRUNDSTÜCKE****ENTSCHÄDIGUNG FÜR INNOVATION ZUGUNSTEN DES SEKTORS****VERGÜTUNG ORGANISATION****ANRECHNUNG EINER GESCHÜTZTEN RÜCKSTELLUNG****ÜBERWEISUNG AN DEN FONDS FÜR STRAßENVERKEHRSSICHERHEIT**



**f) Zuweisungsregeln**

In diesem Teil des Handbuchs der Rechnungslegung werden für jedes Konto des betrieblichen Rechnungsschemas die Bedingungen aufgeführt, die erfüllt sein müssen, damit die entsprechenden Aufwendungen oder Einnahmen in die Betriebsrechnung aufgenommen werden können.

Wenn die Organisation mit einer Belastung oder einer Einnahme konfrontiert ist, die ihrer Natur nach auf keinem der nachstehend aufgeführten Konten verbucht werden kann, bittet sie den Minister oder seinen Bevollmächtigten um Stellungnahme und unterbreitet ihm begründete Vorschläge. Der Minister oder sein Stellvertreter reicht seine Stellungnahme zu den formulierten Vorschlägen innerhalb von fünf Arbeitstagen nach Erhalt des Antrags ein.

**A. Betriebskosten**

Generell können auf Aufwandskonten nur Beträge gebucht werden, deren Art mit der Bezeichnung des Kontos übereinstimmt, auf dem der Aufwand gebucht wird.

Darüber hinaus ist es nicht erlaubt, andere Kosten einzubeziehen, die in einem anderen Konto der Betriebsrechnung ausgewiesen werden oder ausweisbar sind, ob mit oder ohne Limit und/oder nicht in direktem Zusammenhang mit den an die Organisation delegierten Aktivitäten stehen.

Die Nichtbeachtung der korrekten Zuordnung eines Aufwands nach Abschluss des Auftrags des Prüfers gemäß Artikel 27 und der kontradiktorischen Phase gemäß Punkt V dieses Anhangs führt automatisch zur Ablehnung des Aufwands in der Betriebsrechnung.

Außerdem dürfen die in der vorliegenden Betriebsrechnung ausgewiesenen Kosten, die Gegenstand einer anderen Betriebsbuchhaltung sind oder die von einer dritten öffentlichen oder privaten Partei bezuschusst, vergütet oder getragen werden, nicht über die von der Organisation tatsächlich getragene Last hinaus ausgewiesen werden, abzüglich der Beträge, die anderweitig verrechnet oder von einer dritten Partei bezuschusst, vergütet oder getragen werden.

Die ausgewiesenen Kosten müssen um den Vorteil gemindert werden, den sie durch die Verbuchung dieses Vorteils auf dem Einnahmekonto „74900 - Verschiedene Rückforderungen“ haben oder haben werden.

Im Falle einer verzögerten Einnahme wird der Betrag des Vorteils (Rückvergütung, Prämien, Zulagen, Rückerstattung von Kosten, die zuvor in der Betriebsrechnung ausgewiesen wurden usw.) in das Konto „7640 - Verschiedene Erträge früherer Haushaltsjahre“ eingetragen.

**610 KOSTEN FÜR MATERIAL**

<b>61000</b>	Wartungskosten für Kontrollmaterial
--------------	-------------------------------------

Berücksichtigt werden alle tatsächlichen Kosten für die Wartung oder Reparatur (mit Ausnahme der Kosten für den vollständigen Austausch) von Kontrollgeräten, die mit der Durchführung der an die Organisation delegierten Tätigkeiten verbunden sind.

Es werden auch alle tatsächlichen Kosten für die Wartung oder Reparatur (mit Ausnahme der Kosten für den vollständigen Austausch) von Kontroll- und Messgeräten berücksichtigt, die für die Tätigkeit der örtlich verlagerten Kontrolle (Kontrolle am Straßenrand) verwendet werden. Nicht als Kontroll- und Messgeräte gelten Nutzfahrzeuge, die für diese Tätigkeit eingesetzt werden und deren Kosten unter Konto 61235 verbucht werden.

Zu guter Letzt werden auch alle Kosten für Kontrollen und Überprüfungen berücksichtigt, die durch Artikel 8 Paragraph 4 dieses Erlasses vorgeschrieben sind.

<b>61010</b>	Wartungs- und Reparaturkosten für allgemeine Ausrüstung und Mobiliar sowie für das Zentralbüro
--------------	--

Berücksichtigt werden alle Wartungs- und Reparaturkosten, die nicht die Kosten für Kontrollmaterial oder die Kosten für den vollständigen Ersatz von Material oder Möbeln betreffen.

<b>61020</b>	Nicht abschreibbare Kleinwerkzeuge und Zubehör
--------------	--

Berücksichtigt werden alle tatsächlichen Kosten für Güter, die aufgrund ihrer Art und ihres individuellen Kaufpreises als Kleinwerkzeug oder Zubehör bezeichnet werden können. Hierbei handelt es sich um nicht abschreibungsfähige Werkzeuge oder Zubehör.

<b>61030</b>	Miete von Ausrüstung
--------------	----------------------

Berücksichtigt werden alle tatsächlichen Kosten für das Mieten von Ausrüstung, die sich auf die Durchführung der an die Organisation delegierten Aktivitäten bezieht.

<b>61031</b>	Mieten von Räumen und Verschiedenes
--------------	-------------------------------------

Es werden alle tatsächlichen Kosten für Raummiete und sonstige ordnungsgemäß nachgewiesene Kosten berücksichtigt, die im Zusammenhang mit der Durchführung der an die Organisation delegierten Aktivitäten entstehen.

#### **611 KOSTEN IN BEZUG AUF RÄUMLICHKEITEN UND VERSICHERUNGEN**

<b>61100</b>	Mieten und Mietnebenkosten
--------------	----------------------------

Berücksichtigt werden Beträge für das Anmieten oder Leasing von Immobilien, sofern sich diese Beträge auf das betreffende Betriebsjahr beziehen.

Gemäß Artikel 11 dieses Erlasses müssen für jede spätere Änderung von Miet- oder Leasingverträgen, die zum Zeitpunkt des Inkrafttretens dieses Erlasses gelten, sowie für jede neue Vermietung oder jedes neue Leasing sowohl das Prinzip der Vermietung oder des Leasings als auch die Höhe der Miete zuvor vom Minister oder seinem Beauftragten genehmigt werden. Ein Exemplar der ordnungsgemäß eingetragenen Mietverträge für diese Gebäude oder des Leasingvertrags muss dem Minister oder seinem Beauftragten übermittelt werden.

<b>61111</b>	Wasserverbrauch
--------------	-----------------

Berücksichtigt werden alle tatsächlichen, ordnungsgemäß nachgewiesenen Kosten, die im Zusammenhang mit der Durchführung der an die Organisation delegierten Tätigkeiten entstehen.

<b>61112</b>	Gasverbrauch
--------------	--------------

Berücksichtigt werden alle tatsächlichen, ordnungsgemäß nachgewiesenen Kosten, die im Zusammenhang mit der Durchführung der an die Organisation delegierten Tätigkeiten entstehen.

<b>61113</b>	Stromverbrauch
--------------	----------------

Berücksichtigt werden alle tatsächlichen, ordnungsgemäß nachgewiesenen Kosten, die im Zusammenhang mit der Durchführung der an die Organisation delegierten Tätigkeiten entstehen.

Nicht zulässig sind Stromkosten, die durch die Nutzung von Elektroladestationen für Elektro- oder Hybridfahrzeuge von Dritten entstehen.

Es sind nur die Stromkosten zulässig, die sich aus der Nutzung der elektrischen Ladestationen für Elektro- oder Hybridfahrzeuge der Einrichtung oder ihrer Vertreter ergeben, sofern die mit dem Stromverbrauch verbundenen Kosten von den Anwendungspauschalen der Konten 61231 und 61232 gemäß den vom Minister oder seinem Beauftragten bei der Aufstellung des ursprünglichen oder angepassten Haushaltsplans genehmigten Modalitäten abgezogen werden.

<b>61120</b>	Heizölverbrauch
--------------	-----------------

Berücksichtigt werden alle tatsächlichen, ordnungsgemäß nachgewiesenen Kosten, die im Zusammenhang mit der Durchführung der an die Organisation delegierten Tätigkeiten entstehen.

<b>61130</b>	Instandhaltung von Gebäuden
--------------	-----------------------------

Der Begriff „Gebäude“ ist so zu verstehen, dass er alle Immobilien einschließt, die sich auf die Ausführung der der Organisation übertragenen Tätigkeiten beziehen.

Außer in ordnungsgemäß begründeten Notfällen müssen alle Instandhaltungsarbeiten in dem in Artikel 21 genannten Haushaltsvoranschlag vorgesehen und detailliert aufgeführt werden, einschließlich Malerarbeiten, die außer in Fällen höherer Gewalt bei Stationen und Büros höchstens alle fünf Jahre und bei Prüfungszentren höchstens alle drei Jahre durchgeführt werden dürfen.

In jedem Fall wird die Zustimmung des Ministers oder seines Beauftragten eingeholt, bevor Ausgaben über 75.000 € ohne Mehrwertsteuer getätigt werden, die nicht im Haushalt vorgesehen sind.

Es werden alle tatsächlichen Kosten berücksichtigt, die die oben genannten Bedingungen erfüllen.

<b>61140</b>	Kosten für die Bewirtschaftung und Entsorgung von Abfällen - Entleerungen - Container
--------------	---

Berücksichtigt werden alle tatsächlichen, ordnungsgemäß nachgewiesenen Kosten, die im Zusammenhang mit der Durchführung der an die Organisation delegierten Tätigkeiten entstehen.

Hierzu zählen insbesondere die Kosten für die Miete und das Abholen von Abfallbehältern.

<b>61141</b>	Pflege von Außenbereichen
--------------	---------------------------

Berücksichtigt werden alle tatsächlichen, ordnungsgemäß nachgewiesenen Kosten, die im Zusammenhang mit der Durchführung der an die Organisation delegierten Tätigkeiten entstehen.

Der Begriff „Außenbereiche“ ist so zu verstehen, dass er alle Immobilien im Außenbereich außer Gebäuden (die unter Konto 61130 verbucht werden) umfasst, wie insbesondere Parkplätze, Anpflanzungen und Grünflächen, Umgebungen und Zäune.

<b>61150</b>	Kosten für Reinigungsunternehmen und Putzmittel
--------------	---

Alle tatsächlichen und ordnungsgemäß nachgewiesenen Kosten, die der Organisation für die Reinigung von Gebäuden entstehen, die für die Durchführung der an die Organisation delegierten Tätigkeiten bestimmt sind, werden berücksichtigt. Einschließlich der Kosten für Dienstleistungsunternehmen für die Reinigung und der Kosten für den Kauf von Kleinpflege- und Reinigungsprodukten.

<b>61161</b>	Kosten für elektronische Zahlungsmittel und Software zur Verwaltung von Zahlungen
--------------	---

Berücksichtigt werden alle tatsächlichen Kosten für die Miete von Terminals für elektronische und/oder automatische Zahlungen und die Kosten für die Miete von Schließfächern mit Ausnahme von Kassetten, die für den Geldtransport verwendet werden (diese sind unter Konto 61511 zu verbuchen), die Kosten für die Lizenzen der Software zur Verwaltung der Zahlungen sowie die Kosten für das Zubehör der Terminals für elektronische Zahlungen (einschließlich Papierrollen).

Gebühren für Bankgeschäfte und andere Bankgebühren (Kreditkarte) werden auf den Konten 6571, 6573 und 6574 sowie 6575 verbucht.

<b>61170</b>	Versicherungskosten
--------------	---------------------

Berücksichtigt werden alle Versicherungsprämien, die von der Organisation im Rahmen der ihr übertragenen Tätigkeiten und nach dem Grundsatz der ordnungsgemäßen Verwaltung getragen werden.

Aufgrund ihrer Zuweisung zu anderen Konten sind in diesem Konto keine Prämien enthalten, die gezahlt werden im Rahmen von:

- Kranken- und Invaliditätsversicherungsverträgen;
- Gruppenversicherungsverträgen;
- Verträgen über Arbeitsunfallversicherungen;

- Versicherungsverträgen für die Haftpflichtversicherung;
- Versicherungsverträgen für rollendes Material;
- Versicherungsverträgen für Dienstreisen und (Auslands-)Reisen;
- Versicherungsverträgen für Geldtransporte.

Es ist nicht zulässig, in der Betriebsrechnung Versicherungsprämien im Zusammenhang mit einer Deckung für Betriebsverluste oder Versicherungsprämien im Zusammenhang mit Finanzinstrumenten auszuweisen, die nicht mit den der Organisation übertragenen Tätigkeiten in Zusammenhang stehen.

<b>612 REISE-, REPRÄSENTATIONS- UND FAHRZEUGKOSTEN SOWIE KOSTEN IM ZUSAMMENHANG MIT DER AUSBILDUNG</b>	
--	--

<b>61200</b>	Gewöhnliche Ausgaben für Dienstreisen, Empfänge und Repräsentationszwecke
--------------	---

Berücksichtigt werden die üblichen Kosten für Dienstreisen, Empfänge oder Repräsentationszwecke, einschließlich Mahlzeiten, Versicherungen, Reisen mit Ausnahme der Kosten für die Benutzung eines Fahrzeugs, dessen Kosten unter den Konten 61231 oder 61232 verbucht werden, und mit Ausnahme der Kosten, die unter den Konten 61210, 61220 oder 61221 verbucht werden; Mautgebühren und Parkgebühren, die für die Vertretung oder Dienstreise erforderlich sind, sofern sie mit den an die Organisation delegierten Aktivitäten in Zusammenhang stehen, von der Organisation als tatsächliche Kosten verbucht werden und eine jährliche Gesamtsumme von 0,05 % des Umsatzes der Organisation im laufenden Haushaltsjahr nicht übersteigen.

Restaurantkosten können nur von Vertretern der Organisation beantragt werden und dürfen einen Betrag von 100 € pro Gast innerhalb oder außerhalb der Organisation pro Tag nicht überschreiten. Jede Überschreitung dieser Tagespauschale wird nicht in die Betriebsrechnung aufgenommen. Diese Kosten müssen außerdem durch einen Beleg nachgewiesen werden, aus dem der Zweck der Dienstreise/Repräsentation hervorgehen, sowie durch die Liste der Teilnehmer. Der Vertreter der Organisation, die von den Restaurantkosten betroffen ist, hat keinen Anspruch auf einen Mahlzeitscheck für denselben Tag.

Mit „Vertreter der Organisation“ im Hinblick auf die Verbuchung von Restaurantkosten unter Konto 61200 sind der Generaldirektor und die Direktoren gemeint.

Jede Dienstreise von mehr als vier Stunden, die außerhalb der Einrichtungen der Organisation von einem Mitarbeiter der Organisation durchgeführt wird, kann anstelle eines Mahlzeitschecks zu einem Tagegeld von 16,5436 € berechtigen. Dieses Tagegeld ist unter dem Konto 623060 zu verbuchen.

Kosten für Dienstreisen, Empfänge und Repräsentationszwecke, deren Ort eine Flugreise und/oder eine Übernachtung außerhalb des belgischen Hoheitsgebiets erfordert, sind unter Konto 61201 zu verbuchen.

Nicht als Dienstreisekosten gelten Kosten, die für die Ausbildung von Mitarbeitern anfallen. Diese sind in Konto 61307 zu verbuchen, was die externen Dienstleister der Organisation betrifft, und in 61210, was die mit der Ausbildung selbst verbundenen Kosten betrifft (Reisekosten, Parkgebühren, Mautgebühren, Versicherungen usw.).

Alle Ausgaben, die über die oben genannte jährliche Obergrenze von 0,05 % hinausgehen, werden unter dem Konto 61201 verbucht und müssen die entsprechenden Bedingungen erfüllen.

<b>61201</b>	Außergewöhnliche Ausgaben für Dienstreisen, Empfänge und Repräsentationszwecke
--------------	--

Es werden die tatsächlichen und ordnungsgemäß nachgewiesenen Kosten für Dienstreisen, Empfänge und außerordentliche Repräsentationszwecke berücksichtigt, die auf Antrag oder mit vorheriger schriftlicher Genehmigung des Ministers oder seines Beauftragten anfielen.

Jedem Antrag auf Genehmigung einer Dienstreise, eines Empfangs oder einer Repräsentation, die eine Flugreise erfordert und/oder Übernachtungskosten außerhalb des belgischen Hoheitsgebiets verursacht, muss neben dem Zweck der Reise und der Teilnehmerliste der Organisation ein detaillierter Haushaltsvoranschlag beigefügt werden.

Die Genehmigung des Ministers oder seines Beauftragten wird der Organisation innerhalb von fünf Arbeitstagen mitgeteilt. Ohne Zustimmung innerhalb der gesetzten Frist gilt diese als positiv.

<b>61210</b>	Kosten im Zusammenhang mit der Ausbildung
--------------	---

Berücksichtigt werden Ausbildungskosten (außer Ausbildungs- und Coaching-Honorare, die unter Konto 61307 verbucht werden), die für die Ausbildung erforderlich sind, sofern die Ausbildung mit den an die Organisation delegierten Aktivitäten in Zusammenhang steht und die damit verbundenen Kosten von der Organisation als tatsächliche Kosten verbucht werden.

Hierzu zählen insbesondere Versicherungskosten, Reisekosten (außer für die Nutzung eines Fahrzeugs, dessen Kosten unter den Konten 61231 oder 61232 verbucht werden, und außer den Kosten, die unter den Konten 61220 oder 61221 verbucht werden), Mautgebühren und Parkgebühren, die mit der eigentlichen Ausbildung zusammenhängen.

Jede Ausbildung über einen Zeitraum von mehr als vier Stunden, die außerhalb der Einrichtungen der Organisation von einem Mitarbeiter der Organisation absolviert wird, kann anstelle eines Mahlzeitschecks zu einem Tagegeld von 16,5436 € berechtigen. Dieses Tagegeld ist unter dem Konto 623060 zu verbuchen.

<b>61220</b>	Kilometerpauschale für Mitarbeiter
--------------	------------------------------------

Berücksichtigt wird die verbuchte Vergütung, die sich aus ordnungsgemäß begründeten Dienstoffahrten ergibt, die von Mitarbeitern (mit Ausnahme des Generaldirektors, der Direktoren und der stellvertretenden Direktoren der Organisation) mit ihrem Privatfahrzeug im Rahmen der an die Organisation delegierten Tätigkeiten unternommen werden.

Der Satz der Kilometerpauschale ist identisch mit dem Satz, der im öffentlichen Dienst der Wallonie für die Nutzung eines Fahrzeugs mit 9 CV gilt.

Dieser Satz wird automatisch angepasst, sobald eine Änderung innerhalb der Verwaltung eintritt.

Der Satz der anzuwendenden Kilometerpauschale wird den Organisationen von der Verwaltung mitgeteilt.

Ausgenommen von diesem Konto ist die Beteiligung des Arbeitgebers an den Fahrtkosten des Mitarbeiters zwischen Wohnung und Arbeitsstätte, die unter Konto 62330 verbucht werden.

<b>61221</b>	Aufwandsentschädigungen für die Anreise des Personals mit öffentlichen Verkehrsmitteln
--------------	--

Es werden alle tatsächlichen Kosten berücksichtigt, die den Mitarbeitern erstattet werden und die sich aus ordnungsgemäß nachgewiesenen Dienstreisen ergeben, die mit öffentlichen Verkehrsmitteln (Zug, U-Bahn, Straßenbahn und Bus) im Rahmen der an die Einrichtung delegierten Tätigkeiten durchgeführt werden.

Ausgenommen von diesem Konto ist die Beteiligung des Arbeitgebers an den Fahrtkosten des Mitarbeiters zwischen Wohnung und Arbeitsstätte, die unter Konto 62331 verbucht werden.

<b>61231</b>	Kosten für Direktionsfahrzeuge (Generaldirektor, Direktoren und stellvertretende Direktoren)
--------------	--

Es wird ein monatlicher Pauschalbetrag für jedes der in die Betriebsrechnung aufgenommenen Direktionsfahrzeuge berücksichtigt.

Die monatlichen Kosten der Pauschale dürfen nicht höher sein als

- 1.500 € zzgl. MwSt. (jährlich indexiert gemäß Artikel 38 dieses Erlasses) für das Fahrzeug des Generaldirektors der Organisation, von dem die Kosten für den Stromverbrauch abgezogen werden müssen, die sich aus der Nutzung der Ladestationen ergeben, die unter Konto 61113 verbucht werden;
- 1.300 € zzgl. MwSt. (jährlich indexiert gemäß Artikel 38 dieses Erlasses) für die Fahrzeuge der Direktoren der Organisation, von denen die Kosten für den Stromverbrauch abgezogen werden müssen, die sich aus der Nutzung der Ladestationen ergeben, die unter Konto 61113 verbucht werden;
- 600 € zzgl. MwSt. (jährlich indexiert gemäß Artikel 38 dieses Erlasses) für die Fahrzeuge der stellvertretenden Direktoren der Organisation.

Jede Überschreitung dieser Beträge wird nicht in die Betriebsrechnung aufgenommen.

Die Organisation darf keine Kosten für mehr als ein Fahrzeug pro Geschäftsführer, Direktor und stellvertretendem Direktor beantragen. Jede Überschreitung der zulässigen Anzahl von Fahrzeugen wird nicht für die Betriebsrechnung zugelassen.

Direktionsfahrzeuge sind Fahrzeuge:

- maximal des Segments E oder SUV, Crossover oder gleichwertiger Van für den Generaldirektor der Organisation;
- maximal des Segments D oder SUV, Crossover oder gleichwertiger Van für die Direktoren der Organisation;

- maximal des Segments C oder D oder SUV, Crossover oder gleichwertiger Van für die stellvertretenden Direktoren der Organisation;

Eine Überschreitung des Segments führt zur Ablehnung aller Kosten für das betreffende Fahrzeug. Die Organisation stellt einen Antrag beim Minister oder seinem Beauftragten, um zu bestätigen, dass ein Fahrzeug unter die oben genannten Segmente fällt, bevor die Pauschale für dieses Fahrzeug der Betriebsrechnung zugewiesen belastet wird.

Der monatliche Pauschalbetrag beinhaltet die folgenden Dienste:

- Nutzung des Fahrzeugs (Abschreibung oder Leasing)
- Wartung und Reparatur des Fahrzeugs
- Sommer-/Winterreifen
- Pannenhilfe
- Versicherung des Fahrzeugs
- Zulassungssteuer, Ökomalus und jährliche Kraftfahrzeugsteuer
- Bei Anmietung eine Kilometerpauschale von 4.000 km pro Monat für stellvertretende Direktoren. Das Kilometerkontingent für den Generaldirektor und die Direktoren ist im monatlichen Pauschalbetrag enthalten.

Auch die Treibstoffkosten für die oben erwähnte Kilometerpauschale für stellvertretende Direktoren (abzüglich etwaiger Kilometer, aufgrund des Aufladens an den Ladestationen der Organisation zurückgelegt wurden und deren Stromverbrauchskosten unter Konto 61113 verbucht werden) werden abgerechnet, sofern die entsprechende Rechnungsstellung den Kilometerstand bei jedem Tanken wiedergibt.

Akzeptiert werden Treibstoffkosten, die von einem Energieversorger in Rechnung gestellt werden, der eine monatliche Abrechnung mit Kilometerstand anbietet.

Mitglieder der Direktion, die über ein Direktionsfahrzeug verfügen, haben keinen Anspruch auf einen Arbeitgeberzuschuss, der auf Konto 61210, 61220 oder 62330 gebucht wird.

Im Interesse der Harmonisierung ist der Pauschalbetrag für die Bereitstellung eines Direktionsfahrzeugs und der Betrag der Treibstoffkosten für die Direktionsfahrzeuge des Generaldirektors und der Direktoren, deren Kosten in Konto 61900 ausgewiesen werden, in der informativen Spalte „Weiterverrechnung Zentralbüro“ neben Konto 61231 aufzuschlüsseln.

<b>61232</b>	Kosten für Dienstwagen, die dem Personal zur Verfügung gestellt werden
--------------	--

Es wird ein monatlicher Pauschalbetrag für jedes Fahrzeug berücksichtigt, das seinem Personal im Rahmen von Fahrten oder Dienstreisen im Rahmen der ihm übertragenen Tätigkeiten zur Verfügung gestellt wird, der für die Betriebsrechnung zulässig ist.

Die Höhe der Pauschale darf 550 € zzgl. MwSt. (jährlich indexiert gemäß Artikel 38 dieses Erlasses) pro Fahrzeug nicht überschreiten. Jede Überschreitung dieses Betrages wird nicht in die Betriebsrechnung aufgenommen.



Die Organisation darf keine Kosten für mehr als zwei Dienstfahrzeuge pro 100 Mitarbeiter ausweisen. Jede Überschreitung der zulässigen Anzahl von Fahrzeugen wird nicht für die Betriebsrechnung zugelassen.

Bei den Dienstfahrzeugen handelt es sich um Fahrzeuge maximal des Segment Cs oder gleichwertige Fahrzeuge. Eine Überschreitung der Kategorie führt zur Ablehnung aller Kosten für das betreffende Fahrzeug. Die Organisation kann beim Minister oder seinem Beauftragten einen Antrag stellen, um bestätigen zu lassen, dass ein Fahrzeug unter das oben genannte Segment fällt, bevor die Pauschale der Betriebsrechnung für dieses Fahrzeug zugewiesen wird.

Der monatliche Pauschalbetrag beinhaltet die folgenden Dienste:

- Nutzung des Fahrzeugs (Abschreibung oder Leasing)
- Wartung und Reparatur des Fahrzeugs
- Sommer-/Winterreifen
- Pannenhilfe
- Versicherung des Fahrzeugs
- Zulassungssteuer, Ökomalus und jährliche Kraftfahrzeugsteuer
- Bei Anmietung eine Kilometerpauschale von 5.000 km pro Monat

Auch die Treibstoffkosten für die oben erwähnte Kilometerpauschale (abzüglich etwaiger Kilometer, aufgrund des Aufladens an den Ladestationen der Organisation zurückgelegt wurden und deren Stromverbrauchskosten unter Konto 61113 verbucht werden) werden abgerechnet, sofern die entsprechende Rechnungsstellung den Kilometerstand bei jedem Tanken wiedergibt.

Akzeptiert werden Treibstoffkosten, die von einem Energieversorger in Rechnung gestellt werden, der eine monatliche Abrechnung mit Kilometerstand anbietet.

Mitglieder des Personals, die über ein Dienstfahrzeug verfügen, haben keinen Anspruch auf einen Arbeitgeberzuschuss, der auf Konto 61210, 61220 oder 62330 gebucht wird.

<b>61233</b>	Kosten für Nutzfahrzeuge
--------------	--------------------------

Es werden alle tatsächlichen Kosten für die Nutzung von Nutzfahrzeugen im Rahmen der an die Organisation delegierten Aktivitäten berücksichtigt, mit Ausnahme der Kosten für Fahrzeuge, die im Rahmen der Aktivität „Kontrolle am Straßenrand“ genutzt werden, die unter Konto 61235 zu verbuchen sind.

Dazu gehören u. a. Kosten für Miete, Wartung und Reparatur, Reifen, Versicherung, Kraftstoff, leichte Ausstattung und den Erwerb von Zubehör.

Die Zulassungssteuer, die jährliche Kraftfahrzeugsteuer sowie die Kosten im Zusammenhang mit der kilometerabhängigen Schwerverkehrsabgabe für diese Fahrzeuge sind in Konto 64013 zu verbuchen.

<b>61234</b>	Kosten für Motorräder (Führerschein)
--------------	--------------------------------------

Berücksichtigt werden die tatsächlichen Kosten für die Nutzung von Motorrädern der Organisation im Rahmen der an die Organisation delegierten Aktivitäten (Führerschein).

Dazu gehören u. a. Kosten für Wartung und Reparatur, Reifen, Versicherung, Kraftstoff, leichte Ausstattung und den Erwerb von Zubehör.

Die Zulassungssteuer und die jährliche Kraftfahrzeugsteuer sind in Konto 64013 zu verbuchen.

<b>61235</b>	Lkw-Kosten für die ausgelagerte Kontrolle
--------------	---

Berücksichtigt werden alle tatsächlichen Kosten für die Nutzung von Nutzfahrzeugen (Lkw) im Rahmen der ausgelagerten Kontrolltätigkeiten der Organisation.

Dazu gehören u. a. Kosten für Wartung und Reparatur, Reifen, Versicherung, Kraftstoff, leichte Ausstattung und den Erwerb von Zubehör.

Die tatsächlichen Kosten für die Wartung oder Reparatur (außer für den vollständigen Austausch) von Prüf- und Messgeräten, die bei der Durchführung ausgelagerten Kontrollen (Straßenkontrollen) benötigt werden, sind unter 61001 zu beantragen.

Die Zulassungssteuer, die jährliche Kraftfahrzeugsteuer sowie die Kosten im Zusammenhang mit der kilometerabhängigen Schwerverkehrsabgabe für diese Fahrzeuge sind in Konto 64013 zu verbuchen.

<b>613 HONORARE, LEISTUNGEN DRITTER UND BEITRÄGE</b>	
--	--

<b>61301</b>	Honorar des Revisionskommissars
--------------	---------------------------------

Es werden alle ordnungsgemäß nachgewiesenen tatsächlichen Kosten berücksichtigt, die sich ausschließlich auf die Durchführung der der Einrichtung übertragenen Aktivitäten beziehen, darunter insbesondere die jährliche BNB-Prüfung.

<b>61302</b>	Rechtskosten (Anwalt, Rat, Gerichtsvollzieher, Notar, Beratung und Gutachten)
--------------	---

Es werden alle ordnungsgemäß nachgewiesenen tatsächlichen Kosten berücksichtigt, **die sich ausschließlich auf die Durchführung der der Einrichtung übertragenen Aktivitäten beziehen.**

Alle Kosten, die nicht in direktem Zusammenhang mit der Ausführung der der Organisation übertragenen Tätigkeiten stehen oder die dazu bestimmt sind, gegen Anweisungen des Ministers oder seines Beauftragten zu verstoßen, dürfen nicht der Betriebsrechnung zugewiesen werden.

<b>61303</b>	Leistungen von Sozialsekretariaten und Verwaltungskosten für Sozialleistungen
--------------	---

Es werden alle ordnungsgemäß nachgewiesenen tatsächlichen Kosten berücksichtigt, die sich ausschließlich auf die Durchführung der der Einrichtung übertragenen Aktivitäten beziehen.

<b>61304</b>	Honorare für Architekten, Immobilienexperten und Gesundheitskoordination
--------------	--

Es werden alle ordnungsgemäß nachgewiesenen tatsächlichen Kosten berücksichtigt, die sich ausschließlich auf die Durchführung der der Einrichtung übertragenen Aktivitäten beziehen.

<b>61305</b>	Honorar für Qualitätsaudit (Zertifizierung)
--------------	---

Es werden alle ordnungsgemäß nachgewiesenen tatsächlichen Kosten für Zertifizierungen berücksichtigt, die für die Durchführung der an die Organisation delegierten Tätigkeiten zwingend erforderlich sind, sowie für Qualitätsprüfungen, darunter insbesondere ISO-Zertifizierungen.

<b>61306</b>	Honorare für Übersetzung und Dolmetscher
--------------	--

Es werden alle ordnungsgemäß nachgewiesenen tatsächlichen Kosten berücksichtigt, die sich ausschließlich auf die Durchführung der der Einrichtung übertragenen Aktivitäten beziehen.

<b>61307</b>	Honorare für Ausbildung und Coaching
--------------	--------------------------------------

Berücksichtigt werden alle ordnungsgemäß nachgewiesenen tatsächlichen Kosten für Schulungs- und Coaching-Leistungen (durch externe Anbieter der Organisation), die sich ausschließlich auf die Durchführung der an die Organisation delegierten Aktivitäten beziehen.

Die mit den Ausbildungskosten verbundenen Kosten (Reisekosten, Catering, Unterkunft usw.) werden unter dem Konto 61230 verbucht.

<b>61308</b>	Sonstige Honorare
--------------	-------------------

Berücksichtigt werden alle ordnungsgemäß belegten tatsächlichen Kosten, die sich ausschließlich auf die Durchführung der an die Organisation delegierten Aktivitäten beziehen, sofern sie nicht den Konten 61300 bis 61307 belastet wurden.

Für jede neue Art von Kosten, die diesem Konto zugerechnet werden können, muss die Organisation die Genehmigung des Ministers oder seines Beauftragten einholen.

<b>61360</b>	Andere Leistungen von Dritten
--------------	-------------------------------

Es werden alle ordnungsgemäß nachgewiesenen tatsächlichen Kosten berücksichtigt, die einem Dritten für Leistungen gezahlt wurden, die für die Durchführung der der Organisation übertragenen Tätigkeiten erforderlich waren.

Für jede neue Art von Kosten, die diesem Konto zugerechnet werden können, muss die Organisation die Genehmigung des Ministers oder seines Beauftragten einholen.

<b>61370</b>	Beitrag für die Bescheinigung über den Kilometerstand „car-pass“.
--------------	---

Es werden alle ordnungsgemäß nachgewiesenen tatsächlichen Kosten berücksichtigt, die für die Durchführung der der Einrichtung übertragenen Aktivitäten notwendig waren.

<b>61372</b>	Sektorale Beiträge
--------------	--------------------

Berücksichtigt werden alle ordnungsgemäß nachgewiesenen tatsächlichen Kosten für Beiträge (und Berufsmitgliedschaft) im Zusammenhang mit dem Tätigkeitsbereich Führerschein und/oder technische Prüfung, die von der Organisation im Rahmen der ihr übertragenen Tätigkeiten getragen werden.

<b>61373</b>	Beiträge und Gebühren der Verwaltung
--------------	--------------------------------------

Es werden alle tatsächlichen Kosten für die an die Verwaltung gezahlten Beiträge und Gebühren berücksichtigt.

<b>61374</b>	Sonstige Beiträge
--------------	-------------------

Es werden alle ordnungsgemäß nachgewiesenen tatsächlichen Kosten für Beiträge berücksichtigt, die aufgrund der an die Organisation delegierten Aktivitäten erforderlich sind, sofern sie nicht den Konten 61370 bis 61373 belastet wurden.

Für jede neue Art von Kosten, die diesem Konto zugerechnet werden können, muss die Organisation die Genehmigung des Ministers oder seines Beauftragten einholen.

#### **614 VERWALTUNGS- UND BÜROKOSTEN**

<b>61400</b>	Kosten für Druck, Kopierer und Drucker
--------------	--

Berücksichtigt werden alle tatsächlichen, ordnungsgemäß belegten Kosten, die durch die an die Organisation delegierten Tätigkeiten notwendig wurden, sofern sie nicht den Konten 61401 belastet wurden.

Anrechenbar sind insbesondere die Kosten für externe Lieferanten oder Dienstleister der Organisation für die Wartung, Instandhaltung und Lieferung von Verbrauchsmaterialien und Verschleißteilen (u. a. Papier, Toner, Trommeln, Recyclingbehälter, Fixiereinheit) für die Kopierer und Drucker der Organisation.

<b>61401</b>	Kosten für den Druck und Versand von Warnungen zur Fälligkeit der technischen Prüfung
--------------	---

Es werden alle tatsächlichen, ordnungsgemäß nachgewiesenen Kosten für die Erstellung und den Versand von Warnungen zur Fälligkeit der technischen Kontrolle berücksichtigt, einschließlich der Kosten für Druck, Versand und Bearbeitung.

<b>61402</b>	Kosten für Büromaterial
--------------	-------------------------

Berücksichtigt werden alle tatsächlichen, ordnungsgemäß nachgewiesenen Kosten, die im Zusammenhang mit den an die Organisation delegierten Tätigkeiten entstehen.

<b>61403</b>	Verwaltungskosten für die Beschaffung von Dokumenten über Mitarbeiter und Direktoren
--------------	--

Berücksichtigt werden alle ordnungsgemäß nachgewiesenen Verwaltungskosten, die der Organisation im Rahmen der Durchführung der an die Organisation delegierten Tätigkeiten tatsächlich entstanden sind.

Hierzu zählen insbesondere die Verwaltungskosten für die Verlängerung der Führerscheine von Mitarbeitern und die Beschaffung von Strafregisterauszügen gemäß Artikel 13 dieses Erlasses.

<b>61404</b>	Allgemeine Postgebühren und Zustellkosten
--------------	---

Es werden alle tatsächlichen, ordnungsgemäß nachgewiesenen Postgebühren berücksichtigt, die sich auf die an die Organisation delegierten Aktivitäten beziehen, mit Ausnahme der Gebühren für die Benachrichtigung über die Fälligkeit der technischen Prüfung, die unter Konto 61401 verbucht werden.

<b>61405</b>	Kosten für Festnetz- und Mobiltelefonie, Internet (Abonnement und Miete)
--------------	--

Es werden alle ordnungsgemäß nachgewiesenen tatsächlichen Kosten berücksichtigt, die sich auf die Durchführung der der Einrichtung übertragenen Aktivitäten beziehen.

Hierzu zählen insbesondere die Kosten für Festnetz- und Mobiltelefonabonnements sowie die Miete von Geräten und Leitungen, darunter insbesondere die des Call-Centers.

Unter diesem Konto werden auch die Kosten für Internetabonnements, ADSL-Leitungen und Datenabonnements verbucht.

<b>61406</b>	Telefone, Mobiltelefone, Smartphones und Netzwerkzubehör und -peripheriegeräte
--------------	--

Es werden insbesondere alle tatsächlichen, ordnungsgemäß nachgewiesenen Kosten für die Anschaffung von Festnetz- oder Mobiltelefonen sowie deren Zubehör und nicht abschreibungsfähigen Netzwerkgeräten (wie Modems, drahtlose Terminals usw.) berücksichtigt, die sich auf die Ausführung der der Organisation übertragenen Tätigkeiten beziehen, darunter insbesondere die Kosten für das Call-Center (falls zutreffend).

<b>61407</b>	Kosten für Dokumentation, Bücher und Zeitschriften (intern)
--------------	---

Es werden alle ordnungsgemäß nachgewiesenen tatsächlichen Kosten berücksichtigt, die sich auf die der Einrichtung übertragenen Aktivitäten beziehen.

<b>61408</b>	Kosten für Senderechte
--------------	------------------------

Es werden alle ordnungsgemäß nachgewiesenen tatsächlichen Kosten berücksichtigt, die sich auf die der Einrichtung übertragenen Aktivitäten beziehen.

<b>61410</b>	Kosten für Werbung und Website
--------------	--------------------------------

Es werden alle ordnungsgemäß nachgewiesenen tatsächlichen Kosten berücksichtigt, die sich auf die der Einrichtung übertragenen Aktivitäten beziehen.

<b>61411</b>	Gesetzliche Werbung
--------------	---------------------

Es werden alle ordnungsgemäß nachgewiesenen tatsächlichen Kosten berücksichtigt, die sich auf die der Einrichtung übertragenen Aktivitäten beziehen.

<b>61420</b>	Kosten für kleine, nicht abschreibbare Computerausrüstung
--------------	---

Es werden alle ordnungsgemäß nachgewiesenen tatsächlichen Kosten berücksichtigt, die sich auf die Durchführung der der Einrichtung übertragenen Aktivitäten beziehen.

Unter „geringwertiger IT-Ausrüstung“ wird jede Ausrüstung verstanden, die nicht abgeschrieben werden muss und nicht die Zustimmung des IT-Ausschusses gemäß Artikel 21 Paragraph 1 Absatz 2 erfordert.

Nicht auf dieses Konto anrechenbar sind die unter Konto 614051 ausgewiesenen Kosten.

<b>61421</b>	Kosten für Computerwartung
--------------	----------------------------

Es werden alle ordnungsgemäß nachgewiesenen tatsächlichen Kosten berücksichtigt, die sich auf die der Einrichtung übertragenen Aktivitäten beziehen.

<b>61422</b>	Computerlizenzgebühren
--------------	------------------------

Es werden alle ordnungsgemäß nachgewiesenen tatsächlichen Kosten berücksichtigt, die sich auf die Ausführung der an die Einrichtung übertragenen Tätigkeiten beziehen und sofern diese Gegenstand einer Genehmigung durch den IT-Ausschuss gemäß Artikel 21 Paragraph 1 Absatz 2 des vorliegenden Erlasses waren, falls anwendbar (gemäß Geschäftsordnung des IT-Ausschusses).

## **615 DIVERSE KOSTEN**

<b>61500</b>	Transport- und Umzugskosten
--------------	-----------------------------

Berücksichtigt werden die tatsächlichen, ordnungsgemäß nachgewiesenen Kosten für:

- Umzug einer Station oder eines Büros;
- Außergewöhnliche Transporten von Material oder Dokumenten,

wenn sie von Dritten durchgeführt werden.

<b>61510</b>	Kosten für die Bewachung
--------------	--------------------------

Berücksichtigt werden alle tatsächlichen Kosten für die Bewachung aller Gebäude durch Sicherheitspersonal, die sich auf die Durchführung der der Organisation übertragenen Tätigkeiten beziehen.

Ob diese Dienste von externen Dienstleistern in Anspruch genommen werden sollen, muss vorher vom Minister oder seinem Beauftragten genehmigt werden.

<b>61511</b>	Kosten für gesicherte Geldtransporte
--------------	--------------------------------------

Es werden alle ordnungsgemäß nachgewiesenen tatsächlichen Kosten berücksichtigt, die sich auf die Durchführung der der Einrichtung übertragenen Aktivitäten beziehen.

Dazu gehören Kosten für den Transport des Bargelds durch externe Dienstleister, die Anmietung von Schließfächern für diesen Transport und die damit verbundenen Versicherungen.

<b>61512</b>	Kosten für die Wartung von Alarm- und Sicherheitssystemen
--------------	---

Es werden alle ordnungsgemäß nachgewiesenen tatsächlichen Kosten berücksichtigt, die mit der Durchführung der der Einrichtung übertragenen Aktivitäten zusammenhängen.

<b>61520</b>	Kosten für Haftpflichtversicherung und Selbstbeteiligung
--------------	--

Es werden alle ordnungsgemäß nachgewiesenen tatsächlichen Kosten berücksichtigt, die mit der Durchführung der der Einrichtung übertragenen Aktivitäten zusammenhängen.

Damit ist insbesondere die Prämie für die Haftpflichtversicherung gemeint, die in Artikel 19 dieses Erlasses erwähnt wird.

<b>61530</b>	Verschiedenes und Unvorhergesehenes / Außergewöhnliche Kosten
--------------	---

Berücksichtigt werden die ordnungsgemäß nachgewiesenen tatsächlichen Kosten im Zusammenhang mit der Ausführung der an die Einrichtung übertragenen Tätigkeiten, sofern diese hinsichtlich ihrer Art und ihrer Höhe vom Minister oder seinem Beauftragten genehmigt wurden.

Auf dieses Konto wird insbesondere der Saldo von Schäden aus Diebstählen und Einbrüchen verbucht, die nicht durch die Haftpflichtversicherung abgedeckt sind.

## **617 ZEITARBEITSKRÄFTE**

<b>61700</b>	Kosten für Zeitarbeitskräfte
--------------	------------------------------

Es werden alle ordnungsgemäß nachgewiesenen tatsächlichen Kosten berücksichtigt, die sich auf die Durchführung der der Einrichtung übertragenen Aktivitäten beziehen.

Die Leistungen von Leiharbeitskräften werden bei der Bestimmung der Anzahl der Verwaltungsmitarbeiter berücksichtigt.

Jedes Jahr fügt die Organisation ihrer Betriebsrechnung als Anhang die Sozialbilanz der Leiharbeitnehmer bei, die sie von der Leiharbeitsagentur erhalten hat und die die Anzahl der überlassenen Personen (Code 150), die Anzahl der in Rechnung gestellten Stunden (Code 151) und die Gesamtkosten (Code 152) enthält.

#### **619 INTERNE WEITERVERRECHNUNG DER KOSTEN DES ZENTRALBÜROS**

<b>61900</b>	Interne Weiterverrechnung
--------------	---------------------------

In diesem Konto werden die Kosten ausgewiesen, die intern von der Muttergesellschaft, die die anerkannte Organisation leitet, weiterberechnet werden.

Diese werden in der informativen Spalte mit dem Titel „Weiterverrechnung Zentralbüro“ in der Betriebsrechnung nach Konten des Betriebsschemas aufgeschlüsselt.

In Bezug auf Vergütung, Sozialabgaben und Sozialleistungen entsprechen die in Konto 61900 für den Generaldirektor und die unabhängigen Direktoren berücksichtigten Kosten den Beträgen, die in das Konto aufgenommen worden wären, wenn sie den Status eines Generaldirektors oder eines bezahlten Direktors gehabt hätten. Dies gilt insbesondere für tarifliche Vergütungen, Urlaubsgeld, Jahresendprämien, LSS-Beiträge, Prämien für Arbeitsunfallversicherungen, Prämien für Gruppenversicherungen, Prämien für Kranken- und Invaliditätsversicherungen, Mahlzeitschecks, Konsumgutscheine, Ökoschecks und Geschenkgutscheine.

Bei Direktionsfahrzeugen entsprechen die in 61900 für den Geschäftsführer und die unabhängigen Direktoren angenommenen Kosten den Summen, die in Rechnung gestellt worden wären, wenn sie den Status eines Geschäftsführers oder eines beigestellten Direktors gehabt hätten. Dies betrifft insbesondere die Kosten für die Pauschalbeträge für die Bereitstellung eines Direktionsfahrzeugs. Um in die Betriebsrechnung aufgenommen werden zu können, müssen diese Kosten zwingend die gleichen Bedingungen erfüllen, wie sie im Konto 61231 für den Generaldirektor und die Direktoren genannt werden.

#### **6200 VERGÜTUNGEN FÜR VERWALTUNGSRATSMITGLIEDER ODER GESCHÄFTSFÜHRER**

<b>620000</b>	Tarifliche Vergütungen - Verwaltungsratsmitglied oder Geschäftsführer (Generaldirektor)
---------------	---

Berücksichtigt werden die Bruttogehälter, die den Vorstandsmitgliedern oder Geschäftsführern (Generaldirektoren) tatsächlich gezahlt werden. Der in der Betriebsrechnung ausgewiesene Betrag darf die vom Minister genehmigten Gehaltstabelle nicht überschreiten.

Es dürfen nur die Bezüge eines Generaldirektors pro Einrichtung berücksichtigt werden.



Die Indexierung der Tarife ist diejenige, die innerhalb der Paritätischen Kommission des Sektors zur Anwendung kommt.

Jede Vergütung, die von den Tabellen abweicht, oder jede Entwicklung, die von der üblichen Entwicklung in Bezug auf die Anwendung des Dienstalters abweicht, muss vom Minister oder seinem Beauftragten genehmigt werden, bevor sie von der Einrichtung angewendet werden kann. Andernfalls kann der Überschuss nicht auf die Betriebsrechnung angerechnet werden.

Anspruch auf den Titel Generaldirektor hat nur eine Person, die die Bestimmungen von Anhang 2 und Artikel 13 dieses Erlasses erfüllt.

Die Kosten für den Generaldirektor, die nicht die in Absatz 6 genannten Bedingungen erfüllen, werden nicht in die Betriebsrechnung aufgenommen.

Aus Gründen der Harmonisierung ist der Betrag, der sich auf die tarifliche Vergütung des unabhängigen Generaldirektors bezieht, dessen Kosten im Konto 61900 ausgewiesen werden, in der informativen Spalte „Weiterverrechnung Zentralbüro“ des Kontos 620000 der Betriebsrechnung aufzuschlüsseln.

<b>620001</b>	Urlaubsgeld - Verwaltungsratsmitglied oder Geschäftsführer (Generaldirektor)
---------------	--

Unter diesem Posten werden die im Laufe des Haushaltsjahres tatsächlich gezahlten Beträge berücksichtigt, sei es als doppeltes Urlaubsgeld oder als Abgangsgeld, sofern sie auf den Bruttogehältern beruhen, die nach den vom Minister genehmigten Tabellen berechnet wurden.

Zur Vereinheitlichung wird der Betrag für das gezahlte Urlaubsgeld des unabhängigen Generaldirektors, dessen Kosten in Konto 61900 verbucht werden, in der informativen Spalte „Weiterverrechnung Zentralbüro“ in Konto 620001 aufgeführt.

<b>620002</b>	Jahresendprämien - Verwaltungsratsmitglied oder Geschäftsführer (Generaldirektor)
---------------	---

Tatsächlich gezahlte Jahresendprämien werden mit einem Wert berücksichtigt, der 10 % des Gesamtbetrags der jährlichen Bruttovergütung des Generaldirektors nicht übersteigt.

Die zu berücksichtigende jährliche Bruttovergütung kann bis zu 100 % der theoretischen Bezüge eines Generaldirektors betragen, der vorübergehend wegen Krankheit oder Behinderung abwesend war.

Unter „Bruttojahresgehalt“ ist das Zwölfwache des monatlichen Bruttogehalts gemäß den vom Minister genehmigten Tarifskalen zu verstehen, ohne etwaige Prämien oder Boni.

Aus Gründen der Harmonisierung sollte der Betrag für die Jahresendprämie des unabhängigen Generaldirektors, dessen Kosten in Konto 61900 verbucht werden, in der informativen Spalte „Weiterverrechnung Zentralbüro“ in Konto 620002 aufgeführt werden.

<b>620003</b>	Beitrag LSS Verwaltungsratsmitglied oder Geschäftsführer (Generaldirektor)
---------------	--

Berücksichtigt werden alle Kosten, die gemäß der einschlägigen Gesetzgebung unter Berücksichtigung der vom Minister genehmigten Tarifskalen verbucht wurden.

Aus Gründen der Harmonisierung sollte der Betrag für die LSS-Beiträge des unabhängigen Generaldirektors, dessen Kosten in Konto 61900 verbucht werden, in der informativen Spalte „Weiterverrechnung Zentralbüro“ in Konto 620003 aufgeführt werden.

<b>620004</b>	Prämien für die Arbeitsunfallversicherung - Verwaltungsratsmitglied oder Geschäftsführer (Generaldirektor)
---------------	--

Berücksichtigt werden alle Kosten, die gemäß den einschlägigen Rechtsvorschriften verbucht wurden.

Zur Vereinheitlichung wird der Betrag für die Arbeitsunfallversicherungsprämien des unabhängigen Generaldirektors, dessen Kosten in Konto 61900 verbucht werden, in der informativen Spalte „Weiterverrechnung Zentralbüro“ in Konto 620004 aufgeschlüsselt.

<b>620005</b>	Gruppenversicherungsprämie - Verwaltungsratsmitglied oder Geschäftsführer (Generaldirektor)
<b>620006</b>	Prämie für Kranken- und Invaliditätsversicherung - Verwaltungsratsmitglied oder Geschäftsführer (Generaldirektor)

Der Höchstbetrag des Arbeitgeberbeitrags beläuft sich auf 6 % des Gesamtbetrags der Bruttojahresgehälter des Generaldirektors;

Das zu berücksichtigende „Bruttojahresgehalt“ kann bis zu 100 % der theoretischen Vergütung eines Geschäftsführers betragen, der vorübergehend wegen Krankheit oder Behinderung abwesend war und für den die Organisation keine Befreiung von der Zahlung von Bonuszahlungen in Anspruch nimmt.

Unter „Bruttojahresgehalt“ ist das Zwölfwache des monatlichen Bruttogehalts gemäß den vom Minister genehmigten Tarifskaleten zu verstehen, ohne etwaige Prämien oder Boni.

Die Begrenzung des Arbeitgeberbeitrags auf 6 % gilt nicht für Sozialbeiträge und Steuern im Zusammenhang mit den genannten Versicherungen.

Die Bestimmung des ersten Unterabsatzes gilt nicht für den Arbeitgeberbeitrag, der für Generaldirektoren gezahlt wird, die bereits vor dem 1.1.1995 im Amt waren.

Die jährlichen Bruttobezüge des Generaldirektors, der vor dem 1.1.1995 im Amt war, werden nicht in die Berechnungsgrundlage für die Obergrenze von 6 % einbezogen.

Es werden keine weiteren Versicherungsprämien in der Betriebsrechnung zugelassen.

Zur Vereinheitlichung ist der Betrag für die Gruppenversicherungsprämien und die Prämien für die Kranken- und Invaliditätsversicherung des unabhängigen Generaldirektors, deren Kosten unter Konto 61900 verbucht werden, in der informativen Spalte „Weiterverrechnung Zentralbüro“ der Konten 620005 und 620006 aufzuschlüsseln.

<b>620007</b>	Einmalprämie Gruppenversicherung - Verwaltungsratsmitglied oder Geschäftsführer (Generaldirektor)
---------------	---

Berücksichtigt wird die einmalige Arbeitgeberprämie für die Gruppenversicherung im Falle der Pensionierung oder Frühpensionierung des Generaldirektors.

Aus Gründen der Harmonisierung sollte der Betrag für die Einmalprämie Gruppenversicherung des unabhängigen Generaldirektors, deren Kosten in Konto 61900 verbucht werden, in der informativen Spalte „Weiterverrechnung Zentralbüro“ in Konto 620007 aufgeführt werden.

<b>620008</b>	Mahlzeitscheck - Arbeitgeberanteil - Verwaltungsratsmitglied oder Geschäftsführer (Generaldirektor)
---------------	---

Für einen Betrag von maximal 8,00€ inklusive Steuerabgaben pro Mahlzeitscheck pro geleistetem Tag. Die Anzahl der Tage darf die Anzahl der für die Berechnung der Sozialversicherungsbeiträge berücksichtigten Arbeitstage nicht überschreiten.

Die Gewährung des Mahlzeitschecks kann nicht mit einer Pauschalentschädigung oder Restaurantkosten für dieselbe Mahlzeit am selben Tag kumuliert werden.

Aus Gründen der Harmonisierung ist der Betrag für die Mahlzeitschecks des unabhängigen Generaldirektors, dessen Kosten unter Konto 61900 verbucht werden, in der informativen Spalte „Weiterverrechnung Zentralbüro“ des Kontos 620008 aufzuschlüsseln, und zwar bis zu einem Höchstbetrag von 6,91 € pro Mahlzeitscheck pro geleistetem Tag, was dem Anteil des Arbeitgebers entspricht.

<b>620009</b>	Konsumscheck - Verwaltungsratsmitglied oder Geschäftsführer (Generaldirektor)
---------------	---

Als Betriebsrechnung werden nur die tatsächlichen Kosten zugelassen, die für die Organisation aufgrund der Anwendung der Bestimmungen der Paritätischen Kommission des Sektors obligatorisch sind.

Aus Gründen der Harmonisierung sollte der Betrag für die Konsumschecks des unabhängigen Generaldirektors, dessen Kosten in Konto 61900 verbucht werden, in der informativen Spalte „Weiterverrechnung Zentralbüro“ in Konto 620009 aufgeführt werden.

<b>620010</b>	Ökoschecks – Verwaltungsratsmitglied oder Geschäftsführer (Generaldirektor)
---------------	---

Als Betriebsrechnung werden nur die tatsächlichen Kosten zugelassen, die für die Organisation aufgrund der Anwendung der Bestimmungen der Paritätischen Kommission des Sektors obligatorisch sind.

Aus Gründen der Harmonisierung sollte der Betrag für die Ökoschecks des unabhängigen Generaldirektors, dessen Kosten in Konto 61900 verbucht werden, in der informativen Spalte „Weiterverrechnung Zentralbüro“ in Konto 620010 aufgeführt werden.

<b>620011</b>	Geschenkgutscheine - Vorstandsmitglied oder Geschäftsführer (Generaldirektor)
---------------	---

Als Betriebsrechnung werden nur die tatsächlichen Kosten zugelassen, die für die Organisation aufgrund der Anwendung der Bestimmungen der Paritätischen Kommission des Sektors obligatorisch sind.

Aus Gründen der Harmonisierung sollte der Betrag für die Geschenkgutscheine des unabhängigen Generaldirektors, dessen Kosten in Konto 61900 verbucht werden, in der informativen Spalte „Weiterverrechnung Zentralbüro“ in Konto 620010 aufgeführt werden.

<b>620012</b>	Sonstige Berufsauslagen - Verwaltungsratsmitglied oder Geschäftsführer (Generaldirektor)
---------------	--

Berücksichtigt werden andere tatsächliche, ordnungsgemäß nachgewiesene Berufskosten, die mit der Ausführung der an die Einrichtung übertragenen Tätigkeiten zusammenhängen und für die die Einrichtung ausdrücklich die Genehmigung des Ministers oder seines Beauftragten erhalten hat.

Im Interesse der Harmonisierung ist der Betrag für sonstige Berufsauslagen des unabhängigen Generaldirektors, dessen Auslagen in Konto 61900 ausgewiesen werden, in der informativen Spalte „Weiterberechnung Zentralbüro“ in Konto 620012 aufzuschlüsseln.

#### **6201 DIREKTION**

<b>62010</b>	Tarifliche Vergütungen - Direktoren und stellvertretende Direktoren
--------------	---

Berücksichtigt werden die tatsächlich gezahlten Bruttogehälter. Der in der Betriebsrechnung ausgewiesene Betrag darf die vom Minister genehmigten Gehaltstabelle nicht überschreiten.

In der Betriebsrechnung dürfen höchstens die tariflichen Vergütungen ausgewiesen werden:

- Von 4 Direktoren pro Organisation: Finanzdirektor, Personalleiter, technischer Direktor und IT-Direktor
- Von einem stellvertretenden Direktor bei mehr als 10 Standorten außerhalb des Zentralbüros.

Eine Organisation, die in der Betriebsrechnung keine tariflichen Gehaltskosten für vier Direktoren ausweist, kann tarifliche Gehaltskosten für stellvertretende Direktoren ausweisen, sofern deren kumulierte Anzahl (Direktoren + stellvertretende Direktoren) die Anzahl der Direktoren und stellvertretenden Direktoren nicht übersteigt, die die Organisation gemäß dem vorstehenden Absatz beanspruchen kann.

Jede Vergütung, die von den Tabellen abweicht, oder jede Entwicklung, die von der üblichen Entwicklung in Bezug auf die Anwendung des Dienstalters abweicht, muss vom Minister oder seinem Beauftragten genehmigt werden, bevor sie von der Einrichtung angewendet werden kann. Andernfalls kann der Überschuss nicht auf die Betriebsrechnung angerechnet werden.

Den Titel „Direktor“ kann nur eine Person beanspruchen, die die Bestimmungen von Anhang 2 Punkt 1 und Artikel 13 dieses Erlasses erfüllt.

Den Titel des stellvertretenden Direktors kann nur eine Person beanspruchen, die über einen Abschluss gemäß Anhang 2 Punkt 1c dieses Erlasses verfügt.

Die Kosten für Direktoren und stellvertretende Direktoren, die die in den Absätzen 4 und 5 genannten Bedingungen nicht erfüllen, werden nicht in die Betriebsrechnung aufgenommen.

Aus Gründen der Harmonisierung ist der Betrag für die tariflichen Vergütungen der unabhängigen Direktoren, deren Kosten in Konto 61900 ausgewiesen werden, in der informativen Spalte „Weiterverrechnung Zentralbüro“ in Konto 62010 aufzuschlüsseln.

<b>62011</b>	Bezahltes Urlaubsgeld - Direktoren und stellvertretende Direktoren
--------------	--

Unter diesem Posten werden die im Laufe des Haushaltsjahres tatsächlich gezahlten Beträge berücksichtigt, sei es als doppeltes Urlaubsgeld oder als Abgangsgeld, sofern sie auf den Bruttogehältern beruhen, die nach den vom Minister festgelegten Tabellen berechnet wurden.

Aus Gründen der Harmonisierung ist der Betrag für das Urlaubsgeld von unabhängigen Direktoren, deren Kosten in Konto 61900 verbucht werden, in der informativen Spalte „Weiterberechnung Zentralbüro“ in Konto 62011 aufzuschlüsseln.

<b>62012</b>	Jahresendprämien - Direktoren und stellvertretende Direktoren
--------------	---

Tatsächlich gezahlte Jahresendprämien werden mit einem Wert berücksichtigt, der 10 % des Gesamtbetrags der jährlichen Bruttobezüge der Direktoren und stellvertretenden Direktoren nicht übersteigt.

Die zu berücksichtigende jährliche Bruttovergütung kann bis zu 100 % der theoretischen Bezüge eines Direktors oder stellvertretenden Direktors betragen, der vorübergehend wegen Krankheit oder Behinderung abwesend war.

Unter „Bruttोजahresgehalt“ ist das Zwölfwache des monatlichen Bruttogehalts gemäß den vom Minister für Direktoren oder stellvertretende Direktoren genehmigten Tarifskaalen zu verstehen, ohne etwaige Prämien oder Boni.

Aus Gründen der Harmonisierung ist der Betrag für die Jahresendprämien der unabhängigen Direktoren, deren Kosten in Konto 61900 verbucht werden, in der informativen Spalte „Weiterberechnung Zentralbüro“ in Konto 62012 aufzuschlüsseln.

## **6202 ANGESTELLTE**

<b>62020</b>	Tarifliche Entlohnung - Angestellte
--------------	-------------------------------------

Berücksichtigt werden:

- Die tatsächlich gezahlten Vergütungen nach den vom Minister genehmigten Tarifskaalen, die die Beträge nicht überschreiten dürfen, die der Personalstärke entsprechen, die sich aus der Anwendung der in Anhang III dieses Erlasses aufgeführten Personalkriterien ergibt.
- Entschädigungen, die tatsächlich als Vergütung für Überstunden gemäß der Sozialgesetzgebung gezahlt werden.
- Abfindungen, die bei der Entlassung von Mitarbeitern gezahlt werden. Verzugszinsen werden nicht in die Betriebsrechnungen aufgenommen, es sei denn, die Organisation wird wegen einer Kündigung wegen schwerer Verfehlung verurteilt.

Jede Vergütung, die von den Tabellen abweicht, oder jede Entwicklung, die von der üblichen Entwicklung in Bezug auf die Anwendung des Dienstalters des Personals abweicht, muss vom Minister oder seinem Beauftragten genehmigt werden, bevor sie von der Einrichtung angewendet werden kann. Andernfalls kann der Überschuss nicht auf die Betriebsrechnung angerechnet werden.

Die Übernahme des Gehalts des Mitarbeiters durch die Einrichtung darf nicht über den Zeitraum hinaus der Betriebsrechnung belastet werden, in dem die gesetzliche Verpflichtung zur Übernahme dieses Lohns aufgrund von Krankheit oder Invalidität besteht.

<b>62021</b>	Bezahltes Urlaubsgeld - Angestellte
--------------	-------------------------------------

Unter diesem Posten werden die im Laufe des Haushaltsjahres tatsächlich gezahlten Beträge berücksichtigt, sei es als doppeltes Urlaubsgeld oder als Abgangsgeld, sofern sie auf den Bruttogehältern beruhen, die nach den vom Minister genehmigten Tabellen berechnet wurden.

<b>62022</b>	Jahresendprämien - Angestellte
--------------	--------------------------------

Tatsächlich gezahlte Jahresendprämien werden mit einem Wert berücksichtigt, der 10 % des Gesamtbetrags der jährlichen Bruttovergütung des Personals nicht übersteigt.

Die zu berücksichtigende jährliche Bruttovergütung kann bis zu 100 % der theoretischen Bezüge eines Personalmitglieds betragen, das vorübergehend wegen Krankheit oder Behinderung abwesend war.

Unter „Bruttोजahresgehalt“ ist das Zwölfwache des monatlichen Gehalts gemäß den vom Minister genehmigten Tarifskaleten zu verstehen, ohne etwaige Prämien und Boni.

#### **6210 ARBEITGEBERBEITRÄGE ZUR SOZIALVERSICHERUNG - DIREKTOREN UND STELLVERTRETENDE DIREKTOREN**

<b>621000</b>	Beitrag LSS - Direktoren und stellvertretende Direktoren
---------------	--

Berücksichtigt werden alle Kosten, die gemäß der einschlägigen Gesetzgebung unter Berücksichtigung der vom Minister genehmigten Tarifskaleten verbucht wurden.

Aus Gründen der Harmonisierung sollte der Betrag für die LSS-Beiträge der unabhängigen Generaldirektoren, deren Kosten in Konto 61900 verbucht werden, in der informativen Spalte „Weiterverrechnung Zentralbüro“ in Konto 621000 aufgeführt werden.

<b>621010</b>	Prämie für Arbeitsunfallversicherung - Direktoren und stellvertretende Direktoren
---------------	---

Berücksichtigt werden alle Kosten, die gemäß den einschlägigen Rechtsvorschriften verbucht wurden.

Zur Vereinheitlichung ist der Betrag für die Prämien für die Arbeitsunfallversicherung der unabhängigen Direktoren, deren Kosten in Konto 61900 verbucht werden, in der informativen Spalte „Weiterverrechnung Zentralbüro“ in Konto 621110 aufzuschlüsseln.

#### **6211 ARBEITGEBERBEITRÄGE ZUR SOZIALVERSICHERUNG - ANGESTELLTE**

<b>621100</b>	Beitrag LSS - Angestellte
---------------	---------------------------

Berücksichtigt werden alle Kosten, die gemäß der einschlägigen Gesetzgebung unter Berücksichtigung der vom Minister genehmigten Tarifskaalen verbucht wurden.

<b>621110</b>	Prämie für Arbeitsunfallversicherung - Angestellte
---------------	--

Berücksichtigt werden alle Kosten, die gemäß den einschlägigen Rechtsvorschriften verbucht wurden.

#### **6220 ARBEITGEBERBEITRAG GRUPPEN- UND ZUSATZVERSICHERUNG FÜR KRANKHEIT UND INVALIDITÄT - DIREKTOREN UND STELLVERTRETENDE DIREKTOREN**

<b>622000</b>	Prämie für Gruppenversicherung - Direktoren und stellvertretende Direktoren
---------------	---

<b>622010</b>	Prämie für Kranken- und Invaliditätsversicherung - Direktoren und stellvertretende Direktoren
---------------	---

Der Höchstbetrag des Arbeitgeberbeitrags beträgt 6 % des Gesamtbetrags der jährlichen Bruttobezüge der Direktoren und stellvertretenden Direktoren;

Das zu berücksichtigende „Bruttojahresgehalt“ kann bis zu 100 % der theoretischen Vergütung eines Direktors oder stellvertretenden Direktors betragen, der vorübergehend wegen Krankheit oder Behinderung abwesend war und für den die Organisation keine Befreiung von der Zahlung von Bonuszahlungen in Anspruch nimmt.

Unter „Bruttojahresgehalt“ ist das Zwölfwache des monatlichen Bruttogehalts gemäß den vom Minister genehmigten Tarifskaalen zu verstehen, ohne etwaige Prämien oder Boni.

Die Begrenzung des Arbeitgeberbeitrags auf 6 % gilt nicht für Sozialbeiträge und Steuern im Zusammenhang mit den genannten Versicherungen.

Die Bestimmung des ersten Unterabsatzes gilt nicht für den Arbeitgeberbeitrag, der für Direktoren und stellvertretende gezahlt wird, die bereits vor dem 1.1.1995 im Amt waren.

Die jährlichen Bruttogehälter von Direktoren und stellvertretenden Direktoren, die vor dem 1.1.1995 im Amt waren, werden nicht in die Berechnungsgrundlage für die Obergrenze von 6% einbezogen.

Es werden keine weiteren Versicherungsprämien in der Betriebsrechnung zugelassen.

Im Interesse der Harmonisierung ist der Betrag für die Gruppenversicherungsprämien und die Prämien für die Kranken- und Invaliditätsversicherung der Direktoren, deren Kosten unter Konto 61900 verbucht werden, in der informativen Spalte „Weiterverrechnung Zentralbüro“ der Konten 622000 und 622010 aufzuschlüsseln.

<b>622011</b>	Einmalprämie für Gruppenversicherung - Direktoren und stellvertretende Direktoren
---------------	---

Berücksichtigt wird die einmalige Arbeitgeberprämie für eine Gruppenversicherung im Falle der Pensionierung oder Frühpensionierung eines Direktors oder eines stellvertretenden Direktors.



Zur Vereinheitlichung ist der Betrag für die Einmalprämien für die Gruppenversicherung der unabhängigen Direktoren, deren Kosten unter Konto 61900 verbucht werden, in der informativen Spalte „Weiterverrechnung Zentralbüro“ unter Konto 622011 aufzuschlüsseln.

#### **6221 ARBEITGEBERBEITRAG GRUPPEN- UND ZUSATZVERSICHERUNG FÜR KRANKHEIT UND INVALIDITÄT - ANGESTELLTE**

<b>622100</b>	Prämie Gruppenversicherung - Angestellte
<b>622101</b>	Prämie für Kranken- und Invaliditätsversicherung - Angestellte

Der Höchstbetrag des Arbeitgeberbeitrags beläuft sich auf 6 % des Gesamtbetrags der jährlichen Bruttolöhne und -gehälter der Mitarbeiter;

Das zu berücksichtigende „Bruttojahresgehalt“ kann bis zu 100 % der theoretischen Bezüge eines Mitarbeiters betragen, der vorübergehend wegen Krankheit oder Behinderung abwesend war und für den die Organisation keine Befreiung von der Prämienzahlung in Anspruch nimmt.

Unter „Bruttojahresgehalt“ ist das Zwölfwache des monatlichen Bruttogehalts gemäß den vom Minister genehmigten Tarifskaleten zu verstehen, ohne etwaige Prämien oder Boni.

Die Begrenzung des Arbeitgeberbeitrags auf 6 % gilt nicht für Sozialbeiträge und Steuern im Zusammenhang mit den genannten Versicherungen.

Die Bestimmung des ersten Unterabsatzes gilt nicht für den Arbeitgeberbeitrag, der für Personalmitglieder gezahlt wird, die bereits vor dem 1.1.1995 im Amt waren.

Die jährlichen Bruttobezüge der Personalmitglieder, die vor dem 1.1.1995 im Amt waren, werden nicht in die Berechnungsgrundlage für die Obergrenze von 6 % einbezogen.

Es werden keine weiteren Versicherungsprämien in der Betriebsrechnung zugelassen.

<b>622111</b>	Einmalprämie Gruppenversicherung – Angestellte
---------------	--

Berücksichtigt wird die einmalige Arbeitgeberprämie für die Gruppenversicherung im Falle der Pensionierung oder Frühpensionierung eines Angestellten.

#### **623 SONSTIGE PERSONALKOSTEN**

<b>623000</b>	Zuweisung zur Rückstellung für Urlaubsgeld - Direktoren und stellvertretende Direktoren
---------------	---

Berücksichtigt wird die Differenz zwischen den Rückstellungen am 31. Dezember und am 1. Januar desselben Jahres, die in Anwendung der geltenden Sozialgesetzgebung berechnet wurden, um die Zahlung des Urlaubsgeldes im folgenden Jahr zu decken.

Diese Rückstellungen müssen für den Generaldirektor und die Direktoren, die am 31. Dezember jedes betrachteten Jahres im Dienst waren, auf der Grundlage der Gehälter berechnet werden, die nach den vom Minister genehmigten Tarifen berechnet wurden, zuzüglich der theoretischen Gehälter der Direktoren, die wegen Krankheit-Invalidität vorübergehend abwesend waren.



Diese Rückstellungen für die Direktoren müssen zu den Sätzen berechnet werden, die jedes Jahr von der Verwaltung der direkten Steuern für die Schätzung dieser Rückstellungen vorgeschrieben werden.

<b>623010</b>	Zuweisung zur Rückstellung für Urlaubsgeld - Angestellte
---------------	--

Berücksichtigt wird die Differenz zwischen den Rückstellungen am 31. Dezember und am 1. Januar desselben Jahres, die in Anwendung der geltenden Sozialgesetzgebung berechnet wurden, um die Zahlung des Urlaubsgeldes im folgenden Jahr zu decken.

Diese Rückstellungen müssen für das Personal, das am 31. Dezember jedes betrachteten Jahres im Dienst ist, auf der Grundlage der Gehälter berechnet werden, die nach den vom Minister festgelegten Tabellen berechnet werden, zuzüglich der theoretischen Gehälter der Personalmitglieder, die aufgrund von Krankheit oder Invalidität vorübergehend abwesend waren.

Diese Rückstellungen für die Angestellten müssen zu den Sätzen berechnet werden, die jedes Jahr von der Verwaltung der direkten Steuern für die Schätzung dieser Rückstellungen vorgeschrieben werden.

<b>623030</b>	Beteiligung des Arbeitgebers an den Kosten für die Beförderung von der Wohnung zur Arbeitsstätte (Privatfahrzeug) - Angestellte
---------------	---

Es werden alle Kilometergelder des Arbeitgebers berücksichtigt, die dem oder für das Personal tatsächlich für Fahrten zwischen Wohnort und Arbeitsplatz gezahlt werden, die mit dem Privatfahrzeug des Arbeitnehmers durchgeführt werden, ordnungsgemäß belegt sind und in Erfüllung der einschlägigen gesetzlichen Bestimmungen oder aufgrund des Tarifvertrags gezahlt werden.

Fahrten zwischen dem Wohnort und einem anderen Ort der Leistungserbringung als dem beruflichen Verwaltungssitz des Arbeitnehmers oder zwischen den verschiedenen Standorten des Arbeitgebers werden unter 61220 erfasst.

Reisekosten im Rahmen von Schulungen sind auf Konto 61307 oder 623120 zu verbuchen.

Kein Anspruch auf einen Arbeitgeberzuschuss besteht für Mitglieder der Geschäftsleitung oder Mitarbeiter, die über ein Fahrzeug verfügen, dessen Kosten unter den Konten 61231 oder 61232 verbucht werden können.

<b>623031</b>	Beteiligung des Arbeitgebers an den Kosten für die Beförderung von der Wohnung zur Arbeitsstätte (öffentlicher Verkehr) - Angestellte
---------------	---

Es werden alle Kilometergelder des Arbeitgebers berücksichtigt, die dem oder für das Personal für ordnungsgemäß nachgewiesene Fahrten zwischen Wohnort und Arbeitsplatz mit öffentlichen Verkehrsmitteln tatsächlich gezahlt werden und die in Erfüllung der einschlägigen gesetzlichen Bestimmungen oder aufgrund des Tarifvertrags bezahlt werden.

Fahrten zwischen dem Wohnort und einem anderen Ort der Leistungserbringung als dem beruflichen Verwaltungssitz des Arbeitnehmers oder zwischen den verschiedenen Standorten des Arbeitgebers werden unter 61221 erfasst.

Reisekosten im Rahmen von Schulungen sind auf Konto 61307 oder 623120 zu verbuchen.

Kein Anspruch auf einen Arbeitgeberzuschuss besteht für Mitglieder der Geschäftsleitung oder Mitarbeiter, die über ein Fahrzeug verfügen, dessen Kosten unter den Konten 61231 oder 61232 verbucht werden können.

<b>623040</b>	Medizinischer Dienst
---------------	----------------------

Berücksichtigt werden alle Kosten, die im Rahmen der Gesetzgebung zur Arbeitsmedizin verbucht und ordnungsgemäß nachgewiesen wurden.

<b>623050</b>	Gewerkschaftsbeiträge
---------------	-----------------------

Berücksichtigt werden alle Beträge, die gemäß den Tarifverträgen des Sektors an die Gewerkschaften gezahlt wurden.

<b>623060</b>	Diverse Entschädigungen und Kosten für Mahlzeiten und Getränke
---------------	--

Berücksichtigt werden die tatsächlich gezahlten Kosten für die Vermittlung von Mahlzeiten und Getränken für das Personal, sofern sie sich nicht mit den unter 623061 verbuchten Kosten überschneiden.

Jede Dienstreise oder Schulung von mehr als vier Stunden außerhalb der Einrichtungen der Organisation durch einen Mitarbeiter der Organisation kann anstelle eines Mahlzeitschecks zur Gewährung eines Tagegelds von 16,5436€ berechtigen.

<b>623061</b>	Mahlzeitscheck - Nennwert
---------------	---------------------------

Für einen Gesamtbetrag von maximal 8,00€ inklusive Steuern pro Mahlzeitscheck pro Mitarbeiter und Tag. Die Anzahl der Tage darf die Anzahl der für die Berechnung der Sozialversicherungsbeiträge berücksichtigten Arbeitstage nicht überschreiten.

Die Gewährung des Mahlzeitschecks kann nicht mit einer Pauschalentschädigung (623060) oder Restaurantkosten (61200) am selben Tag kumuliert werden.

Dieses Konto wird teilweise durch die Verbuchung der Beteiligung des Arbeitnehmers in Höhe von 1,09 € pro von der Einrichtung gewährtem Mahlzeitscheck in Konto 748 ausgeglichen.

Aus Gründen der Harmonisierung ist der Betrag für die Mahlzeitschecks der unabhängigen Direktoren, deren Kosten unter Konto 61900 verbucht werden, in der informativen Spalte „Weiterverrechnung Zentralbüro“ des Kontos 623061 bis zu einem Höchstbetrag von 6,91 € (entspricht dem Arbeitgeberanteil) einschließlich Steuerabgaben pro Direktor pro geleistetem Tag aufzuführen.

<b>623062</b>	Konsumscheck
---------------	--------------

Als Betriebsrechnung werden nur die tatsächlichen Kosten zugelassen, die für die Organisation aufgrund der Anwendung der Bestimmungen der Paritätischen Kommission des Sektors obligatorisch sind.

Aus Gründen der Harmonisierung ist der Betrag für Konsumschecks für unabhängige Direktoren, deren Kosten in Konto 61900 verbucht werden, in der informativen Spalte „Weiterberechnung Zentralbüro“ in Konto 623062 aufzuschlüsseln.

<b>623063</b>	Ökoschecks
---------------	------------

Als Betriebsrechnung werden nur die tatsächlichen Kosten zugelassen, die für die Organisation aufgrund der Anwendung der Bestimmungen der Paritätischen Kommission des Sektors obligatorisch sind.

Aus Gründen der Harmonisierung ist der Betrag für Ökoschecks für unabhängige Direktoren, deren Kosten in Konto 61900 verbucht werden, in der informativen Spalte „Weiterberechnung Zentralbüro“ in Konto 623063 aufzuschlüsseln.

<b>623064</b>	Geschenkgutscheine
---------------	--------------------

Als Betriebsrechnung werden nur die tatsächlichen Kosten zugelassen, die für die Organisation aufgrund der Anwendung der Bestimmungen der Paritätischen Kommission des Sektors obligatorisch sind.

Aus Gründen der Harmonisierung ist der Betrag für Geschenkgutscheine für unabhängige Direktoren, deren Kosten in Konto 61900 verbucht werden, in der informativen Spalte „Weiterberechnung Zentralbüro“ in Konto 623064 aufzuschlüsseln.

<b>623070</b>	Sozialdienst: Verschiedene Auslagen für Familienereignisse
---------------	--

Es werden die tatsächlichen Kosten berücksichtigt, die als außerordentliche Kosten für Hochzeit, Geburt, Jubiläum, Pensionierung und Todesfall anfallen und die folgende Obergrenze nicht überschreiten:

- Hochzeit: 100 € (jährlich indiziert gemäß Artikel 38 dieses Erlasses)
- Geburt: 150 € (jährlich indiziert gemäß Artikel 38 dieses Erlasses)
- Todesfall: 100 € (jährlich indiziert gemäß Artikel 38 dieses Erlasses)
- Jubiläen:
  - 20 Dienstjahre: 25 % des Bruttogehalts, das in dem Monat gezahlt wurde, in dem das betreffende Dienstalter erreicht wurde
  - 25 Dienstjahre: 50 % des Bruttogehalts, das in dem Monat gezahlt wurde, in dem das betreffende Dienstalter erreicht wurde
  - 30 Dienstjahre: 75 % des Bruttogehalts, das in dem Monat gezahlt wurde, in dem das betreffende Dienstalter erreicht wurde

- 35 Dienstjahre: 100 % des Bruttogehalts, das in dem Monat gezahlt wurde, in dem das betreffende Dienstalter erreicht wurde
  - 40 Dienstjahre: 100 % des Bruttogehalts, das in dem Monat gezahlt wurde, in dem das betreffende Dienstalter erreicht wurde
- Ende der Laufbahn einer zählenden Person:
- Bis zu 20 Jahren Betriebszugehörigkeit: 50 % des Bruttogehalts, das im Monat vor der Pensionierung gezahlt wurde.
  - Mehr als 20 aber weniger als 30 Jahre Betriebszugehörigkeit: 75 % des Bruttogehalts, das im Monat vor der Pensionierung gezahlt wurde.
  - 30 oder mehr Jahre Betriebszugehörigkeit: 100 % des Bruttogehalts, das im Monat vor der Pensionierung gezahlt wurde.

<b>623080</b>	Soziale, kulturelle und sportliche Feste (Arbeitgeber) und Veranstaltungen für das Personal
---------------	---

Die tatsächlichen Kosten für Feste und andere soziale, kulturelle und sportliche Veranstaltungen des Personals bis zu einem jährlichen Höchstbetrag von 175 € pro Mitarbeiter, der in der Sozialbilanz des vorhergehenden Jahres aufgeführt ist.

Die Organisation kann diese Kosten für maximal zwei Jahre aussetzen und somit 350 € jährlich indexiert pro Mitarbeiter auf zweijähriger Basis oder 525 € jährlich indexiert pro Mitarbeiter auf dreijähriger Basis verbuchen.

Nach Ablauf der zwei Jahre darf der anrechenbare Betrag für die Betriebsrechnung nicht mehr als 525 € pro Personalmitglied betragen, die jährlich indexiert werden.

Aufwendungen, die von der Organisation für andere Personen als ihre Mitarbeiter getätigt werden, dürfen nicht der Betriebsrechnung belastet werden.

<b>623090</b>	Arbeitskleidung und Reinigung
---------------	-------------------------------

Es werden die tatsächlichen Kosten für den Kauf, die Instandhaltung und das Mieten von Arbeitskleidung berücksichtigt, die sich auf die Ausführung der der Organisation übertragenen Tätigkeiten bezieht.

<b>623110</b>	Kosten für die Einstellung und berufliche Neuorientierung von Personal
---------------	--

Es werden alle tatsächlichen Kosten berücksichtigt, die sich auf die Durchführung der der Einrichtung übertragenen Aktivitäten beziehen.

Die in der Betriebsrechnung berücksichtigten Outplacement-Kosten sind diejenigen, die in Erfüllung der gesetzlichen Bestimmungen für Outplacement bezahlt werden.

<b>623130</b>	Kosten für die Nutzung von Sozial- und Gesundheitseinrichtungen
---------------	---

Die tatsächlichen und ordnungsgemäß nachgewiesenen Kosten für die Nutzung von sozialen und sanitären Einrichtungen (Seife, Kauf und Pflege von Handtüchern, Küchenutensilien, Toilettenartikeln, Wasserspender, Kaffeemaschine, Getränkeautomaten usw.) werden berücksichtigt.

### 63 ABSCHREIBUNGEN

<b>63000</b>	Abschreibungen auf Gründungskosten
--------------	------------------------------------

Der Wert der Gründungskosten wird jährlich abgeschrieben (zeitanteilig).

<b>63010</b>	Abschreibungen auf immaterielle Vermögenswerte
--------------	--

Jährlich wird eine Abschreibung (zeitanteilig) des Wertes der immateriellen Anlagewerte der Informatikentwicklung berücksichtigt, sofern sie mit Zustimmung des IT-Ausschusses gemäß Artikel 21 Paragraph 1 Absatz 2 dieses Erlasses erworben wurden.

Die Abschreibungsquote entspricht den geltenden allgemein anerkannten Buchführungsregeln.

Die abgeschrieben Beträge müssen in der Bilanz des Unternehmens ersichtlich bleiben und mit der Hauptbuchhaltung der Organisation abgestimmt werden.

Die Einzelheiten der jährlichen Abschreibungen werden der Betriebsrechnung gemäß dem Standardlayout in diesem Anhang beigefügt.

Für die Berechnung der Abschreibungen wird bei immateriellen Vermögenswerten der IT-Entwicklung der Wert des Kaufs oder der Entwicklung durch Dritte zugrunde gelegt.

Auf intern realisiert IT-Entwicklungskosten darf keine Abschreibung vorgenommen werden.

<b>63020</b>	Abschreibungen auf Bauten (Gebäude und Parkplätze)
--------------	--

Jährlich wird eine Abschreibung (zeitanteilig) auf den Kauf- oder Bauwert von Gebäuden und Parkplätzen vorgenommen, die für die Ausführung mindestens einer der der Einrichtung übertragenen Aufgaben genutzt werden oder genutzt werden sollen, sofern sie mit Zustimmung des Ministers oder seines Beauftragten erworben wurden.

Die Abschreibungsquote entspricht den geltenden allgemein anerkannten Buchführungsregeln.

Die abgeschrieben Beträge müssen in der Bilanz des Unternehmens ersichtlich bleiben und mit der Hauptbuchhaltung der Organisation abgestimmt werden.

Die Einzelheiten der jährlichen Abschreibungen werden der Betriebsrechnung gemäß dem Standardlayout in diesem Anhang beigefügt.

Für die Berechnung der Abschreibungen entspricht der Wert von Gebäuden und Parkplätzen dem tatsächlichen Kauf- oder Baupreis einschließlich aller Kosten, Gebühren und Nebenkosten.

<b>63021</b>	Abschreibungen auf Anlagen, Maschinen, Ausrüstungen und Werkzeuge
--------------	---

Jährlich wird eine Abschreibung (zeitanteilig) des Anschaffungswertes von beweglichen Gütern (Ausstattung und Einrichtung, die beweglich bleiben, Maschinen, Werkzeuge und Geräte, die auf die eine oder andere Weise für die der Einrichtung übertragenen Aufgaben verwendet werden) berücksichtigt, sofern sie mit Zustimmung des Ministers oder seines Beauftragten erworben wurden.

Die Abschreibungsquote entspricht den geltenden allgemein anerkannten Buchführungsregeln.

Die abgeschrieben Beträge müssen in der Bilanz des Unternehmens ersichtlich bleiben und mit der Hauptbuchhaltung der Organisation abgestimmt werden.

Die Einzelheiten der jährlichen Abschreibungen werden der Betriebsrechnung gemäß dem Standardlayout in diesem Anhang beigefügt.

Für die Berechnung der Abschreibungen wird der Wert von Anlagen, Maschinen, Ausrüstungen und Werkzeugen zum tatsächlichen Kaufpreis einschließlich aller Kosten, Gebühren und Nebenkosten angesetzt.

<b>63022</b>	Abschreibungen auf Büromöbel und -geräte
--------------	--

Jährlich wird eine Abschreibung (zeitanteilig) auf den Anschaffungswert von Büromöbeln und -geräten vorgenommen, die für die Erfüllung der Aufgaben der Organisation eingesetzt werden oder eingesetzt werden sollen.

Die Abschreibungsquote entspricht den geltenden allgemein anerkannten Buchführungsregeln.

Die abgeschrieben Beträge müssen in der Bilanz des Unternehmens ersichtlich bleiben und mit der Hauptbuchhaltung der Organisation abgestimmt werden.

Die Einzelheiten der jährlichen Abschreibungen werden der Betriebsrechnung gemäß dem Standardlayout in diesem Anhang beigefügt.

Für die Berechnung der Abschreibungen entspricht der Wert von Büromöbeln und -geräten dem tatsächlichen Kaufpreis einschließlich aller Kosten, Gebühren und Nebenkosten.

<b>63023</b>	Abschreibungen Computerausrüstung
--------------	-----------------------------------

Es werden alle ordnungsgemäß nachgewiesenen tatsächlichen Kosten berücksichtigt, die sich auf die Ausführung der an die Einrichtung übertragenen Tätigkeiten beziehen und sofern diese Gegenstand einer Genehmigung durch den IT-Ausschuss gemäß Artikel 21 Paragraph 1 Absatz 2 des vorliegenden Erlasses waren, falls anwendbar (gemäß Geschäftsordnung des IT-Ausschusses).

Jährlich wird eine Abschreibung (zeitanteilig) auf den Anschaffungswert von IT-Material vorgenommen, die für die Erfüllung der Aufgaben der Organisation eingesetzt werden oder eingesetzt werden sollen.

Die Abschreibungsquote entspricht den geltenden allgemein anerkannten Buchführungsregeln.

Die abgeschrieben Beträge müssen in der Bilanz des Unternehmens ersichtlich bleiben und mit der Hauptbuchhaltung der Organisation abgestimmt werden.

Die Einzelheiten der jährlichen Abschreibungen werden der Betriebsrechnung gemäß dem Standardlayout in diesem Anhang beigefügt.

Für die Berechnung der Abschreibungen entspricht der Wert von IT-Material dem tatsächlichen Kaufpreis einschließlich aller Kosten, Gebühren und Nebenkosten.

<b>63024</b>	Abschreibungen auf Nutzfahrzeuge
--------------	----------------------------------

Jährlich wird eine Abschreibung (zeitanteilig) auf den Anschaffungswert von Fahrzeugen vorgenommen, die für die Durchführung der Aufgaben der Organisation eingesetzt werden oder eingesetzt werden sollen (einschließlich Fahrzeugen für ausgelagerte Kontrollen).

Die Abschreibungsquote entspricht den geltenden allgemein anerkannten Buchführungsregeln.

Die abgeschrieben Beträge müssen in der Bilanz des Unternehmens ersichtlich bleiben und mit der Hauptbuchhaltung der Organisation abgestimmt werden.

Die Einzelheiten der jährlichen Abschreibungen werden der Betriebsrechnung gemäß dem Standardlayout in diesem Anhang beigefügt.

Für die Berechnung der Abschreibungen entspricht der Wert von Fahrzeugen dem tatsächlichen Kaufpreis einschließlich aller Kosten, Gebühren und Nebenkosten.

<b>63025</b>	Abschreibungen auf Nutzmotorräder
--------------	-----------------------------------

Jährlich wird eine Abschreibung (zeitanteilig) auf den Anschaffungswert von Motorrädern vorgenommen, die für die Durchführung der Aufgaben der Organisation (Führerschein) verwendet werden oder verwendet werden sollen.

Die Abschreibungsquote entspricht den geltenden allgemein anerkannten Buchführungsregeln.

Die abgeschrieben Beträge müssen in der Bilanz des Unternehmens ersichtlich bleiben und mit der Hauptbuchhaltung der Organisation abgestimmt werden.

Die Einzelheiten der jährlichen Abschreibungen werden der Betriebsrechnung gemäß dem Standardlayout in diesem Anhang beigefügt.

Für die Berechnung der Abschreibungen entspricht der Wert von Fahrzeugen dem tatsächlichen Kaufpreis einschließlich aller Kosten, Gebühren und Nebenkosten.

<b>63026</b>	Abschreibungen auf rollendes Material Auto
--------------	--

Dieses Konto kann nur verwendet werden, wenn die Übergangsbestimmungen für die Fahrzeuge des Generaldirektors, der Direktoren, der stellvertretenden Direktoren und des Personals umgesetzt sind.

Jährlich wird eine Abschreibung (zeitanteilig) auf den Anschaffungswert von Rollmaterial (Autos) vorgenommen, die für die Erfüllung der Aufgaben der Organisation eingesetzt werden oder eingesetzt werden sollen.

Die Abschreibungsquote entspricht den geltenden allgemein anerkannten Buchführungsregeln.

Die abgeschrieben Beträge müssen in der Bilanz des Unternehmens ersichtlich bleiben und mit der Hauptbuchhaltung der Organisation abgestimmt werden.

Die Einzelheiten der jährlichen Abschreibungen werden der Betriebsrechnung gemäß dem Standardlayout in diesem Anhang beigefügt.

Für die Berechnung der Abschreibungen entspricht der Wert von Fahrzeugen dem tatsächlichen Kaufpreis einschließlich aller Kosten, Gebühren und Nebenkosten.

<b>63027</b>	Abschreibungen auf andere Anlagen
--------------	-----------------------------------

Die Art der Kosten, die auf dieses Konto angerechnet werden können, muss vom Minister oder seinem Beauftragten bestätigt werden.

Jährlich wird eine Abschreibung (zeitanteilig) des Anschaffungswerts auf andere Anlagen, die für die Ausführung von mindestens einer an die Organisation delegierten Aufgabe bestimmt sind, berücksichtigt, sofern sie mit der Zustimmung des Ministers oder seines Beauftragten erworben wurden.

Die Abschreibungsquote entspricht den geltenden allgemein anerkannten Buchführungsregeln und muss an die allgemeine Buchführung der Organisation angeglichen werden.

Die abgeschrieben Beträge müssen in der Bilanz des Unternehmens ersichtlich bleiben.

Die Einzelheiten der jährlichen Abschreibungen werden der Betriebsrechnung gemäß dem Standardlayout in diesem Anhang beigefügt.

Für die Berechnung der Abschreibungen entspricht der Wert von Gebäuden und Parkplätzen dem Kaufpreis einschließlich aller Kosten, Gebühren und Nebenkosten.

#### **64 SONSTIGE BETRIEBLICHE AUFWENDUNGEN**

<b>64000</b>	Immobiliensteuervorabzug
--------------	--------------------------

Es werden alle ordnungsgemäß nachgewiesenen tatsächlichen Kosten berücksichtigt, die sich auf die Durchführung der der Einrichtung übertragenen Aktivitäten beziehen.

<b>64010</b>	Kommunal-, Provinz-, Regional- und föderale Steuern
--------------	---

Berücksichtigt werden alle ordnungsgemäß nachgewiesenen Gemeinde-, Provinz-, Kommunal-, Regional- und Bundessteuern, die sich auf die Durchführung der an die Einrichtung delegierten Aktivitäten beziehen und sofern sie nicht unter 64013 oder 6404 verbucht sind.



<b>64013</b>	Verkehrssteuern
--------------	-----------------

Es werden alle Kosten berücksichtigt, die sich auf die Ausführung der an die Organisation delegierten Tätigkeiten beziehen, darunter insbesondere die Zulassungssteuer, die jährliche Kraftfahrzeugsteuer sowie die Kosten im Zusammenhang mit der kilometerabhängigen Besteuerung der Fahrzeuge der Organisation für Schwerlastkraftwagen.

<b>64040</b>	Andere Steuern
--------------	----------------

Es werden alle ordnungsgemäß nachgewiesenen tatsächlichen Kosten berücksichtigt, die sich auf die Durchführung der der Einrichtung übertragenen Aktivitäten beziehen.

Für jede neue Art von Kosten, die diesem Konto zugerechnet werden können, muss die Organisation die Genehmigung des Ministers oder seines Beauftragten einholen.

<b>64200</b>	Verlust aus der Veräußerung von Handelsforderungen
--------------	--

Verluste aus der Realisierung von Handelsforderungen sind ausweisbar, sofern diese als sicher und endgültig gelten und zuvor in den Konten 70 der Betriebsrechnung verbucht wurden.

<b>64300</b>	Kosten für die Gründung, die Umwandlung der Gesellschaft und die Kapitalerhöhung
--------------	--

Die tatsächlichen Kosten für die Gründung oder Umwandlung einer Gesellschaft, die Kapitalerhöhung, die Eintragung von Mietverträgen, den Kauf und die Einbringung von gemieteten und ordnungsgemäß nachgewiesenen Immobilien, die sich auf die Durchführung der der Organisation übertragenen Tätigkeiten beziehen, werden angerechnet. Sofern diese nicht Gegenstand einer Abschreibung sind, die in Konto 63000 erfasst wird.

Die Zweckmäßigkeit der Verwendung dieser Art von Kosten muss vorher vom Minister oder seinem Beauftragten genehmigt werden.

<b>64400</b>	Gebühren für die Registrierung von Mietverträgen
--------------	--

Es werden alle ordnungsgemäß nachgewiesenen tatsächlichen Kosten berücksichtigt, die sich auf die Ausführung der der Organisation übertragenen Tätigkeiten beziehen und die in Artikel 11 Paragraph 2 genannt sind.

<b>64500</b>	Kosten für den Kauf gemieteter Räumlichkeiten
--------------	---

Es werden alle ordnungsgemäß nachgewiesenen tatsächlichen Kosten berücksichtigt, die sich auf die Durchführung der der Einrichtung übertragenen Aktivitäten beziehen.

**65 FINANZLASTEN****65000** Zinsen auf Darlehen von Kreditinstituten (langfristig)

Die tatsächlichen, ordnungsgemäß nachgewiesenen Zinskosten für Finanzierungen, die bei Kreditinstituten oder anderen Geldgebern aufgenommen wurden, um Sachanlagen zu erwerben oder zu bauen, die für die Durchführung der der Organisation übertragenen Tätigkeiten erforderlich sind, werden berücksichtigt.

In jedem Fall darf die finanzielle Belastung nicht höher sein als der Zinssatz, der sich aus dem Zinssatz ergibt, der von den von der Behörde für Finanzdienstleistungen und -märkte (FSMA) zugelassenen Finanzinstituten angewandt wird.

Es wird davon ausgegangen, dass neue Kreditkosten nur mit Zustimmung des Ministers oder seines Beauftragten, die bei der Genehmigung der in Artikel 10 des vorliegenden Erlasses genannten Unterlagen zur Vorlage des Investitionsprojekts eingeholt wird, auf die Betriebsrechnung angerechnet werden dürfen.

Verzugszinsen werden nicht berücksichtigt.

**65001** Zinsen auf Schulden mit einer Laufzeit von bis zu einem Jahr (kurzfristig)

Berücksichtigt werden die ordnungsgemäß nachgewiesenen tatsächlichen Zinsaufwendungen für kurzfristige Finanzierungen (wie z. B. Handels- und Brückenkredite), die bei Kreditinstituten oder anderen Geldgebern aufgenommen wurden, um u. a. einen möglichen Liquiditätsengpass zu überbrücken.

In jedem Fall darf die finanzielle Belastung nicht höher sein als der Zinssatz, der sich aus dem Zinssatz ergibt, der von den von der FSMA zugelassenen Finanzinstituten angewandt wird.

Verzugszinsen werden nicht berücksichtigt.

**65300** Zinsen auf Girokonto

Berücksichtigt werden negative Zinsen auf Girokonten, die sich aus der Liquiditätshaltung des Betriebsergebnisses und der Bildung des geschützten Rücklagenkonto ergeben.

**65400** Kassendifferenz

Unter dieser Rubrik werden die festgestellten negativen Abweichungen zwischen dem Buchbestand der Kasse und dem tatsächlich verfügbaren Bargeldbetrag erfasst.

**65500** Zahlungsdifferenz

Dieses Konto erfasst die festgestellten negativen Abweichungen zwischen den geplanten oder erwarteten Beträgen und den tatsächlich erhaltenen Beträgen bei Geschäftsvorgängen.

<b>65700</b>	Kosten im Zusammenhang mit Darlehensvereinbarungen
--------------	--

Insbesondere werden Hypothekarkosten, Gutachterkosten und Bearbeitungsgebühren für Kredite zum Erwerb von Sachanlagen berücksichtigt, die für die Durchführung der an die Organisation übertragenen Tätigkeiten erforderlich sind.

<b>65710</b>	Verschiedene Bankgebühren
--------------	---------------------------

Berücksichtigt werden alle tatsächlichen, ordnungsgemäß nachgewiesenen Kosten, die im Zusammenhang mit der Durchführung der an die Organisation delegierten Tätigkeiten entstehen.

Für jede neue Art von Kosten, die diesem Konto zugerechnet werden können, muss die Organisation die Genehmigung des Ministers oder seines Beauftragten einholen.

<b>65720</b>	Bankgebühren für Kreditkarten
--------------	-------------------------------

Berücksichtigt werden alle tatsächlichen, ordnungsgemäß nachgewiesenen Kosten, die im Zusammenhang mit der Durchführung der an die Organisation delegierten Tätigkeiten entstehen.

<b>65730</b>	Gebühren für die Zahlung von Kreditkartenkunden
--------------	---

Berücksichtigt werden alle tatsächlichen, ordnungsgemäß nachgewiesenen Kosten, die im Zusammenhang mit der Durchführung der an die Organisation delegierten Tätigkeiten entstehen.

<b>65740</b>	Gebühren für die Bezahlung von Kunden mit Debitkarten
--------------	---

Berücksichtigt werden alle tatsächlichen, ordnungsgemäß nachgewiesenen Kosten, die im Zusammenhang mit der Durchführung der an die Organisation delegierten Tätigkeiten entstehen.

<b>65750</b>	Gebühren für die Bezahlung von Kunden über das Internet
--------------	---

Berücksichtigt werden alle tatsächlichen, ordnungsgemäß nachgewiesenen Kosten, die im Zusammenhang mit der Durchführung der an die Organisation delegierten Tätigkeiten entstehen.

<b>65800</b>	Andere Finanzlasten
--------------	---------------------

In dieser Rubrik werden alle Finanzaufwendungen erfasst, die nicht unter die vorherigen Rubriken fallen.

Für jede neue Art von Kosten, die diesem Konto zugerechnet werden können, muss die Organisation die Genehmigung des Ministers oder seines Beauftragten einholen.

<b>66 SONDERAUFWENDUNGEN</b>
------------------------------

<b>66000</b>	Besondere Abschreibungen auf Gründungskosten
--------------	--

Dieses Konto wird verwendet, um Sonderabschreibungen speziell im Zusammenhang mit Gründungskosten zu verbuchen.

Eine Sonderabschreibung kann vorgenommen werden, um die Kosten der Gründungskosten über ihre voraussichtliche Nutzungsdauer zu verteilen, sofern diese mit den geltenden Rechnungslegungsvorschriften übereinstimmt.

Die abgeschriebenen Beträge müssen in der Bilanz des Unternehmens ersichtlich bleiben.

Solche Aufwendungen werden in der Betriebsrechnung akzeptiert, sofern sie von der Betriebsrevision bestätigt wurden.

<b>66010</b>	Abschreibungen auf immaterielle Vermögenswerte
--------------	--

Dieses Konto wird verwendet, um Sonderabschreibungen speziell im Zusammenhang mit immateriellen Vermögenswerten zu verbuchen.

Eine Sonderabschreibung kann vorgenommen werden, um die Kosten immaterieller Vermögenswerte über ihre voraussichtliche Nutzungsdauer zu verteilen, sofern diese mit den geltenden Rechnungslegungsvorschriften übereinstimmt.

Die abgeschriebenen Beträge müssen in der Bilanz des Unternehmens ersichtlich bleiben.

Solche Aufwendungen werden in der Betriebsrechnung akzeptiert, sofern sie von der Betriebsrevision bestätigt wurden.

<b>66020</b>	Sonderabschreibungen Sachanlagen
--------------	----------------------------------

Dieses Konto wird verwendet, um außerordentliche Abschreibungen zu verbuchen, die sich speziell auf Sachanlagen beziehen, die für die an die Organisation delegierten Aktivitäten bestimmt sind.

Eine Sonderabschreibung kann vorgenommen werden, um die Kosten von Sachanlagen über ihre voraussichtliche Nutzungsdauer zu verteilen, sofern diese mit den geltenden Rechnungslegungsvorschriften übereinstimmt.

Die abgeschriebenen Beträge müssen in der Bilanz des Unternehmens ersichtlich bleiben.

Solche Aufwendungen werden in der Betriebsrechnung akzeptiert, sofern sie von der Betriebsrevision bestätigt wurden.

<b>66300</b>	Verluste aus der Veräußerung von immateriellen Vermögenswerten und Sachanlagen
--------------	--

Eine Organisation kann alle Verluste aus der Veräußerung von Anlagegütern ausweisen, wenn diese zu einem Betrag veräußert werden, der unter dem Nettobuchwert liegt, und sofern der Verkaufswert des Gutes dem Marktpreis entspricht.

Berücksichtigt werden nur Wertverluste in Bezug auf Sachanlagen, die ab dem 1. Januar 2025 erworben wurden und für die eine Investitionszulage erhalten wurde. Verluste aus der Veräußerung von Grundstücken werden jedoch ungeachtet des Erwerbszeitpunkts berücksichtigt.

<b>66400</b>	Verschiedene Aufwendungen für frühere Haushaltsjahre
--------------	--

Unter dieser Rubrik werden Aufwendungen aufgeführt, die früheren Haushaltsjahren zuzurechnen sind und sich auf die Durchführung der an die Organisation delegierten Aktivitäten beziehen.

Die im Konto 6640 verbuchten Beträge werden in der Betriebsrechnung des betreffenden Haushaltsjahres zugelassen, sofern sie als Aufwendungen identifiziert werden, die in früheren Haushaltsjahren in anderen Konten der Betriebsrechnung berücksichtigt worden wären.

Unter „frühere Haushaltsjahre“ sind höchstens die fünf Haushaltsjahre zu verstehen, die dem betreffenden Haushaltsjahre vorausgehen.

<b>66700</b>	Diverse Sonderaufwendungen
--------------	----------------------------

Es werden alle ordnungsgemäß nachgewiesenen tatsächlichen Kosten berücksichtigt, die sich auf die Durchführung der der Einrichtung übertragenen Aktivitäten beziehen.

Für jede neue Art von Kosten, die diesem Konto zugerechnet werden können, muss die Organisation die Genehmigung des Ministers oder seines Beauftragten einholen.

## B. Betriebliche Einnahmen

Die nachfolgend detailliert aufgeführten Betriebseinnahmen sind der Betriebsrechnung zuzuweisen.

Bei der Berechnung der Vergütung der Organisation werden nur die Nettoeinnahmen berücksichtigt.

Unter Nettoeinnahmen versteht man den Betrag der Einnahmen, der auf folgende Konten gebucht wird:

- 700 Bruttoeinnahmen aus technischen Kontrollen und Führerscheinen;
- 701 Sonstige Einnahmen (delegierte Aktivitäten);
- 741 Gewinne aus Sachanlagen und immateriellen Vermögenswerten;
- 746 Einnahmen für die Ausstellung von Bescheinigungen über den Kilometerstand „Car-Pass“

Die zugewiesenen Beträge werden ohne Mehrwertsteuer verbucht.

<b>70 UMSATZ</b>	
<b>70000</b>	Bruttoeinnahmen aus technischen Kontrollen und Führerscheinen

Der zu erfassende Umsatz entspricht den Gebühren, die gemäß den geltenden Vorschriften für die an die Organisation delegierten Tätigkeiten erhoben werden. Die diesem Konto zugewiesenen Beträge werden ohne Mehrwertsteuer verbucht.

Diese Einnahmen sind in den Begriff der Nettoeinnahmen einzubeziehen.

<b>70100</b>	Sonstige Einnahmen (delegierte Aktivitäten)
--------------	---

Der zu verbuchende Umsatz entspricht den Bruttoeinnahmen, d. h. dem eingenommenen Betrag ohne Mehrwertsteuer.

Diese Konten sind nach Aktivitäten gemäß den Anweisungen zu unterteilen, die der Minister oder sein Beauftragter bei der Übertragung der Aktivität an die Einrichtung mitgeteilt hat.

Diese Einnahmen sind in den Begriff der Nettoeinnahmen einzubeziehen.

<b>72 SELBST ERSTELLTE ANLAGEN</b>	
------------------------------------	--

<b>72000</b>	Selbst erstellte Anlagen
--------------	--------------------------

Die auf diesem Konto verbuchten Beträge müssen mindestens den Beträgen entsprechen, die auf den Aufwandskonten für die Erstellung dieser selbst erstellten Anlagen ausgewiesen wurden.

In keinem Fall dürfen diese Kostenerstattungen in die Berechnungsgrundlage für die Vergütung der Organisation einbezogen werden.

Diese Einnahmen sind daher nicht in den Begriff der Nettoeinnahmen einzubeziehen.

<b>74 SONSTIGE BETRIEBLICHE ERTRÄGE</b>	
---	--

<b>74000</b>	Betriebskostenzuschuss und Ausgleichsbeträge
--------------	--

Es werden die Beträge berücksichtigt, die einer Organisation von der öffentlichen Hand gewährt werden, um bestimmte Betriebskosten im Zusammenhang mit der Durchführung der an die Organisation übertragenen Tätigkeiten auszugleichen oder zu decken.

Ein Betriebszuschuss muss verbucht werden, sobald das Unternehmen einen sicheren Anspruch auf den Erhalt des Zuschusses erworben hat und die Höhe des Zuschusses vernünftig geschätzt werden kann.

Diese Einnahmen sind nicht in den Begriff der Nettoeinnahmen einzubeziehen.

<b>74100</b>	Gewinne aus Sachanlagen und immateriellen Vermögenswerten
--------------	---

In diesem Konto werden die Gewinne aus Sachanlagen und immateriellen Vermögenswerten verbucht, die sich auf die Durchführung der an die jeweilige Organisation übertragenen Aktivitäten beziehen.

Berücksichtigt werden nur Gewinne in Bezug auf Sachanlagen, die ab dem 1. Januar 2025 erworben wurden und für die eine Investitionszulage erhalten wurde. Gewinne aus der Veräußerung von Grundstücken werden jedoch ungeachtet des Erwerbszeitpunkts berücksichtigt.

Unter Kapitalgewinn bei Sachanlagen versteht man Gewinne, die bei der Veräußerung oder dem Verkauf von Sachanlagen wie Grundstücken, Gebäuden, Ausrüstungsgegenständen oder Fahrzeugen erzielt werden. Diese Gewinne entstehen, wenn der Verkaufserlös den Nettobuchwert des veräußerten

Vermögenswerts übersteigt, d. h. den ursprünglichen Wert des Vermögenswerts abzüglich seiner kumulierten Abschreibung und aller festgestellten Wertminderungen.

Unter Gewinn aus immateriellen Vermögenswerten versteht man den Gewinn, der bei der Veräußerung oder dem Verkauf von immateriellen Vermögenswerten (z. B. Computeranwendungen) erzielt wird. Diese Gewinne entstehen, wenn der Verkaufserlös den Nettobuchwert des veräußerten Vermögenswerts übersteigt, d. h. den ursprünglichen Wert des Vermögenswerts abzüglich seiner kumulierten Abschreibung und aller festgestellten Wertminderungen.

Diese Einnahmen sind in den Begriff der Nettoeinnahmen einzubeziehen.

<b>74200</b>	Bereitstellung von Anlagevermögen für andere anerkannte Organisationen
--------------	--

Es werden die Beträge berücksichtigt, die die Organisation aufgrund der Rechnungsstellung für die Bereitstellung von Anlagen, die ihr gehören, an andere anerkannte Organisationen erhält.

Diese Einnahmen sind nicht in den Begriff der Nettoeinnahmen einzubeziehen.

<b>74300</b>	Wiederherstellungen nach Arbeitsunfällen
--------------	--

In diesem Konto sind die Beträge enthalten, die das Unternehmen aufgrund von Arbeitsunfällen im Zusammenhang mit der Durchführung der an die Organisation delegierten Tätigkeiten zurückerhält.

Diese Einnahmen sind nicht in den Begriff der Nettoeinnahmen einzubeziehen.

<b>74400</b>	Beitreibung auf Stundenguthaben Urlaub
--------------	--

Es werden Einnahmen aus der Rückerstattung von Kosten für Urlaubsguthaben berücksichtigt, die von Angestellten im Zusammenhang mit der Durchführung der an die Organisation delegierten Aktivitäten verwendet wurden.

Diese Einnahmen sind nicht in den Begriff der Nettoeinnahmen einzubeziehen.

<b>74500</b>	Rückforderungen von Material-/Mietschäden
--------------	---

Dieses Konto dient der Erfassung von Einnahmen aus der Erstattung von Kosten im Zusammenhang mit Sachschäden oder Mieten, die sich auf die Durchführung der an die Organisation delegierten Aktivitäten beziehen.

Diese Einnahmen sind nicht in den Begriff der Nettoeinnahmen einzubeziehen.

<b>74600</b>	Einnahmen für die Ausstellung von Bescheinigungen über den Kilometerstand „car-pass“
--------------	--

Berücksichtigt werden alle Einnahmen im Zusammenhang mit der Ausstellung von Bescheinigungen über den Kilometerstand.

Diese Einnahmen sind in den Begriff der Nettoeinnahmen einzubeziehen.

<b>74700</b>	Verschiedene Mieteinnahmen
--------------	----------------------------

Berücksichtigt werden alle Beträge, die sich auf Mieteinnahmen aus Sachanlagen beziehen, die ab dem 1. Januar 2025 nicht mehr für die Durchführung der an die Organisation übertragenen Tätigkeiten verwendet werden und für die eine Investitionsentschädigung erhalten wurde.

Diese Einnahmen sind nicht in den Begriff der Nettoeinnahmen einzubeziehen.

<b>74800</b>	Persönlicher Beitrag von Arbeitnehmern zu Mahlzeitschecks
--------------	---

Berücksichtigt wird der Anteil der Arbeitnehmer an den Mahlzeitschecks. Der eingetragene Betrag muss mindestens 1,09 pro Mahlzeitscheck und pro geleistetem Tag betragen.

Die Anzahl der Mahlzeitschecks, für die der persönliche Beitrag des Arbeitnehmers auf Konto 74800 gebucht wird, muss mit der Anzahl der auf den Konten 620008 und 623061 gebuchten Mahlzeitschecks übereinstimmen. Diese Einnahmen sind nicht in den Begriff der Nettoeinnahmen einzubeziehen.

<b>74900</b>	Verschiedene Rückzahlungen
--------------	----------------------------

In dieser Rubrik werden die Einziehungen von Beträgen erfasst, die zuvor als verloren oder uneinbringlich galten und die sich auf die Durchführung der an die Organisation delegierten Aktivitäten beziehen.

Diese Einnahmen sind nicht in den Begriff der Nettoeinnahmen einzubeziehen.

<b>75 FINANZIELLE ERTRÄGE</b>
-------------------------------

Finanzerträge aus der Verwaltung von Vermögenswerten, die mit der Ausübung der an die Organisation übertragenen Aufgaben verbunden sind, werden ebenfalls als Betriebseinnahmen verbucht.

<b>75100</b>	Zinsen auf Girokonto
--------------	----------------------

Berücksichtigt werden positive Zinsen auf Girokonten, die sich aus der Liquiditätshaltung des Betriebsergebnisses und der Bildung des geschützten Rücklagenkonto ergeben.

Diese Einnahmen sind nicht in den Begriff der Nettoeinnahmen einzubeziehen.

<b>75400</b>	Kassendifferenz
--------------	-----------------

Unter dieser Rubrik werden die festgestellten positive Abweichungen zwischen dem Buchbestand der Kasse und dem tatsächlich verfügbaren Bargeldbetrag erfasst.

Diese Einnahmen sind nicht in den Begriff der Nettoeinnahmen einzubeziehen.

<b>75500</b>	Zahlungsdifferenz
--------------	-------------------



Dieses Konto erfasst die festgestellten positiven Abweichungen zwischen den geplanten oder erwarteten Beträgen und den tatsächlich erhaltenen Beträgen bei Geschäftsvorgängen.

Diese Einnahmen sind nicht in den Begriff der Nettoeinnahmen einzubeziehen.

<b>75600</b>	Verschiedene Erträge
--------------	----------------------

In dieser Rubrik werden Finanzprodukte erfasst, die nicht in anderen spezifischen Kategorien von Finanzprodukten erfasst werden.

Diese Einnahmen sind nicht in den Begriff der Nettoeinnahmen einzubeziehen.

#### **76 AUßERORDENTLICHE ERTRÄGE**

<b>76000</b>	Abschreibungen auf Sachanlagen und immaterielles Anlagevermögen
--------------	---

Unter dieser Rubrik werden Zuschreibungen von Abschreibungen erfasst, die zuvor im Zusammenhang mit der Durchführung der an die Organisation delegierten Tätigkeiten fälschlicherweise oder zu hoch verbucht wurden.

Diese Einnahmen sind nicht in den Begriff der Nettoeinnahmen einzubeziehen.

<b>76400</b>	Verschiedene Erträge frühere Jahre
--------------	------------------------------------

Dieses Konto wird verwendet, um außerordentliche Erträge aus Ereignissen oder Transaktionen zu verbuchen, die in früheren Rechnungsjahren stattgefunden haben und zu diesem Zeitpunkt nicht verbucht wurden.

„Verschiedene Erträge aus früheren Haushaltsjahren“ müssen in der Betriebsrechnung ausgewiesen werden, sofern:

- a/ die Erträge sich auf Rückvergütungen, Prämien und Zulagen aus früheren Haushaltsjahren beziehen;
- b/ sie Rückerstattungen von Ausgaben darstellen, die der Betriebsrechnung in früheren Jahren belastet wurden.

Unter „frühere Haushaltsjahre“ sind höchstens die fünf Haushaltsjahre zu verstehen, die dem betreffenden Haushaltsjahre vorausgehen.

Verschiedene Erträge aus früheren Haushaltsjahren sind nicht in den Begriff der Nettoeinnahmen einzubeziehen.

**g) Entschädigung für Investitionen in Gebäude, Parkplätze, bewegliche Güter und immaterielle Vermögenswerte.**

Diese Entschädigung wird nur in der Betriebsrechnung verbucht.

Die Investitionszulage wird nach folgenden Modalitäten berechnet:

Auf den Nettobuchwert (zum 31.12. des vorangegangenen Jahres) von Gebäuden, Parkplätzen, beweglichen Gütern und immateriellen Vermögenswerten, der gemäß den unten angegebenen Bestimmungen festgelegt wird, aber verringert wird:

- um geliehenes und noch nicht zurückgezahltes Kapital;
- um Abschreibungen (zeitanteilig), die in dem betreffenden Jahr vorgenommen wurden,

Die Zinsen werden jährlich unter Bezugnahme auf den durchschnittlichen ICESWAP-Zinssatz für 15 Jahre Frankfurt „mid“ in dem betreffenden Haushaltsjahr zuzüglich 1,75 % berechnet.

Die Notierungen werden von der Firma ICE bereitgestellt. Sie sind auf Bloomberg abrufbar (Ticket „EUAMDB15 Index“; Titel „EURIBOR ICE SWAP RATE 11:00am“). Es werden Satzwerte mit drei Dezimalstellen für die Berechnung der Zulage verwendet.

In Bezug auf Gebäude und Parkplätze gilt die Investitionszulage für Anlagen, die für die Ausführung der den Einrichtungen übertragenen Aufgaben genutzt werden und die mit Zustimmung des Ministers oder seines Beauftragten erworben wurden. Sie gilt nur für Güter, die als volles Eigentum erworben wurden. Sie wird nicht auf den Bilanzwert von Sachanlagen im Bau (Konten der Klasse 27) angewendet.

Bei beweglichen Gütern gilt die Entschädigung für Ausrüstungen und Anlagen, die beweglich bleiben, für Material und Geräte, die in irgendeiner Weise für die technische Kontrolle und die Führerscheinprüfung verwendet werden, für Büromaterial und allgemein für bewegliche Güter aller Art, die für die Ausführung der den Einrichtungen übertragenen Aufgaben verwendet werden oder dafür bestimmt sind.

Bei immateriellen Vermögenswerten werden bei der Berechnung der Investitionszulage nur die Kosten für EDV-Entwicklungen berücksichtigt, die für die Erfüllung der Aufgaben der Einrichtung unerlässlich sind und mit Zustimmung der IT-Kommission im Sinne von Artikel 21 Paragraph 1 Absatz 2 erworben und/oder entwickelt wurden.

Die Investitionszulage wird während der Amortisationszeit konstant gewährt.

Unter dem „Wert von Gebäuden und Parkplätzen“ ist der tatsächliche Kauf- oder Baupreis einschließlich aller Kosten, Gebühren und Nebenkosten zu verstehen.

Unter dem „Wert von beweglichen Gütern“ ist der Kauf- oder Baupreis einschließlich aller Kosten und Nebenkosten zu verstehen.

Unter dem „Wert der immateriellen Vermögenswerte“ ist der tatsächliche Preis für den Kauf oder die Entwicklung der Computeranwendung zu verstehen, einschließlich aller Kosten, Gebühren und Nebenkosten. Im Falle einer direkt von der Organisation durchgeführten IT-Entwicklung kann eine Bewertung der Leistungen der für diese Entwicklung eingesetzten Mitarbeiter bei der Berechnung der Investitionszulage berücksichtigt werden, sofern sie ordnungsgemäß begründet wird (Timesheet). Diese Bewertung der Humanressourcen kann um 15 % erhöht werden, um die damit verbundenen Betriebskosten zu decken.

Der Gewinn aus der Veräußerung eines Vermögenswerts, der einen Anspruch auf Gewährung einer Investitionszulage begründet hat, wird als Betriebseinnahme der Einrichtung verbucht.

### Berechnungsmethode

<b>1)</b>	<b>Nettobuchwerte der Investitionen zum 31.12. des Vorjahres für:</b>		
	a) Gebäude		----- -
	b) Parkplätze		----- -
	c) bewegliche Güter		----- -
	d) immaterielle Vermögenswerte		
	<b>Summe der Investitionen (a+b+c+d)</b>	----- -	
<b>2)</b>	<b>Abziehen</b>		
	e) die am Ende des Haushaltsjahres noch zurückzuzahlenden Beträge aus den Krediten, die sich auf die oben genannten Investitionen beziehen		----- -
	f) der Gesamtbetrag der Abschreibungen, die im Laufe des Haushaltsjahres auf die oben genannten Investitionen vorgenommen wurden		----- -
	<b>Summe der abzuziehenden Beträge (e+f)</b>	----- -	
<b>3)</b>	<b>Berechnungsgrundlage (a+b+c+d)-(e+f)</b>	----- -	<b>(1)</b>
<b>4)</b>	<b>Satz der Entschädigung</b>		
	g) Gemittelter Swap-Satz (in %)		----- -
	h) Aufschlag von 1,75 %	1,75 %	----- -
	<b>Anwendungsrate für das Haushaltsjahr (g+h)</b>	----- -	<b>(2)</b>
<b>5)</b>	<b>Entschädigung (1) x (2)</b>	----- -	

Die Gebühr gilt als indirekte Belastung und muss auf der Grundlage des Verteilungskoeffizienten auf die Sektoren Technische Prüfung und Führerschein aufgeteilt werden.

#### **h) Entschädigung für Grundstücke**

Die Organisationen werden eine Entschädigung von 2 % auf den Wert aller Grundstücke anrechnen, die bis zum 31.12.2024 erworben und für die Durchführung der Aufgaben in Betrieb genommen wurden.

Unter „Wert“ ist zu verstehen:

- für Grundstücke, die vor dem 1. Januar 1977 in Betrieb genommen wurden; der zu diesem Zeitpunkt neu bewertete Wert;
- für solche, die nach dem 1. Januar 1977 in Betrieb genommen wurden; der Anschaffungswert einschließlich aller Kosten.

Dieser Wert wird um das geliehene und noch nicht zurückgezahlte Kapital verringert.

### Berechnungsmethode

<b>1)</b>	<b>Nettobuchwerte der Investitionen in Grundstücke zum 31.12. des Haushaltsjahres:</b>		
	a) Grundstücke, die vor dem 01.01.1977 in Betrieb genommen wurden		----- -
	a) Grundstücke, die nach dem 01.01.1977 in Betrieb genommen wurden		----- -
	c) Grundstücke, die nach dem 31.12.2024 erworben wurden		----- -
	<b>Summe der Investitionen (a+b+c)</b>	----- -	
<b>2)</b>	<b>Abziehen</b>		
	d) die am Ende des Haushaltsjahres noch zurückzuzahlenden Beträge aus den Krediten, die sich auf die oben genannten Investitionen a) und b) beziehen		----- -
	e) der Gesamtbetrag der nach dem 31.12.2024 erworbenen Grundstücke		----- -
	<b>Summe der abzuziehenden Beträge (d+e)</b>	----- -	
<b>3)</b>	<b>Berechnungsgrundlage (a+b+c)-(d+e)</b>	----- -	<b>(1)</b>
<b>4)</b>	<b>Anwendungsrate</b>	----- -	<b>(2) 2%</b>
<b>5)</b>	<b>Entschädigung (1) x (2)</b>	----- -	

Die Gebühr gilt als indirekte Belastung und muss auf der Grundlage des Verteilungskoeffizienten auf die Sektoren Technische Prüfung und Führerschein aufgeteilt werden.

#### **i) Entschädigung für Innovation zugunsten des Sektors**

Die Innovationszulage für den Sektor wird wie folgt berechnet:

Auf den in Konto 74200 des betreffenden Rechnungsjahres verbuchten Wert - d. h. „Einnahmen aus der Überlassung von Anlagevermögen an andere anerkannte Organisationen“ - wird jährlich ein Zins von 50 % angerechnet.

### Berechnungsmethode

Konto		Einnahmen TP	Einnahmen FS
Nummer	Bezeichnung		
74200	Bereitstellung von Anlagevermögen für andere anerkannte Organisationen	(A)	(B)

- (A) x 50 % = Betrag, der der Betriebsrechnung für den Teil „technische Prüfung“ zuzurechnen ist
- (B) x 50 % = Betrag, der der Betriebsrechnung für den Teil „Führerschein“ zuzurechnen ist

**j) Vergütung Organisation**

Gemäß Artikel 20 Paragraph 2 setzt sich die Vergütung der Stelle aus einem Grundbetrag und einem variablen Teil zusammen.

Der Grundbetrag entspricht 6 % der Nettoeinnahmen aller Aktivitäten. Dieser Grundbetrag wird um einen variablen Anteil von bis zu maximal 1,5 % der maximalen Nettoeinnahmen erhöht oder verringert, je nachdem, ob die Schwellenwerte für die vom Minister genehmigten Indikatoren innerhalb des Qualitätshandbuchs eingehalten werden.

Unter Nettoeinnahmen sind die Beträge zu verstehen, die auf die folgenden Konten gebucht werden:

- 700 Bruttoeinnahmen aus technischen Prüfungen und Führerscheinen;
- 701 Sonstige Einnahmen (delegierte Aktivitäten)
- 741 Gewinne aus Sachanlagen und immateriellen Vermögenswerten
- 746 Einnahmen für die Ausstellung von Bescheinigungen über den Kilometerstand „Car-Pass“ gemäß Artikel 6 Paragraph 3, Absatz 1 des Gesetzes vom 11. Juni 2004 über die beim Verkauf von Gebrauchtfahrzeugen zu erteilenden Informationen

Die zugewiesenen Beträge werden ohne Mehrwertsteuer verbucht.

Berechnungsmethode:

<b>1)</b>	<b>Nettoeinnahmen des Haushaltsjahres:</b>		
	a/ nach Abzug der Mehrwertsteuer eingekommene TP- und FS-Gebühren (Konto 7000)		-----
	b/ Sonstige Einnahmen (delegierte Aktivitäten) (Konto 701)		-----
	c/Gewinne aus Sachanlagen und immateriellen Vermögenswerten (Konto 741)		-----
	d/ Einnahmen für die Ausstellung von Bescheinigungen über den Kilometerstand „Car-Pass“ (Konto 746)		-----
<b>2)</b>	<b>Berechnungsgrundlage (a+b+c+d)</b>	-----	<b>(1)</b>
<b>3)</b>	<b>Satz der Entschädigung</b>		
	e/ Basissatz (6 %)	6 %	-----
	f/ Abweichung von maximal + oder - 1,5 %		-----
	<b>Anwendungsrate für das Haushaltsjahr (e+f)</b>	-----	<b>(2)</b>
<b>4)</b>	<b>Vergütung (1) x (2)</b>	-----	

## V. JÄHRLICHE RECHNUNGSPRÜFUNG

Die Einrichtungen werden per Post oder E-Mail von dem vom Minister oder seinem Beauftragten gemäß Artikel 27 des vorliegenden Erlasses bestellten Betriebsprüfer informiert.

Um die Durchführung der Buchprüfung durch den bestellten Betriebsrevisor zu ermöglichen, müssen die Organisationen die Bilanzen, die Ergebnis- und Betriebsrechnungen sowie die Anhänge und nützlichen Genehmigungen, die aufgrund der Anwendung dieses Anhangs erforderlich sind, übermitteln.

Darüber hinaus reagieren sie positiv auf alle Anfragen des Letzteren, die sich auf die Erfüllung seiner Aufgabe beziehen.

Der Unternehmensprüfer übermittelt der Verwaltung und den betroffenen Einrichtungen jährlich vor dem 1. September des Jahres, das auf das betreffende Haushaltsjahr folgt, die Berichte über seine Aufgaben. Er hat darauf geachtet, dass eine kontradiktorische Phase von mindestens 15 Tagen vor der Übermittlung seines endgültigen Berichts eingehalten wird. Eventuell abgegebene Kommentare werden in den endgültigen Bericht aufgenommen.

## VI. Berichtigung der Betriebsrechnung

### a) Fälligkeitsdatum:

Gemäß Artikel 24 Paragraph 1 wird die Berichtigung der Betriebsrechnungen der Einrichtung durch den Minister oder seinen Beauftragten pro Haushaltsjahr bis zum 1. Dezember des Jahres, das auf das betreffende Betriebsjahr folgt, vorgenommen

### b) Ziel:

Die Berichtigung dient folgenden Zwecken:

- den Gesamtbetrag der Betriebskosten, einschließlich der Investitionszulage, der Grundstücksentschädigung, der Innovationszulage und der festen und variablen Vergütung der Organisation, die von der Organisation in ihrer nach Artikel 25 erstellten Betriebsrechnung zu berücksichtigen ist, gegebenenfalls auf der Grundlage der Feststellungen des in Artikel 27 genannten Betriebsprüfers festzulegen.
- die Höhe der Betriebseinnahmen, die von der Organisation in ihrer gemäß Artikel 25 erstellten Betriebsrechnung zu berücksichtigen sind, festzulegen, wobei sie sich erforderlichenfalls auf die Feststellungen des in Artikel 27 genannten Betriebsprüfers stützt.

Die oben genannten betrieblichen Aufwendungen und Einnahmen sind diejenigen, die auf den Konten des in Abschnitt IV Buchstabe e dieses Anhangs definierten betrieblichen Rechnungsschemas gemäß den in Abschnitt IV Buchstabe f dieses Anhangs ausführlich beschriebenen Verbuchungsregeln verbucht werden können.

**c) Betriebsergebnis:**

Wenn der jährliche Gesamtbetrag der Betriebseinnahmen der Organisation gemäß Abschnitt VI Buchstabe b Absatz 3 den Betrag der Betriebskosten gemäß Abschnitt VI Buchstabe b Absatz 2 übersteigt, wird der Überschuss als positiv betrachtet.

Wenn der jährliche Gesamtbetrag der Betriebseinnahmen der Organisation gemäß Abschnitt VI Buchstabe b Absatz 3 niedriger ist als der Betrag der Betriebskosten gemäß Abschnitt VI Buchstabe b Absatz 2, wird das Ergebnis als negativ betrachtet.

Im Falle eines strukturellen negativen Ergebnisses muss die Organisation dem Minister oder seinem Beauftragten Vorschläge für Maßnahmen unterbreiten, um das Defizit zu beheben.

## VII. Einzahlung/Entnahme auf das geschützte Rückstellungskonto und Einzahlung/Entnahme auf den Fonds für Straßenverkehrssicherheit

**a) Geschütztes Rückstellungskonto:**

Das geschützte Rückstellungskonto ist ein gesperrtes Bankkonto, das von und im Namen der Organisation eröffnet wird.

Gemäß Artikel 24 Paragraph 2 wird das Konto für geschützte Rücklagen so angelegt, dass eine geschützte Rücklage von fünfzehn Prozent des letzten Jahresumsatzes der Organisation angestrebt wird. Der Minister kann die Höhe der geschützten Reserve um 15 % nach oben korrigieren.

Sie wird aus dem in Abschnitt VI Buchstabe c Absatz 1 dieses Anhangs genannten als positiv geltenden Überschuss gutgeschrieben.

Jede Belastung zur Deckung des in Punkt VI c) Absatz 2 genannten als negativ geltenden Ergebnisses ist von der Genehmigung des Ministers oder seines Beauftragten abhängig.

Wenn der letzte Umsatz niedriger ist als der vorherige, erfolgt keine automatische Übertragung vom geschützten Rückstellungskonto auf den Fonds für Straßenverkehrssicherheit.

Jede andere Belastung des geschützten Rücklagenkonto als die zur Deckung eines negativen Ergebnisses, die zu einem geschützten Rückstellungskonto von weniger als 15 % des letzten Umsatzes führen würde, darf nur im Fall der Aussetzung aller oder eines Teils der Tätigkeiten, die der Organisation übertragen wurden, oder im Fall des Entzugs ihrer Anerkennung erfolgen.

**b) Fonds für Straßenverkehrssicherheit**

Wenn das geschützte Rücklagenkonto 15 % des Umsatzes der Organisation erreicht hat, wird der Saldo des als positiv geltenden Überschusses der Rechnungsperiode gemäß den vom Minister oder seinem Beauftragten mitgeteilten Modalitäten ausgezahlt.

### c) Übertragungen und Entnahmen

Gemäß Artikel 24 Paragraph 1 Absatz 2:

Im Falle eines positiven Überschusses teilt der Minister oder sein Beauftragter der Organisation bis zum 1. Dezember des Jahres, das auf das betreffende Haushaltsjahr folgt, den Betrag mit, der dem geschützten Rücklagenkonto gutzuschreiben ist, sowie den Betrag, der an den Fonds für Verkehrssicherheit zu überweisen ist.

Im Falle eines negativen Ergebnisses teilt der Minister oder sein Beauftragter der Einrichtung bis zum 1. Dezember des Jahres, das auf das betreffende Betriebsjahr folgt, den Betrag mit, der dem geschützten Rücklagenkonto, zu dem sie beigetragen hat, zu entnehmen ist, sofern die in Artikel 26, Absatz 3, c) dieses Erlasses genannten Nachweise, Konto für Konto, vorgelegt wurden. Diese Mitteilung gilt als Genehmigung für die Belastung des geschützten Rücklagenkontos nach Abschnitt VII a) Absatz 4 dieses Anhangs bis zu dem in der Mitteilung angegebenen Betrag.

Wenn das geschützte Rücklagenkonto nicht ausreichend gefüllt ist, kann der Saldo durch Entnahme aus der zu Beginn des Fonds für die Straßenverkehrssicherheit eingegangenen Haushaltsverpflichtung, wie in Artikel 21 Paragraph 2, Absatz 2 dieses Erlasses vorgesehen, abzüglich der 1. Tranche von 80 % gemäß Punkt II.d), Absatz 3 dieser Anlage und gemäß den von der Wallonischen Regierung vorgesehenen Modalitäten gedeckt werden.

## VIII. Analytisches Buchungsschema

Das folgende analytische Schema enthält alle Kosten- und Gewinnstellen, die sich auf die verschiedenen Aktivitäten der Organisationen beziehen. Diese Kosten- und Gewinnstellen werden in fünf Hauptkategorien unterteilt:

1. Führerschein;
2. Technische Prüfung;
3. Ausgelagerte Kontrolle;
4. Weiterverrechnung Zentralbüro;
5. Sonstige.

Jede der unten aufgeführten Kategorien folgt einer logischen Nummerierung, die die Organisationen in ihrer Kostenrechnung beachten müssen, damit diese zwischen den Organisationen harmonisiert wird. Die Kostenrechnung wird der Behörde jährlich zusammen mit der Betriebsrechnung berichtet.

Die Organisationen werden außerdem aufgefordert werden, die mit jeder Kostenstelle verbundenen Einnahmen für die Aktivitäten im Zusammenhang mit Führerscheinen und technischen Prüfungen einzubeziehen.

Im Folgenden wird das analytische Schema mit den Hauptaktivitäten und Kostenstellen der Organisationen sowie die vorgeschlagene Nummerierung näher erläutert.

Das nachfolgend vorgeschlagene Schema ist nicht erschöpfend. Der Minister oder sein Beauftragter kann die Organisationen auffordern, weitere relevante Kostenstellen in die Kostenrechnung aufzunehmen.



Aktivitäten	Verteilungsschlüssel	Kostenstelle / Einnahmen	Nummer	Nummer	Beschreibung Kostenstelle
FS	N/A	Stellen Führerschein	001	099	Zusammen mit den Führerscheinstellen der Agenturen kann sie auch eine Kostenstelle für die FS-Regelung umfassen. Hier werden alle Kosten und Einnahmen der FS-Stellen aufgeführt.
TP	N/A	Stellen technische Prüfung	100	199	Zusammen mit den Stellen technische Prüfung der Agenturen kann sie auch eine Kostenstelle für die TP-Regelung umfassen. Hier werden alle Kosten und Einnahmen der TP-Stellen aufgeführt.
ZB	N/A	Kontrolle am Straßenrand	200	209	Alle Fahrzeuge der Organisationen für Kontrollen am Straßenrand (ausgelagerte Kontrollen)
ZB	KA	Weiterverrechnung Zentralbüro	220	249	Alle vom Zentralbüro weiterberechneten Kosten, die nach Kostenarten getrennt werden, je nachdem, wie granular sie für die Kostenkontrolle sein müssen.
ZB	KA	Weiterverrechnung Zentralbüro	220x		<i>Rechnungsstellung Generaldirektor, Direktoren, stellvertretende Direktoren.</i>
ZB	KA	Weiterverrechnung Zentralbüro	221x		<i>Fahrzeugkosten Generaldirektor, Direktoren und stellvertretende Direktoren</i>
ZB I	TP	Weiterverrechnung Zentralbüro	222x		<i>Kosten für Mitarbeiter des Zentralbüros, die für die TP arbeiten</i>
ZB	FS	Weiterverrechnung Zentralbüro	223x		<i>Kosten für Mitarbeiter des Zentralbüros, die für FS arbeiten</i>
ZB	KA	Weiterverrechnung Zentralbüro	224x		<i>Kosten für gemeinsame Angestellte (nach dem geltenden Verteilungsschlüssel zu verteilen)</i>
ZB		Weiterverrechnung Zentralbüro	225x		<i>Kosten für Mitarbeiterfahrzeuge</i>
ZB	KA	Weiterverrechnung Zentralbüro	226x		<i>Allgemeine Kosten Zentralbüro</i>
FS	FS	Global FS	250		Globale Kosten, die indirekt allen Führerscheinstellen zugerechnet werden können und in einer einzigen Kostenstelle zusammengefasst werden, damit eine Rechnung nicht in mehrere Zeilen aufgespalten werden muss.
TP	TP	Global TP	251		Globale Kosten, die indirekt allen Stellen technische Prüfung zugerechnet werden können und in einer einzigen Kostenstelle zusammengefasst werden, damit eine Rechnung nicht in mehrere Zeilen aufgespalten werden muss.
ZB	KA	Geschäftssitz	252		Kosten für den Hauptsitz der Organisationen, die dann nach dem geltenden Verteilungsschlüssel aufgeteilt werden können.
ZB	KA	Callcenter	253		Kosten, die dem Callcenter zuzurechnen sind, die dann nach dem geltenden Verteilungsschlüssel aufgeteilt werden können.
ZB	KA	Ausbildungszentrum	254		Kosten für Personalschulungen, die dann nach dem geltenden Verteilungsschlüssel aufgeteilt werden können.
ZB	KA	Verwaltungsdienste	255		Kosten, die den Verwaltungsdiensten zuzurechnen sind, die dann nach dem geltenden Verteilungsschlüssel aufgeteilt werden können.
ZB	KA	Informatik	256		Kosten, die direkt mit dem IT-Service verbunden sind und dann nach dem geltenden Verteilungsschlüssel aufgeteilt werden können

ZB	KA	Wartungsdienst	257		Kosten, die direkt mit dem Wartungsdienst verbunden sind, die dann nach dem geltenden Verteilungsschlüssel aufgeteilt werden können
ZB	KA	Prävention und Werbung	258		Kosten für Werbung und allgemeine Prävention, die dann nach dem geltenden Verteilungsschlüssel aufgeteilt werden können
ZB	KA	Kommunikation	259		Kosten, die direkt mit der Kommunikation verbunden sind und dann nach dem geltenden Verteilungsschlüssel aufgeteilt werden können
ZB	KA	Juristischer Dienst	260		Kosten, die direkt mit dem juristischen Dienst verbunden sind und dann nach dem geltenden Verteilungsschlüssel aufgeteilt werden können
ZB I	KA	Zulassungsverfahren	261		Zusätzliche Aufgabe, die von den Organisationen in technischen Prüfstellen oder Führerscheinstellen durchgeführt wird: Fahrzeugzulassung usw.



















<b><u>75 FINANZIELLE ERTRÄGE</u></b>												
75100	Zinsen auf Girokonto											
75400	Kassendifferenz											
75500	Zahlungsdifferenz											
75600	Verschiedene Erträge											
<b><u>76 AUSSERORDENTLICHE ERTRÄGE</u></b>												
76000	Abschreibungen auf Sachanlagen und immaterielles Anlagevermögen											
76400	Verschiedene Erträge frühere Jahre											
<b>SUMME DER BETRIEBLICHEN EINNAHMEN</b>												







<b><u>617 ZEITARBEITSKRÄFTE</u></b>												
61700	Kosten für Zeitarbeitskräfte											
<b><u>619 INTERNE WEITERVERRECHNUNG DER KOSTEN DES ZENTRALBÜROS</u></b>												
61900	Interne Weiterverrechnung											
<b><u>6200 VERGÜTUNGEN FÜR VERWALTUNGSRATSMITGLIEDER ODER GESCHÄFTSFÜHRER</u></b>												
620000	Tarifliche Vergütungen - Verwaltungsratsmitglied (Generaldirektor)											
620001	Urlaubsgeld - Verwaltungsratsmitglied (Generaldirektor)											
620002	Jahresendprämien - Verwaltungsratsmitglied (Generaldirektor)											
620003	LSS-Betrag - Verwaltungsratsmitglied (Generaldirektor)											
620004	Prämien für die Arbeitsunfallversicherung - Verwaltungsratsmitglied (Generaldirektor)											
620005	Gruppenversicherungsprämie - Verwaltungsratsmitglied (Generaldirektor)											
620006	Prämie für Kranken- und Invaliditätsversicherung - Verwaltungsratsmitglied (Generaldirektor)											
620007	Einmalprämie Gruppenversicherung - Verwaltungsratsmitglied (Generaldirektor)											
620008	Mahlzeitscheck - Arbeitgeberanteil - Verwaltungsratsmitglied (Generaldirektor)											
620009	Konsumscheck - Verwaltungsratsmitglied (Generaldirektor)											
620010	Ökoschecks - Verwaltungsratsmitglied (Generaldirektor)											
620011	Geschenkgutscheine - Vorstandsmitglied (Generaldirektor)											
620012	Sonstige Berufsauslagen - Verwaltungsratsmitglied (Generaldirektor)											
<b><u>6201 DIREKTION</u></b>												

62010	Tarifliche Vergütungen - Direktoren und stellvertretende Direktoren	
62011	Bezahletes Urlaubsgeld - Direktoren und stellvertretende Direktoren	
62012	Jahresendprämien - Direktoren und stellvertretende Direktoren	
<b><u>6202 ANGESTELLTE</u></b>		
62020	Tarifliche Entlohnung - Angestellte	
62021	Bezahletes Urlaubsgeld - Angestellte	
62022	Jahresendprämien - Angestellte	
<b><u>6210 ARBEITGEBERBEITRÄGE ZUR SOZIALVERSICHERUNG - DIREKTOREN UND STELLVERTRETENDE DIREKTOREN</u></b>		
621000	Beitrag LSS - Direktoren und stellvertretende Direktoren	
621010	Prämie für Arbeitsunfallversicherung - Direktoren und stellvertretende Direktoren	
<b><u>6211 ARBEITGEBERBEITRÄGE ZUR SOZIALVERSICHERUNG - ANGESTELLTE</u></b>		
621100	Beitrag LSS - Angestellte	
621110	Prämie für Arbeitsunfallversicherung - Angestellte	
<b><u>6220 ARBEITGEBERBEITRAG GRUPPENVERSICHERUNG UND ZUSATZVERSICHERUNG FÜR KRANKHEIT UND INVALIDITÄT - DIREKTOREN UND STELLVERTRETENDE DIREKTOREN</u></b>		
622000	Prämie für Gruppenversicherung - Direktoren und stellvertretende Direktoren	
622010	Prämie für Kranken- und Invaliditätsversicherung - Direktoren und stellvertretende Direktoren	
622011	Einmalprämie für Gruppenversicherung - Direktoren und stellvertretende Direktoren	
<b><u>6221 ARBEITGEBERBEITRAG GRUPPENVERSICHERUNG UND</u></b>		













61161	Kosten für elektronische Zahlungsmittel und Software zur Verwaltung von Zahlungen								
61170	Versicherungskosten								
<b>612</b>	<b><u>REISE-, REPRÄSENTATIONS- UND FAHRZEUGKOSTEN SOWIE KOSTEN IM ZUSAMMENHANG MIT DER AUSBILDUNG</u></b>								
61200	Gewöhnliche Ausgaben für Dienstreisen, Empfänge und Repräsentationszwecke								
61201	Außergewöhnliche Ausgaben für Dienstreisen, Empfänge und Repräsentationszwecke								
61210	Kosten im Zusammenhang mit der Ausbildung								
61220	Kilometerpauschale für Mitarbeiter								
61221	Aufwandsentschädigungen für die Anreise des Personals mit öffentlichen Verkehrsmitteln								
61231	Kosten für Direktionsfahrzeuge (Generaldirektor, Direktoren und stellvertretende Direktoren)								
61232	Kosten für Dienstwagen, die dem Personal zur Verfügung gestellt werden								
61233	Kosten für Nutzfahrzeuge								
61234	Kosten für Motorräder (Führerschein)								
61235	Lkw-Kosten für die ausgelagerte Kontrolle								
<b>613</b>	<b><u>HONORARE, LEISTUNGEN DRITTER UND BEITRÄGE</u></b>								
61301	Honorar des Revisionskommissars (Audit)								
61302	Rechtskosten (Anwalt, Rat, Gerichtsvollzieher, Notar, Beratung und Gutachten)								
61303	Leistungen von Sozialsekretariaten und Verwaltungskosten für Sozialleistungen								
61304	Honorare für Architekten, Immobilienexperten und Gesundheitskoordination								
61305	Honorar für Qualitätsaudit (Zertifizierung)								
61306	Honorare für Übersetzung und Dolmetscher								
61307	Honorare für Ausbildung und Coaching								
61308	Sonstige Honorare								







620010	Ökoschecks – Verwaltungsmitglied (Generaldirektor)												
620011	Geschenkgutscheine - Vorstandsmitglied (Generaldirektor)												
620012	Sonstige Berufsauslagen - Verwaltungsratsmitglied (Generaldirektor)												
<b><u>6201 DIREKTION</u></b>													
62010	Tarifliche Vergütungen - Direktoren und stellvertretende Direktoren												
62011	Bezahltes Urlaubsgeld - Direktoren und stellvertretende Direktoren												
62012	Jahresendprämien - Direktoren und stellvertretende Direktoren												
<b><u>6202 ANGESTELLTE</u></b>													
62020	Tarifliche Entlohnung - Angestellte												
62021	Bezahltes Urlaubsgeld - Angestellte												
62022	Jahresendprämien - Angestellte												
<b><u>6210 ARBEITGEBERBEITRÄGE ZUR SOZIALVERSICHERUNG - DIREKTOREN UND STELLVERTRETENDE DIREKTOREN</u></b>													
621000	Beitrag LSS - Direktoren und stellvertretende Direktoren												
621010	Prämie für Arbeitsunfallversicherung - Direktoren und stellvertretende Direktoren												
<b><u>6211 ARBEITGEBERBEITRÄGE ZUR SOZIALVERSICHERUNG - ANGESTELLTE</u></b>													
621100	Beitrag LSS - Angestellte												
621110	Prämie für Arbeitsunfallversicherung - Angestellte												
<b><u>6220 ARBEITGEBERBEITRAG GRUPPENVERSICHERUNG UND ZUSATZVERSICHERUNG FÜR KRANKHEIT UND INVALIDITÄT - DIREKTOREN UND STELLVERTRETENDE DIREKTOREN</u></b>													











D) Schema für die zusammengefasste Betriebsrechnung

**BETRIEBSRECHNUNG - GESAMTANSICHT**

ORGANISATION: BETRIEBSJAHR:	TITEL	BUDGETIERT GLOBAL	AUSGEFÜHRT TP	AUSGEFÜHRT FS	AUSGEFÜHRT GLOBAL
	70 UMSATZ				
	741 GEWINNE AUS SACHANLAGEN UND IMMATERIELLEN VERMÖGENSWERTEN				
	746 EINNAHMEN FÜR DIE AUSSTELLUNG VON BESCHEINIGUNGEN ÜBER DEN KILOMETERSTAND „CAR-PASS“.				
	<b>SUMME DER NETTOEINNAHMEN</b>	- €	- €	- €	- €
	72 SELBST ERSTELLTE ANLAGEN				
	74 SONSTIGE BETRIEBLICHE ERTRÄGE (AUSSER 741/742/746)				
	75 FINANZIELLE ERTRÄGE				
	76 AUSSERORDENTLICHE ERTRÄGE				
	<b>SUMME DER BETRIEBLICHEN EINNAHMEN (1)</b>	- €	- €	- €	- €
	610 KOSTEN FÜR MATERIAL				
	611 KOSTEN IN BEZUG AUF RÄUMLICHKEITEN UND VERSICHERUNGEN				
	612 REISE-, REPRÄSENTATIONS- UND FAHRZEUGKOSTEN SOWIE KOSTEN IM ZUSAMMENHANG MIT DER AUSBILDUNG				
	613 HONORARE, LEISTUNGEN DRITTER UND BEITRÄGE				
	614 VERWALTUNGS- UND BÜROKOSTEN				
	615 DIVERSE KOSTEN				
	617 ZEITARBEITSKRÄFTE				
	619 INTERNE WEITERVERRECHNUNG DER KOSTEN DES ZENTRALBÜROS				
	6200 VERGÜTUNGEN FÜR VERWALTUNGSRATSMITGLIEDER				
	6201 DIREKTION				
	6202 ANGESTELLTE				





E) Schema für die Regulierung der Betriebsrechnung durch die Verwaltung

<b>BERICHTIGUNG DER BETRIEBSRECHNUNG</b>						
ORGANISATION:						
BETRIEBSJAHR:						
TITEL	AUSGEWIESEN TP	ZUGELASSEN TP	AUSGEWIESEN FS	ZUGELASSEN FS	ZUGELASSEN INSGESAMT	
70 UMSATZ						
741 GEWINNE AUS SACHANLAGEN UND IMMATERIELLEN VERMÖGENSWERTEN						
746 EINKÜNFEN FÜR DIE AUSSTELLUNG VON BESCHEINIGUNGEN ÜBER DEN KILOMETERSTAND „CAR-PASS“.						
<b>SUMME DER NETTOEINKÜNFEN</b>	- €	- €	- €	- €	- €	
72 SELBST ERSTELLTE ANLAGEN						
74 SONSTIGE BETRIEBLICHE ERTRÄGE (AUSSER 741/742/746)						
75 FINANZIELLE ERTRÄGE						
76 AUSSERORDENTLICHE ERTRÄGE						
<b>SUMME DER BETRIEBLICHEN EINKÜNFEN (1)</b>	- €	- €	- €	- €	- €	
610 KOSTEN FÜR MATERIAL						
611 KOSTEN IN BEZUG AUF RÄUMLICHKEITEN UND VERSICHERUNGEN						
612 REISE-, REPRÄSENTATIONS- UND FAHRZEUGKOSTEN SOWIE KOSTEN IM ZUSAMMENHANG MIT DER AUSBILDUNG						
613 HONORARE, LEISTUNGEN DRITTER UND BEITRÄGE						
614 VERWALTUNGS- UND BÜROKOSTEN						



<b>GESAMTSUMME DER BETRIEBLICHEN AUFWENDUNGEN</b>	- €	- €	- €	- €	- €
VERGÜTUNG ORGANISATION					
<b>SUMME DER ZULÄSSIGEN AUFWENDUNGEN (2)</b>					- €
POSITIVER ÜBERSCHUSS (+) / NEGATIVES ERGEBNIS (-) (1)-(2)					- €
ZUWEISUNG ZU GESCHÜTZTER RÜCKSTELLUNG / ENTNAHME AUS GESCHÜTZTER RÜCKSTELLUNG					- €
EINZAHLUNG IN DEN FONDS FÜR STRASSENVERKEHRSSICHERHEIT / INTERVENTION DES FONDS FÜR STRASSENVERKEHRSSICHERHEIT					- €



G) Schema zur Eingabe des Budgets für ein Investitionsprojekt

**Budget Investitionsprojekt (\*)**

(\*) Dieses Schema enthält die Mindestposten, die in die Investitionsakte aufgenommen werden müssen.

ORGANISATION:

BETRIEBSJAHR:

STATION/ZENTRUM:

Stelle	Ausrüstung	Maßeinheit	Einheitspreis	Angenommene	Gesamt
<u>Vor Ort</u>					
	Grundstückskauf				
	Notargebühren				
<u>Rohbau</u>					
Sozialräume	Erdgeschoss				
	Etage				
	Sozialräume				
	Zeile VP				
	Zeile UT				
Flur TP	Kat L				
	Zeile Reserve				
	Station/ Wand/ temporäre Wand				
Abriß					
<u>Abtransport von Erde</u>					
	Abtransport von Erde GO				
	Abtransport von Erde Rand				
<u>Gestaltung des Außenbereichs</u>					
	Vorplatz/Klinker + Umrandung				
	Kanalisation				
	Anlagen außerhalb des Vorplatzes (Rasen, Zaun, Barriere usw.)				
<u>Spezielle Techniken</u>					
Elektrizität	Trafostation + Trafo + Zubehör				

	Flur TP					
	Sozialräume					
	Außenbereich					
	Terminals					
	Fotovoltaik-Module					
<b>Brandmeldung</b>	Flur TP					
	Sozialräume					
<b>Einbruchserkennung</b>	Flur TP					
	Sozialräume					
<b>Zugangskontrolle</b>						
<b>Außenbeleuchtung</b>						
<b>Fotovoltaik-Module + Terminals</b>	Terminals					
	Schilder					
	Flur TP					
<b>Heizung/ Klimaanlage</b>	Heizung					
	Sozialräume					
	Flur TP					
<b>Belüftung</b>	Sozialräume					
	Sozialräume					
<b>Sanitäreinrichtungen</b>	Flur					
	Kompressor					
<b>Druckluft</b>	Leitung					
	VP In + Out					
<b>Teil</b>	UT In + Out					
	Kat L in + Out					
<b>Einrichtung</b>						
	Schreibtische, Stühle, Tische, Spinde usw.					
<b>Bewegliche Güter</b>	Schalter					
	Küche					

	Kamera					
	Beschilderung					
<b>Ausrüstung TP</b>						
<b>Prüfung Verschmutzung</b>	Abgasmessgerät/4Gas					
	Null-Emission					
	PN Meter					
<b>Kontrolle Scheinwerfer</b>	Scheinwerfereinstellgerät					
	Schienen Scheinwerfereinstellgerät					
	Bremsenprüfstand VP					
<b>Prüfung Bremsen</b>	Schwerer Bremsprüfstand UT					
	Bremsenprüfstand VP Kat L					
<b>Prüfung Aufhängung</b>	Achsdämpfungstester VP					
	Achsdämpfungstester UT					
<b>Hebebühne</b>	Hebebühne					
	Hubtisch Cat L+ Drehscheibe					
<b>Grube</b>	Rührwerke					
	Grubenheber					
	Grubenabdeckungen					
<b>Achswaage</b>	Achswaage					
<b>Inbetriebnahme</b>	Inbetriebnahme VIAS					
	Inbetriebnahme (OCB)					
	Stanzen (Widra)					
	Kleinmaterial					
<b>Sonstige</b>	Pult + Plexi					
	Linie VP-UT					
	Kat L					
	PC + Bildschirm					
<b>IT</b>	Desktop-Drucker					
	End-of-Line-Drucker					

	Scanner							
	Server + USV							
<b>Administrativ + Architekt</b>								
	Sicherheits- und Gesundheitskoordination							
	Ingenieur (Stabilität usw.)							
	Verantwortliche(r) P.E.B.							
	Durchführbarkeitsstudie/Geometrie							
	Bodentests (Verschmutzung, Durchlässigkeit, Stabilität)							
	Gasanschluss							
	Stromanschluss							
	Wasseranschluss							
	Architekt							
<b>ZUSAMMENFASSUNG</b>								
	<u>Stelle</u>							<u>Gesamtbetrag</u>
	Grundstück							
	Rohbau							
	Abtransport von Erde							
	Gestaltung des Außenbereichs							
	Spezielle Techniken							
	Einrichtung							
	Ausrüstung TP							



Verwaltungskosten + Architekt	
<b>SUMME</b>	

## VERTALING

## WAALSE OVERHEIDSDIENST

[C – 2024/010384]

**6 JUNI 2024. — Besluit van de Waalse Regering tot wijziging van het koninklijk besluit van 23 december 1994 tot vaststelling van de erkenningsvoorwaarden en de regeling van de administratieve controle van de instellingen belast met de controle van de in het verkeer gebrachte voertuigen**

De Waalse Regering,

Gelet op de wet van 21 juni 1985 betreffende de technische eisen waaraan elk voertuig voor vervoer te land, de onderdelen ervan, evenals het veiligheidstoebehoren moeten voldoen;

Gelet op het koninklijk besluit van 23 december 1994 tot vaststelling van de erkenningsvoorwaarden en de regeling van de administratieve controle van de instellingen belast met de controle van de in het verkeer gebrachte voertuigen;

Gelet op het rapport van 26 maart 2024, opgemaakt overeenkomstig artikel 3, 2°, van het decreet van 11 april 2014 houdende uitvoering van de resoluties van de Vrouwenconferentie van de Verenigde Naties die in september 1995 in Peking heeft plaatsgehadt en tot integratie van de genderdimensie in het geheel van de gewestelijke beleidslijnen;

Gelet op het advies van de Inspectie van Financiën, gegeven op 5 april 2024;

Gelet op de instemming van de Minister van Begroting, uitgebracht op 19 april 2024;

Gelet op het advies van de Waalse Adviescommissie “administratie-industrie”, gegeven op 12 april 2024;

Gelet op advies 76.214/4 van de Raad van State, gegeven op 22 mei 2024, overeenkomstig artikel 84, § 1, eerste lid, 2°, van de wetten op de Raad van State, gecoördineerd op 12 januari 1973;

Overwegende dat in Wallonië twee instellingen erkend zijn voor het uitvoeren van de gedelegeerde activiteiten van technische keuring, rijexamens en technische controles langs de weg;

Overwegende de sectoren technische keuring en rijbewijs bij verschillende regelgevingen van de federale overheid worden geregeld:

a) het koninklijk besluit van 23 december 1994 tot vaststelling van de erkenningsvoorwaarden en de regeling van de administratieve controle van de instellingen belast met de controle van de in het verkeer gebrachte voertuigen en gewijzigd bij het besluit van de Waalse Regering van 30 maart 2017, belast de instellingen “Autosécurité” en “AIBV” met de organisatie van de technische keuring in Wallonië;

b) het koninklijk besluit van 23 maart 1998 betreffende het rijbewijs, dat hen belast met de organisatie van rijexamens;

c) het besluit van de Waalse Regering van 6 juli 2017 betreffende de technische controle langs de weg van bedrijfsvoertuigen die in België of in het buitenland ingeschreven zijn, dat hen belast met de begeleiding van de technische controles langs de weg

Overwegende dat, in het belang van een voortdurende verbetering van de dienstverlening en goed bestuur, zowel in de relaties tussen de administratie en de instellingen als tussen deze laatste en de klanten, werd besloten om deze verschillende regelingen met elkaar te vergelijken om te bepalen wat kan of moet evolueren en wat verduidelijkt moet worden;

Overwegende dat de gezamenlijke auditdienst in mei 2021 de opdracht heeft gekregen om “een financiële audit van de instellingen en een kritische analyse van de volgende punten” uit te voeren:

a) het bezoldigingssysteem van erkende instellingen voor de keuring van motorvoertuigen en voor rijexamens in het kader van de opdrachten die hen door het Waalse Gewest zijn toevertrouwd;

b) de regels voor de boeking van de opbrengsten en kosten binnen de exploitatierekeningen van de instellingen;

c) de auditprocedure van deze exploitatierekeningen.

Dit onderzoek zal worden aangevuld met een juridische analyse van het huidige wettelijk kader. De opdracht zal voorstellen omvatten voor wijzigingen van het systeem en de regelgeving ten aanzien van de verschillende vaststellingen die zijn gemaakt tijdens de financiële en wettelijke analyses. Deze voorstellen zorgen mede voor beter bestuur en meer transparantie.”;

Overwegende dat het auditrapport begin 2022 is uitgebracht;

Dat de aanbevelingen ervan zijn uitgevoerd door verschillende werkgroepen die zijn opgericht met de erkende instellingen, de Waalse Overheidsdienst Mobiliteit en Infrastructuur en een adviseur in het huidige ontwerp tot wijziging van het koninklijk besluit van 23 december 1994 tot vaststelling van de erkenningsvoorwaarden en de regeling van de administratieve controle van de instellingen belast met de controle van de in het verkeer gebrachte voertuigen met het oog op de verbetering van de werking van de centra, de kwaliteit van hun dienstverlening, de transparantie en het goede bestuur.

Overwegende dat de herschikking van het koninklijk besluit, op niet-exhaustieve wijze, tot doel heeft:

a) sommige bepalingen van dit koninklijk besluit te verduidelijken en te ondersteunen;

b) verschillende bepalingen bij te werken die niet langer in overeenstemming waren met de werkelijkheid of die verouderd waren na de evolutie van de regelgeving;

c) een procedure voor begrotingsontwikkeling en -monitoring op te zetten, met inbegrip van strengere rapportage en controles;

d) de boekhoudkundige en budgettaire documenten en bepalingen van bijlage 4 van het koninklijk besluit en van een federale omzendbrief, gewoonlijk het “rode boekje” genoemd, in één enkel document samen te vatten;

e) variabele bezoldiging voor instellingen in te voeren op basis van prestatie- en kwaliteitsindicatoren voor diensten die door de toezichthoudende Minister worden vastgesteld.

Op de voordracht van de Minister van Verkeersveiligheid;

Na beraadslaging,

Besluit:

**Artikel 1.** In artikel 1 van het besluit van de Waalse Regering van 23 december 1994 tot vaststelling van de erkenningsvoorwaarden en de regeling van de administratieve controle van de instellingen belast met de controle van de in het verkeer gebrachte voertuigen, ingevoegd bij het besluit van de Waalse Regering van 30 maart 2017 en gewijzigd bij het besluit van de Waalse Regering van 31 augustus 2023, worden de volgende wijzigingen aangebracht.

1° het eerste lid, 7°, wordt vervangen door wat volgt:

“7° de IT-Commissie: de commissie samengesteld uit vertegenwoordigers van de Administratie en instellingen. De werking van deze commissie wordt geregeld door een huishoudelijk reglement dat door de minister is goedgekeurd;”;

2° het eerste lid wordt aangevuld met de punten 8°, 9°, 10°, 11°, 12°, 13°, 14°, 15° en 16°, opgesteld als volgt:

“8° de afgevaardigde: de ambtenaar van de Administratie die gemachtigd is bij bijlage 6;

9° de passende keuringsdocumenten;

a) de documenten zoals bedoeld in artikel 23 novies van het koninklijk besluit van 15 maart 1968;

b) de documenten zoals bedoeld in artikel 9 van het besluit van de Waalse Regering van 18 november 2022;

10° de boekhoudingshandleiding: het document zoals vastgesteld bij bijlage 4, dat het volgende omvat:

a) alle regels voor de toerekening van uitgaven en inkomsten in de exploitatieboekhouding van de instellingen;

b) de modaliteiten voor de invoering van initiële en aangepaste begrotingen;

c) de uitvoeringsmodaliteiten van de begroting;

d) de modaliteiten voor de regularisatie van de exploitatierekening;

11° het kwaliteitshandboek: het door de Minister goedgekeurd document dat het volgende omvat:

a) een lijst van indicatoren voor de kwaliteit van de dienstverlening en goed beheer;

b) de vaste of variabele drempels die de instellingen moeten bereiken bij de uitvoering van hun opdrachten;

12° gedelegeerde activiteiten:

a) de technische controle-activiteiten zoals bedoeld bij de artikelen 23 tot 23 undecies van het koninklijk besluit van 15 maart 1968;

b) de technische controle-activiteiten zoals bedoeld bij het besluit van de Waalse Regering van 18 november 2022;

c) de goedkeuringsactiviteiten zoals bedoeld in de artikelen 7, 8 en 13 van het koninklijk besluit van 15 maart 1968 en artikel 3 van het koninklijk besluit van 10 oktober 1974 houdende algemeen reglement op de technische eisen waaraan de bromfietsen, de motorfietsen en hun aanhangwagens moeten voldoen;

d) activiteiten in verband met het rijbewijs zoals bedoeld bij het koninklijk besluit van 23 maart 1998 betreffende het rijbewijs en van het koninklijk besluit van 10 juli 2006 betreffende het rijbewijs voor voertuigen van categorie B;

e) activiteiten in verband met controles langs de weg zoals bedoeld bij het besluit van de Waalse Regering van 13 april 2023 betreffende de technische controle langs de weg van bedrijfsvoertuigen die in België of in het buitenland ingeschreven zijn

13° koninklijk besluit van 15 maart 1968: het koninklijk besluit van 15 maart 1968 houdende algemeen reglement op de technische eisen waaraan de auto's, hun aanhangwagens, hun onderdelen en hun veiligheidstoebehoren moeten voldoen;

14° het besluit van de Waalse Regering van 18 november 2022: het besluit van de Waalse Regering van 18 november 2022 betreffende de technische controle van twee- of driewielige voertuigen en vierwielaars en tot wijziging van het koninklijk besluit van 10 oktober 1974 houdende algemeen reglement op de technische eisen waaraan de bromfietsen, de motorfietsen en hun aanhangwagens moeten voldoen;

15° het Fonds voor verkeersveiligheid: het Fonds voor verkeersveiligheid opgericht bij artikel 4 van het decreet van 29 oktober 2015 houdende oprichting van begrotingsfondsen inzake wegen en waterwegen;

16° netto-inkomsten: bedragen ten laste van de volgende rekeningen:

a) 700 Bruto-ontvangsten uit technische keuringen en rijbewijzen;

b) 701 Andere ontvangsten uit gedelegeerde activiteiten;

c) 741 Meerwaarden op materiële en immateriële vaste activa;

d) 746 Ontvangsten uit de afgifte van Car-Pass zoals bedoeld in artikel 6, § 3, eerste lid van de wet van 11 juni 2004 betreffende de informatieverstrekking bij de verkoop van tweedehandsvoertuigen. ”;

3° het tweede lid wordt opgeheven.

**Art. 2.** In artikel 2 van hetzelfde besluit, worden de woorden “De controle van de in het verkeer gebrachte voertuigen wordt op voorstel van de Minister toevertrouwd aan” vervangen door de woorden “De opdracht van openbare dienst met betrekking tot de controle van de in het verkeer gebrachte voertuigen wordt op voorstel van de Minister toevertrouwd aan”.

**Art. 3.** In artikel 4 van hetzelfde besluit, laatst gewijzigd bij het besluit van de Waalse Regering van 9 februari 2023, worden de volgende wijzigingen aangebracht:

1° paragraaf 1 wordt vervangen door wat volgt:

“§ 1. De instelling verzekert de gebruikers diensten van optimale kwaliteit.

Zij schikt zich naar de richtlijnen die haar hierover verstrekt worden door de Minister of diens afgevaardigde. Zij waakt er inzonderheid over de wachttijden en afspraaktijden te beperken.

De wachttijd komt overeen met de tijd tussen het precieze tijdstip dat werd vastgelegd bij het maken van de afspraak en het tijdstip waarop de controlee begint.

Wanneer de controle wordt uitgevoerd zonder afspraak, komt de wachttijd overeen met de tijd die verstrijkt tussen het aanbieden van het voertuig op de locatie en het tijdstip waarop de controle begint.

De Minister bepaalt de voorwaarden met betrekking tot de afspraaktijden.

Er mag geen jaarlijkse sluiting worden voorzien.

De uurregelingen moeten door de Minister of diens afgevaardigde worden goedgekeurd. ”;

2° in paragraaf 2 wordt het woord “herinnering” vervangen door de woorden “waarschuwing vervalddag”:

**Art. 4.** In artikel 5 van hetzelfde besluit, laatst gewijzigd bij het besluit van de Waalse Regering van 30 maart 2017, worden de woorden “hun activiteiten” vervangen door de woorden “de aan hen gedelegeerde activiteiten”.

**Art. 5.** In artikel 7 van hetzelfde besluit, worden de volgende wijzigingen aangebracht:

1° in het eerste lid, worden de woorden "de gepaste documenten" vervangen door de woorden "de gepaste bezoekdocumenten";

2° het eerste lid, b), wordt vervangen door wat volgt:

"b) één of meer inspectielijnen, dienstlokalen evenals gemeenschapslokalen voor het personeel;

Onder "dienstlokalen", wordt verstaan de dienstruimten die door de personeelsleden van het keurstation worden gebruikt die mogelijk toegankelijk zijn voor het publiek, waaronder het kantoor van de stationschef, met toestemming, onthaalbalies en kassa's.

Onder gemeenschapslokalen wordt verstaan de ruimten die uitsluitend toegankelijk zijn voor het personeel van het station, waaronder de refter, kleedkamers en toiletten. "

**Art. 6.** In artikel 8 van hetzelfde besluit, gewijzigd bij het besluit van de Waalse Regering van 30 maart 2017, worden de volgende wijzigingen aangebracht:

1° in paragraaf 1 worden de volgende wijzigingen aangebracht:

b) in het tweede lid, worden de woorden "in § 2" vervangen door de woorden "in bijlage 1. ";

b) in het derde lid worden de volgende wijzigingen aangebracht:

(1) de woorden "in § 2, punt 4.1" worden vervangen door de woorden "in bijlage 1, punt 5.1";

(2) de woorden "§ 2" worden vervangen door de woorden "bijlage 1". ";

c) in het vierde lid van de Franse versie, wordt het woord "capable" vervangen door de woorden "qui permet";

d) het wordt aangevuld met een lid, luidend als volgt:

4° In afwijking van het vierde lid, kan de Minister toestemming verlenen voor de vestiging van een station dat niet beschikt over ten minste één lijn waarop voertuigen met een toegestane maximummassa van meer dan 3.500 kg kunnen worden gecontroleerd, indien een ander station dat wel over een dergelijke lijn beschikt, gelegen is binnen een straal van minder dan vijftien kilometer van het station waarop deze afwijking betrekking heeft. ";

2° in paragraaf 4, worden de woorden "zijn te haren laste" vervangen door de woorden "zijn ten laste van de instelling";

3° paragraaf 5 wordt vervangen door wat volgt:

"§ 5. De installaties en hun uitrusting maken, te allen tijde, de uitvoering mogelijk van de aan de instellingen gedelegeerde activiteiten en zorgen voor een kwaliteitsvolle dienstverlening aan de gebruikers, overeenkomstig de richtlijnen van de Minister of diens afgevaardigde. De toestellen moeten inzonderheid voldoen aan het nazicht bedoeld in paragraaf 4. "

**Art. 7.** In artikel 9, van hetzelfde besluit, wordt het woord "geografische" ingevoegd tussen de woorden "Voor de" en het woord "implanting".

**Art. 8.** Artikel 10 van hetzelfde besluit, gewijzigd bij het besluit van de Waalse Regering van 30 maart 2017, wordt vervangen als volgt:

"Art. 10. § 1. De instelling is ertoe gehouden aan de Minister of diens afgevaardigde maatregelen voor te stellen om de capaciteit van haar instellingen te verhogen wanneer de belasting van een station zesduizend uren technische tijd per jaar en per toegewezen inspectielijn overtreft, gebaseerd op openingstijden van vijftien uur per week, hetzij door het aantal inspectielijnen in het bestaande station uit te breiden, hetzij door een nieuw inspectiestation op te richten.

Onder toegewezen inspectielijn wordt verstaan een inspectielijn die gebruikt wordt voor de keuring van voertuigen van specifieke categorieën zoals bedoeld in artikel 1, § 1, van het koninklijk besluit van 15 maart 1968.

De technische tijd van de prestaties uitgevoerd op gedelokaliseerde inspectielijnen gebonden aan een station evenals deze lijnen moeten uitgesloten worden van de berekening van de last van dit station.

Tenzij de waarschijnlijke groei van de activiteit een andere installatie rechtvaardigt, moet de capaciteit van de beoogde nieuwe installaties worden gebaseerd op:

a) voor de bouw van het gebouw, een minimumbelasting van drieduizend uur technische tijd per jaar en per inspectielijn;

a) voor de uitrusting van de inspectielijnen, een minimale belasting van drieduizend vijfhonderd uren technische tijd per jaar en per inspectielijn.

Een nieuw station moet minstens drie lijnen omvatten, behalve wanneer het de vervanging van een bestaand controlestation betreft.

§ 2. De instelling die een nieuwe constructie, aanpassingswerken of een uitbreiding overweegt, moet het ontwerp hiervan voor goedkeuring voorleggen aan de Minister. De goedkeuring stelt vast binnen welke termijn de werken moeten uitgevoerd worden.

Het aanbestedingsdossier van het project moet de volgende elementen bevatten:

a) in geval van voorafgaande verwerving van een bouwperceel, de goedkeuring bedoeld in artikel 11, § 1, derde lid;

b) in geval van werkzaamheden waarvoor dit vereist is, de bouwvergunning, de globale vergunning en de exploitatievergunning;

c) in geval van wijzigingen aan bestaande installaties, een plaatsbeschrijving en de plannen van de installaties voordat de werkzaamheden worden uitgevoerd;

d) een projectie en de plannen van de installaties, na uitvoering van de werkzaamheden;

e) de geraamde begroting voor de werkzaamheden volgens het schema van bijlage 4, punt IX, de financieringsbron(nen), alsook de afschrijvingstermijn voor de activa;

f) de verantwoording van de technische tijd per lijn, vóór en na voltooiing van de werkzaamheden;

g) een motivering van de noodzaak van de werkzaamheden;

h) de inventaris van de keuringsapparatuur die op het station aanwezig is na uitvoering van de werkzaamheden;

- i) het tijdschema voor de werkzaamheden met vermelding van de verwachte begindatum van de werkzaamheden, de termijnen voor de uitvoering van de werkzaamheden en de geschatte datum van voltooiing van de werkzaamheden;
- j) de impact van het project op het gebied van menselijke hulpbronnen.

De Minister of diens afgevaardigde kan de instelling verzoeken om aanvullende informatie of documenten om het aanbestedingsdossier te vervolledigen.

Het aanbestedingsdossier wordt ingediend bij de Minister of diens afgevaardigde zodra de stedenbouwkundige vergunning of de globale vergunning is verkregen, indien vereist, en uiterlijk drie maanden vóór de verwachte begindatum van de werkzaamheden.

De volledigheid van het dossier wordt door de administratie aan de organisatie meegedeeld binnen vijftien kalenderdagen na de ontvangst ervan of, in voorkomend geval, de ontvangst van documenten of aanvullende informatie. De Minister deelt zijn beslissing mee aan de instelling binnen twee maanden na ontvangst van het volledige of aangevulde indieningsdossier.

De kosten van de werkzaamheden verricht buiten de goedkeuring bedoeld in het eerste lid worden uitgesloten van de lasten bedoeld in artikel 25, tweede lid, met uitzondering van de uitgaven die noodzakelijk zijn gemaakt om het aanbestedingsdossier te vervolledigen.

§ 3. De instelling legt de projecten voor de aanleg van één of meer gedelokaliseerde keuringslijnen ter goedkeuring aan de Minister of diens afgevaardigde voor.

§ 4. De instelling maakt binnen drie maanden na de voorlopige oplevering van de door de Minister goedgekeurde werkzaamheden een vergelijkende analyse op tussen de begrote bedragen zoals bedoeld in paragraaf 2, tweede lid, punt e), en de kosten van de uitgevoerde werkzaamheden, alsmede een rechtvaardiging voor de waargenomen significante verschillen.

Onder significante verschillen wordt verstaan elke afwijking naar boven of naar beneden van tien procent of meer voor elk van de posten die zijn opgenomen in de in het tweede lid, tweede lid, punt e), bedoelde geraamde begroting en de uitvoering daarvan. ”.

**Art. 9.** Artikel 11 van hetzelfde besluit, voor het laatst gewijzigd bij het besluit van de Waalse Regering van 30 maart 2017, wordt vervangen als volgt:

”Art. 11. § 1. De onroerende goederen bestemd voor de uitvoering van gedelegeerde activiteiten, met uitzondering van de goederen die worden gebruikt voor gedelokaliseerde keuring, worden door de instellingen in volle eigendom verworven.

Voor de toepassing van het eerste lid, worden de op de datum van inwerkingtreding van dit besluit bestaande erfpachten met een verwerving in volle eigendom gelijkgesteld.

De Minister geeft voorafgaande toestemming voor de verwerving van grond.

De kosten van de verwervingen die zijn gedaan zonder de toestemming bedoeld in het derde lid worden uitgesloten van de lasten bedoeld in artikel 25, tweede lid, met uitzondering van de uitgaven die noodzakelijk zijn gemaakt om het aanbestedingsdossier te vervolledigen.

Het aanbestedingsdossier dat ter goedkeuring aan de Minister wordt voorgelegd, moet de volgende informatie bevatten:

- a) een schatting van het goed door het Aankoopcomité van Onroerende Goederen (CAI) of bij gebreke daarvan, door een vastgoeddeskundige;
- b) het kadastraal plan van het goed;
- c) een schatting van de aankoopprijs, alle kosten inbegrepen;
- d) de geschatte verwervingsdatum;
- e) een rechtvaardiging voor de verwerving.

De Minister of diens afgevaardigde kan de instelling verzoeken om aanvullende informatie of documenten om het aanbestedingsdossier te vervolledigen.

De volledigheid van het dossier wordt door de administratie aan de instelling meegedeeld binnen vijftien kalenderdagen na de ontvangst ervan of, in voorkomend geval, de ontvangst van documenten of aanvullende informatie. De Minister deelt zijn beslissing mee aan de instelling binnen twee maanden na ontvangst van het volledige of aangevulde indieningsdossier.

§ 2. Als de verkrijging in volle eigendom van een onroerend goed onmogelijk is, mag de instelling, indien het goed onmisbaar is voor de uitvoering van de aan de instelling gedelegeerde activiteiten, het in huur nemen of leasen.

Zowel het beginsel van de huur en het leasen als het bedrag van de huurprijs dienen vooraf goedgekeurd te worden door de Minister of diens afgevaardigde.

Een exemplaar van de huurovereenkomst, behoorlijk geregistreerd, of van de leasingovereenkomst dient te worden overhandigd aan de Minister of diens afgevaardigde. ”.

**Art. 10.** Artikel 12 van hetzelfde besluit wordt opgeheven.

**Art. 11.** In artikel 13 van hetzelfde besluit, worden de woorden ”namelijk haar directeur-generaal, haar administratieve en technische directeurs,” ingevoegd tussen de woorden ”overheid vertegenwoordigen,” en de woorden ”moeten de Belgische”.

**Art. 12.** Artikel 14 van hetzelfde besluit, gewijzigd bij het besluit van de Waalse Regering van 30 maart 2017, wordt vervangen als volgt:

”Art. 14. § 1. De instelling beschikt over personeel dat van goed gedrag en zeden is en dat over de beroepsbekwaamheid vermeld in bijlage 2 beschikt.

Om de periodieke technische controles uit te voeren hebben de controleurs aan de volgende voorwaarden voldaan:

- 1° ze hebben een stageperiode gevolgd;
- 2° ze hebben een opleiding gevolgd die door de Minister of diens afgevaardigde worden goedgekeurd;
- 3° ze zijn geslaagd voor de examens waarvan de inhoud en de modaliteiten door de Minister of diens afgevaardigde worden goedgekeurd.



Het slagen voor de examens geeft aanleiding tot de afgifte van een getuigschrift van vakbekwaamheid waarvan de minimale inhoud in bijlage 2 wordt bepaald.

De instelling is verantwoordelijk voor de oorspronkelijke en doorlopende beroepsopleiding van haar personeel. De in bijlage 2 bepaalde minimale inhoud en de modaliteiten van die opleidingen worden door de Minister of diens afgevaardigde goedgekeurd.

§ 2. De instelling neemt de instructies van de minister of zijn gedelegeerde met betrekking tot de organisatie van de opleiding van het personeel in acht, teneinde uniformiteit in de uitvoering van de aan hen gedelegeerde activiteiten te waarborgen. ”.

**Art. 13.** In artikel 19 van hetzelfde besluit worden de volgende wijzigingen aangebracht:

1° het woord “minimum” wordt ingevoegd tussen de woorden “letsels voor een” en de woorden “bedrag van”;

2° het woord “minimum” ingevoegd tussen de woorden “schade voor een” en de woorden “bedrag van”.

**Art. 14.** Artikel 20 van hetzelfde besluit wordt vervangen als volgt:

“Art. 20. § 1. De instelling moet de indicatoren uit het kwaliteitshandboek opstellen, controleren en er toezicht op houden.

Voordat de indicatoren door de Minister worden ingevoerd, worden ze onderworpen aan overleg met erkende instellingen om de haalbaarheid van hun technische implementatie en hun economische levensvatbaarheid te garanderen.

Deze indicatoren meten met name de kwaliteitsniveau van de dienstverlening aan de gebruikers, de naleving van de implementatie van de richtlijnen van de overheid en het goede beheer van aan de instellingen gedelegeerde activiteiten.

De mate waarin de aan deze indicatoren gekoppelde doelstellingen worden behaald, beïnvloedt de bezoldiging van de instelling overeenkomstig paragraaf 2.

§ 2. De bezoldiging van de instellingen bestaat uit een basisbedrag en een variabel deel.

Het basisbedrag vertegenwoordigt zes procent van de netto-inkomsten voor alle gedelegeerde activiteiten samen. Dit basisbedrag wordt verhoogd of verlaagd met een variabel gedeelte tot maximaal één punt vijf procent van de netto-inkomsten, afhankelijk van de naleving van de drempels die zijn vastgesteld door de indicatoren die door de Minister zijn goedgekeurd in het kwaliteitshandboek. ”.

**Art. 15.** Artikel 21 van hetzelfde besluit, vervangen bij het besluit van de Waalse Regering van 31 augustus 2023, wordt vervangen door wat volgt:

“Art. 21. § 1. De instelling dient uiterlijk op 30 september van elk jaar een voorlopige initiële begroting van de inkomsten en uitgaven voor het komende boekjaar in, ter analyse en goedkeuring door de Minister of diens afgevaardigde.

De budgettering van de IT-uitgaven in de voorlopige initiële begroting zoals bedoeld in het eerste lid moet vooraf worden goedgekeurd door de IT-Commissie, die de geschiktheid van de ontwikkeling van toepassingen en IT-park en de daarmee gemoeide bedragen valideert.

§ 2. De instelling dient, uiterlijk op 15 juli van elk jaar, een aangepaste voorlopige begroting van de inkomsten en uitgaven voor het lopende boekjaar in, ter analyse en goedkeuring door de Minister of diens afgevaardigde.

Indien de ingediende aangepaste begroting naar behoren een tekort vertoont en dit tekort niet volledig kan worden gedekt door de in artikel 24, § 2 bedoelde reserve van de instelling, beslist de Waalse Regering over de financiering, vanuit de Waalse gewestbegroting van het Fonds voor Verkeersveiligheid, van het saldo dat niet gedekt is door de beschermde reserve van de instelling.

§ 3. De Minister of diens afgevaardigde kan in de loop van het boekjaar de instelling verzoeken één of meer aangepaste voorlopige begrotingen te verkrijgen. ”.

**Art. 16.** Artikel 22 van hetzelfde besluit, opgeheven bij artikel 3 van de wet van 31 juli 2020, wordt hersteld in de volgende lezing:

“Art. 22. § 1. Het totale bedrag aan exploitatiekosten in de voorlopige begroting die door de Minister of diens afgevaardigde is goedgekeurd, is beperkt voor de instelling.

§ 2. Tijdens de uitvoering zijn herverdelingen tussen de verschillende uitgavenrekeningen van de goedgekeurde begroting mogelijk.

§ 3. Tijdens de uitvoering stelt het orgaan dat wordt geconfronteerd met een uitzonderlijke, dringende, onvermijdbare, onontbeerlijke en onvoorziene gebeurtenis of met een gebeurtenis die voortvloeit uit een verzoek van de minister of diens afgevaardigde en die aanzienlijke gevolgen heeft voor de goedgekeurde begroting, de minister of diens afgevaardigde daarvan onmiddellijk in kennis.

Onder aanzienlijke gevolgen wordt verstaan elke variatie die het gebudgetteerde resultaat met meer dan tien procent negatief beïnvloedt of die leidt tot een overschrijding van het totale bedrag aan bedrijfskosten van de goedgekeurde voorlopige begroting.

Wanneer de instelling wordt geconfronteerd met de in het eerste lid bedoelde gebeurtenis en deze gebeurtenis leidt tot een verwacht exploitatieverlies dat niet volledig kan worden gedekt door de beschermde reserverekening, dient zij onverwijld een aangepaste voorlopige begroting in bij de Minister of diens afgevaardigde waarbij zij zijn aandacht richt op het dringende karakter van de verwerking ervan.

De in het derde lid bedoelde voorlopige begroting wordt binnen tien dagen na ontvangst door de Minister of diens afgevaardigde geanalyseerd en goedgekeurd. Indien de aldus goedgekeurde aangepaste voorlopige begroting een exploitatietekort vertoont dat niet volledig gedekt wordt door de beschermde reserverekening, leidt de Minister of diens afgevaardigde de procedure zoals bedoeld in artikel 21, § 2, tweede lid, in.

§ 4. De organisatie moet kunnen rechtvaardigen dat voor elke uitgave van 75.000 euro of meer exclusief btw een aanbesteding is uitgeschreven door ten minste drie potentiële dienstverleners, of de monopolistische of oligopolistische situatie, de technische exclusiviteit of de dwingende urgentie van de kosten.

§ 5. Elk ontwerp van niet-gebudgetteerde uitgaven waarvan het bedrag hoger is dan of gelijk is aan 75.000 euro exclusief btw wordt vóór de uitvoering ervan, ter goedkeuring van de Minister of diens afgevaardigde voorgelegd. ”.

**Art. 17.** Artikel 24 van hetzelfde besluit, voor het laatst gewijzigd bij het besluit van de Waalse Regering van 16 december 2020, wordt vervangen als volgt:

”Art. 24. § 1. De Minister of diens afgevaardigde regulariseert de exploitatierekeningen van de instelling voor elk boekjaar uiterlijk op 1 december van het jaar dat volgt op het exploitatiejaar.

Voor deze datum deelt de Minister of diens afgevaardigde aan de instelling het bedrag mee dat moet worden gestort op of afgetrokken van de beschermde reserverekening alsook het bedrag dat moet worden gestort op of afgetrokken van het Fonds voor Verkeersveiligheid.

§ 2. De in paragraaf 1, tweede lid, bedoelde beschermde reserverekening wordt ingesteld met het oog op het verkrijgen van een beschermde reserve ter hoogte van vijftien procent van de laatste jaaromzet van de instelling.

De Minister kan het niveau van de in het eerste lid bedoelde beschermde reserve verhogen.

Elk ander debet van de beschermde reserverekening dan dat bedoeld voor de dekking van een negatief resultaat zoals bedoeld in bijlage 4, punt VII, en dat leidt tot een beschermde reserverekening lager dan vijftien procent van de laatste omzet, kan slechts geschieden in geval van gehele of gedeeltelijke schorsing van de aan de instelling gedelegeerde activiteiten of in geval van intrekking van haar erkenning, zoals bedoeld in artikel 30. ”.

**Art. 18.** Artikel 25 van hetzelfde besluit, laatst gewijzigd bij het besluit van de Waalse Regering van 30 maart 2017, wordt vervangen als volgt:

”Art. 25. Elk jaar vóór 1 april stelt de instelling haar exploitatierekening op voor het vorige boekjaar, bij toepassing van de gebruikelijke regels van de dubbele boekhouding. Het wordt opgesteld overeenkomstig de bepalingen van de boekhoudingshandleiding in bijlage 4, punt IV, b).

Alleen de kosten en inkomsten verdeeld over gedelegeerde activiteiten die zijn opgenomen in het boekhoudschema en de toerekeningsregels van bijlage 4 worden in de exploitatierekening opgenomen.

Exploitatiekosten die niet rechtstreeks aan een bepaalde activiteit kunnen worden toegerekend, worden onderling verdeeld met behulp van een verdeelsleutel op basis van de omzet, zoals vastgelegd in bijlage 4, punt IV, c). ”.

**Art. 19.** In artikel 26 van hetzelfde besluit, gewijzigd bij het besluit van de Waalse Regering van 30 maart 2017, worden de volgende wijzigingen aangebracht:

1° in het derde lid, worden de volgende wijzigingen aangebracht:

(1) in de inleidende zin, worden de woorden ”Directeur-generaal van het Operationele Directoraat-generaal Mobiliteit en Waterwegen van de Waalse Overheidsdienst” vervangen door de woorden ”Minister of diens afgevaardigde”;

(2) in a), worden de woorden ”tijdens het afgelopen boekjaar” ingevoegd tussen de woorden ”prestaties dat” en de woorden ”in elke”;

(3) c) wordt vervangen als volgt:

”c) jaarlijks, vóór 1 april, haar exploitatierekening van het afgelopen boekjaar, samen met de bewijsstukken voor elke rekening”;

2° het artikel wordt aangevuld met volgend lid:

”Wat het derde lid, c), betreft, worden in de bewijsstukken voor elke rekening de significante verschillen tussen de goedgekeurde voorlopige begroting en de uitvoering ervan nader bepaald.

Onder ”significante verschillen” wordt verstaan: elk verschil van meer dan tien procent tussen de laatste goedgekeurde voorlopige begroting en de uitgevoerde begroting voor elk van de in bijlage 4, punt IV, e), vermelde rekeningen. ”.

**Art. 20.** Artikel 27 van hetzelfde besluit, gewijzigd bij het besluit van de Waalse Regering van 30 maart 2017, wordt vervangen als volgt:

”Art. 27. § 1. De minister of diens afgevaardigde benoemt een bedrijfsrevisor om:

a) na te gaan of de kosten en uitgaven die ten laste komen van de exploitatierekening van de instellingen bedoeld in artikel 26, derde lid, c), overeenstemmen met de bepalingen van de in bijlage 4 opgenomen boekhoudingshandleiding;

b) de nauwkeurigheid van de netto-inkomsten en de exploitatieopbrengsten te controleren;

c) de exploitatierekening, zoals opgesteld na de uitvoering van zijn opdracht, te vergelijken met de voorlopige begroting van de instelling die is goedgekeurd overeenkomstig artikel 21, § 1, eerste lid;

d) de correcte toepassing van de artikelen 22 en 25 te verifiëren;

e) na te gaan of de kosten die zijn opgenomen in de exploitatierekening van de instellingen bedoeld in artikel 26, derde lid, c), niet in een andere exploitatierekening zijn opgenomen;

f) te controleren of een validatie is toegekend aan de instelling wanneer een van de bepalingen van bijlage 4 dit vereist.

Daartoe heeft de revisor toegang tot alle professionele of boekhoudkundige documenten van de instellingen die hij noodzakelijk acht voor de uitvoering van de hem toevertrouwde opdracht.

§ 2. De revisor stelt jaarlijks, voor elke organisatie, een rapport op over zijn opdracht, waarin het volgende is opgenomen:

- a) de lijst van de verbeteringen;
- b) de aangepaste resultatenrekening;
- c) de vergelijking tussen de aangepaste werkelijke exploitatierekening en de goedgekeurde begroting;
- d) het positieve overschot of negatieve resultaat van het boekjaar;
- e) het overzicht van de beschermde reserverekening op 31 december van het boekjaar;
- f) de naleving van de criteria inzake personeel zoals opgenomen in bijlage 3, punt 4.1.

Hij bezorgt dit rapport vóór 1 oktober van het jaar dat volgt op het betrokken boekjaar aan de Minister of diens afgevaardigde.”.

**Art. 21.** Artikel 28 van hetzelfde besluit, zoals laatst gewijzigd bij het besluit van de Waalse Regering van 30 maart 2017, worden de volgende wijzigingen aangebracht wordt opgeheven.

**Art. 22.** In artikel 29 van hetzelfde besluit, gewijzigd bij het besluit van de Waalse Regering van 30 maart 2017, worden de volgende wijzigingen aangebracht:

1° in paragraaf 1, wordt het tweede lid aangevuld met de woorden “met een aangetekende brief”;

2° in paragraaf 2, zevende lid, worden de woorden “de directeur-generaal van het Operationeel Directoraat-generaal Mobiliteit en Waterwegen van de Waalse Overheidsdienst” vervangen door de woorden “of diens afgevaardigde”.

**Art. 23.** In artikel 30 van hetzelfde besluit, gewijzigd bij het besluit van de Waalse Regering van 30 maart 2017, worden de volgende wijzigingen aangebracht:

1° het eerste lid wordt vervangen door wat volgt:

“De erkenning van een instelling kan door de Minister worden ingetrokken, na advies uitgebracht conform artikel 29, § 2, door de Paritaire Raadgevende Commissie bedoeld in artikel 29, § 1, indien de basisvoorwaarden van de uitvoering voor de technische controle, vermeld in de artikelen 6, 7, 8, 11, 13, 14, 20, 21 en 22 niet meer vervuld zijn.”;

2° het tweede lid wordt aangevuld met de woorden “met een aangetekende brief”;

3° in het derde lid, worden de woorden “of diens afgevaardigde” opgeheven.

**Art. 24.** In artikel 31 van hetzelfde besluit, gewijzigd bij het besluit van de Waalse Regering van 30 maart 2017, worden de volgende wijzigingen aangebracht:

1° het eerste lid wordt aangevuld met de woorden “per post of elektronisch”;

2° het vierde lid wordt aangevuld met de woorden “met een aangetekende brief”.

**Art. 25.** Artikel 32 van hetzelfde besluit, gewijzigd bij het besluit van de Waalse Regering van 30 maart 2017, wordt vervangen als volgt:

“Art. 32. Zijn erkend zonder te moeten voldoen aan de voorwaarde vereist in artikel 31 om de controle van de in het verkeer gebrachte voertuigen uit te oefenen, de instellingen die op de datum van de inwerkingtreding van dit besluit, de controle van de in het verkeer gebrachte voertuigen uitoefenen, conform de regels die tot op die datum van toepassing zijn, te weten:

- de NV “A.I.B.V.”, Sylvain Dupuislaan 235, te 1070

- de N.V. “AUTOSECURITE S.A., BUREAU D’ETUDES ET DE CONTROLE EN VUE DE LA SECURITE ROUTIERE”, afgekort A.S., avenue du Parc, 33 °, 4800 Verviers.”.

**Art. 26.** In hetzelfde besluit wordt een artikel 38 ingevoegd, luidend als volgt:

“Art. 38. Tenzij anders vermeld, worden alle in dit besluit en de bijlagen ervan vermelde bedragen op 1 januari geïndexeerd met het indexcijfer van de consumptieprijs van de voorgaande maand november.”.

**Art. 27.** In bijlage 1 van hetzelfde besluit, laatst gewijzigd bij het besluit van de Waalse Regering van 10 maart 2022, worden de volgende wijzigingen aangebracht:

1° er wordt een punt 2.14 ingevoegd, luidend als volgt:

“2.14. een inrichting voor het meten van de lichthelderheid.”;

2° er wordt een punt 9 ingevoegd, luidend als volgt:

“9. Naast de minimumuitrusting moet elk controlestation, dat belast is met de controle van voertuigen overeenkomstig het besluit van de Waalse Regering van 18 november 2022 betreffende de technische controle van twee- of driewielige voertuigen en vierwielers en tot wijziging van het koninklijk besluit van 10 oktober 1974 houdende algemeen reglement op de technische eisen waaraan de bromfietsen, de motorfietsen en hun aanhangwagens moeten voldoen, ook beschikken over de volgende aangepaste uitrusting:

9.1. een rollenremmeter;

9.2. een vertragingsmeter;

9.3. een micrometer of schuifmaat voor remschijven;

9.4. een remklauw;

9.5. een heftafel met bevestigingssystemen voor voertuigen;

9.6. een krik of hefsysteem;

9.7. een set werkplaatsstandaarden met bevestigingssystemen voor voertuigen;



- 9.8. een draaiplateau;
- 9.9. een geluidsmeter van klasse 1 op statief;
- 9.10. een draagbare toerenteller;
- 9.11. meetapparatuur voor uitlaatemissies;
- 9.12. een lichtregelaar;
- 9.13. een gradenboog of sjabloon voor verdwijnende hoeken, helling (kentekenplaatnummer);
- 9.14. een controle-instrument voor het opspannen van de spaken;
- 9.15. een set krachthendels. ”.

**Art. 28.** In bijlage 2 van hetzelfde besluit, laatst gewijzigd bij het besluit van de Waalse Regering van 10 maart 2022, wordt 1 vervangen als volgt:

”1. Directiepersoneel:

Alleen personen die binnen twaalf maanden na hun indiensttreding een examen hebben afgelegd waaruit blijkt dat de vereiste vaardigheden voor de uitoefening van de functie en dat door de Administratie wordt georganiseerd, kunnen worden behouden in de functie van Directeur-Generaal, Directeur of Adjunct-directeur.

*a) Directeur-generaal: de Directeur-generaal is houder van een universitair diploma. Als de kandidaat het vereiste diploma niet heeft, moet hij tien jaar beroepservaring hebben.*

Hij beschikt over de vaardigheden die nodig zijn om de instelling te beheren.

*b) Directeurs:*

- Technisch directeur: de technisch directeur beschikt over een diploma burgerlijk ingenieur of een vergelijkbaar diploma erkend door de betreffende Lidstaat van de Europese Unie. Als de kandidaat het vereiste diploma niet heeft, moet hij vijf jaar beroepservaring in zijn vakgebied kunnen aantonen.

Hij is in staat toezicht te houden op de uitvoering van alle technische taken en deze te coördineren.

De instelling heeft minstens één technisch directeur.

- Administratief directeur: de administratief directeur is houder van een universitair diploma. Als de kandidaat het vereiste diploma niet heeft, moet hij vijf jaar beroepservaring in zijn vakgebied kunnen aantonen.

Hij is in staat toezicht te houden op de uitvoering van alle administratieve taken en deze te coördineren.

Administratieve directeurs zijn onder andere de financieel directeur, personeelsdirecteur en IT-directeur van de instelling.

*c) Adjunct-directeurs: de adjunct-directeur is houder van een universitair diploma of een niet-universitair getuigschrift van hoger onderwijs. Als de kandidaat het vereiste diploma niet heeft, moet hij vijf jaar beroepservaring in zijn vakgebied kunnen aantonen.*

Hij is in staat toezicht te houden op de uitvoering van alle taken die verband houden met zijn functie en deze te coördineren.

De erkenning van de beroepservaring wordt ter goedkeuring aan de Minister of diens gemachtigde voorgelegd. ”.

**Art. 29.** In hetzelfde besluit, wordt bijlage 4, laatst gewijzigd bij het besluit van de Waalse Regering van 30 maart 2017, vervangen door een bijlage 4 dit bij dit besluit wordt gevoegd.

**Art. 30.** In hetzelfde besluit, wordt een bijlage 6 ingevoegd, die als bijlage 2 bij dit besluit is gevoegd.

**Art. 31.** Dit besluit treedt in werking op 1 januari 2025, met uitzondering van artikel 10 en bijlage 4, punt IV, *f*), betreffende de rekeningen 61231, 61232 en 63026, die in werking treden op 1 januari 2027.

**Art. 32.** De Minister bevoegd voor Verkeersveiligheid is belast met de uitvoering van dit besluit.

Namen, 6 juni 2024.

Voor de Regering:

De Minister-President,  
E. DI RUPO

De Minister van Ambtenarenzaken, Informatica, Administratieve Vereenvoudiging,  
belast met Kinderbijslag, Toerisme, Erfgoed en Verkeersveiligheid,  
V. DE BUE

**Bijlage 1 bij het besluit van de Waalse Regering tot wijziging van het koninklijk besluit van 23 december 1994 tot vaststelling van de erkenningsvoorwaarden en de regeling van de administratieve controle van de instellingen belast met de controle van de in het verkeer gebrachte voertuigen**

Bijlage 4. Boekhoudingshandleiding

Gezien om te worden gevoegd bij het besluit van de Waalse Regering van 6 juni 2024 tot wijziging van het koninklijk besluit van 23 december 1994 tot vaststelling van de erkenningsvoorwaarden en de regeling van de administratieve controle van de instellingen belast met de controle van de in het verkeer gebrachte voertuigen en tot wijziging van het koninklijk besluit van 15 maart 1968 houdende algemeen reglement op de technische eisen waaraan de auto's, hun aanhangwagens, hun onderdelen en hun veiligheidstoebehoren moeten voldoen;

Namen, 6 juni 2024.

Voor de Regering:

De Minister-President,

E. DI RUPO

De Minister van Ambtenarenzaken, Informatica, Administratieve Vereenvoudiging,  
belast met Kinderbijslag, Toerisme, Erfgoed en Verkeersveiligheid,

V. DE BUE

**Bijlage 2 bij het besluit van de Waalse Regering tot wijziging van het koninklijk besluit van 23 december 1994 tot vaststelling van de erkenningsvoorwaarden en de regeling van de administratieve controle van de instellingen belast met de controle van de in het verkeer gebrachte voertuigen**

Bijlage 6. Delegatie van bevoegdheden

1. De delegaties van bevoegdheden bedoeld bij dit besluit van de Waalse Regering worden toegekend aan de ambtenaren van de Administratie.

2. De delegaties van bevoegdheden die bij dit besluit van de Waalse Regering worden toegekend, worden ook toegekend aan alle hiërarchische meerderen van de ambtenaar die met deze delegaties is belast, naast de delegaties die uitdrukkelijk aan hen zijn voorbehouden.

3. Delegatie van bevoegdheden:

Voor de toepassing van deze bijlage wordt verstaan onder:

1° DG: de Directeur-Generaal van de Administratie;

2° IG: de Inspecteur-Generaal van het Departement;

3° Directeur: de Directeur van de Directie Reglementering van voertuigen en Certificering;

4° Ambtenaren van de "DRVC": de ambtenaren van de Directie Reglementering van voertuigen en Certificering.

<b>Vaardigheid</b>	<b>Artikelen van het koninklijk besluit van 23 december 1994</b>	<b>Delegatie</b>
Definitie van de gemiddelde theoretische tijd voor het uitvoeren van een technische inspectiedienst	Art. 1/1, eerste lid, 3°	DG
Richtlijnen voor een kwaliteitsvolle dienstverlening aan de gebruikers	Art. 4. § 1, tweede lid	DG
Goedkeuring van de openingstijden	Art. 4. § 1, zevende lid	IG
Modaliteiten voor het verzenden van waarschuwingen voor vervaldata	Art. 4, § 2	DG
Modaliteiten voor de afspraken	Art. 4, § 3, derde lid	DG
Richtlijnen voor de coördinatie van de activiteiten van de instellingen	Art.5	DG
Goedkeuring van de constructievoorschriften en de voorwaarden waaraan de apparatuur en de controletoeestellen moeten voldoen	Art.8, § 3	DG
Aanduiding van de erkende controle-instelling voor het nazien van de controleapparatuur	Art.8, § 4	DG
Richtlijnen voor de installaties en hun uitrusting	Art.8, § 5	Directeur
Aanvraag voor de installatie van andere materieel dan voorgeschreven	Art.8, § 6	DG
Voorstel van maatregelen om de capaciteit van haar instellingen te verhogen wanneer de belasting van een station zesduizend uren technische tijd per jaar en per toegewezen inspectielijn overtreft	Art.10, § 1, eerste lid	Directeur
Recht om bij de instelling aanvullende informatie op te vragen voor de volledigheid van het aanbestedingsdossier.	Art.10, § 2, derde lid	Directeur

Voorstel van het aanbestedingsdossier	Art.10, § 2, vierde lid	Directeur
Goedkeuring van projecten om een of meer gedelokaliseerde keuringslijnen aan te leggen	Art. 10, § 3	IG
Recht om bij de instelling aanvullende informatie op te vragen voor de volledigheid van het aanbestedingsdossier.	Art. 11, § 1, zesde lid	Directeur
Goedkeuring van het principe van huur of leasing van onroerend goed, evenals het bedrag van de huurprijs	Art. 11, § 2, tweede lid	DG
Overlegging van een kopie van de naar behoren geregistreerde lease- of leasingovereenkomst	Art. 11, § 2, derde lid	Directeur
Goedkeuring van de opleiding van de inspecteurs	Art. 14. § 1, tweede lid, 2°	IG
Goedkeuring van de inhoud en voorwaarden van de examens voor inspecteurs	Art.14, § 1, tweede lid, 3°	IG
Goedkeuring van de voorwaarden voor initiële en voortgezette beroepsopleiding voor het personeel van de instelling	Art. 14, § 1, vierde lid	DG
Instructies met betrekking tot de organisatie van de opleiding van het personeel van de instelling met het oog op een uniforme uitvoering van de opdrachten	Art.14, § 2	DG
Analyse en goedkeuring van de voorlopige initiële ontvangsten- en uitgavenbegroting voor het komende boekjaar	Art. 21, § 1, eerste lid	DG
Analyse en goedkeuring van de aangepaste voorlopige inkomsten- en uitgavenbegroting voor het lopende begrotingsjaar	Art. 21, § 2, eerste lid	DG
Verzoek van de instelling om één of meerdere aangepaste voorlopige begrotingen te verkrijgen	Art. 21, § 3	Ambtenaren van de "DRVC"
Goedkeuring van het totale bedrag aan operationele uitgaven in de goedgekeurde voorlopige begroting	Art. 22, § 1	DG
Onmiddellijke waarschuwing als de instelling wordt geconfronteerd met een uitzonderlijke, urgente, onvermijdbare, essentiële en onvoorzienne gebeurtenis die aanzienlijke gevolgen heeft voor de goedgekeurde begroting	Art. 22, § 3, eerste lid	Directeur
Invoering en goedkeuring van een aangepaste voorlopige begroting / Inleiding van de procedure zoals bedoeld in artikel 21, § 2, tweede lid	Art. 22, § 3, derde en vierde lid	DG
Instemming met niet-gebudgetteerde uitgavenprojecten waarvan het bedrag hoger is dan of gelijk is aan 75.000 euro exclusief btw, voorafgaand aan de uitvoering ervan	Art. 22, § 5	Directeur
Regularisatie van de exploitatierekeningen van de instelling	Art. 24, § 1, eerste en tweede lid	DG
Voorschrijven van alle documenten met betrekking tot de opdrachten van de instelling	Art. 26, eerste lid	Directeur
Overdracht van alle informatie met betrekking tot de opdrachten van de instelling	Art. 26, tweede lid	Ambtenaren van de "DRVC"
Mededeling: a) maandelijks, vóór de 16e van de volgende maand, het aantal diensten dat tijdens het afgelopen boekjaar in elke vestigingsplaats is verleend; b) jaarlijks, vóór 1 februari, de lijst van het personeel dat tijdens het afgelopen boekjaar in elke vestigingsplaats daadwerkelijk aanwezig was; c) jaarlijks, vóór 1 april, de	Art. 26, derde lid	Directeur

exploitatierekening over het afgelopen boekjaar, samen met bewijsstukken van de vastgestelde verschillen tussen de aanvankelijk goedgekeurde voorlopige begroting en de uitvoering daarvan; d) jaarlijks, vóór 1 juli, de jaarrekening, balans en winst- en verliesrekening over het afgelopen boekjaar, samen met een gedetailleerd verslag van al haar activiteiten.		
Aanduiding van de bedrijfsrevisor	Art. 27, § 1, eerste lid	Volgens de drempel voor openbare aanbestedingen
Toezending van het rapport over de opdracht van de bedrijfsrevisor	Art. 27, § 2, tweede lid	Wordt opgenomen in het bestek
Beslissing inzake administratieve boete	Art. 29, § 1, eerste lid en è 2, zevende lid	DG
Verzoek om aanvullende informatie, bezoek of inspectie van de installaties in het kader van een erkenningsaanvraag	Art. 31, derde lid	Ambtenaren van de "DRVC"
Modaliteiten van de examens voor de functies van Directeur-generaal, Directeur of Adjunct-directeur, binnen 12 maanden volgend op de indiensttreding	Bijlage 2, punt 1, eerste lid	DG
Goedkeuring van erkenning van beroepservaring	Bijlage 2, punt 1, tweede lid	DG
Overeenkomst inzake het toezicht op een hoofd van een ander geografisch dichtbij gelegen station in stations zonder stationsmanager	Bijlage 3, punt 3,2	Directeur
Bij negatief prognoseresultaat moet de instelling een verantwoording van de redenen van het negatieve resultaat indienen.	Bijlage 4, punt I, c)	DG
Bij structureel negatief prognoseresultaat, doet de instelling voorstellen voor te ondernemen acties om dit tekort te compenseren.	Bijlage 4, punt I, c)	DG
Overleg over de macro-economische parameters die gebruikt moeten worden bij het opstellen van de initiële begroting en de meerjarige projectie	Bijlage 4, punt I, d)	Ambtenaren van de "DRVC"
Beschikken over alle informatie en/of documenten die nodig zijn voor de analyse van de voorlopige initiële begroting	Bijlage 4, punt I, e)	Ambtenaren van de "DRVC"
Bij negatief voorlopig aangepast resultaat dient de instelling een naar behoren gemotiveerde dossier in met het oog op het aanvragen van een subsidie bij de Waalse Regering ter dekking van het tekortsaldo dat niet gedekt wordt door de beschermde reserverekening.	Bijlage 4, punt II, c)	DG
Beschikken over alle informatie en/of documenten die nodig zijn om de aangepaste voorlopige begroting te analyseren	Bijlage 4, punt II, d)	Ambtenaren van de "DRVC"
Onmiddellijke invoering van een aangepaste voorlopige begroting wanneer de in het vorige lid bedoelde gebeurtenis leidt tot een voorlopig exploitatieverlies dat niet volledig kan worden gedekt door de beschermde reserverekening.	Bijlage 4, punt II, e)	DG
Analyse en goedkeuring van de aangepaste voorlopige begroting na een impactvolle gebeurtenis	Bijlage 4, II, e)	DG

Goedkeuring van het totaal bedrag van de uitgaven binnen de voorlopige begroting	Bijlage 4, III, a)	DG
Recht om bij de instelling om aanvullende informatie of documenten te verzoeken om het aanbestedingsdossier te vervolledigen.	Bijlage 4, III, a)	Ambtenaren van de "DRVC"
Kennisgeving van de beslissing aan de instelling binnen 10 werkdagen na ontvangst van het volledige uitgavenprojectdossier	Bijlage 4, III, a)	Directeur
Verzoek om een opwaartse of neerwaartse bijstelling van meer dan 75 000 euro exclusief btw tussen de rekeningen in de goedgekeurde begroting	Bijlage 4, III, b)	Directeur
Nieuwe (sub)rekeningen openen om een uitgave ten laste te brengen van de exploitatierekening	Bijlage 4, IV, e)	Directeur
Advies wanneer de instelling wordt geconfronteerd met een uitgavenpost die vanwege de aard ervan niet ten laste kan worden gebracht van een van de rekeningen die zijn opgenomen in Bijlage 4 en het indienen van een advies over de gedane voorstellen	Bijlage 4, IV, f)	Directeur
<b>Rekening 61100: Huur en huurkosten</b> <b>Ontvangst van Huur- en leasingovereenkomsten en goedkeuring van de betreffende bedragen</b>	Bijlage 4	Directeur
<b>Rekening 61201: Buitengewone kosten van dienstreizen, representatie en vertegenwoordiging</b> <b>Aanvraag of voorafgaande schriftelijke toestemming voor werkelijk gemaakte en naar behoren gemotiveerde buitengewone kosten van dienstreizen, representatie en vertegenwoordiging en goedkeuring</b>	Bijlage 4	Directeur
<b>Rekening 61308: Andere vergoedingen</b> Goedkeuring voor elk nieuw type uitgave ten laste van deze rekening	Bijlage 4	Directeur
<b>Rekening 61360: Andere dienstverleningen van derden</b> Goedkeuring voor elk nieuw type uitgave ten laste van deze rekening	Bijlage 4	Directeur
<b>Rekening 61374: Andere bijdragen</b> Goedkeuring voor elk nieuw type uitgave ten laste van deze rekening	Bijlage 4	Directeur
<b>61510: Bewakingskosten</b> <b>Overeenkomst over de mogelijkheid om deze diensten door externe dienstverleners te gebruiken</b>	Bijlage 4	Directeur
<b>61530: Diverse en onvoorziene/uitzonderlijke uitgaven</b> Goedkeuring van de aard en het bedrag van de naar behoren gestaafde werkelijke uitgaven in verband met de uitvoering van de aan de instelling gedelegeerde activiteiten	Bijlage 4	Directeur
<b>63027: Afschrijvingen op overige vaste activa</b> <b>Validering van de aard van de uitgaven ten laste van deze rekening en overeenstemming over andere vaste activa bestemd voor de uitvoering van een opdracht</b>	Bijlage 4	Directeur
<b>64040: Andere belastingen</b> Goedkeuring van elke nieuwe aard van kosten op deze rekening	Bijlage 4	Directeur
<b>Rekening 64300: Kosten van oprichting, omvorming van de onderneming en kapitaalverhoging</b> Overeenstemming over de gepastheid van dit soort uitgaven	Bijlage 4	DG

moet vooraf worden goedgekeurd door de Minister of diens afgevaardigde.		
<b>65710: Overige bankkosten</b> Goedkeuring van elke nieuwe aard van kosten op deze rekening	Bijlage 4	Directeur
<b>65800: Overige financiële kosten</b> Goedkeuring van elke nieuwe aard van kosten op deze rekening	Bijlage 4	Directeur
<b>66700: Diverse bijzondere kosten</b> Goedkeuring van elke nieuwe aard van kosten op deze rekening	Bijlage 4	Directeur
<b>70100: Overige inkomsten</b> Deze rekeningen moeten worden onderverdeeld naar activiteit in overeenstemming met de gegeven instructies.	Bijlage 4	Directeur
Voorstellen van de instelling voor te nemen maatregelen bij een negatief structureel resultaat	Bijlage 4, punt VI, c)	Directeur

Gezien om te worden gevoegd bij het besluit van de Waalse Regering van 6 juni 2024 tot wijziging van het koninklijk besluit van 23 december 1994 tot vaststelling van de erkenningsvoorwaarden en de regeling van de administratieve controle van de instellingen belast met de controle van de in het verkeer gebrachte voertuigen.

Namen, 6 juni 2024.

Voor de Regering:

De Minister-President,

E. DI RUPO

De Minister van Ambtenarenzaken, Informatica, Administratieve Vereenvoudiging,  
belast met Kinderbijslag, Toerisme, Erfgoed en Verkeersveiligheid,

V. DE BUE



**BIJLAGE 4: Boekhoudingshandleiding****I. Initiële voorlopige begroting****a) Vervaldatum:**

Overeenkomstig artikel 21, § 1 van dit decreet dient de instelling haar initiële voorlopige begroting voor het jaar N in uiterlijk op 30 september van het jaar dat het betrokken begrotingsjaar N voorafgaat, ter analyse en goedkeuring door de minister of zijn afgevaardigde in te dienen.

**b) Vormgeving:**

De initiële voorlopige begroting voor een bepaald boekjaar N wordt verticaal gepresenteerd volgens de baten- en lastenrekeningen van het in punt IV.e) van deze bijlage opgenomen boekhoudkundige exploitatieschema en omvat horizontaal de volgende posten:

- De titel van de rekening;
- De waarde van wat tijdens het boekjaar van het jaar N-2 werd uitgevoerd;
- De waarde van wat tijdens het boekjaar van het jaar N-1 werd begroot;
- De waarde van wat gepland is tijdens het boekjaar van het jaar N-1 en wat gedeeltelijk al werd uitgevoerd (waarde van wat uitgevoerd en afgesloten was op 31/07) en het geraamde saldo;
- De waarde van wat voor het jaar N werd begroot;
- De waarde van het verschil van wat tijdens het jaar N-1 werd begroot en wat tijdens het jaar N werd begroot.

Het model van de initiële voorlopige begroting is beschikbaar in punt IX van deze bijlage.

**c) Bij de initiële voorlopige begroting te voegen bijlagen:**

Bij de initiële voorlopige begroting wordt een toelichtende en ondersteunende toelichting gevoegd die door het bestuurscomité van de instelling werd goedgekeurd. In deze toelichting zijn voor elke rekening van lasten en inkomsten gedetailleerde toelichtingen opgenomen, evenals de veronderstellingen van de berekeningen in verband met de schatting van de initiële bedragen van het beschouwde boekjaar.

Bij de jaarlijkse voorlopige begroting wordt een meerjarenprognose bij ongewijzigd beleid over een periode van drie jaar gevoegd.

Bij een negatief prognoseresultaat moet de instelling bij de minister of zijn afgevaardigde een motivering indienen van de redenen die tot het tekort hebben geleid.

Bij een structureel negatief voorlopig resultaat dient de instelling aan de minister of zijn afgevaardigde voorstellen in te dienen van acties die zullen worden geïmplementeerd om dat tekort weg te werken.

**d) Macro-economische parameters:**

De macro-economische parameters die bij de opmaak van de initiële begroting en de meerjarenprognose zullen worden gebruikt, worden binnen de vijftien kalenderdagen voorafgaand aan de datum van indiening van de voorlopige begroting tussen de minister of zijn afgevaardigde en de instellingen overeengekomen.



**e) Goedkeuring:**

De minister of zijn afgevaardigde geeft binnen zestig kalenderdagen na ontvangst van de begroting zijn opmerkingen of goedkeuring over de door de instelling ingediende initiële voorlopige begroting van de ontvangsten en uitgaven bij de exploitatie.

Deze termijn van zestig dagen gaat pas in als de minister of zijn afgevaardigde in het bezit is van alle informatie en/of documenten die nodig zijn voor zijn analyse.

Overeenkomstig artikel 21, § 1, 2e lid is de begroting van IT-kosten in de initiële voorlopige begroting onderworpen aan voorafgaande goedkeuring door de IT-commissie, die de geschiktheid van ontwikkelingen van de toepassingen en de IT-apparatuur valideert, evenals de bedragen die ermee gemoeid zijn.

## II. Aangepaste voorlopige begroting

**a) Vervaldatum:**

Overeenkomstig artikel 21, § 2 van dit decreet dient de instelling haar aangepaste voorlopige begroting voor het jaar N in uiterlijk op 15 juli van het betreffende jaar N ter analyse en goedkeuring door de minister of zijn afgevaardigde in.

Overeenkomstig artikel 21, § 3 van dit decreet kan de minister of zijn afgevaardigde in de loop van het begrotingsjaar aan de instelling vragen om een of meer andere aangepaste voorlopige begrotingen te verkrijgen.

In het laatste geval heeft de instelling 10 werkdagen na ontvangst van de aanvraag tijd om haar aangepaste begrotingsontwerp in te dienen.

**b) Vormgeving:**

De aangepaste voorlopige begroting voor een jaar N wordt verticaal gepresenteerd volgens de baten- en lastenrekeningen van het in punt IV.e), van deze bijlage opgenomen exploitatieschema en omvat horizontaal de volgende posten:

- De titel van de rekening;
- De waarde van wat tijdens het jaar N-1 werd uitgevoerd;
- De waarde van de initiële begroting voor het jaar N die in overeenstemming met artikel 21 § 1 werd goedgekeurd;
- De waarde van de aangepaste begroting van het jaar N (waarde uitgevoerd en afgesloten op 31/05 en verwacht saldo);
- De waarde van het verschil tussen de begroting van het initiële jaar N en de aangepaste begroting van het jaar N.

Het model van de aangepaste voorlopige begroting is beschikbaar in punt IX van deze bijlage.

**c) Bij de aangepaste voorlopige begroting te voegen bijlagen:**

Er wordt ook een toelichting verwacht waarin per rekening de verschillen tussen de goedgekeurde initiële begroting en de aangepaste begroting worden verantwoord.

In geval van een negatief aangepast verwacht resultaat, ondanks de uitvoering van maatregelen om het tekort te verminderen, waardoor het bedrag op de beschermde reserverekening niet voldoende zou zijn om het tekort te dekken, dient de instelling bij de minister of zijn afgevaardigde een naar behoren gemotiveerde aanvraag in met het oog op het aanvragen van een subsidie van de Waalse Regering ter dekking van het tekortsaldo dat niet gedekt is door de beschermde reserverekening als bedoeld in artikel 21, § 2, tweede lid.

**d) Goedkeuring:**

De minister of zijn afgevaardigde geeft binnen zestig kalenderdagen na ontvangst van de begroting zijn opmerkingen of goedkeuring over de door de instelling ingediende aangepaste voorlopige begroting van de ontvangsten en uitgaven bij de exploitatie.

Deze termijn van zestig dagen gaat pas in als de minister of zijn afgevaardigde in het bezit is van alle informatie en/of documenten die nodig zijn voor zijn analyse.

Overeenkomstig artikel 21, § 2, tweede lid informeert de minister, indien de voorgelegde aangepaste begroting een tekort vertoont en dit tekort niet volledig kan worden gedekt door de beschermde reserverekening van de instelling, de Waalse Regering over de financiële situatie van de instelling en verzoekt hij haar om tussen te komen om het saldo dat niet door de beschermde reserverekening van de instelling wordt gedekt, uit het Fonds voor Verkeersveiligheid te financieren.

Op basis van de overeenkomstig artikel 21, § 2 ontvangen aangepaste begroting houdt de toekenning door de Waalse Regering van de in het vorige lid bedoelde subsidie van rechtswege de betaling aan de instelling in van een eerste schijf van 80% van het niet-gedekte saldo. De regularisering wordt gebaseerd op de bevindingen van de bedrijfsrevisor en het eindresultaat van de exploitatierekening.

**e) Impactvolle gebeurtenis:**

Overeenkomstig artikel 22, § 3 stelt de instelling die in de loop van het begrotingsjaar wordt geconfronteerd met een uitzonderlijke, dringende, onvermijdbare, onontkoombare en onvoorzienbare gebeurtenis of met elke gebeurtenis die voortvloeit uit een verzoek van de minister of zijn afgevaardigde en die een negatieve weerslag van meer dan 10% zou hebben op het begrote resultaat of die zou leiden tot een overschrijding van het totaalbedrag van de werkingskosten in de goedgekeurde voorlopige begroting, de minister of zijn afgevaardigde daarvan onmiddellijk in kennis.

Wanneer deze gebeurtenis bovendien leidt tot een verwacht operationeel verlies dat niet volledig kan worden gedekt door de beschermde reserverekening, dient de instelling onverwijld een aangepaste voorlopige begroting in bij de minister of zijn afgevaardigde, waarbij hij hun aandacht vestigt op de dringende aard van de zaak.

De minister of zijn afgevaardigde heeft 10 werkdagen de tijd om dit aangepaste voorlopige budget na een impactvolle gebeurtenis te analyseren en goed te keuren. Indien de aldus goedgekeurde aangepaste voorlopige begroting een exploitatietekort vertoont dat niet volledig gedekt is door de beschermde reserverekening, leidt de minister of zijn afgevaardigde de procedure in bedoeld in artikel 21, § 2, tweede lid.

### III. Uitvoering van de goedgekeurde begroting

#### a) Beperking:

Overeenkomstig artikel 22 § 1 is het totale bedrag van de uitgaven dat door de minister of zijn afgevaardigde binnen de voorlopige begroting wordt goedgekeurd, beperkend voor de instelling. In de praktijk betekent dit dat de begroting een raming en een goedkeuring van inkomsten en uitgaven is voor een periode van één jaar.

Bovendien moet de minister of zijn afgevaardigde, overeenkomstig artikel 22, § 4 vóór de uitvoering elk niet in de begroting opgenomen uitgavenproject voor een bedrag van 75.000 euro of meer exclusief btw al dan niet goedkeuren.

Het in de vorige alinea bedoelde indieningsdossier ter goedkeuring van de minister of zijn afgevaardigde moet de volgende elementen bevatten:

- Een toelichting over de aard van de voorgestelde uitgaven;
- Een rechtvaardiging van de gepastheid van de voorgestelde uitgaven;
- Een schatting van de geplande uitgaven, ondersteund door offertes van potentiële dienstverleners. De instelling moet kunnen aantonen dat voor elke uitgave van 75.000 euro of meer exclusief btw een aanbesteding is uitgeschreven bij ten minste drie potentiële dienstverleners, of dat de uitgaven oligo-/monopolistisch, technisch exclusief of dringend noodzakelijk zijn.

De minister of zijn afgevaardigde behoudt zich het recht voor om bijkomende informatie of documenten te vragen aan de instelling om het indieningsdossier te vervolledigen.

De minister of zijn afgevaardigde stelt de instelling binnen 10 werkdagen na ontvangst van het volledige dossier van het uitgavenplan in kennis van zijn besluit. Als dit niet het geval is, wordt de beslissing als gunstig beschouwd.

#### b) Herschikking:

Tijdens de uitvoering kan de goedgekeurde begroting tussen de verschillende lastenrekeningen worden herschikt.

Elke herschikking, naar boven of naar beneden, van 75.000 euro exclusief btw of meer, tussen rekeningen in de goedgekeurde begroting moet het voorwerp uitmaken van een verzoek aan de minister of zijn afgevaardigde, vóór het gebruik van de aldus herschikte middelen, met uitzondering van kredietoverschrijvingen die nodig zijn voor de betaling van lonen, die na gebruik kunnen worden geregulariseerd.

Deze aanvragen moeten naar behoren worden gemotiveerd wat hun aard, doel en bedrag betreft.

	Basisbedragen	Variaties	Aangepaste bedragen
nr. startrekening		(-)	
nr. bestemmingsrekening		(+)	
TOTAAL		0,00 euro	

Nieuwe toewijzingen van kredieten van rekeningen van klasse 62 voor personeelskosten zijn niet toegestaan, met uitzondering van een overschrijving naar rekening 617 voor uitzendarbeid.

## IV. Exploitatierkening

### a) **Vervaldatum**

Overeenkomstig artikel 25 moet de instelling elk jaar vóór 1 april haar exploitatierkening over het afgesloten boekjaar indienen.

Vóór 1 juli moet ze ook haar jaarrekening, balans en resultatenrekening over het afgesloten boekjaar indienen, samen met het verslag over de rekeningen en het verslag van zijn bedrijfsrevisor.

### b) **Vormgeving**

De exploitatierkening wordt verticaal gepresenteerd volgens de baten- en lastenrekeningen van het in punt IV, onder e), van deze bijlage opgenomen boekhoudkundige exploitatieschema en omvat horizontaal de volgende posten:

- Twee kolommen: de eerste kolom toont de inkomsten en de lasten die in de boekhouding van de instelling zijn opgenomen; de tweede kolom toont de transcriptie van de toelaatbare lasten en de inkomsten zoals gedefinieerd in de normen in de boekhoudhandleiding in deze bijlage;
- Elk van deze twee kolommen is onderverdeeld naar het type activiteit dat aan de instellingen (TC en RB) is gedelegeerd;
- Een informatiekolom 'Herfacturering centraal kantoor' waarin het op rekening 61900 geboekte globale bedrag gedetailleerd wordt weergegeven.

Het model van de gedetailleerde exploitatierkening is beschikbaar in punt IX van deze bijlage.

De exploitatiekosten die niet direct aan een bepaalde activiteit kunnen worden toegeschreven, worden aan deze activiteiten toegerekend met behulp van een verdeelsleutel op basis van de omzet, zoals beschreven in punt c) hieronder.

### c) **Verdeelsleutel**

De instelling kan twee soorten kosten maken:

Directe kosten: kosten die specifiek zijn voor de activiteit technische controle of rijbewijs.

Indirecte kosten: gemeenschappelijke kosten van de twee activiteiten of waarvoor een uitsplitsing tussen de activiteiten voor het rijbewijs en de technische controle vereist is.

De instelling presenteert haar exploitatierkening waarbij een onderscheid wordt gemaakt tussen kosten die voortvloeien uit de activiteit 'technische controles' (TC) en kosten die voortvloeien uit de activiteit 'rijbewijs' (RB).

Indirecte kosten moeten tussen deze twee activiteiten worden verdeeld. Standaard worden kosten met betrekking tot de inspectie buiten het terrein (controle langs de weg) toegewezen aan de activiteit technische controle.

Overeenkomstig artikel 25, 3e lid wordt voor de toerekening van de indirecte kosten die door elk van de activiteiten moeten worden gedragen, een toerekeningscoëfficiënt op basis van de omzet als volgt gebruikt:

De verdeelcoëfficiënt 'OMZET' wordt uitsluitend berekend op basis van de inkomsten die worden geboekt in de rekeningen in verband met de omzet, d.w.z. de volgende rekeningen:

Rekening		Omzet TC	Omzet RB
Nummer	Benoeming		
700	Bruto ontvangsten	(A)	(B)

Indirecte kosten worden aangerekend in een verhouding van:

- $((A) \times 100) / (A + B) = A\%$  ten laste van de technische controle
- $((B) \times 100) / (A + B) = B\%$  ten laste van het rijbewijs

De verdelingspercentages worden berekend tot twee cijfers na de komma, waarbij het tweede cijfer na de komma naar boven of naar beneden wordt afgerond naargelang het derde cijfer na de komma gelijk is aan of groter is dan vijf, respectievelijk kleiner is dan vijf, met dien verstande dat elk verschil meer of minder ten laste komt van het rijbewijs.

De berekening van de kosten die specifiek zijn voor elke activiteit, resulteert voor elke rekening uit de som van de directe kosten en de indirecte kosten na toerekening van deze laatste.

De kosten die zijn opgenomen in rekening 61900 voor interne herfacturering, worden ook globaal gesplitst tussen de twee activiteiten TC en RB. Er wordt echter wel verwacht dat de details van deze laatste, rekening per rekening, worden vermeld in een informatiekolom met de titel 'Herfacturering CK'. Het totaalbedrag in deze informatiekolom 'Herfacturering CK' moet overeenkomen met de som van de bedragen die zijn ingevoerd op rekening 61900 (TC+RB).

De gedetailleerde exploitatierekening wordt gepresenteerd volgens de volgende indeling.

**d) Bij te voegen bijlagen**

Bijgevoegd bij de exploitatierekening:

- Overeenkomstig artikel 26, 3e lid, onder c), de bewijsstukken waarin per rekening de significante verschillen tussen de laatste goedgekeurde voorlopige begroting en de uitvoering ervan worden vermeld;

Onder 'significant' wordt verstaan iedere afwijking van 10% of meer tussen de laatste goedgekeurde voorlopige begroting en de werkelijke begroting voor elk van de in punt IV, e), van deze bijlage genoemde rekeningen.

- Het gedetailleerde overzicht van de jaarlijkse afschrijvingen volgens het standaardschema in punt IX van deze bijlage;
- De sociale balans van de uitzendkrachten van het uitzendkantoor, met het aantal ter beschikking gestelde personen (code 150), het aantal gefactureerde uren (code 151) en de totale kosten (code 152);

- De samenvatting van de resultatenrekening volgens de standaardindeling in punt IX van deze bijlage.

#### e) Boekhoudkundig schema van de exploitatierekening

Het boekhoudkundig schema van de exploitatierekening werd voornamelijk opgebouwd aan de hand van het minimummodel opgelegd door bijlage 1 van het koninklijk besluit van 21 oktober 2018 tot uitvoering van de artikelen II.82 tot III.95 van het Wetboek van economisch recht (klassen 6 en 7), die de basis vormen van de officiële nomenclatuur van de Minimumindeling van het algemeen rekeningenstelsel waaraan de instellingen wettelijk gebonden zijn. Ze blijven gebonden aan strikte naleving van de huidige boekhoudwetgeving. Het schema werd ook ontworpen om zo trouw mogelijk te zijn aan de algemene boekhoudstructuur die al bestaat binnen de instellingen, en om rekening te houden met alle eventualiteiten die in de praktijk voorkomen. Het voldoet ook aan de bepalingen van dit koninklijk besluit, dat bedoeld is om uniformiteit te garanderen in de presentatie van de exploitatierekening van de instellingen. Het schema moet zeer nauwgezet door de instellingen worden toegepast.

Elke noodzaak om nieuwe (deel)rekeningen te openen om een uitgave ten laste te brengen van de exploitatierekening, moet ter goedkeuring aan de minister of zijn afgevaardigde worden voorgelegd.

Hieronder volgt een volledige lijst van de rekeningen in het boekhoudkundige schema van de instellingen:

Nr.	Titel
<b>610 UITRUSTINGSKOSTEN</b>	
<b>61000</b>	Onderhoudskosten controleapparatuur
<b>61010</b>	Onderhouds- en herstellingskosten van apparatuur en algemeen meubilair en van het centrale kantoor
<b>61020</b>	Niet-afschrijfbaar klein gereedschap en toebehoren
<b>61030</b>	Huur van apparatuur
<b>61031</b>	Huur van zaal en diversen
<b>611 KOSTEN IN VERBAND MET LOKALEN EN VERZEKERINGEN</b>	
<b>61100</b>	Huur en huurlasten
<b>61111</b>	Waterverbruik
<b>61112</b>	Gasverbruik
<b>61113</b>	Elektriciteitsverbruik
<b>61120</b>	Stookolieverbruik
<b>61130</b>	Onderhoud van de gebouwen
<b>61140</b>	Kosten voor beheer en afvoer van afval - legen - containers
<b>61141</b>	Onderhoud van buitenruimten
<b>61150</b>	Kosten schoonmaakbedrijf en schoonmaakproducten
<b>61161</b>	Kosten elektronische betaalmethoden en software voor betalingsbeheer
<b>61170</b>	Verzekeringskosten
<b>612 VERPLAATSINGS-, REPRESENTATIE-, AUTO- EN BIJBEHORENDE KOSTEN VOOR OPLEIDING</b>	
<b>61200</b>	Gewone kosten voor takenpakket, ontvangst en representatie
<b>61201</b>	Buitengewone kosten voor takenpakket, ontvangst en representatie

- 61210 Opleidingskosten
- 61220 Kilometervergoedingen voor personeel
- 61221 Reisvergoedingen voor personeel dat het openbaar vervoer gebruikt
- 61231 Autokosten directie (algemeen directeur, directeurs en adjunct-directeurs)
- 61232 Kosten aan het personeel beschikbaar gestelde bedrijfsauto's
- 61233 Kosten bedrijfswagens
- 61234 Kosten motorfietsen (rijbewijs)
- 61235 Kosten vrachtwagens voor controle buiten de terreinen

#### **613 HONORARIA, PRESTATIES VAN DERDEN EN BIJDAGEN**

- 61301 Honoraria van de accountant
- 61302 Wettelijke honoraria (advocaat, raadsheer, deurwaarder, notaris, consultancy en expertise)
- 61303 Prestaties van de sociale secretariaten en administratieve kosten met betrekking tot sociale voordelen
- 61304 Honoraria van architecten, vastgoedexperts en gezondheidscoördinatoren
- 61305 Honoraria kwaliteitsaudit (certificering)
- 61306 Honoraria vertalers en tolken
- 61307 Honoraria voor opleiders en coaches
- 61308 Overige honoraria
- 61360 Overige prestaties door derden
- 61370 Bijdrage voor het 'car-pass' attest met kilometervermelding
- 61372 Sectorale bijdragen
- 61373 Bijdragen en retributies van het Bestuur
- 61374 Overige bijdragen

#### **614 ADMINISTRatieve EN KANTOORKOSTEN**

- 61400 Kosten voor printen, fotokopieerapparaten en printers
- 61401 Kosten printen en verzenden van waarschuwingen voor de vervaldatum van de technische controle
- 61402 Kosten kantoorbenodigdheden
- 61403 Administratieve kosten voor het verkrijgen van documenten met betrekking tot personeel en directeurs
- 61404 Algemene portokosten en bezorgers
- 61405 Vaste en mobiele telefoonkosten, internet (abonnement en huur)
- 61406 Telefoon toestellen, gsm's, smartphones en toebehoren en randapparatuur voor netwerken
- 61407 Kosten documentatie, boeken en tijdschriften (intern)
- 61408 Kosten uitzendrechten
- 61410 Kosten advertenties en website
- 61411 Legale reclame
- 61420 Kosten kleine, niet-afschrijfbaar computerapparatuur
- 61421 Onderhoudskosten IT-apparatuur
- 61422 Licentiekosten IT

#### **615 DIVERSE KOSTEN**

- 61500 Kosten transport en verhuizing
- 61510 Kosten bewaking
- 61511 Kosten beveiligd geldtransport
- 61512 Onderhoudskosten voor alarm- en beveiligingssystemen
- 61520 Kosten burgerlijke aansprakelijkheidsverzekering en bijbehorend eigen risico
- 61530 Diverse en onvoorziene/uitzonderlijke kosten

**617 UITZENDKRACHTEN**

61700 Kosten uitzendkrachten

**619 INTERNE HERFACTURERING VAN KOSTEN VAN HET CENTRAAL KANTOOR**

61900 Interne herfacturering

**6200 VERGOEDINGEN BESTUURDER OF MANAGER**

620000 Baremalonen - Bestuurder of manager (algemeen directeur)

620001 Vakantiegeld - Bestuurder of manager (algemeen directeur)

620002 Eindejaarspremies - Bestuurder of manager (algemeen directeur)

620003 RSZ-bijdrage - Bestuurder of manager (algemeen directeur)

620004 Verzekeringspremies arbeidsongevallen - Bestuurder of manager (algemeen directeur)

620005 Premie groepsverzekering - Bestuurder of manager (algemeen directeur)

620006 Premie ziekte- en invaliditeitsverzekering - Bestuurder of manager (algemeen directeur)

620007 Eenmalige premie groepsverzekering - Bestuurder of manager (algemeen directeur)

620008 Maaltijdcheque - patronale bijdrage - Bestuurder of manager (algemeen directeur)

620009 Consumptiecheque - Bestuurder of manager (algemeen directeur)

620010 Ecocheques - Bestuurder of manager (algemeen directeur)

620011 Cadeaucheques - Bestuurder of manager (algemeen directeur)

620012 Overige beroepskosten - Bestuurder of manager (algemeen directeur)

**6201 DIRECTIE**

62010 Baremalonen - Directeurs en adjunct-directeurs

62011 Vakantiegeld - Directeurs en adjunct-directeurs

62012 Eindejaarspremies - Directeurs en adjunct-directeurs

**6202 WERKNEMERS**

62020 Baremalonen - Werknemers

62021 Vakantiegeld - Werknemers

62022 Eindejaarspremies - Werknemers

**6210 PATRONALE BIJDRAGEN SOCIALE ZEKERHEID - DIRECTEURS EN ADJUNCT-DIRECTEURS**

621000 RSZ-bijdrage - Directeurs en adjunct-directeurs

621010 Premie arbeidsongevallenverzekering - Directeurs en adjunct-directeurs

**6211 PATRONALE BIJDRAGEN SOCIALE ZEKERHEID - WERKNEMERS**

621100 RSZ-bijdrage - Werknemers

621110 Premie arbeidsongevallenverzekering - Werknemers

**6220 PATRONALE BIJDRAGE VOOR GROEPSVERZEKERING EN AANVULLENDE ZIEKTE- EN INVALIDITEITSVERZEKERING - DIRECTEURS EN ADJUNCT-DIRECTEURS**

622000 Premie groepsverzekering - Directeurs en adjunct-directeurs

622010 Premie ziekte- en invaliditeitsverzekering - Directeurs en adjunct-directeurs

622011 Eenmalige premie groepsverzekering - Directeurs en adjunct-directeurs

**6221 PATRONALE BIJDRAGE VOOR GROEPSVERZEKERING EN AANVULLENDE ZIEKTE- EN INVALIDITEITSVERZEKERING - WERKNEMERS**

622100 Premie groepsverzekering - Werknemers

622101 Premie ziekte- en invaliditeitsverzekering - Werknemers

622111 Eenmalige premie groepsverzekering - Werknemers

**623 OVERIGE PERSONEELSKOSTEN**

623000 Toevoeging aan voorziening voor vakantiegeld - Directeurs en adjunct-directeurs

623010 Toevoeging aan voorziening voor vakantiegeld - Werknemers

623030 Patronale bijdrage in de kosten van woon-werkverkeer (persoonlijk voertuig) - Werknemers

623031 Patronale bijdrage in de kosten van woon-werkverkeer (openbaar vervoer) - Werknemers



623040	Geneeskundige dienst
623050	Vakbondsbijdragen
623060	Vergoedingen en diverse uitgaven voor maaltijden en drankjes
623061	Maaltijdcheque - nominale waarde
623062	Consumptiecheque
623063	Ecocheques
623064	Cadeaucheques
623070	Sociale dienst: diverse uitgaven voor familie-evenementen
623080	Sociale, culturele en sportieve festiviteiten en evenementen (van werkgevers) voor het personeel
623090	Werkkleding en reiniging
623110	Kosten voor aanwerving en overplaatsing van personeel
623130	Kosten voor het gebruik van sociale en gezondheidsvoorzieningen

### 63 AFSCHRIJVINGEN

63000	Afschrijvingen van oprichtingskosten
63010	Afschrijvingen van immateriële vaste activa
63020	Afschrijvingen van bouwwerken (gebouwen en parkings)
63021	Afschrijvingen van installaties, machines, uitrusting en gereedschappen
63022	Afschrijvingen van kantoormeubilair en -apparatuur
63023	Afschrijvingen van IT-apparatuur
63024	Afschrijvingen van rollend materieel bedrijfsvoertuigen
63025	Afschrijvingen van rollend materieel motorfietsen
63026	Afschrijvingen van rollend materieel personenauto's
63027	Afschrijvingen van andere vaste activa

### 64 ANDERE EXPLOITATIEKOSTEN

64000	Onroerende voorheffing
64010	Gemeente-, provincie-, gewestelijke en federale belastingen
64013	Verkeersbelastingen
64040	Andere belastingen
64200	Verlies op realisatie van handelsvorderingen
64300	Kosten van oprichting, omvorming van de vennootschap en kapitaalverhoging
64400	Registratierechten huur
64500	Kosten voor de aankoop van gehuurde lokalen

### 65 FINANCIËLE LASTEN

65000	Rente op leningen van kredietinstellingen (langlopend)
65001	Rente op schulden van maximaal één jaar (kortlopend)
65300	Rente op rekening courant
65400	Kasverschil
65500	Betalingsverschil
65700	Kosten met betrekking tot leningovereenkomsten
65710	Diverse bankkosten
65720	Bankkosten voor kredietkaarten
65730	Kosten betalingen klanten met kredietkaart
65740	Kosten betalingen klanten met debetkaart
65750	Kosten voor betalingen van klanten via het internet
65800	Overige financiële lasten

### 66 UITZONDERLIJKE LASTEN

<b>66000</b>	Uitzonderlijke afschrijvingen van oprichtingskosten
<b>66010</b>	Uitzonderlijke afschrijvingen van immateriële vaste activa
<b>66020</b>	Uitzonderlijke afschrijvingen van materiële vaste activa
<b>66300</b>	Minwaarden bij de realisatie van immateriële en materiële vaste activa
<b>66400</b>	Diverse kosten met betrekking tot vorige boekjaren
<b>66700</b>	Diverse uitzonderlijke lasten

**70 OMZET**

<b>70000</b>	Bruto-inkomsten uit technische controles en rijbewijzen
<b>70100</b>	Overige ontvangsten (gedelegeerde activiteiten)

**72 GEÏMMOBILISEERDE PRODUCTIE**

<b>72000</b>	Geïmmobiliseerde productie
--------------	----------------------------

**74 OVERIGE BEDRIJFSOPBRENGSTEN**

<b>74000</b>	Exploitatiesubsidie en compenserende bedragen
<b>74100</b>	Meerwaarden op materiële en immateriële vaste actie
<b>74200</b>	Terbeschikkingstelling van vaste activa aan andere erkende instellingen
<b>74300</b>	Terugvorderingen na arbeidsongevallen
<b>74400</b>	Terugvorderingen van vakantiekredieturen
<b>74500</b>	Terugvorderingen van schade apparatuur/huur
<b>74600</b>	Ontvangsten voor de uitgifte van kilometerbewijzen voor de 'car-pass'
<b>74700</b>	Diverse huurinkomsten
<b>74800</b>	Persoonlijke bijdrage van werknemers aan maaltijdcheques
<b>74900</b>	Diverse terugvorderingen

**75 FINANCIËLE OPBRENGSTEN**

<b>75100</b>	Rente op rekening courant
<b>75400</b>	Kasverschil
<b>75500</b>	Betalingsverschil
<b>75600</b>	Diverse financiële producten

**76 UITZONDERLIJKE OPBRENGSTEN**

<b>76000</b>	Overnames van afschrijvingen van materiële en immateriële vaste activa
<b>76400</b>	Diverse opbrengsten vorige boekjaren

**INVESTERINGSVERGOEDING****VERGOEDING LAND****INNOVATIEVERGOEDING TEN GUNSTE VAN DE SECTOR****VERGOEDING INSTELLING****OPNAME BESCHERMDE RESERVE****OVERDRACHT NAAR HET VERKEERSVEILIGHEIDSFONDS****f) Boekingsregels**

Voor elk van de rekeningen in het operationele organigram vermeldt dit deel van de boekhoudingshandleiding de voorwaarden waaraan moet worden voldaan om de overeenkomstige uitgaven of ontvangsten in de exploitatierekening op te nemen.

Wanneer de instelling wordt geconfronteerd met uitgaven of ontvangsten die gezien hun aard niet ten laste kunnen worden gebracht van een van de hieronder vermelde rekeningen, vraagt ze de minister of zijn afgevaardigde om advies en dient ze gemotiveerde voorstellen in. De minister of zijn afgevaardigde brengt binnen 5 werkdagen na ontvangst van het verzoek advies uit over de gedane voorstellen.

### A. Exploitatiekosten

Als algemene regel geldt dat alleen bedragen waarvan de aard overeenstemt met de rubriek van de rekening waarop de uitgave wordt geboekt, op onkostenrekeningen mogen worden geboekt.

Het is overigens niet toegestaan om andere kosten op te nemen die zijn of kunnen worden opgenomen in een andere exploitatierekening, die al dan niet zijn onderworpen aan een limiet en/of die niet direct verband houden met de activiteiten die aan de instelling zijn gedelegeerd.

Het niet correct aanrekenen van kosten aan het einde van de opdracht van de bedrijfsrevisor zoals bepaald in artikel 27 en de tegenstrijdige fase vermeld in punt V van deze bijlage, zal automatisch leiden tot de verwerping ervan in de exploitatierekening.

Bovendien mogen de in deze exploitatierekening opgenomen uitgaven die ten laste komen van andere exploitatierekeningen of die worden gesubsidieerd, vergoed of ten laste komen van een derde partij in de publieke of de private sector, niet hoger zijn dan de uitgaven die daadwerkelijk door de instelling worden gedragen, na aftrek van bedragen die elders in rekening zijn gebracht of die zijn gesubsidieerd, vergoed of ten laste komen van een derde partij.

De vermelde uitgaven moeten worden verminderd met het voordeel dat ze hebben of zullen genereren door dit voordeel aan te rekenen op de inkomstenrekening '74900 - Diverse terugvorderingen'. In het geval van uitgestelde inning wordt het bedrag van het voordeel (kortingen, premies, toelagen, terugvordering van uitgaven die eerder op de exploitatierekening werden geboekt enz.) geboekt op '7640 - Diverse opbrengsten vorige boekjaren'.

#### 610 UITRUSTINGSKOSTEN

<b>61000</b>	Onderhoudskosten controleapparatuur
--------------	-------------------------------------

Alle werkelijke kosten van onderhoud of herstellingen (met uitzondering van kosten die voortvloeien uit volledige vervanging) van controleapparatuur die verband houden met de uitvoering van aan de instelling gedelegeerde activiteiten, worden in aanmerking genomen.

Ook alle werkelijke kosten voor onderhoud of herstellingen (met uitzondering van kosten die voortvloeien uit de volledige vervanging) van controle- en meetapparatuur die nuttig zijn voor de externe controles (controles langs de weg) worden in aanmerking genomen. Bedrijfsvoertuigen voor deze activiteit worden niet beschouwd als test- en meetapparatuur, waarvan de kosten ten laste moeten worden gebracht van rekening 61235.

Tot slot worden ook alle kosten voor controles en inspecties vereist door artikel 8 § 4 van deze ordonnantie in aanmerking genomen.

<b>61010</b>	Onderhouds- en herstellingskosten van apparatuur en algemeen meubilair en van het centrale kantoor
--------------	--

Alle onderhouds- en herstellingskosten worden in aanmerking genomen, met uitzondering van kosten die betrekking hebben op controleapparatuur of kosten die voortvloeien uit de volledige vervanging van apparatuur of meubilair.

<b>61020</b>	Niet-afschrijfbaar klein gereedschap en toebehoren
--------------	--

Alle werkelijke kosten worden in aanmerking genomen voor goederen waarvan de aard en de individuele aankoopprijs kunnen worden omschreven als klein gereedschap of toebehoren. Deze post betreft niet-afschrijfbaar klein gereedschap en toebehoren

<b>61030</b>	Huur van apparatuur
--------------	---------------------

Alle werkelijke kosten voor het huren van apparatuur in verband met de uitvoering van aan de instelling gedelegeerde activiteiten worden in aanmerking genomen.

<b>61031</b>	Huur van zaal en diversen
--------------	---------------------------

Alle naar behoren verantwoorde werkelijke kosten voor het huren van een zaal en diversen in verband met de uitvoering van aan de instelling gedelegeerde activiteiten worden in aanmerking genomen.

#### **611 KOSTEN IN VERBAND MET LOKALEN EN VERZEKERINGEN**

<b>61100</b>	Huur en huurlasten
--------------	--------------------

Bedragen voor de huur of de leasing van vastgoed worden in aanmerking genomen, op voorwaarde dat deze bedragen betrekking hebben op het boekjaar in kwestie.

Overeenkomstig artikel 11 van dit besluit moeten voor elke latere wijziging van de huurcontracten of de leasingcontracten die van kracht zijn op de datum van inwerkingtreding van dit besluit, alsook voor elk nieuw huurcontract of leasingcontract, zowel het principe van het huurcontract of de leasing als het bedrag van de huurprijs eerst door de minister of zijn afgevaardigde worden goedgekeurd. Een kopie van de huurovereenkomsten voor deze gebouwen, naar behoren geregistreerd, of van de huurovereenkomst moet aan de minister of zijn afgevaardigde worden toegezonden.

<b>61111</b>	Waterverbruik
--------------	---------------

Alle naar behoren verantwoorde werkelijke kosten in verband met de uitvoering van aan de instelling gedelegeerde activiteiten worden in aanmerking genomen.

<b>61112</b>	Gasverbruik
--------------	-------------

Alle naar behoren verantwoorde werkelijke kosten in verband met de uitvoering van aan de instelling gedelegeerde activiteiten worden in aanmerking genomen.

<b>61113</b>	Elektriciteitsverbruik
--------------	------------------------

Alle naar behoren verantwoorde werkelijke kosten in verband met de uitvoering van aan de instelling gedelegeerde activiteiten worden in aanmerking genomen.

Elektriciteitskosten die voortvloeien uit het gebruik van oplaadpunten voor elektrische of hybride voertuigen van derden, zijn niet toegelaten.

Elektriciteitskosten die voortvloeien uit het gebruik van elektrische oplaadpunten voor de elektrische of hybride voertuigen van de instelling of haar vertegenwoordigers, zijn alleen toegelaten op voorwaarde dat de kosten in verband met het elektriciteitsverbruik worden afgetrokken van de forfaitaire bedragen voor toepassing op de rekeningen 61231 en 61232 overeenkomstig de procedures die door de minister of zijn afgevaardigde zijn goedgekeurd bij de opstelling van de initiële of de aangepaste begroting.

<b>61120</b>	Stookolieverbruik
--------------	-------------------

Alle naar behoren verantwoorde werkelijke kosten in verband met de uitvoering van aan de instelling gedelegeerde activiteiten worden in aanmerking genomen.

<b>61130</b>	Onderhoud van de gebouwen
--------------	---------------------------

De term 'gebouwen' omvat alle onroerende goederen die verband houden met de uitvoering van aan de instelling gedelegeerde activiteiten.

Behalve in naar behoren gemotiveerde noodgevallen moeten alle onderhoudswerkzaamheden worden gepland en gedetailleerd in de in artikel 21 bedoelde voorlopige begroting, met inbegrip van schilderwerken die, behalve in geval van overmacht, slechts om de vijf jaar mogen worden uitgevoerd voor stations en kantoren en om de drie jaar voor examencentra.

In alle gevallen zal de minister of zijn afgevaardigde om toestemming worden gevraagd voordat uitgaven van meer dan 75.000 euro excl. btw worden gedaan die niet in de begroting zijn opgenomen.

Alle werkelijke kosten die aan de bovenstaande voorwaarden voldoen, worden in aanmerking genomen.

<b>61140</b>	Kosten voor beheer en afvoer van afval - legen - containers
--------------	---

Alle naar behoren verantwoorde werkelijke kosten in verband met de uitvoering van aan de instelling gedelegeerde activiteiten worden in aanmerking genomen.

Daarmee worden meer bepaald de kosten voor de huur en het verwijderen van afvalcontainers bedoeld.

<b>61141</b>	Onderhoud van buitenruimten
--------------	-----------------------------

Alle naar behoren verantwoorde werkelijke kosten in verband met de uitvoering van aan de instelling gedelegeerde activiteiten worden in aanmerking genomen.

De term 'buitenruimten' omvat alle externe onroerende goederen met uitzondering van gebouwen (ten laste van rekening 61130), zoals parkeerterreinen, beplanting en groenvoorzieningen, omgeving en omheiningen.

<b>61150</b>	Kosten schoonmaakbedrijf en schoonmaakproducten
--------------	---

Alle naar behoren verantwoorde reële kosten die door de instelling worden gedragen voor de schoonmaak van de gebouwen die bestemd zijn voor de uitvoering van de aan de instelling gedelegeerde activiteiten, worden in aanmerking genomen. Inclusief de kosten van schoonmaakdiensten en de aankoop van schoonmaak- en onderhoudsproducten.

<b>61161</b>	Kosten elektronische betaalmethoden en software voor betalingsbeheer
--------------	--

Alle werkelijke kosten voor het huren van elektronische en/of automatische betaalterminals en de kosten voor het huren van kluizen worden in aanmerking genomen, met uitzondering van kluizen die worden gebruikt voor geldtransport (deze worden geboekt op rekening 61511), kosten met betrekking tot softwarelicenties voor betalingsbeheer en kosten met betrekking tot toebehoren voor elektronische betaalterminals (met inbegrip van papierrollen).

Banktransactiekosten en andere bankkosten (kredietkaart) worden op de rekeningen 6571, 6573, 6574 en 6575 geboekt.

<b>61170</b>	Verzekeringskosten
--------------	--------------------

Alle verzekeringspremies die de instelling betaalt in het kader van de aan haar gedelegeerde activiteiten en in overeenstemming met het beginsel van voorzichtig beheer, worden in aanmerking genomen.

Doordat ze op andere rekeningen worden geboekt, zijn de volgende premies uitgesloten van deze rekening:

- ziekte- en invaliditeitsverzekeringscontracten;
- groepsverzekeringscontracten;
- verzekeringscontracten tegen arbeidsongevallen;
- verzekeringscontracten burgerlijke aansprakelijkheid;
- verzekeringscontracten rollend materieel;
- verzekeringscontracten voor dienstreizen en reizen (naar het buitenland);

- verzekeringscontracten voor geldtransport.

Verzekeringspremies met betrekking tot de dekking van bedrijfsschade of verzekeringspremies met betrekking tot financiële instrumenten die geen verband houden met de aan de instelling gedelegeerde activiteiten, mogen niet in de exploitatierekening worden opgenomen.

<b>612 VERPLAATSINGS-, REPRESENTATIE-, AUTO- EN BIJBEHORENDE KOSTEN VOOR OPLEIDING</b>	
--	--

<b>61200</b>	Gewone kosten voor takenpakket, ontvangst en representatie
--------------	--

Er wordt rekening gehouden met de gewone kosten van dienstreizen, ontvangst of representatie, met inbegrip van de kosten van maaltijden; verzekeringen; reiskosten, met uitzondering van de kosten voor het gebruik van een voertuig, waarvan de kosten ten laste komen van rekening 61231 of 61232 en met uitzondering van de kosten die ten laste komen van rekening 61210, 61220 of 61221; tol- en parkeerkosten in verband met de vertegenwoordiging of missie, op voorwaarde dat deze verband houden met de aan de instelling gedelegeerde activiteiten, door de instelling als werkelijke kosten worden geboekt en een jaarlijks totaal van 0,05% van de omzet van de instelling voor het lopende boekjaar niet overschrijden.

Restaurantkosten mogen alleen worden aangegeven door vertegenwoordigers van de instelling en mogen niet meer bedragen dan 100 euro per interne of externe gast per dag. Elk overschot boven dit dagtarief wordt niet in de exploitatierekening opgenomen. Deze uitgaven moeten overigens worden aangetoond met bewijsstukken waarin het doel van de dienstreis/representatie en de lijst van deelnemers worden beschreven. De vertegenwoordiger van de instelling die betrokken is bij de cateringkosten, heeft geen recht op een maaltijdcheque voor dezelfde dag.

Voor het in rekening brengen van restaurantkosten op rekening 61200 wordt met 'vertegenwoordigers van de instelling' de algemeen directeur en de directeurs bedoeld.

Elke dienstreis van meer dan 4 uur die buiten de faciliteiten van de instelling die door een medewerker van deze laatste wordt uitgevoerd, kan recht geven op een dagvergoeding van 16,5436 euro in plaats van een maaltijdcheque. Deze dagvergoeding moet op rekening 623060 worden geboekt.

Dienstreis-, ontvangst- en representatiekosten die een vliegreis en/of overnachting buiten het Belgische grondgebied vereisen, moeten op rekening 61201 worden geboekt.

Kosten voor de opleiding van personeel worden niet beschouwd als uitgaven voor dienstreizen. Deze moeten worden geboekt op rekening 61307 voor externe dienstverleners en 61210 voor kosten in verband met de opleiding zelf (kosten voor verplaatsing, parking, wegentol, verzekeringen enz.).

Uitgaven die het hierboven genoemde jaarlijkse maximum van 0,05% overschrijden, komen ten laste van rekening 61201 en moeten aan de relevante voorwaarden voldoen.

<b>61201</b>	Buitengewone kosten voor dienstreizen, ontvangst en representatie
--------------	---

Werkelijke en naar behoren gemotiveerde uitgaven voor buitengewone dienstreizen, ontvangst en representaties die op verzoek of met voorafgaande schriftelijke toestemming van de minister of zijn afgevaardigde zijn gemaakt, worden in aanmerking genomen.

Bij elke aanvraag tot toelating voor een dienstreis, receptie of representatie waarvoor vlieguren en/of overnachtingen buiten het Belgische grondgebied vereist zijn, moeten een gedetailleerde begrotingsraming, het doel van de dienstreis of de representatie en een lijst van de deelnemers van de instelling worden gevoegd.

De goedkeuring van de minister of zijn afgevaardigde wordt binnen vijf werkdagen aan de instelling meegedeeld. Indien de aanvraag niet binnen de gegeven termijn wordt goedgekeurd, wordt ze als gunstig beschouwd.

<b>61210</b>	Opleidingskosten
--------------	------------------

Opleidingskosten (met uitzondering van kosten voor opleiding en coaching ten laste van rekening 61307) worden in aanmerking genomen op voorwaarde dat de opleiding verband houdt met aan de instelling gedelegeerde activiteiten en dat de desbetreffende kosten door de instelling als werkelijke kosten worden geboekt.

Hieronder vallen verzekeringskosten, verplaatsingskosten (met uitzondering van kosten voor het gebruik van een voertuig, waarvan de kosten ten laste komen van rekening 61231 of 61232 en met uitzondering van kosten die ten laste komen van rekening 61220 of 61221), tolgeld en parkeerkosten in verband met de opleiding als zodanig.

Elke opleiding van meer dan 4 uur die buiten de faciliteiten van de instelling plaatsvinden en die door een medewerker van deze laatste wordt gevolgd, kan recht geven op een dagvergoeding van 16,5436 euro in plaats van een maaltijdcheque. Deze dagvergoeding moet op rekening 623060 worden geboekt.

<b>61220</b>	Kilometervergoedingen voor personeel
--------------	--------------------------------------

De vergoeding die wordt geboekt als gevolg van naar behoren gemotiveerde reizen voor officiële zaken die door personeelsleden (met uitzondering van de algemeen directeur, de directeurs en de adjunct-directeurs van de instelling) worden gemaakt met hun persoonlijke voertuig in het kader van activiteiten die aan de instelling zijn gedelegeerd, wordt in aanmerking genomen.

Het tarief van de kilometervergoeding is identiek aan het tarief dat van kracht is binnen de Waalse openbare diensten voor het gebruik van een voertuig met 9 fiscale pk.

Dit tarief wordt automatisch aangepast zodra er een wijziging plaatsvindt binnen het Bestuur.

Het tarief van de kilometervergoeding wordt door het Bestuur aan de instellingen meegedeeld.

Deze rekening omvat niet de bijdrage van de werkgever in de verplaatsingskosten van het personeelslid tussen de woon- en de werkplaats, die worden geboekt op rekening 62330.

<b>61221</b>	Reisvergoedingen voor personeel dat het openbaar vervoer gebruikt
--------------	---



Alle werkelijke kosten die aan personeelsleden worden vergoed voor naar behoren gemotiveerde officiële reizen per openbaar vervoer (trein, metro, tram en bus) in verband met aan de instelling gedelegeerde activiteiten, worden in aanmerking genomen.

Deze rekening omvat niet de bijdrage van de werkgever in de verplaatsingskosten van het personeelslid tussen de woon- en de werkplaats, die worden geboekt op rekening 62331.

<b>61231</b>	Autokosten directie (algemeen directeur, directeurs en adjunct-directeurs)
--------------	--

Voor elk van de directiewagens op de exploitatierekening wordt een maandelijks vast bedrag berekend.

De maandelijks kosten van het vaste bedrag mogen niet hoger liggen dan

- 1.500 euro excl. btw (jaarlijks geïndexeerd overeenkomstig artikel 38 van dit besluit) voor het voertuig van de algemeen directeur van de instelling, waarvan de kosten van het elektriciteitsverbruik voor het gebruik van de oplaadpunten, die op rekening 61113 worden geboekt, moeten worden afgetrokken;
- 1.300 euro excl. btw (jaarlijks geïndexeerd overeenkomstig artikel 38 van dit besluit) voor de voertuigen van de directeurs van de instelling, waarvan de kosten van het elektriciteitsverbruik voor het gebruik van de oplaadpunten, die op rekening 61113 worden geboekt, moeten worden afgetrokken;
- 600 euro excl. btw (jaarlijks geïndexeerd overeenkomstig artikel 38 van dit besluit) voor de voertuigen van de adjunct-directeurs van de instelling.

Elke overschrijding van deze bedragen zal niet in de exploitatierekening worden aanvaard.

De instelling mag niet meer dan één voertuig per algemeen directeur, directeur en adjunct-directeur aangeven. Elke overschrijding van het aantal toegelaten voertuigen zal van de exploitatierekening worden verworpen.

Directievoertuigen zijn voertuigen:

- uit hoogstens het E-segment of SUV, crossover of gelijkwaardige gezinswagen voor de algemeen directeur van de instelling;
- uit hoogstens het D-segment of SUV, crossover of gelijkwaardige gezinswagen voor de directeurs van de instelling;
- uit hoogstens het C- of het D-segment of SUV, crossover of gelijkwaardige gezinswagen voor de adjunct-directeurs van de instelling.

Elke overschrijding van het segment zal leiden tot de verwerping van alle lasten in verband met het betrokken voertuig. De instelling dient een verzoek in bij de minister of zijn afgevaardigde om te certificeren dat een voertuig binnen de bovengenoemde segmenten valt voordat het vaste bedrag ten laste wordt gebracht van de exploitatierekening voor dit voertuig.

Het maandelijks vaste bedrag omvat de volgende diensten:

- Gebruik van het voertuig (afschrijving of huur)
- Onderhoud en herstelling van het voertuig

- Zomer-/winterbanden
- Hulp bij pech
- Autoverzekering
- Inschrijvingstaks, ecomalus en jaarlijkse verkeersbelasting
- In het geval van huur een vaste kilometervergoeding van 4.000 km per maand voor adjunct-directeurs. De kilometervergoeding voor de algemeen directeur en de directeurs is in het maandelijkse vaste bedrag inbegrepen.

Brandstofkosten met betrekking tot de hierboven genoemde forfaitaire kilometers voor adjunct-directeurs worden ook in rekening gebracht (verminderd met de kilometers die zijn afgelegd als gevolg van het elektrisch opladen bij de oplaadpunten van de instelling, waarvoor de kosten van het elektriciteitsverbruik worden geboekt op rekening 61113), op voorwaarde dat op de relevante facturen de kilometerstand wordt vermeld die bij elke tankbeurt is geregistreerd.

Brandstofkosten gefactureerd door een energieleverancier die maandelijkse facturering met kilometerstand aanbiedt, worden aanvaard.

De directieleden die over een directiewagen beschikken, hebben geen recht op de patronale bijdrage onder rekening 61210, 61220 of 62330.

Met het oog op harmonisatie moeten het forfaitaire bedrag voor de levering van directiewagens en het bedrag van de brandstofkosten voor de directiewagens van de directeur en de directeurs van wie uitgaven ten laste komen van rekening 61900, worden vermeld in de kolom 'Herfacturering centraal kantoor' naast rekening 61231.

<b>61232</b>	Kosten aan het personeel beschikbaar gestelde bedrijfsauto's
--------------	--

Voor elk van de voertuigen die ter beschikking worden gesteld van het personeel voor reizen of dienstreizen in het kader van de aan het personeel gedelegeerde activiteiten, die in de exploitatierekening worden opgenomen, wordt een vast maandelijks bedrag in aanmerking genomen.

Het vaste bedrag mag niet hoger zijn dan 550 euro excl. btw (jaarlijks geïndexeerd overeenkomstig artikel 38 van dit besluit) per voertuig. Elke overschrijding van dit bedrag zal niet in de exploitatierekening worden aanvaard.

De instelling mag niet meer dan 2 dienstvoertuigen per 100 personeelsleden aanvragen. Elke overschrijding van het aantal toegelaten voertuigen zal van de exploitatierekening worden verworpen.

Dienstvoertuigen behoren maximaal tot segment C of gelijkwaardig. Elke overschrijding van de categorie zal leiden tot de verwerping van alle lasten in verband met het betrokken voertuig. De instelling kan een verzoek indienen bij de minister of zijn afgevaardigde om te certificeren dat een voertuig binnen het bovengenoemde segment valt voordat het vaste bedrag ten laste wordt gebracht van de exploitatierekening voor dit voertuig.

Het maandelijkse vaste bedrag omvat de volgende diensten:

- Gebruik van het voertuig (afschrijving of huur)
- Onderhoud en herstelling van het voertuig
- Zomer-/winterbanden
- Hulp bij pech
- Autoverzekering
- Inschrijvingstaks, ecomalus en jaarlijkse verkeersbelasting
- In het geval van huur een kilometervergoeding van 5.000 km per maand voor adjunct-directeurs.

Brandstofkosten met betrekking tot de hierboven genoemde forfaitaire kilometers worden ook in rekening gebracht (verminderd met de kilometers die zijn afgelegd als gevolg van het elektrisch opladen bij de oplaadpunten van de instelling, waarvoor de kosten van het elektriciteitsverbruik worden geboekt op rekening 61113), op voorwaarde dat op de relevante facturen de kilometerstand wordt vermeld die bij elke tankbeurt is geregistreerd.

Brandstofkosten gefactureerd door een energieleverancier die maandelijke facturering met kilometerstand aanbiedt, worden aanvaard.

De personeelsleden die over een bedrijfswagen beschikken, hebben geen recht op de patronale bijdrage onder rekening 61210, 61220 of 62330.

<b>61233</b>	Kosten bedrijfswagens
--------------	-----------------------

Alle werkelijke kosten in verband met het gebruik van bedrijfsvoertuigen in verband met aan de instelling gedelegeerde activiteiten, worden in aanmerking genomen, met uitzondering van de kosten voor voertuigen die worden gebruikt voor wegcontroles, die op rekening 61235 worden geboekt.

Dit omvat meer bepaald de kosten van huur, onderhoud en herstellingen, banden, verzekering, brandstof, lichte inrichtingen en de aankoop van toebehoren.

De inschrijvingstaks, de jaarlijkse verkeersbelasting en de lasten in verband met de kilometerbelasting voor vrachtwagens op deze voertuigen moeten op rekening 64013 worden geboekt.

<b>61234</b>	Kosten motorfietsen (rijbewijs)
--------------	---------------------------------

De werkelijke kosten voor het gebruik van de motorfietsen van de instelling in verband met de aan de instelling gedelegeerde activiteiten (rijbewijs) worden in aanmerking genomen.

Dit omvat meer bepaald de kosten van onderhoud en herstellingen, banden, verzekering, brandstof, lichte inrichtingen en de aankoop van toebehoren.

De inschrijvingstaks en de jaarlijkse verkeersbelasting moeten op rekening 64013 worden geboekt.

<b>61235</b>	Kosten vrachtwagens voor controle buiten de terreinen
--------------	---

Alle daadwerkelijke kosten in verband met het gebruik van bedrijfsvoertuigen (vrachtwagens) voor de externe controleactiviteiten van de instelling zullen in aanmerking worden genomen.

Dit omvat meer bepaald de kosten van onderhoud en herstellingen, banden, verzekering, brandstof, lichte inrichtingen en de aankoop van toebehoren.

De werkelijke kosten voor onderhoud of herstellingen (met uitzondering van kosten die voortvloeien uit de volledige vervanging) van controle- en meetapparatuur die nuttig zijn voor de externe controles (controles langs de weg), worden op 61001 geboekt.

De inschrijvingstaks, de jaarlijkse verkeersbelasting en de lasten in verband met de kilometerbelasting voor vrachtwagens op deze voertuigen moeten op rekening 64013 worden geboekt.

### 613 HONORARIA, PRESTATIES VAN DERDEN EN BIJDAGEN

<b>61301</b>	Honoraria van de accountant
--------------	-----------------------------

Alle naar behoren verantwoorde werkelijke kosten die uitsluitend betrekking hebben op de uitvoering van de aan de instelling gedelegeerde activiteiten waaronder de jaarlijkse audit van de NBB, worden in aanmerking genomen.

<b>61302</b>	Wettelijke honoraria (advocaat, raadsheer, deurwaarder, notaris, consultancy en expertise)
--------------	--

Alle naar behoren verantwoorde werkelijke kosten die **uitsluitend betrekking hebben op de uitvoering van de aan de instelling gedelegeerde activiteiten worden in aanmerking genomen.**

Alle kosten die niet rechtstreeks verband houden met de uitvoering van de aan de instelling gedelegeerde activiteiten of die bedoeld zijn om tegen de instructies van de minister of zijn afgevaardigde in te gaan, mogen niet op de exploitatierekening worden geboekt.

<b>61303</b>	Prestaties van de sociale secretariaten en administratieve kosten met betrekking tot sociale voordelen
--------------	--

Alle naar behoren verantwoorde werkelijke kosten die uitsluitend betrekking hebben op de uitvoering van de aan de instelling gedelegeerde activiteiten worden in aanmerking genomen.

<b>61304</b>	Honoraria van architecten, vastgoedexperts en gezondheidscoördinatoren
--------------	--

Alle naar behoren verantwoorde werkelijke kosten die uitsluitend betrekking hebben op de uitvoering van de aan de instelling gedelegeerde activiteiten worden in aanmerking genomen.

<b>61305</b>	Honoraria kwaliteitsaudit (certificering)
--------------	---

Alle naar behoren verantwoorde werkelijke kosten die betrekking hebben op de certificeringen die verplicht zijn geworden voor de uitvoering van de aan de instelling gedelegeerde activiteiten en de kwaliteitsaudits waaronder de ISO-certificeringen, worden in aanmerking genomen.

<b>61306</b>	Honoraria vertalers en tolken
--------------	-------------------------------

Alle naar behoren verantwoorde werkelijke kosten die uitsluitend betrekking hebben op de uitvoering van de aan de instelling gedelegeerde activiteiten worden in aanmerking genomen.

<b>61307</b>	Honoraria voor opleiders en coaches
--------------	-------------------------------------

Alle naar behoren verantwoorde werkelijke kosten die betrekking hebben op de prestaties op het vlak van opleidingen en coaching (door externe dienstverleners ten opzichte van de instelling) en die uitsluitend betrekking hebben op de uitvoering van de aan de instelling gedelegeerde activiteiten worden in aanmerking genomen.

Kosten in verband met de opleidingskosten (verplaatsingen, catering, accommodatie enz.) worden op rekening 61230 geboekt.

<b>61308</b>	Overige honoraria
--------------	-------------------

Alle naar behoren verantwoorde werkelijke kosten die uitsluitend betrekking hebben op de uitvoering van de aan de instelling gedelegeerde activiteiten worden in aanmerking genomen, voor zover ze niet op de rekeningen 61300 tot 61307 werden geboekt.

Voor elke nieuwe soort lasten die op deze rekening moet worden geboekt, moet de instelling de goedkeuring van de minister of zijn afgevaardigde vragen.

<b>61360</b>	Overige prestaties door derden
--------------	--------------------------------

Alle naar behoren verantwoorde kosten die aan derden worden betaald voor verleende diensten die noodzakelijk zijn voor de uitvoering van aan de instelling gedelegeerde activiteiten, worden in aanmerking genomen.

Voor elke nieuwe soort lasten die op deze rekening moet worden geboekt, moet de instelling de goedkeuring van de minister of zijn afgevaardigde vragen.

<b>61370</b>	Bijdrage voor het 'car-pass' attest met kilometervermelding
--------------	---

Alle naar behoren verantwoorde werkelijke kosten die betrekking hebben op de uitvoering van de aan de instelling gedelegeerde activiteiten, worden in aanmerking genomen.

<b>61372</b>	Sectorale bijdragen
--------------	---------------------

Alle werkelijke en naar behoren verantwoorde kosten (en professionele lidmaatschapsgelden) met betrekking tot de sector van het rijbewijs en/of de technische controle die de instelling maakt in het kader van de aan haar gedelegeerde activiteiten, zullen in aanmerking worden genomen.

<b>61373</b>	Bijdragen en retributies van het Bestuur
--------------	--

Alle werkelijke kosten van bijdragen en vergoedingen die aan het Bestuur zijn betaald, worden in aanmerking genomen.

<b>61374</b>	Overige bijdragen
--------------	-------------------

Alle naar behoren verantwoorde werkelijke kosten met betrekking tot de bijdragen die noodzakelijk zijn geworden door de aan de instelling gedelegeerde activiteiten worden in aanmerking genomen, voor zover ze niet op de rekeningen 61370 tot 61373 werden geboekt.

Voor elke nieuwe soort lasten die op deze rekening moet worden geboekt, moet de instelling de goedkeuring van de minister of zijn afgevaardigde vragen.

#### **614 ADMINISTRatieve EN KANTOORKOSTEN**

<b>61400</b>	Kosten voor printen, fotokopieerapparaten en printers
--------------	---

Alle naar behoren verantwoorde werkelijke kosten die noodzakelijk zijn geworden door de aan de instelling gedelegeerde activiteiten worden in aanmerking genomen, voor zover ze niet op de rekeningen 61401 werden geboekt.

In het bijzonder kunnen de kosten van leveranciers of dienstverleners buiten de organisatie voor het onderhoud en de levering van verbruiksartikelen en slijtageonderdelen (met name papier, toners, drums, recyclingbakken, fuser) voor de kopieerapparaten en printers van de instelling in rekening worden gebracht.

<b>61401</b>	Kosten printen en verzenden van waarschuwingen voor de vervaldatum van de technische controle
--------------	---

Alle naar behoren gemotiveerde werkelijke kosten met betrekking tot het opstellen en het verzenden van waarschuwingen voor de vervaldatum van de technische controle, met inbegrip van druk-, porto- en verwerkingskosten, zullen in aanmerking worden genomen.

<b>61402</b>	Kosten kantoorbenodigdheden
--------------	-----------------------------

Alle naar behoren verantwoorde werkelijke kosten in verband met de aan de instelling gedelegeerde activiteiten worden in aanmerking genomen.

<b>61403</b>	Administratieve kosten voor het verkrijgen van documenten met betrekking tot personeel en directeurs
--------------	--

Alle naar behoren verantwoorde administratieve kosten die werkelijk door de instelling worden gedragen in het kader van de uitvoering van de aan haar gedelegeerde activiteiten, worden in aanmerking genomen.

Dit omvat de administratieve kosten voor het verlengen van de vergunningen van personeelsleden en het verkrijgen van de uittreksels uit het strafregister waarnaar in artikel 13 van dit besluit wordt verwezen.

<b>61404</b>	Algemene portokosten en bezorgers
--------------	-----------------------------------

Alle naar behoren verantwoorde werkelijke portokosten in verband met de aan de instelling gedelegeerde activiteiten worden in aanmerking genomen, met uitzondering van de kosten in verband met waarschuwingen voor de vervaldatum van de technische controle, die op rekening 61401 worden geboekt.

<b>61405</b>	Vaste en mobiele telefoonkosten, internet (abonnement en huur)
--------------	--

Alle naar behoren verantwoorde werkelijke kosten die betrekking hebben op de uitvoering van de aan de instelling gedelegeerde activiteiten worden in aanmerking genomen.

Dit omvat de kosten van vaste en mobiele telefoonabonnementen, evenals de huur van apparatuur en lijnen, inclusief callcenterapparatuur.

Deze rekening omvat ook de kosten van internetabonnementen, ADSL-lijnen en data.

<b>61406</b>	Telefoon toestellen, gsm's, smartphones en toebehoren en randapparatuur voor netwerken
--------------	--

In het bijzonder worden alle werkelijke, naar behoren verantwoorde kosten voor de aanschaf van apparatuur en toebehoren voor vaste of mobiele telefonie en niet-afschrijfbaar netwerk randapparatuur (zoals modems, draadloze terminals enz.) die verband houden met de uitvoering van aan de instelling gedelegeerde activiteiten, waaronder met name die van het callcenter (indien van toepassing), in aanmerking genomen.

<b>61407</b>	Kosten documentatie, boeken en tijdschriften (intern)
--------------	---

Alle naar behoren verantwoorde werkelijke kosten die betrekking hebben op de aan de instelling gedelegeerde activiteiten, worden in aanmerking genomen.

<b>61408</b>	Kosten uitzendrechten
--------------	-----------------------

Alle naar behoren verantwoorde werkelijke kosten die betrekking hebben op de aan de instelling gedelegeerde activiteiten, worden in aanmerking genomen.

<b>61410</b>	Kosten advertenties en website
--------------	--------------------------------

Alle naar behoren verantwoorde werkelijke kosten die betrekking hebben op de aan de instelling gedelegeerde activiteiten, worden in aanmerking genomen.

<b>61411</b>	Legale reclame
--------------	----------------

Alle naar behoren verantwoorde werkelijke kosten die betrekking hebben op de aan de instelling gedelegeerde activiteiten, worden in aanmerking genomen.

<b>61420</b>	Kosten kleine, niet-afschrijfbaar computerapparatuur
--------------	--

Alle naar behoren verantwoorde werkelijke kosten die betrekking hebben op de uitvoering van de aan de instelling gedelegeerde activiteiten, worden in aanmerking genomen.

Onder 'kleine IT-apparatuur' wordt verstaan alle apparatuur die niet kan worden afgeschreven en waarvoor geen toestemming nodig is van de IT-commissie bedoeld in artikel 21, § 1, tweede lid.

Uitgaven ten laste van rekening 614051 kunnen niet op deze rekening worden geboekt.

<b>61421</b>	Onderhoudskosten IT-apparatuur
--------------	--------------------------------

Alle naar behoren verantwoorde werkelijke kosten die betrekking hebben op de aan de instelling gedelegeerde activiteiten, worden in aanmerking genomen.

<b>61422</b>	Licentiekosten IT
--------------	-------------------

Alle naar behoren verantwoorde werkelijke kosten die betrekking hebben op de uitvoering van de aan de instelling gedelegeerde activiteiten, worden in aanmerking genomen, op voorwaarde dat ze zijn goedgekeurd door de IT-commissie bedoeld in artikel 21, § 1: tweede lid van dit besluit, indien van toepassing (overeenkomstig het huishoudelijk reglement van de IT-commissie).

## **615 DIVERSE KOSTEN**

<b>61500</b>	Kosten transport en verhuizing
--------------	--------------------------------

Naar behoren verantwoorde werkelijke kosten in verband met de volgende elementen worden in aanmerking genomen:

- Verhuizing van een station of een kantoor;
- Uitzonderlijk transport van apparatuur of documenten

wanneer dit door derden wordt uitgevoerd.

<b>61510</b>	Kosten bewaking
--------------	-----------------

Alle werkelijke kosten van bewakers voor alle gebouwen die betrokken zijn bij het uitvoeren van de aan de instelling gedelegeerde activiteiten, worden in aanmerking genomen.



De minister of zijn afgevaardigde moet vooraf instemmen met het gebruik van externe dienstverleners.

<b>61511</b>	Kosten beveiligd geldtransport
--------------	--------------------------------

Alle naar behoren verantwoorde werkelijke kosten die betrekking hebben op de uitvoering van de aan de instelling gedelegeerde activiteiten, worden in aanmerking genomen.

Dit omvat de kosten van het geldtransport door externe dienstverleners, de huur van kluisen voor dergelijk vervoer en de bijbehorende verzekering.

<b>61512</b>	Onderhoudskosten voor alarm- en beveiligingssystemen
--------------	--

Alle naar behoren verantwoorde werkelijke kosten die betrekking hebben op de uitvoering van de aan de instelling gedelegeerde activiteiten, worden in aanmerking genomen.

<b>61520</b>	Kosten burgerlijke aansprakelijkheidsverzekering en bijbehorend eigen risico
--------------	--

Alle naar behoren verantwoorde werkelijke kosten die betrekking hebben op de uitvoering van de aan de instelling gedelegeerde activiteiten, worden in aanmerking genomen.

Dit omvat de verzekeringspremie voor burgerlijke aansprakelijkheid bedoeld in artikel 19 van dit besluit.

<b>61530</b>	Diverse en onvoorziene/uitzonderlijke kosten
--------------	--

Naar behoren verantwoorde werkelijke kosten die zijn gemaakt bij de uitvoering van de aan de instelling gedelegeerde activiteiten, worden in aanmerking genomen, mits de minister of zijn afgevaardigde de aard en het bedrag van deze kosten heeft goedgekeurd.

Met name het saldo van schade als gevolg van diefstal en inbraak dat niet wordt gedekt door een aansprakelijkheidsverzekering, wordt op deze rekening geboekt.

## **617 UITZENDKRACHTEN**

<b>61700</b>	Kosten uitzendkrachten
--------------	------------------------

Alle naar behoren verantwoorde werkelijke kosten die betrekking hebben op de uitvoering van de aan de instelling gedelegeerde activiteiten, worden in aanmerking genomen.

Bij het bepalen van het aantal administratieve personeelsleden wordt rekening gehouden met de diensten van uitzendkrachten.

De instelling voegt elk jaar bij haar exploitatierekening de sociale balans van de uitzendkrachten van het uitzendkantoor, met het aantal ter beschikking gestelde personen (code 150), het aantal gefactureerde uren (code 151) en de totale kosten (code 152).

#### **619 INTERNE HERFACTURERING VAN KOSTEN VAN HET CENTRAAL KANTOOR**

<b>61900</b>	Interne herfacturering
--------------	------------------------

Deze rekening omvat de kosten die intern worden gefactureerd door het moederbedrijf dat de erkende instelling beheert.

Deze worden per rekening van het exploitatieschema gedetailleerd in de informatieve kolom 'Herfacturering centraal kantoor' van de exploitatierekening.

Wat de bezoldiging, de sociale lasten en de secundaire arbeidsvoorwaarden betreft, zijn de uitgaven opgenomen in rekening 61900 voor de algemeen directeur en de onafhankelijke directeurs gelijk aan de bedragen die zouden zijn opgenomen als ze het statuut hadden van aangesteld algemeen directeur of directeur. Hierbij worden specifiek de kosten met betrekking tot baremalonen, vakantiegeld, eindejaarspremies, sociale zekerheidsbijdragen, premies arbeidsongevallenverzekering, premies groepsverzekering, premies ziekte- en invaliditeitsverzekering, maaltijdcheques, consumptiecheques, ecocheques en cadeaucheques bedoeld.

Wat de directiewagens betreft, zijn de uitgaven opgenomen in rekening 61900 voor de algemeen directeur en de onafhankelijke directeurs gelijk aan de bedragen die zouden zijn opgenomen als ze het statuut hadden van aangesteld algemeen directeur of directeur. Dit heeft specifiek betrekking op kosten in verband met forfaitaire bedragen voor de terbeschikkingstelling van directiewagens. Om te worden opgenomen in de exploitatierekening, moeten deze uitgaven voldoen aan dezelfde voorwaarden als die van rekening 61231 voor de algemeen directeur en de directeurs.

#### **6200 VERGOEDINGEN BESTUURDER OF MANAGER**

<b>620000</b>	Baremalonen - Bestuurder of manager (algemeen directeur)
---------------	--

De brutovergoeding die daadwerkelijk aan bestuurders of managers (algemeen directeur) wordt betaald, wordt in aanmerking genomen. Het bedrag dat op de exploitatierekening wordt gestort, mag niet hoger zijn dan de door de minister goedgekeurde salarisschalen.

De beloning van slechts één algemeen directeur per instelling mag in aanmerking worden genomen.

De barema's worden geïndexeerd in overeenstemming met het paritair comité van de sector.

Elke bezoldiging die afwijkt van de barema's of elke wijziging die afwijkt van de gebruikelijke wijziging met betrekking tot de toepassing van anciënniteit, moet door de minister of zijn afgevaardigde worden goedgekeurd voordat ze door de instelling wordt toegepast. Indien dit niet gebeurt, kan het overschot niet op de exploitatierekening worden geboekt.

Alleen een persoon die voldoet aan de bepalingen van bijlage 2 en artikel 13 van dit besluit, kan aanspraak maken op de titel van algemeen directeur.

Uitgaven met betrekking tot de algemeen directeur die niet voldoen aan de voorwaarden in het zesde lid worden niet opgenomen in de exploitatierekening.

Met het oog op harmonisatie moet het bedrag met betrekking tot het baremaloon van de algemeen directeur wiens kosten op rekening 61900 worden geboekt, worden vermeld in de kolom 'Herfacturering centraal kantoor' van rekening 620000 van de exploitatierekening.

<b>620001</b>	Vakantiegeld - Bestuurder of manager (algemeen directeur)
---------------	---

Deze post omvat de bedragen die tijdens het boekjaar werkelijk zijn uitbetaald, hetzij als dubbel vakantiegeld, hetzij als ontslagvergoeding, op voorwaarde dat ze gebaseerd zijn op de brutobezoldiging berekend volgens de door de minister goedgekeurde salarisschalen.

Met het oog op harmonisatie moet het bedrag met betrekking tot het vakantiegeld van de algemeen directeur wiens kosten op rekening 61900 worden geboekt, worden vermeld in de kolom 'Herfacturering centraal kantoor' van rekening 620001.

<b>620002</b>	Eindejaarspremies - Bestuurder of manager (algemeen directeur)
---------------	--

Werkelijk betaalde eindejaarspremies worden meegerekend tot een maximum van 10% van de totale brutojaarbecloning van de algemeen directeur.

De in aanmerking te nemen brutojaarbecloning kan tot 100% van de theoretische beloning van een algemeen directeur bedragen die tijdelijk afwezig is geweest wegens ziekte of arbeidsongeschiktheid.

Onder 'brutojaarbecloning' moet worden begrepen 12 maal de maandelijks brutobezoldiging overeenkomstig de door de minister goedgekeurde salarisschalen, exclusief eventuele bonussen of premies.

Met het oog op harmonisatie moet het bedrag met betrekking tot de eindejaarspremie van de algemeen directeur wiens kosten op rekening 61900 worden geboekt, worden vermeld in de kolom 'Herfacturering centraal kantoor' van rekening 620002.

<b>620003</b>	RSZ-bijdrage - Bestuurder of manager (algemeen directeur)
---------------	---

Alle kosten die worden verantwoord overeenkomstig de relevante wetgeving, zullen in aanmerking worden genomen, rekening houdend met de door de minister goedgekeurde salarisschalen.

Met het oog op harmonisatie moet het bedrag met betrekking tot de RSZ-bijdragen van de algemeen directeur wiens kosten op rekening 61900 worden geboekt, worden vermeld in de kolom 'Herfacturering centraal kantoor' van rekening 620003.

<b>620004</b>	Verzekeringspremies arbeidsongevallen - Bestuurder of manager (algemeen directeur)
---------------	--

Alle kosten die worden verantwoord overeenkomstig de relevante wetgeving, zullen in aanmerking worden genomen.

Met het oog op harmonisatie moet het bedrag met betrekking tot de verzekeringspremies arbeidsongevallen van de algemeen directeur wiens kosten op rekening 61900 worden geboekt, worden vermeld in de kolom 'Herfacturering centraal kantoor' van rekening 620004.

<b>620005</b>	Premie groepsverzekering - Bestuurder of manager (algemeen directeur)
<b>620006</b>	Premie ziekte- en invaliditeitsverzekering - Bestuurder of manager (algemeen directeur)

Het maximumbedrag van de patronale bijdrage is 6% van de totale brutojaarbebeloning van de algemeen directeur;

De in aanmerking te nemen brutojaarbebeloning kan tot 100% van de theoretische beloning van een algemeen directeur bedragen die tijdelijk afwezig is geweest wegens ziekte of arbeidsongeschiktheid en waarvoor de instelling geen vrijstelling geniet van storting van de premies.

Onder 'brutobezoldiging' moet worden begrepen 12 maal de maandelijks brutobezoldiging overeenkomstig de door de minister goedgekeurde salarisschalen, exclusief eventuele bonussen of premies.

De 6%-limiet op de patronale bijdrage geldt niet voor socialezekerheidsbijdragen of belastingen met betrekking tot de beoogde verzekeringen.

De bepaling van het eerste lid is niet van toepassing op de patronale bijdrage die wordt betaald voor algemeen directeurs die al vóór 01/01/1995 in functie waren.

De brutojaarbebeloningen van de algemeen directeur die in functie was vóór 01/01/1995, is niet opgenomen in de basis voor de berekening van het 6%-plafond.

In de exploitatierekening mag geen enkele andere verzekeringspremie worden opgenomen.

Met het oog op harmonisatie moet het bedrag met betrekking tot de premies voor de groepsverzekering en de premies voor de verzekering ziekte- en arbeidsongeschiktheid van de algemeen directeur wiens kosten op rekening 61900 worden geboekt, worden vermeld in de kolom 'Herfacturering centraal kantoor' van rekening 620005 en 620006.

<b>620007</b>	Eenmalige premie groepsverzekering - Bestuurder of manager (algemeen directeur)
---------------	---

In het geval van pensionering of vervroegde pensionering van de algemeen directeur wordt de eenmalige werkgeverspremie voor de groepsverzekering in aanmerking genomen.

Met het oog op harmonisatie moet het bedrag met betrekking tot de eenmalige premie voor de groepsverzekering van de algemeen directeur wiens kosten op rekening 61900 worden geboekt, worden vermeld in de kolom 'Herfacturering centraal kantoor' van rekening 620007.

<b>620008</b>	Maaltijdcheques - patronale bijdrage - Bestuurder of manager (algemeen directeur)
---------------	---

Voor een bedrag van maximaal 8,00 euro inclusief fiscale lasten per maaltijdcheque per gepresteerde dag. Het aantal dagen mag niet hoger zijn dan het aantal werkdagen dat in aanmerking wordt genomen voor de berekening van socialezekerheidsbijdragen.

Maaltijdcheques kunnen niet worden gecombineerd met een vaste vergoeding of restaurantkosten voor dezelfde maaltijd op dezelfde dag.

Met het oog op harmonisatie moet het bedrag met betrekking tot de maaltijdcheques van de algemeen directeur wiens kosten op rekening 61900 worden geboekt, worden vermeld in de kolom 'Herfacturering centraal kantoor' van rekening 620008 voor een bedrag van maximaal 6,91 euro per maaltijdcheque per gepresteerde dag, wat overeenstemt met de patronale bijdrage.

<b>620009</b>	Consumptiecheque - Bestuurder of manager (algemeen directeur)
---------------	---

Alleen werkelijke kosten die verplicht zijn voor de instelling als gevolg van de toepassing van de bepalingen van het Paritair Comité voor de sector, worden in de exploitatierekening opgenomen.

Met het oog op harmonisatie moet het bedrag met betrekking tot de consumptiecheques van de algemeen directeur wiens kosten op rekening 61900 worden geboekt, worden vermeld in de kolom 'Herfacturering centraal kantoor' van rekening 620009.

<b>620010</b>	Ecocheques - Bestuurder of manager (algemeen directeur)
---------------	---

Alleen werkelijke kosten die verplicht zijn voor de instelling als gevolg van de toepassing van de bepalingen van het Paritair Comité voor de sector, worden in de exploitatierekening opgenomen.

Met het oog op harmonisatie moet het bedrag met betrekking tot de ecocheques van de algemeen directeur wiens kosten op rekening 61900 worden geboekt, worden vermeld in de kolom 'Herfacturering centraal kantoor' van rekening 620010.

<b>620011</b>	Cadeaucheques - Bestuurder of manager (algemeen directeur)
---------------	--

Alleen werkelijke kosten die verplicht zijn voor de instelling als gevolg van de toepassing van de bepalingen van het Paritair Comité voor de sector, worden in de exploitatierekening opgenomen.

Met het oog op harmonisatie moet het bedrag met betrekking tot de cadeaucheques van de algemeen directeur wiens kosten op rekening 61900 worden geboekt, worden vermeld in de kolom 'Herfacturering centraal kantoor' van rekening 620011.

<b>620012</b>	Overige beroepskosten - Bestuurder of manager (algemeen directeur)
---------------	--

Andere naar behoren verantwoorde werkelijke beroepskosten in verband met de uitvoering van de aan de instelling gedelegeerde activiteiten waarvoor deze laatste uitdrukkelijk de goedkeuring van de minister of zijn afgevaardigde heeft verkregen, worden in aanmerking genomen.

Met het oog op harmonisatie moet het bedrag met betrekking tot de overige beroepskosten van de algemeen directeur wiens kosten op rekening 61900 worden geboekt, worden vermeld in de kolom 'Herfacturering centraal kantoor' van rekening 620012.

**6201 DIRECTIE**

<b>62010</b>	Baremalonen - Directeurs en adjunct-directeurs
--------------	--

De werkelijk betaalde brutobezoldigingen worden in aanmerking genomen. Het bedrag dat op de exploitatierekening wordt gestort, mag niet hoger zijn dan de door de minister goedgekeurde salarisschalen.

Op de exploitatierekening mogen maximaal de baremalonen worden vermeld:

- van de 4 directeurs per instelling: financieel directeur, HR-directeur, technisch directeur en IT-directeur
- van een adjunct-directeur bij elke overschrijding van 10 locaties waar activiteiten plaatsvinden buiten het hoofdkantoor.

Een instelling die in de exploitatierekening geen lasten voor de baremalonen voor 4 directeurs toepast, kan daar lasten voor de baremalonen voor de adjunct-directeurs boeken, mits hun gezamenlijke aantal (directeurs + adjunct-directeurs) niet meer bedraagt dan het aantal directeurs en adjunct-directeurs waarop de instelling op grond van het vorige lid recht heeft.

Elke bezoldiging die afwijkt van de barema's of elke wijziging die afwijkt van de gebruikelijke wijziging met betrekking tot de toepassing van anciënniteit, moet door de minister of zijn afgevaardigde worden goedgekeurd voordat ze door de instelling wordt toegepast. Indien dit niet gebeurt, kan het overschot niet op de exploitatierekening worden geboekt.

Alleen een persoon die voldoet aan de bepalingen van bijlage 2 punt 1 en artikel 13 van dit besluit, kan aanspraak maken op de titel van directeur.

Alleen personen die in het bezit zijn van een diploma overeenkomstig bijlage 2, punt 1c van dit besluit, kunnen solliciteren naar de titel van adjunct-directeur.

Lasten met betrekking tot de directeurs en de adjunct-directeurs die niet voldoen aan de voorwaarden in het vierde en het vijfde lid, worden niet opgenomen in de exploitatierekening.

Met het oog op harmonisatie moet het bedrag met betrekking tot de baremalonen van de onafhankelijke directeurs van wie de kosten op rekening 61900 worden geboekt, worden vermeld in de kolom 'Herfacturering centraal kantoor' van rekening 62010.

<b>62011</b>	Vakantiegeld - Directeurs en adjunct-directeurs
--------------	---

Deze post omvat de bedragen die tijdens het boekjaar daadwerkelijk zijn uitbetaald, hetzij als dubbel vakantiegeld, hetzij als ontslagvergoeding, op voorwaarde dat ze gebaseerd zijn op de brutobezoldiging berekend volgens de door de minister vastgelegde salarisschalen.

Met het oog op harmonisatie moet het bedrag met betrekking tot het betaalde vakantiegeld van de onafhankelijke directeurs van wie de kosten op rekening 61900 worden geboekt, worden vermeld in de kolom 'Herfacturering centraal kantoor' van rekening 62011.

<b>62012</b>	Eindejaarspremies - Directeurs en adjunct-directeurs
--------------	--

Daadwerkelijk betaalde eindejaarspremies worden meegerekend tot een maximum van 10% van de totale brutojaarbeloning van de directeurs en de adjunct-directeurs.

De in aanmerking te nemen brutojaarbeloning kan tot 100% van de theoretische beloning van een directeur of een adjunct-directeur bedragen die tijdelijk afwezig is geweest wegens ziekte of arbeidsongeschiktheid.

Onder 'brutojaarbezoldiging' moet worden begrepen 12 maal de maandelijkse brutobezoldiging overeenkomstig de door de minister voor de directeurs of de adjunct-directeurs goedgekeurde salarisschalen, exclusief eventuele bonussen of premies.

Met het oog op harmonisatie moet het bedrag met betrekking tot de eindejaarspremies van de onafhankelijke directeurs van wie de kosten op rekening 61900 worden geboekt, worden vermeld in de kolom 'Herfacturering centraal kantoor' van rekening 62012.

## **6202 WERKNEMERS**

<b>62020</b>	Baremalonen - Werknemers
--------------	--------------------------

Worden in aanmerking genomen:

- De daadwerkelijk betaalde bezoldigingen, volgens de door de minister goedgekeurde salarisschalen, die niet hoger mogen zijn dan de bedragen die overeenstemmen met het aantal personeelsleden dat voortvloeit uit de toepassing van de in bijlage III bij dit besluit vastgestelde personeelscriteria.
- Daadwerkelijk betaalde bezoldigingen voor overwerk in overeenstemming met de sociale wetgeving.
- Bij ontslag betaalde ontslagvergoedingen. Nalatigheidsinteressen worden niet opgenomen in de exploitatierekening, behalve als de instelling schuldig wordt bevonden aan ontslag wegens ernstig wangedrag.

Elke bezoldiging die afwijkt van de barema's of elke wijziging die afwijkt van de gebruikelijke wijziging met betrekking tot de toepassing van anciënniteit van het personeel, moet door de minister of zijn afgevaardigde worden goedgekeurd voordat ze door de instelling wordt toegepast. Indien dit niet gebeurt, kan het overschot niet op de exploitatierekening worden geboekt.

Het salaris van het personeelslid dat door de instelling wordt betaald, mag niet ten laste van de exploitatierekening worden gebracht na de periode van de wettelijke verplichting om dit salaris te betalen om redenen van ziekte en arbeidsongeschiktheid.

<b>62021</b>	Vakantiegeld - Werknemers
--------------	---------------------------

Deze post omvat de bedragen die tijdens het boekjaar daadwerkelijk zijn uitbetaald, hetzij als dubbel vakantiegeld, hetzij als ontslagvergoeding, op voorwaarde dat ze gebaseerd zijn op de brutobezoldiging berekend volgens de door de minister goedgekeurde salarisschalen.

<b>62022</b>	Eindejaarspremies - Werknemers
--------------	--------------------------------

Daadwerkelijk betaalde eindejaarspremies worden meegerekend tot een maximum van 10% van het globale bedrag van de bruto jaarbezoldigingen van het personeel.

De in aanmerking te nemen bruto jaarbezoldiging kan tot 100% van de theoretische beloning van een personeelslid bedragen dat tijdelijk afwezig is geweest wegens ziekte of arbeidsongeschiktheid.

Onder 'brutojaarbezoldiging' moet worden begrepen 12 maal de maandelijks bezoldiging overeenkomstig de door de minister goedgekeurde salarisschalen, exclusief eventuele bonussen en premies.

#### **6210 PATRONALE BIJDRAGEN SOCIALE ZEKERHEID - DIRECTEURS EN ADJUNCT-DIRECTEURS**

<b>621000</b>	RSZ-bijdrage - Directeurs en adjunct-directeurs
---------------	---

Alle kosten die worden verantwoord overeenkomstig de relevante wetgeving, zullen in aanmerking worden genomen, rekening houdend met de door de minister goedgekeurde salarisschalen.

Met het oog op harmonisatie moet het bedrag met betrekking tot de RSZ-bijdragen van de onafhankelijke directeurs van wie de kosten op rekening 61900 worden geboekt, worden vermeld in de kolom 'Herfacturering centraal kantoor' van rekening 621000.

<b>621010</b>	Premie arbeidsongevallenverzekering - Directeurs en adjunct-directeurs
---------------	--

Alle kosten die in de boeken worden opgenomen overeenkomstig de relevante wetgeving, zullen in aanmerking worden genomen.

Met het oog op harmonisatie moet het bedrag met betrekking tot de verzekeringspremies arbeidsongevallen van de onafhankelijke directeurs van wie de kosten op rekening 61900 worden geboekt, worden vermeld in de kolom 'Herfacturering centraal kantoor' van rekening 621110.

#### **6211 PATRONALE BEDRAGEN SOCIALE ZEKERHEID - WERKNEMERS**

<b>621100</b>	RSZ-bijdrage - Werknemers
---------------	---------------------------

Alle kosten die worden verantwoord overeenkomstig de relevante wetgeving, zullen in aanmerking worden genomen, rekening houdend met de door de minister goedgekeurde salarisschalen.

<b>621110</b>	Premie arbeidsongevallenverzekering - Werknemers
---------------	--

Alle kosten die overeenkomstig de relevante wetgeving in de boeken worden opgenomen, zullen in aanmerking worden genomen.



**6220 PATRONALE BIJDRAGE VOOR GROEPSVERZEKERING EN AANVULLENDE ZIEKTE- EN INVALIDITEITSVERZEKERING - DIRECTEURS EN ADJUNCT-DIRECTEURS**

<b>622000</b>	Premie groepsverzekering - Directeurs en adjunct-directeurs
<b>622010</b>	Premie ziekte- en invaliditeitsverzekering - Directeurs en adjunct-directeurs

Het maximumbedrag van de patronale bijdrage is 6% van het globale bedrag van de jaarlijkse brutobezoldigingen van de directeurs en de adjunct-directeurs;

De in aanmerking te nemen jaarlijkse brutobezoldiging kan tot 100% van de theoretische bezoldiging van een directeur of een adjunct-directeur bedragen die tijdelijk afwezig is geweest wegens ziekte of arbeidsongeschiktheid en waarvoor de instelling geen vrijstelling geniet van storting van de premies.

Onder 'brutobezoldiging' moet worden begrepen 12 maal de maandelijks brutobezoldiging overeenkomstig de door de minister goedgekeurde salarisschalen, exclusief eventuele bonussen of premies.

De 6%-limiet op de patronale bijdrage geldt niet voor socialezekerheidsbijdragen of belastingen op de beoogde verzekeringen.

De bepaling van het eerste lid is niet van toepassing op de patronale bijdrage die wordt betaald voor de directeurs en de adjunct-directeurs die al vóór 01/01/1995 in functie waren.

De jaarlijkse brutobezoldigingen van de directeurs en de adjunct-directeurs die in functie waren vóór 01/01/1995, worden niet opgenomen in de basis voor de berekening van het 6%-plafond.

In de exploitatierekening mag geen enkele andere verzekeringspremie worden opgenomen.

Met het oog op harmonisatie moet het bedrag met betrekking tot de premies voor de groepsverzekering en de premies voor de verzekering ziekte- en arbeidsongeschiktheid van de directeurs van wie de kosten op rekening 61900 worden geboekt, worden vermeld in de kolom 'Herfacturering centraal kantoor' van de rekeningen 622000 en 622010.

<b>622011</b>	Eenmalige premie groepsverzekering - Directeurs en adjunct-directeurs
---------------	---

In het geval van pensionering of vervroegde pensionering van een directeur of een adjunct-directeur wordt de eenmalige werkgeverspremie voor de groepsverzekering in aanmerking genomen.

Met het oog op harmonisatie moet het bedrag met betrekking tot de eenmalige premies voor de groepsverzekering van de onafhankelijke directeurs van wie de kosten op rekening 61900 worden geboekt, worden vermeld in de kolom 'Herfacturering centraal kantoor' van rekening 622011.

**6221 PATRONALE BIJDRAGE VOOR GROEPSVERZEKERING EN AANVULLENDE ZIEKTE- EN INVALIDITEITSVERZEKERING - WERKNEMERS**

<b>622100</b>	Premie groepsverzekering - Werknemers
<b>622101</b>	Premie ziekte- en invaliditeitsverzekering - Werknemers

Het maximumbedrag van de patronale bijdrage is 6% van de totale jaarlijkse brutobezoldigingen van de personeelsleden;

De in aanmerking te nemen 'jaarlijkse brutobezoldiging' kan tot 100% van de theoretische beloning van een personeelslid bedragen dat tijdelijk afwezig is geweest wegens ziekte of arbeidsongeschiktheid en waarvoor de instelling geen vrijstelling geniet van storting van de premies.

Onder 'brutobezoldiging' moet worden begrepen 12 maal de maandelijks brutobezoldiging overeenkomstig de door de minister goedgekeurde salarisschalen, exclusief eventuele bonussen of premies.

De 6%-limiet op de patronale bijdrage geldt niet voor socialezekerheidsbijdragen of belastingen op de beoogde verzekeringen.

De bepaling van het eerste lid is niet van toepassing op de patronale bijdrage die wordt betaald voor de personeelsleden die al vóór 01/01/1995 in functie waren.

De jaarlijkse brutobezoldigingen van de personeelsleden die in functie waren vóór 01/01/1995, worden niet opgenomen in de basis voor de berekening van het 6%-plafond.

In de exploitatierekening mag geen enkele andere verzekeringspremie worden opgenomen.

<b>622111</b>	Enmalige premie groepsverzekering - Werknemers
---------------	--

In het geval van pensionering of vervroegde pensionering van een werknemer wordt de eenmalige werkgeverspremie voor de groepsverzekering in aanmerking genomen.

<b>623</b>	<b>ANDERE PERSONEELSKOSTEN</b>
<b>623000</b>	Toevoeging aan voorziening voor vakantiegeld - Directeurs en adjunct-directeurs

Er wordt rekening gehouden met het verschil tussen de voorzieningen op 31 december en 1 januari van hetzelfde jaar. Deze voorzieningen worden berekend in overeenstemming met de huidige sociale wetgeving en zijn bedoeld om de betaling van vakantiegeld tijdens het volgende jaar te dekken.

Deze voorzieningen moeten voor de algemeen directeur en de directeurs in dienst op 31 december van elk betrokken jaar worden berekend op basis van de bezoldiging berekend volgens de door de minister goedgekeurde barema's, vermeerderd met de theoretische bezoldiging van de directeurs die tijdelijk afwezig waren wegens ziekte of arbeidsongeschiktheid.

Deze voorzieningen voor de directeurs moeten worden berekend tegen de tarieven die elk jaar door de belastingdienst worden vastgesteld voor het schatten van deze voorzieningen.

<b>623010</b>	Toevoeging aan voorziening voor vakantiegeld - Werknemers
---------------	---

Er wordt rekening gehouden met het verschil tussen de voorzieningen op 31 december en 1 januari van hetzelfde jaar. Deze voorzieningen worden berekend in overeenstemming met de huidige sociale wetgeving en zijn bedoeld om de betaling van vakantiegeld tijdens het volgende jaar te dekken.

Deze voorzieningen moeten voor het personeel dat in dienst is op 31 december van elk betrokken jaar, worden berekend op basis van de bezoldiging berekend volgens de door de minister vastgelegde barema's, vermeerderd met de theoretische bezoldiging van de personeelsleden die tijdelijk afwezig waren wegens ziekte of arbeidsongeschiktheid.

Deze voorzieningen voor de werknemers moeten worden berekend tegen de tarieven die elk jaar door de belastingdienst worden vastgesteld voor het schatten van deze voorzieningen.

<b>623030</b>	Patronale bijdrage in de kosten van woon-werkverkeer (persoonlijk voertuig) - Werknemers
---------------	--

Alle kilometervergoedingen die daadwerkelijk door de werkgever aan of voor het personeel worden betaald voor woon-werkverkeer met het privévoertuig van de werknemer, naar behoren verantwoord en betaald in overeenstemming met de relevante wettelijke bepalingen of de collectieve arbeidsovereenkomst, worden in aanmerking genomen.

De verplaatsingen tussen de woonplaats en een andere werkplek dan de administratieve beroepswoning van de werknemer of tussen de verschillende vestigingen van de werkgever worden in de boeken opgenomen onder 61220.

De verplaatsingskosten in het kader van opleidingen moeten op rekening 61307 of 623120 worden geboekt.

Leden van de directie of personeelsleden die beschikken over een voertuig waarvan de kosten op rekening 61231 of rekening 61232 worden geboekt, hebben geen recht op een bijdrage van de werkgever.

<b>623031</b>	Patronale bijdrage in de kosten van woon-werkverkeer (openbaar vervoer) - Werknemers
---------------	--

Alle kilometervergoedingen die daadwerkelijk door de werkgever aan of voor het personeel worden betaald voor woon-werkverkeer met het openbaar vervoer, naar behoren verantwoord en betaald in overeenstemming met de relevante wettelijke bepalingen of de collectieve arbeidsovereenkomst, worden in aanmerking genomen.

De verplaatsingen tussen de woonplaats en een andere werkplek dan de administratieve beroepswoning van de werknemer of tussen de verschillende vestigingen van de werkgever worden in de boeken opgenomen onder 61221.

De verplaatsingskosten in het kader van opleidingen moeten op rekening 61307 of 623120 worden geboekt.

Leden van de directie of personeelsleden die beschikken over een voertuig waarvan de kosten op rekening 61231 of rekening 61232 worden geboekt, hebben geen recht op een bijdrage van de werkgever.

<b>623040</b>	Geneeskundige dienst
---------------	----------------------

Alle kosten die in de boeken worden opgenomen en die naar behoren worden gerechtvaardigd in het kader van de wetgeving inzake gezondheid op het werk, worden in aanmerking genomen.

<b>623050</b>	Vakbondsbijdragen
---------------	-------------------

Alle bedragen die aan vakbonden worden betaald in overeenstemming met de collectieve arbeidsovereenkomsten van de sector, worden in aanmerking genomen.

<b>623060</b>	Vergoedingen en diverse uitgaven voor maaltijden en drankjes
---------------	--

De werkelijk betaalde kosten voor maaltijden en drankjes voor het personeel worden in aanmerking genomen, op voorwaarde dat ze niet dubbelop zijn met de kosten ten laste van 623061.

Elke dienstreis of elke opleiding van meer dan 4 uur die buiten de infrastructuur van de instelling die door een medewerker van deze laatste wordt gevolgd, kan recht geven op een dagvergoeding van 16,5436 euro in plaats van een maaltijdcheque.

<b>623061</b>	Maaltijdcheques - nominale waarde
---------------	-----------------------------------

Voor een nominaal bedrag van maximaal 8,00 euro inclusief fiscale lasten per maaltijdcheque per personeelslid per gepresteerde dag. Het aantal dagen mag niet hoger zijn dan het aantal werkdagen dat in aanmerking wordt genomen voor de berekening van de socialezekerheidsbijdragen.

Maaltijdcheques kunnen niet worden gecombineerd met een vaste vergoeding (623060) of restaurantkosten (61200) op dezelfde dag.

Deze rekening wordt gedeeltelijk gecompenseerd door de opname in rekening 748 van de werknemersbijdrage van € 1,09 per maaltijdcheque uitgegeven door de organisatie.

Met het oog op harmonisatie moet het bedrag met betrekking tot de maaltijdcheques van onafhankelijke directeurs van wie de kosten op rekening 61900 worden geboekt, gedetailleerd worden vermeld in de informatiekolom 'Herfacturering centraal kantoor' van rekening 623061 voor een bedrag van maximaal € 6,91 (wat overeenstemt met de patronale bijdrage), inclusief fiscale lasten die zijn opgenomen per directeur per gepresteerde dag.

<b>623062</b>	Consumptiecheque
---------------	------------------

Alleen werkelijke kosten die verplicht zijn voor de instelling als gevolg van de toepassing van de bepalingen van het Paritair Comité voor de sector worden in de exploitatierekening opgenomen.

Met het oog op harmonisatie moet het bedrag met betrekking tot de consumptiecheques van de onafhankelijke directeurs van wie de kosten op rekening 61900 worden geboekt, worden vermeld in de kolom 'Herfacturering centraal kantoor' van rekening 623062.

<b>623063</b>	Ecocheques
---------------	------------

Alleen werkelijke kosten die verplicht zijn voor de instelling als gevolg van de toepassing van de bepalingen van het Paritair Comité voor de sector worden in de exploitatierekening opgenomen.

Met het oog op harmonisatie moet het bedrag met betrekking tot de ecocheques van de onafhankelijke directeurs van wie de kosten op rekening 61900 worden geboekt, worden vermeld in de kolom 'Herfacturering centraal kantoor' van rekening 623063.

<b>623064</b>	Cadeaucheques
---------------	---------------

Alleen werkelijke kosten die verplicht zijn voor de instelling als gevolg van de toepassing van de bepalingen van het Paritair Comité voor de sector worden in de exploitatierekening opgenomen.

Met het oog op harmonisatie moet het bedrag met betrekking tot de cadeaucheques van de onafhankelijke directeurs van wie de kosten op rekening 61900 worden geboekt, worden vermeld in de kolom 'Herfacturering centraal kantoor' van rekening 623064.

<b>623070</b>	Sociale dienst: diverse uitgaven voor familie-evenementen
---------------	---

Werkelijke uitgaven als buitengewone kosten voor bruiloften, geboorten, jubilea, pensioneringen en sterfgevallen worden in aanmerking genomen tot de volgende maximumbedragen:

- Bruiloft: € 100 (jaarlijks geïndexeerd in overeenstemming met artikel 38 van dit besluit)
- Geboorte: € 150 (jaarlijks geïndexeerd in overeenstemming met artikel 38 van dit besluit)
- Overlijden: € 100 (jaarlijks geïndexeerd in overeenstemming met artikel 38 van dit besluit)
- Jubilea:
  - 20 dienstjaren: 25% van het brutosalaris dat wordt uitbetaald in de maand waarin de betreffende anciënniteit wordt bereikt
  - 25 dienstjaren: 50% van het brutosalaris dat wordt uitbetaald in de maand waarin de betreffende anciënniteit wordt bereikt
  - 30 dienstjaren: 75% van het brutosalaris dat wordt uitbetaald in de maand waarin de betreffende anciënniteit wordt bereikt
  - 35 dienstjaren: 100% van het brutosalaris dat wordt uitbetaald in de maand waarin de betreffende anciënniteit wordt bereikt
  - 40 dienstjaren: 100% van het brutosalaris dat wordt uitbetaald in de maand waarin de betreffende anciënniteit wordt bereikt
- Einde loopbaan voor iemand met:
  - Tot 20 dienstjaren bij het bedrijf: 50% van het brutosalaris betaald in de maand voorafgaand aan de pensioendatum
  - Meer dan 20, maar minder dan 30 dienstjaren bij het bedrijf: 75% van het brutosalaris betaald in de maand voorafgaand aan de pensioendatum
  - 30 of meer dienstjaren bij het bedrijf: 100% van het brutosalaris betaald in de maand voorafgaand aan de pensioendatum

<b>623080</b>	Sociale, culturele en sportieve festiviteiten en evenementen (van werkgevers) voor het personeel
---------------	--

Werkelijke kosten voor feestjes en andere sociale, culturele en sportieve evenementen voor het personeel, tot een jaarlijks maximumbedrag van € 175 per personeelslid dat is opgenomen in de sociale balans van het vorige jaar.

De organisatie mag deze toeslag maximaal twee boekjaren uitstellen en dus € 350 geïndexeerd per jaar per personeelslid per twee jaar of € 525 geïndexeerd per jaar per personeelslid per drie jaar opnemen.

Na twee jaar mag het bedrag dat in aanmerking komt voor de exploitatierekening, niet hoger zijn dan € 525 geïndexeerd per jaar per personeelslid.

Onkosten die de organisatie maakt voor andere personen dan personeelsleden mogen niet ten laste van de exploitatierekening worden gebracht.

<b>623090</b>	Werkkleding en reiniging
---------------	--------------------------

De werkelijke kosten voor de aankoop, het onderhoud en de huur van werkkleding in verband met de uitvoering van de aan de instelling gedelegeerde activiteiten, worden in aanmerking genomen.

<b>623110</b>	Kosten voor aanwerving en overplaatsing van personeel
---------------	---

De werkelijke kosten die betrekking hebben op de uitvoering van de aan de instelling gedelegeerde activiteiten worden in aanmerking genomen.

Outplacementkosten die ten laste van de exploitatierekening worden gebracht, zijn kosten die worden betaald in overeenstemming met de relevante wettelijke bepalingen.

<b>623130</b>	Kosten voor het gebruik van sociale en gezondheidsvoorzieningen
---------------	---

Werkelijke en naar behoren gemotiveerde kosten met betrekking tot het gebruik van sociale en sanitaire voorzieningen (zeep, aankoop en onderhoud van handdoeken, keukengerei, toiletartikelen, waterfonteinen, koffiezetapparaten, drankautomaten enz.) worden in aanmerking genomen

### **63 AFSCHRIJVINGEN**

<b>63000</b>	Afschrijving van oprichtingskosten
--------------	------------------------------------

De waarde van de opstartkosten wordt jaarlijks afgeschreven (pro rata temporis).

<b>63010</b>	Afschrijvingen van immateriële vaste activa
--------------	---

De waarde van immateriële IT-ontwikkelingsactiva wordt jaarlijks afgeschreven (pro rata temporis) op voorwaarde dat ze zijn verworven met toestemming van de IT-commissie in overeenstemming met artikel 21 § 1 2e lid van dit decreet.

Het afschrijvingspercentage is in overeenstemming met algemeen aanvaarde boekhoudregels.

Afgeschreven bedragen moeten zichtbaar blijven op de balans van het bedrijf en in lijn zijn met de algemene boekhouding van de organisatie.

Het gedetailleerde overzicht van de jaarlijkse afschrijvingen wordt bij de exploitatierekening gevoegd overeenkomstig het standaardschema van deze bijlage.

Voor de berekening van afschrijvingen is de waarde van immateriële vaste activa voor IT-ontwikkeling de waarde van aankopen of ontwikkeling door derden.

Er kan niet worden afgeschreven op interne IT-ontwikkelingskosten.

<b>63020</b>	Afschrijvingen van bouwwerken (gebouwen en parkings)
--------------	--

De aankoop- of de constructiewaarde van gebouwen en parkings die worden toegewezen of bestemd zijn voor de uitvoering van minstens één aan de organisatie gedelegeerde taak, wordt jaarlijks (pro rata temporis) afgeschreven, op voorwaarde dat ze werden aangekocht met de toestemming van de minister of zijn afgevaardigde.

Het afschrijvingspercentage is in overeenstemming met algemeen aanvaarde boekhoudregels.

Afgeschreven bedragen moeten zichtbaar blijven op de balans van het bedrijf en in lijn zijn met de algemene boekhouding van de organisatie.

Het gedetailleerde overzicht van de jaarlijkse afschrijvingen wordt bij de exploitatierekening gevoegd overeenkomstig het standaardschema van deze bijlage.

Voor de berekening van afschrijvingen komt de waarde van gebouwen en de parkings overeen met de werkelijke aankoop- of bouw prijs, inclusief alle kosten, lasten en bijkomende kosten.

<b>63021</b>	Afschrijving van installaties, machines, uitrusting en gereedschappen
--------------	---

De aankoopwaarde van roerende goederen (uitrustingen en installaties die roerend zijn gebleven, gereedschappen en apparatuur die op de ene of de andere manier worden gebruikt voor de aan de instelling gedelegeerde opdrachten) worden jaarlijks (pro rata temporis) afgeschreven, op voorwaarde dat ze werden aangeschaft met de toestemming van de minister of zijn afgevaardigde.

Het afschrijvingspercentage is in overeenstemming met algemeen aanvaarde boekhoudregels.

Afgeschreven bedragen moeten zichtbaar blijven op de balans van het bedrijf en in lijn zijn met de algemene boekhouding van de organisatie.

Het gedetailleerde overzicht van de jaarlijkse afschrijvingen wordt bij de exploitatierekening gevoegd overeenkomstig het standaardschema van deze bijlage.

Voor de berekening van afschrijvingen komt de waarde van de installaties, machines, apparatuur en gereedschappen overeen met de werkelijke aankoop prijs, inclusief alle kosten, lasten en bijkomende kosten.

<b>63022</b>	Afschrijving van kantoormeubilair en -apparatuur
--------------	--

De aanschafwaarde van kantoormeubilair en -uitrusting gebruikt of bedoeld voor gebruik door de organisatie wordt jaarlijks (pro rata temporis) afgeschreven.

Het afschrijvingspercentage is in overeenstemming met algemeen aanvaarde boekhoudregels.

Afgeschreven bedragen moeten zichtbaar blijven op de balans van het bedrijf en in lijn zijn met de algemene boekhouding van de organisatie.

Het gedetailleerde overzicht van de jaarlijkse afschrijvingen wordt bij de exploitatierekening gevoegd overeenkomstig het standaardschema van deze bijlage.

Voor de berekening van afschrijvingen komt de waarde van het kantoormeubilair en het kantoomateriaal overeen met de werkelijke aankoopprijs, inclusief alle kosten, lasten en bijkomende kosten.

<b>63023</b>	Afschrijvingen van IT-apparatuur
--------------	----------------------------------

De werkelijke kosten met betrekking tot de uitvoering van de aan de instelling gedelegeerde activiteiten worden in aanmerking genomen, op voorwaarde dat ze zijn goedgekeurd door de IT-commissie bedoeld in artikel 21, § 1, 2e lid van dit besluit, indien van toepassing (overeenkomstig het HR van de IT-commissie).

De aanschafwaarde van IT-materiaal gebruikt of bedoeld voor gebruik door de instelling wordt jaarlijks (pro rata temporis) afgeschreven.

Het afschrijvingspercentage is in overeenstemming met algemeen aanvaarde boekhoudregels.

Afgeschreven bedragen moeten zichtbaar blijven op de balans van het bedrijf en in lijn zijn met de algemene boekhouding van de organisatie.

Het gedetailleerde overzicht van de jaarlijkse afschrijvingen wordt bij de exploitatierekening gevoegd overeenkomstig het standaardschema van deze bijlage.

Voor de berekening van afschrijvingen komt de waarde van het IT-materiaal overeen met de werkelijke aankoopprijs, inclusief alle kosten, lasten en bijkomende kosten.

<b>63024</b>	Afschrijvingen van rollend materieel bedrijfsvoertuigen
--------------	---

De aanschafwaarde van rollend materieel voor beroepsdoeleinden gebruikt of bedoeld voor gebruik door de instelling wordt jaarlijks (pro rata temporis) afgeschreven (met inbegrip van de voertuigen die bedoeld zijn voor externe controles).

Het afschrijvingspercentage is in overeenstemming met algemeen aanvaarde boekhoudregels.

Afgeschreven bedragen moeten zichtbaar blijven op de balans van het bedrijf en in lijn zijn met de algemene boekhouding van de organisatie.



Het gedetailleerde overzicht van de jaarlijkse afschrijvingen wordt bij de exploitatierekening gevoegd overeenkomstig het standaardschema van deze bijlage.

Voor de berekening van afschrijvingen komt de waarde van het rollend materieel overeen met de werkelijke aankoopprijs, inclusief alle kosten, lasten en bijkomende kosten.

<b>63025</b>	Afschrijvingen van rollend materieel motorfietsen
--------------	---

De aanschafwaarde van rollend materieel motorfietsen gebruikt of bedoeld voor gebruik door de instelling (rijbewijs) wordt jaarlijks (pro rata temporis) afgeschreven.

Het afschrijvingspercentage is in overeenstemming met algemeen aanvaarde boekhoudregels.

Afgeschreven bedragen moeten zichtbaar blijven op de balans van het bedrijf en in lijn zijn met de algemene boekhouding van de organisatie.

Het gedetailleerde overzicht van de jaarlijkse afschrijvingen wordt bij de exploitatierekening gevoegd overeenkomstig het standaardschema van deze bijlage.

Voor de berekening van afschrijvingen komt de waarde van het rollend materieel overeen met de werkelijke aankoopprijs, inclusief alle kosten, lasten en bijkomende kosten.

<b>63026</b>	Afschrijvingen van rollend materieel personenauto's
--------------	---

Deze rekening mag pas worden gebruikt nadat de overgangsbepalingen met betrekking tot de voertuigen van de algemeen directeur, de directeurs, de adjunct-directeurs en het personeel zijn ingevoerd.

De aanschafwaarde van rollend materieel personenauto's gebruikt of bedoeld voor gebruik door de instelling wordt jaarlijks (pro rata temporis) afgeschreven.

Het afschrijvingspercentage is in overeenstemming met algemeen aanvaarde boekhoudregels.

Afgeschreven bedragen moeten zichtbaar blijven op de balans van het bedrijf en in lijn zijn met de algemene boekhouding van de organisatie.

Het gedetailleerde overzicht van de jaarlijkse afschrijvingen wordt bij de exploitatierekening gevoegd overeenkomstig het standaardschema van deze bijlage.

Voor de berekening van afschrijvingen komt de waarde van het rollend materieel overeen met de werkelijke aankoopprijs, inclusief alle kosten, lasten en bijkomende kosten.

<b>63027</b>	Afschrijvingen van andere vaste activa
--------------	--

De aard van de uitgaven ten laste van deze rekening moet worden gevalideerd door de minister of zijn afgevaardigde.

De aankoopwaarde van andere kapitaalgoederen die bestemd zijn voor de uitvoering van minstens één aan de organisatie gedelegeerde taak, wordt jaarlijks (pro rata temporis) afgeschreven, op voorwaarde dat ze werden aangekocht met de toestemming van de minister of zijn afgevaardigde.

Het afschrijvingspercentage is in overeenstemming met algemeen aanvaarde boekhoudregels en moet op de algemene boekhouding van de instelling worden afgestemd.

Afgeschreven bedragen moeten zichtbaar blijven op de balans van het bedrijf.

Het gedetailleerde overzicht van de jaarlijkse afschrijvingen wordt bij de exploitatierekening gevoegd overeenkomstig het standaardschema van deze bijlage.

Voor de berekening van afschrijvingen komt de waarde van gebouwen en de parkings overeen met de aankoopprijs, inclusief alle kosten, lasten en bijkomende kosten.

#### **64 ANDERE EXPLOITATIEKOSTEN**

<b>64000</b>	Onroerende voorheffing
--------------	------------------------

Alle naar behoren verantwoorde werkelijke kosten die betrekking hebben op de uitvoering van de aan de instelling gedelegeerde activiteiten worden in aanmerking genomen.

<b>64010</b>	Gemeente-, provincie-, gewestelijke en federale belastingen
--------------	---

Alle naar behoren gerechtvaardigde lokale, provinciale, gemeentelijke, regionale en federale belastingen met betrekking tot de uitvoering van de aan de organisatie gedelegeerde activiteiten worden in aanmerking genomen, op voorwaarde dat ze niet ten laste komen van 64013 of 6404.

<b>64013</b>	Verkeersbelastingen
--------------	---------------------

Alle kosten in verband met de uitvoering van de aan de instelling gedelegeerde activiteiten worden in aanmerking genomen, waaronder met name wegenbelasting, jaarlijkse wegenbelasting en heffingen in verband met de kilometerheffing voor vrachtwagens van de instelling.

<b>64040</b>	Andere belastingen
--------------	--------------------

Alle naar behoren verantwoorde werkelijke kosten die betrekking hebben op de uitvoering van de aan de instelling gedelegeerde activiteiten worden in aanmerking genomen.

Voor elk nieuw type uitgave ten laste van deze rekening moet de instelling de goedkeuring van de minister of zijn afgevaardigde vragen.

<b>64200</b>	Verlies op realisatie van handelsvorderingen
--------------	--

Verliezen die voortvloeien uit de realisatie van handelsvorderingen, worden gepostuleerd op voorwaarde dat ze als zeker en definitief worden beschouwd en dat ze op voorhand werden geboekt op de rekeningen 70 van de exploitatierekening.

<b>64300</b>	Kosten van oprichting, omvorming van de vennootschap en kapitaalverhoging
--------------	---

Er wordt rekening gehouden met de werkelijke kosten voor de oprichting of de omvorming van een bedrijf, kapitaalverhoging, registratie van leaseovereenkomsten, aankoop en inbreng van gehuurd onroerend goed, naar behoren gemotiveerd, die verband houden met de uitvoering van de aan de instelling gedelegeerde activiteiten. Op voorwaarde dat ze niet worden afgeschreven en opgenomen in rekening 63000.

De minister of zijn afgevaardigde moet vooraf instemmen met de toepassing van dit soort lasten.

<b>64400</b>	Registratierechten huur
--------------	-------------------------

Alle naar behoren verantwoorde werkelijke kosten die betrekking hebben op de uitvoering van de activiteiten die aan de instelling zijn gedelegeerd en die worden beoogd in artikel 11 § 2, worden in aanmerking genomen.

<b>64500</b>	Kosten voor de aankoop van gehuurde lokalen
--------------	---

Alle naar behoren verantwoorde werkelijke kosten die betrekking hebben op de uitvoering van de aan de instelling gedelegeerde activiteiten worden in aanmerking genomen.

## **65 FINANCIËLE LASTEN**

<b>65000</b>	Rente op leningen van kredietinstellingen (langlopend)
--------------	--

Er wordt rekening gehouden met werkelijke en naar behoren gestaafde rentelasten die verschuldigd zijn uit hoofde van financieringen die zijn aangegaan bij kredietinstellingen of andere geldverschaffers met het oog op het verwerven (aankoop of bouw) van materiële vaste activa die nuttig zijn voor het uitvoeren van de aan de instelling gedelegeerde activiteiten.

In elk geval mogen de financiële lasten niet hoger zijn dan de lasten die voortvloeien uit het rentetarief dat wordt toegepast door financiële organisaties die door de Autoriteit voor Financiële Diensten en Markten (FSMA) zijn erkend.

Het is wel verstaan dat nieuwe financieringskosten slechts ten laste van de exploitatierekening kunnen worden genomen met het akkoord van de minister of zijn afgevaardigde, verkregen op het ogenblik van de goedkeuring van het dossier voor de indiening van het investeringsproject bedoeld in artikel 10 van dit besluit.

Met nalatigheidsinteressen wordt geen rekening gehouden.

<b>65001</b>	Rente op schulden van maximaal één jaar (kortlopend)
--------------	--

Daadwerkelijke rentelasten worden in aanmerking genomen als ze naar behoren zijn gerechtvaardigd en zijn verschuldigd uit hoofde van kortetermijnfinanciering (zoals handelsleningen en overbruggingskredieten) die is aangegaan bij kredietinstellingen of andere kredietverstrekkers, met name om een tekort in de kasstroom op te vangen.

In elk geval mogen de financiële lasten niet hoger zijn dan de lasten die voortvloeien uit het rentetarief dat wordt toegepast door financiële organisaties die door de FSMA zijn erkend.

Met nalatigheidsinteressen wordt geen rekening gehouden.

<b>65300</b>	Rente op rekening courant
--------------	---------------------------

Er wordt rekening gehouden met negatieve rente op rekeningen-courant als gevolg van het aanhouden van liquiditeit in het bedrijfsresultaat en de vorming van de beschermde reserverekening.

<b>65400</b>	Kasverschil
--------------	-------------

In deze post is elk negatief verschil opgenomen tussen het kassaldo in de rekeningen en het daadwerkelijk beschikbare bedrag in contanten.

<b>65500</b>	Betalingsverschil
--------------	-------------------

Op deze rekening worden de negatieve verschillen geboekt tussen de voorspelde of verwachte bedragen en de werkelijk ontvangen bedragen in handelstransacties.

<b>65700</b>	Kosten met betrekking tot leningovereenkomsten
--------------	--

Er wordt met name rekening gehouden met hypotheekkosten, taxatiekosten en administratiekosten in verband met leningen voor de verwerving van materiële vaste activa die nodig zijn om de aan de organisatie gedelegeerde activiteiten uit te voeren.

<b>65710</b>	Diverse bankkosten
--------------	--------------------

Alle naar behoren verantwoorde werkelijke kosten in verband met de uitvoering van aan de instelling gedelegeerde activiteiten worden in aanmerking genomen.

Voor elk nieuw type uitgave ten laste van deze rekening moet de instelling de goedkeuring van de minister of zijn afgevaardigde vragen.

<b>65720</b>	Bankkosten voor kredietkaarten
--------------	--------------------------------

Alle naar behoren verantwoorde werkelijke kosten in verband met de uitvoering van aan de instelling gedelegeerde activiteiten worden in aanmerking genomen.

<b>65730</b>	Kosten betalingen klanten met kredietkaart
--------------	--

Alle naar behoren verantwoorde werkelijke kosten in verband met de uitvoering van aan de instelling gedelegeerde activiteiten worden in aanmerking genomen.

<b>65740</b>	Kosten betalingen klanten met debetkaart
--------------	--

Alle naar behoren verantwoorde werkelijke kosten in verband met de uitvoering van aan de instelling gedelegeerde activiteiten worden in aanmerking genomen.

<b>65750</b>	Kosten voor betalingen van klanten via het internet
--------------	---

Alle naar behoren verantwoorde werkelijke kosten in verband met de uitvoering van aan de instelling gedelegeerde activiteiten worden in aanmerking genomen.

<b>65800</b>	Overige financiële lasten
--------------	---------------------------

Alle financiële uitgaven die niet in de vorige rubrieken zijn opgenomen, worden in deze rubriek geboekt.

Voor elk nieuw type uitgave ten laste van deze rekening moet de instelling de goedkeuring van de minister of zijn afgevaardigde vragen.

## **66 UITZONDERLIJKE LASTEN**

<b>66000</b>	Uitzonderlijke afschrijvingen van oprichtingskosten
--------------	---

Deze rekening wordt gebruikt om uitzonderlijke afschrijvingen te boeken die specifiek betrekking hebben op oprichtingskosten.

Uitzonderlijke afschrijvingen kunnen worden geboekt om de kosten van oprichtingskosten te spreiden over hun waarschijnlijke gebruiksduur, op voorwaarde dat dit in overeenstemming is met de huidige boekhoudregels.

Afgeschreven bedragen moeten zichtbaar blijven op de balans van het bedrijf.

Dit soort uitgaven wordt aanvaard in de exploitatierekening op voorwaarde dat ze door de bedrijfsrevisor zijn gevalideerd.

<b>66010</b>	Uitzonderlijke afschrijvingen van immateriële vaste activa
--------------	--

Deze rekening wordt gebruikt om uitzonderlijke afschrijvingen te boeken die specifiek betrekking hebben op immateriële vaste activa.

Uitzonderlijke afschrijvingen kunnen worden geboekt om de kosten van de immateriële vaste activa te spreiden over hun waarschijnlijke gebruiksduur, op voorwaarde dat dit in overeenstemming is met de huidige boekhoudregels.

Afgeschreven bedragen moeten zichtbaar blijven op de balans van het bedrijf.

Dit soort uitgaven wordt aanvaard in de exploitatierekening op voorwaarde dat ze door de bedrijfsrevisor zijn gevalideerd.

<b>66020</b>	Uitzonderlijke afschrijvingen op materiële vaste activa
--------------	---

Deze rekening wordt gebruikt om uitzonderlijke afschrijvingen te boeken die specifiek betrekking hebben op materiële vaste activa die bestemd zijn voor de aan de instelling gedelegeerde activiteiten.

Uitzonderlijke afschrijvingen kunnen worden geboekt om de kosten van de materiële vaste activa te spreiden over hun waarschijnlijke gebruiksduur, op voorwaarde dat dit in overeenstemming is met de huidige boekhoudregels.

Afgeschreven bedragen moeten zichtbaar blijven op de balans van het bedrijf.

Dit soort uitgaven wordt aanvaard in de exploitatierekening op voorwaarde dat ze door de bedrijfsrevisor zijn gevalideerd.

<b>66300</b>	Minwaarden bij de realisatie van immateriële en materiële vaste activa
--------------	--

Een instelling mag alle vermogensverliezen op de vervreemding van vaste activa boeken wanneer deze voor minder dan de nettoboekwaarde worden vervreemd en op voorwaarde dat de verkoopwaarde van het actief in overeenstemming is met de marktprijs.

Alleen vermogensverliezen met betrekking tot materiële vaste activa die op of na 1 januari 2025 zijn verworven en waarvoor een investeringsaftrek is ontvangen, worden in aanmerking genomen. Kapitaalverliezen op de verkoop van grond worden echter wel in aanmerking genomen, ongeacht de datum van aankoop.

<b>66400</b>	Diverse kosten met betrekking tot voorgaande boekjaren
--------------	--

In deze rubriek zijn kosten opgenomen uit voorgaande jaren in verband met de uitvoering van aan de instelling gedelegeerde activiteiten.

Op rekening 6640 geboekte bedragen worden opgenomen in de exploitatierekeningen van het betreffende boekjaar, mits ze worden geïdentificeerd als uitgaven die in voorgaande boekjaren in andere posten van de exploitatierekeningen zouden zijn opgenomen.

De term 'voorgaande boekjaren' verwijst naar maximaal vijf boekjaren voorafgaand aan het betreffende boekjaar.

<b>66700</b>	Diverse uitzonderlijke lasten
--------------	-------------------------------

Alle naar behoren verantwoorde werkelijke kosten die betrekking hebben op de uitvoering van de aan de instelling gedelegeerde activiteiten worden in aanmerking genomen.

Voor elk nieuw soort uitgave ten laste van deze rekening moet de instelling de goedkeuring van de minister of zijn afgevaardigde vragen.

## B. Bedrijfsopbrengsten

De hieronder beschreven bedrijfsinkomsten moeten ten laste worden gebracht van de exploitatierekening.

Alleen netto-inkomsten worden in aanmerking genomen bij de berekening van de bezoldiging van de instelling.

Onder netto-opbrengsten wordt verstaan het bedrag aan opbrengsten dat ten laste komt van de volgende rekeningen:

- 700 bruto-inkomsten uit technische controles en rijbewijzen;
- 701 overige ontvangsten (gedelegeerde activiteiten);
- 741 meerwaarden op materiële en immateriële vaste activa;
- 746 inkomsten voor de uitgifte van kilometerbewijzen voor de 'car-pass'.

De in rekening gebrachte bedragen zijn exclusief btw.

<b>70 OMZET</b>	
<b>70000</b>	Bruto-inkomsten uit technische controles en rijbewijzen

De op te nemen omzet komt overeen met de ontvangen vergoeding in overeenstemming met de geldende regelgeving met betrekking tot de aan de instelling gedelegeerde activiteiten. De in rekening gebrachte bedragen zijn exclusief btw.

Deze inkomsten zijn opgenomen in het concept van netto-inkomsten.

<b>70100</b>	Overige ontvangsten (gedelegeerde activiteiten)
--------------	---

De te boeken omzet komt overeen met de bruto-inkomsten, d.w.z. het ontvangen bedrag exclusief btw.

Deze rekeningen worden onderverdeeld per activiteit overeenkomstig de instructies die door de minister of zijn afgevaardigde worden meegedeeld op het moment dat activiteit aan de instelling wordt gedelegeerd.

Deze inkomsten zijn opgenomen in het concept van netto-inkomsten.

<b>72 GEÏMMOBILISEERDE PRODUCTIE</b>	
<b>72000</b>	Geïmmobiliseerde productie

De bedragen die in deze rekening worden geboekt, moeten ten minste gelijk zijn aan de bedragen die in de kostenrekeningen worden geboekt voor de productie van deze geactiveerde productie.

In geen geval mogen deze teruggevorderde kosten worden opgenomen in de basis voor de berekening van de bezoldiging van de instelling.

Deze inkomsten mogen dus niet worden opgenomen in het concept van netto-inkomsten.

<b>74 OVERIGE BEDRIJFSOPBRENGSTEN</b>	
---------------------------------------	--

<b>74000</b>	Exploitatiesubsidie en compenserende bedragen
--------------	---

Bedragen die door de overheid aan een instelling worden toegekend ter compensatie of dekking van bepaalde exploitatiekosten met betrekking tot de uitvoering van aan de instelling gedelegeerde activiteiten, worden in aanmerking genomen.

Een exploitatiesubsidie moet worden opgenomen zodra de onderneming een definitief recht heeft verkregen om deze te ontvangen en het bedrag van de subsidie redelijkerwijs kan worden geschat.

Deze inkomsten mogen niet in het concept van netto-inkomsten worden opgenomen.

<b>74100</b>	Meerwaarden op materiële en immateriële vaste actie
--------------	---

Op deze rekening worden winsten geboekt op materiële en immateriële vaste activa die betrekking hebben op de uitvoering van aan de desbetreffende instelling gedelegeerde activiteiten.

Alleen meerwaarden met betrekking tot materiële vaste activa die op of na 1 januari 2025 zijn verworven en waarvoor een investeringsaftrek is ontvangen, worden in aanmerking genomen. Meerwaarden op de verkoop van grond worden echter wel in aanmerking genomen, ongeacht de datum van aankoop.

Meerwaarden op materiële vaste activa verwijzen naar winsten uit de verkoop of de vervreemding van materiële activa zoals grond, gebouwen, uitrusting of voertuigen. Deze winsten ontstaan wanneer de opbrengst van de verkoop hoger is dan de nettoboekwaarde van het verkochte actief, dat wil zeggen de oorspronkelijke waarde van het actief verminderd met de cumulatieve afschrijvingen en eventuele opgenomen bijzondere waardevermindingsverliezen.

Met meerwaarden op materiële vaste activa wordt bedoeld de winsten uit de vervreemding of de verkoop van immateriële activa (zoals informatica-applicaties). Deze winsten ontstaan wanneer de opbrengst van de verkoop hoger is dan de nettoboekwaarde van het verkochte actief, dat wil zeggen de oorspronkelijke waarde van het actief verminderd met de cumulatieve afschrijvingen en eventuele opgenomen bijzondere waardevermindingsverliezen.

Deze inkomsten moeten in het concept van netto-inkomsten worden opgenomen.

<b>74200</b>	Terbeschikkingstelling van vaste activa aan andere erkende instellingen
--------------	---



Bedragen die de instelling ontvangt als gevolg van facturering aan andere goedgekeurde instellingen voor de levering van vaste activa die aan de instelling toebehoren, worden in aanmerking genomen.

Deze inkomsten mogen niet in het concept van netto-inkomsten worden opgenomen.

<b>74300</b>	Terugvorderingen na arbeidsongevallen
--------------	---------------------------------------

In deze rekening zijn bedragen opgenomen die door het bedrijf zijn teruggevorderd na arbeidsongevallen die verband houden met de uitvoering van aan de instelling gedelegeerde activiteiten.

Deze inkomsten mogen niet in het concept van netto-inkomsten worden opgenomen.

<b>74400</b>	Terugvordering van vakantiekredieturen
--------------	--

Opbrengsten uit de terugvordering van kosten met betrekking tot vakantiekredieturen die door werknemers zijn gebruikt in verband met de uitvoering van aan de instelling gedelegeerde activiteiten, worden in aanmerking genomen.

Deze inkomsten mogen niet in het concept van netto-inkomsten worden opgenomen.

<b>74500</b>	Terugvorderingen van schade apparatuur/huur
--------------	---

Deze rekening wordt gebruikt voor het boeken van inkomsten uit de terugvordering van kosten in verband met schade aan eigendommen of huur in verband met de uitvoering van aan de instelling gedelegeerde activiteiten.

Deze inkomsten mogen niet in het concept van netto-inkomsten worden opgenomen.

<b>74600</b>	Inkomsten voor de uitgifte van kilometerbewijzen voor de 'car-pass'
--------------	---

Alle inkomsten uit de uitgifte van kilometerbewijzen worden in aanmerking genomen.

Deze inkomsten moeten in het concept van netto-inkomsten worden opgenomen.

<b>74700</b>	Diverse huurinkomsten
--------------	-----------------------

Alle bedragen met betrekking tot huurinkomsten uit materiële vaste activa die vanaf 1 januari 2025 niet langer worden gebruikt voor de uitvoering van de aan de instelling gedelegeerde activiteiten en waarvoor een investeringsvergoeding is ontvangen, worden in aanmerking genomen.

Deze inkomsten mogen niet in het concept van netto-inkomsten worden opgenomen.

<b>74800</b>	Persoonlijke bijdrage van werknemers aan maaltijdcheques
--------------	--

Het aandeel van de werknemer in de maaltijdcheques wordt in aanmerking genomen. Het geregistreerde bedrag moet minstens € 1,09 per maaltijdcheque en per gewerkte dag zijn.

Het aantal maaltijdcheques waarvoor de persoonlijke bijdrage van de werknemer op rekening 74800 wordt geboekt, moet identiek zijn aan het aantal maaltijdcheques dat op de rekeningen 620008 en 623061 wordt geboekt. Deze inkomsten mogen niet in het concept van netto-inkomsten worden opgenomen.

<b>74900</b>	Diverse terugvorderingen
--------------	--------------------------

Onder deze rubriek vallen terugvorderingen van bedragen die eerder als verloren of oninbaar werden beschouwd in verband met de uitvoering van aan de instelling gedelegeerde activiteiten.

Deze inkomsten mogen niet in het concept van netto-inkomsten worden opgenomen.

<b>75 FINANCIËLE OPBRENGSTEN</b>
----------------------------------

Financiële opbrengsten die voortvloeien uit het beheer van activa in verband met de uitvoering van aan de organisatie gedelegeerde taken worden ook opgenomen als bedrijfsopbrengsten.

<b>75100</b>	Rente op rekening courant
--------------	---------------------------

Positieve rente op rekeningen-courant als gevolg van het aanhouden van liquiditeit in het bedrijfsresultaat en de vorming van de beschermde reserverekening wordt in aanmerking genomen.

Deze inkomsten mogen niet in het concept van netto-inkomsten worden opgenomen.

<b>75400</b>	Kasverschil
--------------	-------------

In deze post is elk positief verschil opgenomen tussen het kassaldo in de rekeningen en het daadwerkelijk beschikbare bedrag in contanten.

Deze inkomsten mogen niet in het concept van netto-inkomsten worden opgenomen.

<b>75500</b>	Betalingsverschil
--------------	-------------------

Op deze rekening worden de positieve verschillen geboekt tussen de voorspelde of verwachte bedragen en de werkelijk ontvangen bedragen in handelstransacties.

Deze inkomsten mogen niet in het concept van netto-inkomsten worden opgenomen.

<b>75600</b>	Diverse financiële producten
--------------	------------------------------

Deze post omvat financiële opbrengsten die niet kunnen worden toegewezen aan andere specifieke categorieën van financiële opbrengsten.

Deze inkomsten mogen niet in het concept van netto-inkomsten worden opgenomen.

**76 UITZONDERLIJKE OPBRENGSTEN**

<b>76000</b>	Overnames van afschrijvingen op materiële en immateriële vaste activa
--------------	---

Onder deze post worden de terugboekingen geboekt van afschrijvingen die eerder ten onrechte of tot een te hoog bedrag zijn geboekt in verband met de uitvoering van aan de instelling gedelegeerde activiteiten.

Deze inkomsten mogen niet in het concept van netto-inkomsten worden opgenomen.

<b>76400</b>	Diverse opbrengsten vorige boekjaren
--------------	--------------------------------------

Deze rekening wordt gebruikt om bijzondere inkomsten op te nemen uit gebeurtenissen of transacties die plaatsvonden in voorgaande boekjaren en toen niet werden opgenomen.

De 'diverse opbrengsten vorige boekjaren' moeten worden opgenomen in de winst- en verliesrekening op voorwaarde dat:

a/ de opbrengsten verband houden met kortingen, bonussen en toelagen met betrekking tot voorgaande boekjaren;

b/ het gaat om terugvorderingen van uitgaven die in vorige boekjaren ten laste van de exploitatierekening zijn gebracht.

De term 'vorige boekjaren' verwijst naar maximaal vijf boekjaren voorafgaand aan het betreffende boekjaar.

Diverse inkomsten uit vorige boekjaren mogen niet in het begrip nettowinst worden opgenomen.

**g) Investeringsaftrek voor gebouwen, parkings, roerende goederen en immateriële activa.**

Deze vergoeding wordt alleen ten laste gebracht van de exploitatierekening.

De investeringsaftrek wordt als volgt berekend:

Op de nettoboekwaarde (op 31/12 van het vorige boekjaar) van de gebouwen, parkings, roerende goederen en immateriële vaste activa, vastgesteld in overeenstemming met de hieronder vermelde bepalingen, maar verminderd met:

- geleend en nog niet terugbetaald kapitaal;
- afschrijvingen (pro rata temporis) toegepast tijdens het boekjaar in kwestie,

de rente wordt jaarlijks berekend op basis van de gemiddelde ICESWAP 15-jaars Frankfort mid-rente die van toepassing is tijdens het betreffende jaar, vermeerderd met 1,75%.

De noteringen worden verstrekt door ICE. Ze kunnen worden geraadpleegd op Bloomberg (ticket 'EUAMDB15 Index'; titel 'EURIBOR ICE SWAP RATE 11:00am'). Voor de berekening van de aftrek worden tarieven gehanteerd met drie cijfers na de komma.

Wat gebouwen en parkings betreft, is de investeringsaftrek van toepassing op voorzieningen die bestemd zijn voor de uitvoering van aan de instellingen gedelegeerde opdrachten en die met instemming van de minister of zijn afgevaardigde zijn aangekocht. De aftrek is alleen van toepassing op onroerend goed dat rechtstreeks is verworven. Ze is niet van toepassing op de balanswaarde van materiële vaste activa in aanbouw (klasse 27-rekeningen).

Wat de roerende goederen betreft, is de aftrek van toepassing op apparatuur en installaties die roerend blijven, op apparatuur en toestellen die op een of andere manier worden gebruikt voor technische keuringen en rijbewijzen, op kantooruitrusting en, in het algemeen, op alle soorten roerende goederen die worden gebruikt of bestemd zijn voor de uitvoering van de aan de instellingen gedelegeerde opdrachten.

Wat de immateriële vaste activa betreft, worden alleen de kosten voor IT-ontwikkeling die essentieel zijn voor de uitvoering van de taken van de instelling en die zijn verworven en/of ontwikkeld met de toestemming van de IT-commissie bedoeld in artikel 21, § 1, 2e lid, in aanmerking genomen bij de berekening van de investeringsaftrek.

De investeringstoelage wordt op een constante basis toegerekend over de afschrijvingsperiode.

Met 'waarde van de gebouwen en de parkings' wordt de werkelijke aankoop- of bouw prijs bedoeld, inclusief alle kosten, lasten en bijkomende kosten.

Met 'waarde van onroerende goederen' wordt de werkelijke aankoop- of bouw prijs bedoeld, inclusief alle kosten en bijkomende kosten.

Met 'waarde van immateriële vaste activa' wordt de werkelijke aankoop- of ontwikkelingsprijs van de IT-applicatie bedoeld, inclusief alle kosten, uitgaven en bijkomende kosten. In het geval van IT-ontwikkeling die rechtstreeks door de instelling wordt uitgevoerd, kunnen de diensten van personeelsleden die aan deze ontwikkeling zijn toegewezen, in aanmerking worden genomen bij de berekening van de investeringsvergoeding, op voorwaarde dat zij naar behoren worden gemotiveerd (timesheet). Deze waardering van menselijke hulpbronnen mag met 15% worden verhoogd om de gerelateerde bedrijfskosten te dekken.

De gerealiseerde meerwaarde op de verkoop van een actief waarvoor een investeringsaftrek is toegekend, wordt opgenomen in de bedrijfsinkomsten van de instelling.

### Berekeningsmethodologie

<b>1)</b>	<b>Netto boekwaarde van investeringen op 31/12 van het vorige boekjaar voor:</b>		
	a) de gebouwen		----- -
	b) de parkings		----- -
	c) de roerende goederen		----- -
	d) de immateriële vaste activa.		
	<b>Totale investeringen (a+b+c+d)</b>	----- -	
<b>2)</b>	<b>Af te trekken</b>		
	e) de aan het einde van het boekjaar nog af te lossen bedragen van de leningen die		----- -

	betrekking hebben op de bovengenoemde investeringen		
	f) het totale bedrag van de afschrijvingen die tijdens het boekjaar op de bovengenoemde investeringen zijn toegepast		----- -
	<b>Totaal af te trekken bedragen (e+f)</b>	----- -	
<b>3)</b>	<b>Berekeningsbasis (a+b+c+d)-(e+f)</b>	----- -	<b>(1)</b>
<b>4)</b>	<b>Vergoedingspercentage</b>		
	g) Gemiddelde swaprente (%)		----- -
	h) Vermeerdering van 1,75%	1,75%	----- -
	<b>Op het boekjaar toepasselijke tarief (g+h)</b>	----- -	<b>(2)</b>
<b>5)</b>	<b>Vergoeding (1) x (2)</b>	----- -	

De vergoeding wordt beschouwd als een indirecte uitgave en moet worden toegewezen aan de segmenten Technische keuring en Rijbewijs op basis van de toewijzingscoëfficiënt.

#### **h) Vergoeding land**

De instellingen vragen een vergoeding van 2% op de waarde van alle gronden die tot 31/12/2024 worden verworven en in gebruik worden genomen voor de uitvoering van de opdrachten.

Met 'waarde' wordt bedoeld:

- voor grond in gebruik vóór 1 januari 1977; de op die datum geherwaardeerde waarde;
- voor grond die na 1 januari 1977 in gebruik is genomen: de aanschaffingswaarde, met inbegrip van alle kosten.

Deze waarde wordt verminderd met geleend maar nog niet terugbetaald kapitaal.

#### **Berekeningsmethodologie**

<b>1)</b>	<b>Netto boekwaarde van investeringen in land op 31/12 van het boekjaar voor:</b>		
	a) Grond in gebruik vóór 01/01/1977		----- -
	b) Grond in gebruik na 01/01/1977		----- -
	c) grond verworven na 31/12/2024		----- -
	<b>Totale investeringen (a+b+c)</b>	----- -	
<b>2)</b>	<b>Af te trekken</b>		
	d) de aan het einde van het boekjaar nog af te lossen bedragen van de leningen die		----- -

	betrekking hebben op de bovengenoemde investeringen a) en b)		
	e) totaal bedrag van de grond verworven na 31/12/2024		----- -
	<b>Totaal af te trekken bedragen (d+e)</b>	----- -	
<b>3)</b>	<b>Berekeningsbasis (a+b+c)-(d+e)</b>	----- -	<b>(1)</b>
<b>4)</b>	<b>Toepasselijk tarief</b>	----- -	<b>(2) 2%</b>
<b>5)</b>	<b>Vergoeding (1) x (2)</b>	----- -	

De vergoeding wordt beschouwd als een indirecte uitgave en moet worden toegewezen aan de segmenten Technische keuring en Rijbewijs op basis van de toewijzingscoëfficiënt.

**i) Innovatievergoeding ten gunste van de sector**

De innovatievergoeding ten gunste van de sector wordt als volgt berekend:

Jaarlijks wordt een rente van 50% aangerekend over de waarde die voor het betrokken begrotingsjaar op rekening 74200 is geboekt, d.w.z. 'ontvangsten uit de terbeschikkingstelling van vaste activa aan andere erkende instellingen'.

**Berekeningsmethodologie**

Rekening		Ontvangsten TC	Ontvangsten RB
Nummer	Benoeming		
74200	De terbeschikkingstelling van vaste activa aan andere erkende instellingen	(A)	(B)

- (A) x 50% = bedrag ten laste van de exploitatierekening voor het gedeelte 'technische controle'
- (B) x 50% = bedrag ten laste van de exploitatierekening voor het gedeelte 'rijbewijzen'

**j) Vergoeding instelling**

In overeenstemming met artikel 20 §2 bestaat de vergoeding van de instelling uit een basisbedrag en een variabel deel.

Het basisbedrag vertegenwoordigt 6% van de netto-inkomsten uit alle activiteiten samen. Dit basisbedrag wordt verhoogd of verlaagd met een variabele component van maximaal 1,5% van de maximale netto-inkomsten, afhankelijk van de naleving van de drempelwaarden die zijn vastgelegd voor de indicatoren die door de minister zijn goedgekeurd in het kwaliteitshandboek.

Onder netto-opbrengsten wordt verstaan het bedrag aan opbrengsten dat ten laste komt van de volgende rekeningen:

- 700 bruto-inkomsten uit technische controles en rijbewijzen
- 701 overige ontvangsten (gedelegeerde activiteiten)
- 741 meerwaarden op materiële en immateriële vaste activa
- 746 Ontvangsten uit de uitgifte van kilometerbewijzen 'Car-Pass' bedoeld in artikel 6 § 3, 1e lid van de wet van 11 juni 2004 betreffende de bij de verkoop van tweedehandsvoertuigen te verstrekken informatie

De in rekening gebrachte bedragen zijn exclusief btw.

Berekeningsmethodologie:

<b>1)</b>	<b>Netto-inkomsten van het boekjaar:</b>		
	a/ ontvangen vergoedingen TC en RB na aftrek van btw (rekening 7000)		-----
	b/ overige ontvangsten (gedelegeerde activiteiten) (rekening 701)		-----
	c/Meerwaarden op materiële en immateriële vaste activa (rekening 741)		-----
	d/ Inkomsten voor de uitgifte van kilometerbewijzen voor de 'car-pass' (rekening 746)		-----
<b>2)</b>	<b>Berekeningsbasis (a+b+c+d)</b>	-----	<b>(1)</b>
<b>3)</b>	<b>Vergoedingspercentage</b>		
	e/ Basistarief (6%)	6%	-----
	f/ Maximale afwijking van + of - de 1,5%		-----
	<b>Op het boekjaar toepasselijke tarief (e+f)</b>	-----	<b>(2)</b>
<b>4)</b>	<b>Bezoldiging (1) x (2)</b>	-----	

## V. JAARLIJKSE CONTROLE VAN DE REKENINGEN

De instellingen worden per post of e-mail op de hoogte gebracht van de auditor die door de minister of zijn afgevaardigde is aangesteld overeenkomstig artikel 27 van dit decreet.

Teneinde de controle door de aangestelde auditor mogelijk te maken, moeten de instellingen de balansen, winst- en verliesrekeningen en exploitatierekeningen opsturen, evenals de relevante bijlagen en goedkeuringen die vereist zijn door de toepassing van deze bijlage.

Bovendien reageren ze welwillend op alle verzoeken van laatstgenoemde met betrekking tot de uitvoering van zijn opdracht.

Elk jaar, vóór 1 september van het jaar dat volgt op het betreffende boekjaar, stuurt de bedrijfsrevisor verslagen over zijn opdrachtenwerk naar de relevante autoriteiten en instanties. Hij zal ervoor gezorgd hebben dat er een contradictoire fase is van ten minste 15 dagen vóór de mededeling van zijn eindverslag. Eventuele opmerkingen worden in het eindverslag verwerkt.

## VI. Regularisering van de exploitatierekening

### a) Vervaldatum:

Overeenkomstig artikel 24, § 1 regulariseert de minister of zijn afgevaardigde de exploitatierekening van de instelling voor elk boekjaar vóór 1 december van het jaar dat volgt op het betreffende boekjaar.

### b) Doelstelling:

Het doel van de regularisatie is om:

- zo nodig op basis van de bevindingen van de in artikel 27 bedoelde bedrijfsrevisor, het totale bedrag aan exploitatiekosten vast te leggen, met inbegrip van de investeringstoelage, de grondexploitatievergoeding, de innovatievergoeding en de vaste en variabele bezoldiging van de instelling, die deze laatste in aanmerking moet nemen in haar overeenkomstig artikel 25 opgestelde exploitatierekening.

- zo nodig op basis van de vaststellingen van de in artikel 27 bedoelde bedrijfsrevisor, het bedrag van de exploitatie-inkomsten vast te leggen waarmee de instelling rekening moet houden in haar exploitatierekening, die overeenkomstig artikel 25 is opgesteld.

De hierboven vermelde bedrijfskosten en -opbrengsten zijn die welke ten laste kunnen worden gebracht van de rekeningen van het in punt IV.e) van deze bijlage omschreven exploitatieschema, overeenkomstig de in punt IV.f) van deze bijlage omschreven heffingsregels.

### c) Exploitatieresultaat:

Indien de totale jaarlijkse exploitatieopbrengsten van de in punt VI, onder b), punt 3, bedoelde instelling hoger zijn dan de in punt VI, onder b), punt 2, bedoelde exploitatiekosten, wordt het overschot geacht positief te zijn.

Indien de totale jaarlijkse exploitatieopbrengsten van de in punt VI, onder b), punt 3, bedoelde instelling lager zijn dan de in punt VI, onder b), punt 2, bedoelde exploitatiekosten, wordt het tekort geacht negatief te zijn.

Bij een structureel negatief resultaat dient de instelling aan de minister of zijn afgevaardigde voorstellen in te dienen van acties die zullen worden geïmplementeerd om dat tekort weg te werken.

## VII. Storting/onttrekking aan de beschermde reserverekening en storting/onttrekking aan het verkeersveiligheidsfonds

### a) Beschermde reserverekening:



De beschermde reserverekening is een geblokkeerde bankrekening die door en op naam van de instelling is geopend.

Overeenkomstig artikel 24, § 2 is de beschermde reserverekening opgezet om te streven naar een beschermde reserve van vijftien procent van de laatste jaaromzet van de instelling. De minister kan het niveau van de beschermde reserve met 15% verhogen.

Ze wordt gecrediteerd door het in punt VI, onder c), punt 1, van deze bijlage bedoelde geacht positief overschot hierop in mindering te brengen.

Voor elke debitering ter dekking van het in punt VI c) lid 2 bedoelde geacht negatief resultaat is de toestemming van de minister of zijn afgevaardigde nodig.

Indien de laatste omzet lager is dan de vorige, wordt er niet automatisch een overschrijving gedaan vanaf de beschermde reserverekening naar het Fonds voor verkeersveiligheid.

Deblokkering van de rekening voor de beschermde reserve anders dan ter dekking van een negatief resultaat, waardoor de beschermde reserverekening minder dan 15% van de laatste omzet zou bedragen, mag alleen plaatsvinden in geval van gehele of gedeeltelijke schorsing van de aan de organisatie gedelegeerde activiteiten of in geval van intrekking van haar machtiging.

#### **b) Verkeersveiligheidsfonds**

Wanneer de beschermde reserverekening 15% van de omzet van de instelling heeft bereikt, wordt het saldo van het overschot dat voor het boekjaar positief wordt geacht, uitgekeerd volgens de voorwaarden die door de minister of zijn afgevaardigde zijn meegedeeld.

#### **c) Overschrijvingen en opnames**

Overeenkomstig artikel 24 § 1 2e lid:

In geval van een positief overschot stelt de minister of zijn afgevaardigde de instelling uiterlijk op 1 december van het jaar volgend op het betreffende exploitatiejaar in kennis van het bedrag dat op de beschermde reserverekening wordt bijgeschreven en van het bedrag dat aan het Fonds voor verkeersveiligheid wordt overgemaakt.

In geval van een negatief resultaat deelt de minister of zijn afgevaardigde de instelling uiterlijk op 1 december van het jaar volgend op het betreffende werkingsjaar mee welk bedrag in mindering moet worden gebracht op de beschermde reserverekening waaraan zij heeft bijgedragen, mits de bewijsstukken, rekening per rekening, bedoeld in artikel 26, derde lid, onderdeel c, van dit besluit al zijn verstrekt. Deze kennisgeving geldt als een machtiging die de debitering van de in punt VII, onder a), punt 4, van dit aanhangsel bedoelde beschermde reserverekening tot het in de kennisgevingsbrief vermelde bedrag als voorwaarde stelt.

Indien de beschermde reserverekening onvoldoende gevuld is, kan het saldo worden gedekt door inhouding op de budgettaire vastlegging van het Fonds voor Verkeersveiligheid zoals bepaald in artikel 21, § 2, tweede lid van dit decreet, na aftrek van de 1e schijf van 80% bedoeld in punt II.d), derde lid van deze bijlage, en volgens de modaliteiten bepaald door de Waalse Regering.

## VIII. Analytisch rekeningstelsel

Het onderstaande schema geeft alle kosten- en winstcentra weer met betrekking tot de verschillende activiteiten van de instellingen. Deze kosten- en winstcentra zijn onderverdeeld in 5 hoofdcategorieën:

1. Rijbewijzen;
2. Technische controle;
3. Controle op locatie;
4. Herfacturering centraal kantoor;
5. Overige.

Elk van de onderstaande categorieën volgt een logisch nummeringsysteem dat de instellingen moeten respecteren in hun kostentoerekening, zodat deze geharmoniseerd is tussen de instellingen. De analytische boekhouding wordt jaarlijks aan de autoriteit gerapporteerd, tegelijk met de exploitatierekening.

Aan de instellingen zal ook worden gevraagd om de inkomsten op te nemen die verband houden met elke kostenplaats voor activiteiten op het vlak van rijbewijzen en technische controles.

Hieronder geven we een gedetailleerd analyseschema van de belangrijkste activiteiten en kostenplaatsen van de instellingen en de voorgestelde nummering.

Het onderstaande schema is niet volledig. De minister of zijn afgevaardigde kan instellingen vragen om andere relevante kostenplaatsen in hun kostprijsadministratie op te nemen.

Activiteiten	Verdeelsleutel	Kostenplaats/inkomsten	Nummer	Nummer	Beschrijving kostenplaats
RB	n.v.t.	rijexamencentra	001	099	De rijexamencentra van alle instellingen kunnen ook een kostenplaats voor RB-voorschriften bevatten. Alle kosten en opbrengsten van de RB-centra worden hier weergegeven.
TC	n.v.t.	Technische controlecentra	100	199	De technische controlecentra van alle instellingen kunnen ook een kostenplaats voor TC-voorschriften bevatten. Alle kosten en opbrengsten van de TC-centra worden hier weergegeven.
CBR	n.v.t.	Controles langs de weg	200	209	Alle wegininspectiewagens van de organisaties (off-site inspecties)
BC	CA	Herfacturering centraal kantoor	220	249	Alle kosten die door het hoofdkantoor worden doorberekend, worden gescheiden per kostensoort op basis van de granulariteit die vereist is voor de controle van de kosten.
BC	CA	Herfacturering centraal kantoor	220x		<i>Herfacturering van algemeen directeur, directeurs en adjunct-directeurs.</i>
BC	CA	Herfacturering centraal kantoor	221x		<i>Kosten auto's algemeen directeur, directeurs, adjunct-directeurs.</i>
BC I	TC	Herfacturering centraal kantoor	222x		<i>Uitgaven van centrale kantoormedewerkers die voor TC werken</i>
BC	RB	Herfacturering centraal kantoor	223x		<i>Uitgaven van centrale kantoormedewerkers die voor RB werken</i>

BC	CA	Herfacturering centraal kantoor	224x		<i>Uitgaven voor werknemers die namens de groep werken (te verdelen volgens de geldende verdeelsleutel)</i>
BC		Herfacturering centraal kantoor	225x		<i>Autokosten werknemers</i>
BC	CA	Herfacturering centraal kantoor	226x		<i>Algemene kosten centraal kantoor</i>
RB	RB	Globaal RB	250		Globale kosten die indirect toerekenbaar zijn aan alle rijexamencentra en in één analytisch centrum worden ondergebracht om te voorkomen dat een factuur in meerdere regels wordt opgesplitst.
TC	TC	Globaal TC	251		Globale kosten die indirect toerekenbaar zijn aan alle technische controlecentra en in één analytisch centrum worden ondergebracht om te voorkomen dat een factuur in meerdere regels wordt opgesplitst.
BC	CA	Maatschappelijke zetel	252		Kosten van de maatschappelijke zetel van de instellingen, die vervolgens kunnen worden toegewezen volgens de geldende verdeelsleutel.
BC	CA	Callcenter	253		Kosten van het callcenter die vervolgens kunnen worden toegewezen volgens de geldende verdeelsleutel.
BC	CA	Opleidingscentrum	254		Kosten in verband met de opleidingen van het personeel, die vervolgens kunnen worden toegewezen volgens de geldende verdeelsleutel.
BC	CA	Administratieve diensten	255		Kosten van alle administratieve diensten, die vervolgens kunnen worden toegewezen volgens de geldende verdeelsleutel.
BC	CA	Informatica	256		Kosten die rechtstreeks verbonden zijn met de informaticadienst, die vervolgens kunnen worden toegewezen volgens de geldende verdeelsleutel
BC	CA	Onderhoudsdienst	257		Kosten die rechtstreeks verbonden zijn met de onderhoudsdienst, die vervolgens kunnen worden toegewezen volgens de geldende verdeelsleutel
BC	CA	Preventie en reclame	258		Algemene kosten van reclame en preventie, die vervolgens kunnen worden toegewezen volgens de geldende verdeelsleutel.
BC	CA	Communicatie	259		Kosten die rechtstreeks verbonden zijn met de communicatie, die vervolgens kunnen worden toegewezen volgens de geldende verdeelsleutel
BC	CA	Juridische dienst	260		Kosten die rechtstreeks verbonden zijn met de juridische dienst, die vervolgens kunnen worden toegewezen volgens de geldende verdeelsleutel
BC I	CA	Homologatieprocedur e	261		Bijkomende opdracht die wordt uitgevoerd door instellingen in technische controlecentra of rijexamencentra: voertuighomologatie enz.







<b>619 INTERNE HERFACTURERING VAN KOSTEN VAN HET</b>												
<b>centraal kantoor</b>												
61900	Interne herfacturering											
<b>6200 VERGOEDINGEN BESTUURDERS OF MANAGERS</b>												
620000	Baremalonen - Bestuurder (algemeen directeur)											
620001	Vakantiegeld - Bestuurder (algemeen directeur)											
620002	Eindejaarspremies - Bestuurder (algemeen directeur)											
620003	RSZ-bijdrage - Bestuurder (algemeen directeur)											
620004	Verzekeringspremies arbeidsongevallen - Bestuurder (algemeen directeur)											
620005	Premie groepsverzekering - Bestuurder (algemeen directeur)											
620006	Premie ziekte- en invaliditeitsverzekering - Bestuurder (algemeen directeur)											
620007	Eenmalige premie groepsverzekering - Bestuurder (algemeen directeur)											
620008	Maalijdscheques - patronale bijdrage - Bestuurder (algemeen directeur)											
620009	Consumptiecheque - Bestuurder (algemeen directeur)											
620010	Ecocheques - Bestuurder (algemeen directeur)											
620011	Cadeaucheques - Bestuurder (algemeen directeur)											
620012	Overige beroepskosten - Bestuurder (algemeen directeur)											
<b>6201 DIRECTIE</b>												
62010	Baremalonen - Directeurs en adjunct-directeurs											
62011	Vakantiegeld - Directeurs en adjunct-directeurs											
62012	Eindejaarspremies - Directeurs en adjunct-directeurs											
<b>6202 WERKNEMERS</b>												
62020	Baremalonen - Werknemers											
62021	Vakantiegeld - Werknemers											
62022	Eindejaarspremies - Werknemers											
<b>6210 PATRONALE BIJDRAGEN SOCIALE ZEKERHEID - DIRECTEURS EN ADJUNCT-DIRECTEURS</b>												





























76400		Diverse opbrengsten vorige boekjaren																		
			<b>TOTAAL BEDRIJFSINKOMSTEN</b>																	











620011	Cadeaueques - Bestuurder (algemeen directeur)								
620012	Overige beroepskosten - Bestuurder (algemeen directeur)								
<b><u>6201 DIRECTIE</u></b>									
62010	Baremalonen - Directeurs en adjunct-directeurs								
62011	Vakantiegeld - Directeurs en adjunct-directeurs								
62012	Eindejaarspremies - Directeurs en adjunct-directeurs								
<b><u>6202 WERKNEMERS</u></b>									
62020	Baremalonen - Werknemers								
62021	Vakantiegeld - Werknemers								
62022	Eindejaarspremies - Werknemers								
<b><u>6210 PATRONALE BIJDRAGEN SOCIALE ZEKERHEID - DIRECTEURS EN ADJUNCT-DIRECTEURS</u></b>									
621000	RSZ-bijdrage - Directeurs en adjunct-directeurs								
621010	Premie arbeidsongevalverzekering - Directeurs en adjunct-directeurs								
<b><u>6211 SOCIALE BIJDRAGEN EN PATRONALE BIJDRAGEN - WERKNEMERS</u></b>									
621100	RSZ-bijdrage - Werknemers								
621110	Premie arbeidsongevalverzekering - Werknemers								
<b><u>6220 PATRONALE BIJDRAGE GROEPSVERZEKERING EN AANVULLENDE ZIEKTE- EN INVALIDITEITSVERZEKERING - DIRECTEURS EN ADJUNCT-DIRECTEURS</u></b>									
622000	Premie groepsverzekering - Directeurs en adjunct-directeurs								
622010	Premie ziekte- en invaliditeitsverzekering - Directeurs en adjunct-directeurs								









## D) Model voor overzicht exploitatierekening

**EXPLOITATIEREKENING - OVERZICHT**

INSTELLING:					
EXPLOITATIEJAAR:					
	BEKWAAMHEIDSBEWIJZEN	GBAAL GEBUDGETTEERD	UITGEVOERD TC	UITGEVOERD RB	UITGEVOERD GLOBAAL
70	OMZET				
741	MEERWAARDEN OP MATERIËLE EN IMMATERIËLE VASTE ACTIVA				
746	INKOMSTEN VOOR DE UITGIFTE VAN KILOMETERBEWIJZEN VOOR DE 'CAR-PASS'				
	<b><u>TOTAAL VAN DE NETTO-INKOMSTEN</u></b>	- €	- €	- €	- €
72	GEÏMMOBILISEERDE PRODUCTIE				
74	OVERIGE BEDRIJFSOPBRENGSTEN (BEHALVE 741/742/746)				
75	FINANCIËLE OPBRENGSTEN				
76	UITZONDERLIJKE OPBRENGSTEN				
	<b><u>TOTAAL BEDRIJFSINKOMSTEN (1)</u></b>	- €	- €	- €	- €
610	UITRUSTINGSKOSTEN				
611	KOSTEN IN VERBAND MET LOKALEN EN VERZEKERINGEN				
612	VERPLAATSINGS-, REPRESENTATIE-, AUTO- EN BIJBEHORENDE KOSTEN VOOR OPLEIDING				
613	HONORARIA, PRESTATIES VAN DERDEN EN BIJDAGEN				
614	ADMINISTRatieve EN KANTOORKOSTEN				
615	DIVERSE KOSTEN				
617	UITZENDKRACHTEN				
619	INTERNE HERFACTURERING VAN KOSTEN VAN HET CENTRAAL KANTOOR				
6200	VERGOEDINGEN BESTUURDERS				
6201	DIRECTIE				
6202	WERKNEMERS				
6210	PATRONALE BIJDAGEN SOCIALE ZEKERHEID - DIRECTEURS EN ADJUNCT-DIRECTEURS				
6211	SOCIALE BIJDAGEN EN PATRONALE BIJDAGEN - WERKNEMERS				

6220 PATRONALE BIJDRAGE GROEPSVERZEKERING EN AANVULLENDE ZIEKTE- EN INVALIDITEITSVERZEKERING - DIRECTEURS EN ADJUNCT-DIRECTEURS							
6221 PATRONALE BIJDRAGE GROEPSVERZEKERING EN AANVULLENDE ZIEKTE- EN INVALIDITEITSVERZEKERING - WERKNEMERS							
623 ANDERE PERSONEELSKOSTEN							
63 AFSCHRIJVINGEN							
64 ANDERE EXPLOITATIEKOSTEN							
65 FINANCIËLE LASTEN							
66 UITZONDERLIJKE LASTEN							
<b><u>SUBTOTAAL BEDRIJFSUITGAVEN</u></b>	<b>-€</b>	<b>-€</b>	<b>-€</b>	<b>-€</b>	<b>-€</b>	<b>-€</b>	<b>-€</b>
VERGOEDING LAND							
INVESTERINGSVERGOEDING							
<b><u>TOTAAL BEDRIJFSUITGAVEN</u></b>	<b>-€</b>	<b>-€</b>	<b>-€</b>	<b>-€</b>	<b>-€</b>	<b>-€</b>	<b>-€</b>

VERGOEDING INSTELLING							
<b><u>TOTAAL TOELAATBARE LASTEN (2)</u></b>							<b>-€</b>

POSITIEF OVERSCHOT (+) / NEGATIEF RESULTAAT (-) (1)-(2)							<b>-€</b>
---	--	--	--	--	--	--	-----------

E) Model voor de aanpassing van de exploitatierekening door de overheid

**REGULARISERING VAN DE EXPLOITATIEREKENING**

INSTELLING:		AANGEVRAAGD TC	TOEGELATEN TC	AANGEVRAAGD RB	TOEGELATEN RB	TOTAAL TOEGELATEN
EXPLOITATIEJAAR:						
BEKWAAMHEIDSBEWIJZEN						
70	OMZET					
741	MEERWAARDEN OP MATERIËLE EN IMMATERIËLE VASTE ACTIVA					
746	INKOMSTEN VOOR DE UITGIFTE VAN KILOMETERBEWIJZEN VOOR DE 'CAR-PASS'					
	<b>TOTAAL VAN DE NETTO-INKOMSTEN</b>	- €	- €	- €	- €	- €
72	GEÏMMOBILISEERDE PRODUCTIE					
74	OVERIGE BEDRIJFSOPBRENGSTEN (BEHALVE 741/742/746)					
75	FINANCIËLE OPBRENGSTEN					
76	UITZONDERLIJKE OPBRENGSTEN					
	<b>TOTAAL BEDRIJFSINKOMSTEN (1)</b>	- €	- €	- €	- €	- €
610	UITRUSTINGSKOSTEN					
611	KOSTEN IN VERBAND MET LOKALEN EN VERZEKERINGEN					
612	VERPLAATSINGS-, REPRESENTATIE-, AUTO- EN BIJBEHORENDE KOSTEN VOOR OPLEIDING					
613	HONORARIA, PRESTATIES VAN DERDEN EN BIJDAGEN					
614	ADMINISTRatieve EN KANTOORKOSTEN					





<b>TOTAAL BEDRIJFSUITGAVEN</b>	- €	- €	- €	- €	- €
VERGOEDING INSTELLING					
<b>TOTAAL TOELAATBARE LASTEN (2)</b>					- €
POSITIEF OVERSCHOT (+) / NEGATIEF RESULTAAT (-) (1)-(2)					- €
TOEWIJZING AAN DE BESCHERMDE RESERVE / ONTTREKING AAN DE BESCHERMDE RESERVE					- €
BETALING AAN HET VERKEERSVEILIGHEIDSFONDS / INTERVENTIE DOOR HET VERKEERSVEILIGHEIDSFONDS					- €





G) Model voor het invoeren van een kapitaalprojectbegroting

**Begroting investeringsproject (\*)**

(\*) Dit model geeft de minimale items weer die in het investeringsdossier moeten worden opgenomen.

INSTELLING:

EXPLOITATIEJAAR:

STATION/CENTRUM:

Post	Uitrusting	Meeteenheid	Eenheidsprijs	Hoeveelheid	Totaal
<u>Grond</u>					
	Aankoop grond				
	Notariskosten				
<u>Ruwbouw</u>					
<b>Sociale lokalen</b>	Gelijkvloers				
	Verdieping				
	Sociale kelder				
	Rij personenauto's				
	Rij bedrijfsvoertuigen				
	Cat. L				
<b>Hal TC</b>	Voorbehouden rij				
	Station/muur/tijdelijke wand				
<b>Afbraakwerken</b>					
<u>Afvoer aarde</u>					
	Afvoer aarde GO				
	Afvoer aarde naaste omgeving				
<u>Buiteninrichting</u>					
	Tarmac/Klinkers + Boordsteen				
	Riolering				
	Inrichting buiten tarmac (gras, omheining, slagbomen ...)				
<u>Speciale technieken</u>					
<b>Elektriciteit</b>	Cabine+transfo+toebehoren				

	Hal TC					
	Sociale lokalen					
	Naaste omgeving					
	Palen					
	Fotovoltaïsche panelen					
<b>Branddetectie</b>	Hal TC					
	Sociale lokalen					
<b>Inbraakdetectie</b>	Hal TC					
	Sociale lokalen					
<b>Toegangscontrole</b>						
<b>Buitenverlichting</b>						
<b>Fotovoltaïsche panelen + palen</b>	Palen					
	Borden					
<b>Verwarming/airconditioning</b>	Hal TC					
	Stralend					
	Sociale lokalen					
<b>Ventilatie</b>	Hal TC					
	Sociale lokalen					
<b>Sanitaire ruimten</b>	Sociale lokalen					
	Hal					
<b>Perslucht</b>	Compressor					
	Leiding					
<b>Luik</b>	PW In + Uit					
	BV In + Uit					
	Cat. L in + Uit					
<b>Inrichting</b>						
	Bureaus, stoelen, tafels, kluisjes enz.					
<b>Meubilair</b>	Loketten					
	Keuken					

	Camera					
	Bebakening					
<b>Uitrustings_IC</b>						
<b>Verontreinigingscontrole</b>	Opaciteitsmeter/4 gassen					
	Zero-emissie					
	PN Meter					
<b>Ctrl Koplampen</b>	Instelapparaat voor koplampen					
	Rails koplampen					
<b>Ctrl Remmen</b>	Remmentestbank PW					
	Remmentestbank zware BV					
	Remmentestbank Cat. L					
<b>Ctrl Ophanging</b>	Ophangingstestbank PW					
	Ophangingstestbank BV					
<b>Brug</b>	Brug					
	Heftafel Cat. L + draaiplateau					
<b>Controleput</b>	Roeders					
	Controleputkrik					
<b>Assenweegbrug</b>	Loopbruggen over controleput					
	Assenweegbrug					
<b>Indienststelling</b>	Indienststelling VIAS					
	Indienststelling (OCB)					
	Ponsen (Widra)					
<b>Overige</b>	Klein materiaal					
	Bedieningspaneel + plexiglas					
	Rij PW-BV					
	Cat. L					
<b>IT</b>	Pc + beeldscherm					
	Desktopprinter					
	Printer einde lijn					

Scanner									
Server + UPS									
<b>Administratie + Architect</b>									
Veiligheids- en gezondheidscoördinatie									
Ingenieur (stabiliteit ...)									
Verantwoordelijke EPB									
Haalbaarheidsstudie/landmeter									
Bodemonderzoeken (verontreiniging, doorlatendheid, stabiliteit)									
Aansluiting gas									
Aansluiting elektriciteit									
Aansluiting water									
Architect									
<b>SAMENVATTING</b>									
	<b>Post</b>								<b>Totaal bedrag</b>
	Grond								
	Ruwbouw								
	Afvoer aarde								
	Buiteninrichting								
	Speciale technieken								
	Inrichting								
	Uitrusting TC								



Kosten administratie + architect	
<b>TOTAAL</b>	